



Le Groupe Banque TD présente ses résultats pour le troisième trimestre de 2026

Rapport aux actionnaires • Trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2026

L'information financière dans le présent document est présentée en dollars canadiens et repose sur les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la Banque, préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), sauf indication contraire. Certains montants comparatifs ont été révisés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

Les résultats comme présentés sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR), en vertu des IFRS. Les résultats rajustés sont des mesures financières non conformes aux PCGR. Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Notre rendement » ou à la section « Rapport de gestion des secteurs d'activité de la TD » du présent document.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU TROISIÈME TRIMESTRE en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent :

- Le résultat dilué par action comme présenté a été de 2,74 \$, par rapport à 1,89 \$.
- Le résultat dilué par action rajusté a été de 2,77 \$, par rapport à 2,20 \$.
- Le résultat net comme présenté a atteint 4 615 millions de dollars, comparativement à 3 336 millions de dollars.
- Le résultat net rajusté a atteint 4 671 millions de dollars, comparativement à 3 871 millions de dollars.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS POUR LE CUMUL DE L'EXERCICE, neuf mois clos le 31 juillet 2026 en regard de la période correspondante de l'exercice précédent :

- Le résultat dilué par action comme présenté a été de 7,50 \$, par rapport à 9,72 \$.
- Le résultat dilué par action rajusté a été de 7,59 \$, par rapport à 6,19 \$.
- Le résultat net comme présenté a atteint 12 909 millions de dollars, comparativement à 17 258 millions de dollars.
- Le résultat net rajusté a atteint 13 055 millions de dollars, comparativement à 11 120 millions de dollars.

RAJUSTEMENTS DU TROISIÈME TRIMESTRE (ÉLÉMENTS À NOTER)

Les chiffres du résultat comme présenté pour le troisième trimestre comprennent les éléments à noter suivants :

- Amortissement des immobilisations incorporelles acquises de 34 millions de dollars (25 millions de dollars après impôt ou 1 cent par action), comparativement à 33 millions de dollars (25 millions de dollars après impôt ou 1 cent par action) au troisième trimestre de l'exercice précédent.
- Incidence de l'abandon de la stratégie de couverture des fonds propres liée à la transaction d'acquisition de First Horizon Corporation (FHN) de 41 millions de dollars (31 millions de dollars après impôt ou 2 cents par action), comparativement à 55 millions de dollars (41 millions de dollars après impôt ou 2 cents par action) au troisième trimestre de l'exercice précédent.

TORONTO, le 27 août 2026 – Le Groupe Banque TD (la « TD » ou la « Banque ») a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2026. Le résultat net comme présenté et le résultat par action comme présenté ont été respectivement de 4,6 milliards de dollars et de 2,74 \$, par rapport respectivement à 3,3 milliards de dollars et à 1,89 \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat net rajusté et le résultat par action rajusté ont été respectivement de 4,7 milliards de dollars et de 2,77 \$, en hausse respectivement de 21 % et de 26 % d'un exercice à l'autre.

« La TD a connu un excellent trimestre, ayant généré des résultats record dans ses activités au Canada et dans le secteur Services bancaires de gros, et affiché un dynamisme accru dans le secteur Services bancaires aux États-Unis, a déclaré Raymond Chun, président et chef de la direction, Groupe Banque TD. En mettant l'accent sur une exécution rigoureuse, nous avons été en mesure de générer une croissance importante du rendement des capitaux propres et un levier d'exploitation positif, tout en continuant d'investir dans les talents de première ligne, l'IA et l'innovation en vue d'approfondir les relations avec les clients et de faire croître la Banque. Un an après la Journée des investisseurs, nous respectons nos engagements, menons à bien notre stratégie et créons de la valeur pour nos actionnaires. »

Le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a généré des produits, un résultat net et des volumes de dépôts et de prêts records

Le résultat net du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada s'est établi à 2 095 millions de dollars, en hausse de 7 % d'un exercice à l'autre, reflétant essentiellement l'augmentation du résultat avant impôt et provisions¹⁻². Les produits pour le trimestre se sont établis à 5 517 millions de dollars, en hausse de 5 % d'un exercice à l'autre, soutenus par une croissance des volumes de dépôts et de prêts et une hausse des marges.

Le sous-secteur des Services bancaires personnels au Canada a fait de nouvelles acquisitions de clients au chapitre des produits bancaires courants³, et a notamment enregistré des ventes numériques record pour le troisième trimestre, en hausse de 17 % d'un exercice à l'autre. L'entreprise a renforcé son leadership numérique, la TD se classant au premier rang selon le sondage de J.D. Power sur la satisfaction de la clientèle pour les applications de services bancaires mobiles⁴. Le sous-secteur des Services bancaires commerciaux au Canada a généré une solide croissance des volumes de prêts et de dépôts au cours du trimestre, reflétant les avantages de l'expansion de son réseau de distribution, et a accru de 10 % les acquisitions de clients commerciaux depuis le début de l'exercice.

¹ Le résultat avant impôt et provisions est une mesure financière non conforme aux PCGR qui est calculée en soustrayant les charges autres que d'intérêts comme présentées du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada de ses produits comme présentés. Produits comme présentés – troisième trimestre de 2026 : 5 517 millions de dollars; troisième trimestre de 2025 : 5 241 millions de dollars. Charges autres que d'intérêts comme présentées – troisième trimestre de 2026 : 2 131 millions de dollars; troisième trimestre de 2025 : 2 066 millions de dollars. Résultat avant impôt et provisions – troisième trimestre de 2026 : 3 386 millions de dollars; troisième trimestre de 2025 : 3 175 millions de dollars.

² Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Notre rendement » du présent document.

³ Comprendent les comptes chèques, les comptes d'épargne et les cartes de crédit.

⁴ La Banque TD a reçu la note la plus élevée selon le sondage de 2026 de J.D. Power sur la satisfaction de la clientèle à l'égard des applications de services bancaires mobiles au Canada, qui évalue la satisfaction de la clientèle à l'égard des applications mobiles des institutions financières pour la gestion des comptes bancaires. Visitez le site [jdpower.com/awards](https://www.jdpower.com/awards) pour plus de renseignements.

Les résultats du secteur Services bancaires aux États-Unis démontrent sa capacité de générer des bénéfices

Le résultat net du secteur Services bancaires aux États-Unis s'est établi à 1 074 millions de dollars (771 millions de dollars américains), en hausse de 41 % (39 % en dollars américains) d'un exercice à l'autre sur une base comme présentée et en hausse de 12 % (11 % en dollars américains) d'un exercice à l'autre sur une base rajustée. Le rendement des capitaux propres du secteur s'est établi à 10,2 %, en hausse de 310 points d'un exercice à l'autre sur une base comme présentée et en hausse de 130 points d'un exercice à l'autre sur une base rajustée, reflétant la rigueur dont fait preuve le secteur dans l'optimisation de son bilan et de sa gestion des capitaux.

Les volumes des prêts du secteur Services bancaires aux États-Unis ont augmenté séquentiellement, reflétant une croissance des prêts commerciaux sur le marché intermédiaire et des soldes de cartes de crédit exclusives de la TD. Dans le sous-secteur Gestion de patrimoine aux États-Unis, le niveau record des actifs de placement de clients aisés est attribuable à la croissance de l'actif net et à l'appréciation des marchés. Financement auto TD aux États-Unis s'est classé, pour la septième année consécutive, au premier rang pour la satisfaction des concessionnaires à l'égard des prêteurs nationaux non exclusifs ayant un crédit préférentiel, selon le sondage de 2026 de J.D. Power qui évalue la satisfaction des concessionnaires américains à l'égard de leur prêteur automobile⁵.

Le secteur Gestion de patrimoine et Assurance a généré des produits, un résultat net et des actifs records

Le résultat net du secteur Gestion de patrimoine et Assurance s'est établi à 841 millions de dollars, en hausse de 20 % d'un exercice à l'autre, reflétant des actifs records, une augmentation des primes d'assurance acquises et une croissance des volumes de dépôts.

Le sous-secteur Gestion de patrimoine a continué d'élargir sa clientèle et d'accroître l'engagement, les nouveaux comptes ayant augmenté de 26 % d'un exercice à l'autre. L'entreprise a poursuivi ses efforts auprès des nouveaux investisseurs, les transactions quotidiennes moyennes ayant augmenté de 20 % d'un exercice à l'autre dans les activités de Placements directs TD. TD Assurance et REALTOR.ca ont lancé une expérience numérique intégrée qui incorpore des conseils en matière d'assurance habitation dans le processus d'achat d'une propriété, ce qui aide les Canadiens à prendre des décisions plus éclairées pour protéger l'un de leurs investissements les plus importants.

Le secteur Services bancaires de gros a généré des produits et un résultat net records

Le résultat net du secteur Services bancaires de gros s'est établi à 743 millions de dollars, en hausse de 87 % d'un exercice à l'autre sur une base comme présentée et de 76 % d'un exercice à l'autre sur une base rajustée, reflétant surtout une augmentation des produits et une baisse de la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancées par la hausse des charges autres que d'intérêts.

Le secteur Services bancaires de gros a généré des produits records, tirant parti de la force de sa plateforme dans un contexte d'activité des clients accrue et de conditions de marché favorables pour dégager une croissance des produits de 25 % d'un exercice à l'autre. Combinée avec une gestion rigoureuse des charges et des capitaux, cette forte lancée a entraîné un rendement des capitaux propres de 16,7 %.

Fonds propres

Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de la TD a été de 14,3 %.

Conclusion

« Nous entamons le dernier trimestre de 2026 avec force et agissons rapidement pour saisir les occasions de croissance importantes qui se présentent dans l'ensemble des secteurs d'activité, a ajouté M. Chun. Grâce à sa solide situation des fonds propres, la TD est en mesure de répondre aux besoins grandissants des clients, d'investir dans ses activités et de remettre le capital excédentaire à ses actionnaires. Je suis fier des accomplissements de nos collègues et je tiens à les remercier pour leur engagement soutenu envers nos clients et la Banque. »

Le texte qui précède contient des énoncés prospectifs. Se reporter à la section « Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs » à la page 4.

⁵ Financement auto TD aux États-Unis a reçu la note la plus élevée dans le segment de détail national non exclusif préférentiel dans le cadre des sondages de J.D. Power 2020-2026 sur la satisfaction des concessionnaires à l'égard des fournisseurs de financement automobile. Visitez le site [jdpower.com/awards](https://www.jdpower.com/awards) pour plus de renseignements.

GROUPE DE TRAVAIL SUR LA DIVULGATION ACCRUE DES RENSEIGNEMENTS

Le groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements a été mis sur pied par le Conseil de stabilité financière (CSF) en 2012 pour établir des principes fondamentaux de divulgation de renseignements, des recommandations et des pratiques exemplaires visant à améliorer les informations à fournir sur les risques des banques. Voici un index des recommandations (telles qu'elles ont été publiées par le groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements) et l'endroit où sont présentées les informations connexes dans le rapport aux actionnaires, le document *Information financière supplémentaire* (IFS) ou le document *Information réglementaire supplémentaire* (IRS) du troisième trimestre de 2026. Les renseignements se trouvant sur le site Web de la TD et dans tout document IFS ou document IRS ne sont pas intégrés par renvoi, et ne devraient pas être considérés comme étant intégrés par renvoi, dans le rapport aux actionnaires, le rapport de gestion ou les états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2026. Certains renvois sont faits à l'information présentée dans le rapport annuel 2025 de la Banque.

Type de risque	Sujet	Informations du groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	Page			
			Rapport aux actionnaires du T3 2026	IFS du T3 2026	IRS du T3 2026	Rapport annuel 2025
Général	1	Regrouper dans un même rapport l'information présentée sur tous les risques	Pour trouver les informations, se reporter aux pages ci-après.			
	2	Indiquer la terminologie et les mesures employées par la Banque pour les risques, et présenter les principales valeurs des paramètres utilisés				92-99, 103, 108, 110, 112, 123-126
	3	Décrire et analyser les principaux risques et les risques émergents				82-91
	4	Décrire les plans pour atteindre chacun des nouveaux ratios clés réglementaires lorsque les règles applicables seront définitives	35			78, 120
Gouvernance pour la gestion des risques, et modèle de gestion des risques et modèle d'affaires	5	Présenter un sommaire sur l'organisation, les processus et les principales fonctions de la gestion des risques de la Banque				93-97
	6	Donner une description de la culture d'approche des risques de la Banque et des procédures mises en œuvre pour respecter cette culture				92-93
	7	Donner une description des risques clés liés aux modèles d'affaires et aux activités de la Banque				77, 92, 98-127
	8	Donner une description des simulations de crise faites pour tester la gouvernance des risques et le cadre économique des fonds propres de la Banque				76, 97-98, 106, 123
Adéquation des fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques	9	Décrire les exigences de fonds propres Pilier 1 et leur incidence sur les banques d'importance systémique mondiale	32-35, 88		1-3, 6	73-75, 79, 235
	10	Présenter les composantes des fonds propres et un rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire			1-3, 5	73
	11	Présenter un état des variations des fonds propres réglementaires			4	
	12	Présenter une analyse de la planification des fonds propres dans le cadre d'une analyse plus générale de la planification stratégique de la direction				74-77, 123
	13	Présenter une analyse des façons dont les actifs pondérés en fonction des risques (APF) sont touchés par les activités de l'entreprise et les risques connexes		9-15		77
	14	Présenter une analyse des exigences de fonds propres applicables à chaque méthode utilisée pour calculer les APF			13	100-101, 103, 105-106
	15	Présenter sous forme de tableau le risque de crédit dans le portefeuille bancaire pour les catégories d'actifs de Bâle et les principaux portefeuilles			36-53, 59-65	
	16	Présenter un état de rapprochement qui montre les variations des APF par type de risque			18-19	
Liquidité	17	Présenter une analyse des exigences de Bâle III en matière de tests de validation rétroactifs			80	102, 106, 110-111
	18	Décrire la gestion des besoins de liquidité et de la réserve de liquidités de la Banque	42-44, 46-47			112-114, 116-117
Financement	19	Présenter les actifs grevés et non grevés sous forme de tableau par catégorie présentée au bilan	45			115, 228
	20	Présenter sous forme de tableau le total consolidé des actifs, des passifs et des engagements hors bilan par durée contractuelle restante à la date du bilan				120-122
	21	Présenter une analyse des sources de financement de la Banque et de la stratégie de financement de la Banque	45-46, 47-50			118-120
Risque de marché	22	Présenter les liens entre les mesures du risque de marché pour le portefeuille lié aux activités de négociation et le portefeuille lié aux activités autres que de négociation et le bilan	39			104
	23	Présenter une ventilation des facteurs de risque de marché importants liés aux activités de négociation et aux activités autres que de négociation	39, 41-42			104, 106-108
	24	Décrire les principales limites du modèle de mesure du risque de marché et les procédures de validation	40			105-108, 110-111
	25	Décrire les principales techniques de gestion des risques, à part les mesures et paramètres de risque présentés	40			105-108
Risque de crédit	26	Fournir de l'information permettant aux utilisateurs de comprendre le profil de risque de crédit de la Banque, y compris les concentrations importantes du risque de crédit	29-32, 68-77	23-38	1-5, 13, 18, 20-70, 72-80	60-72, 99-103, 183-190, 200, 202-204, 233-234
	27	Décrire les politiques de la Banque pour détecter les prêts douteux	77			69, 160-161, 166-167, 190
	28	Présenter un rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture des prêts douteux de la période avec la provision pour pertes sur prêts	30, 71-75	27, 31		67, 186-188
	29	Présenter une analyse du risque de crédit de contrepartie de la Banque dû aux transactions sur dérivés			54-55, 66-70	101, 170-171, 194-196, 200, 202-204
	30	Présenter une analyse des mesures d'atténuation du risque de crédit, notamment les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit				102, 163, 170-171
Autres risques	31	Décrire les types d'« autres risques » en fonction des classements de la direction et la façon dont ils sont détectés, traités, évalués et gérés individuellement				108-112, 123-127
	32	Présenter pour les autres risques les occurrences de risque connues publiquement	84-86			90-91, 226-228

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE GESTION

4	Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs	51	Méthodes et estimations comptables
5	Faits saillants financiers	51	Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière
6	Mise à jour sur les activités de redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque et du programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise	52	Glossaire
8	Notre rendement		ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES
12	Aperçu des résultats financiers	55	Bilan consolidé intermédiaire
17	Rapport de gestion des secteurs d'activité de la TD	56	État du résultat consolidé intermédiaire
27	Résultats trimestriels	57	État du résultat global consolidé intermédiaire
28	Revue du bilan	58	État des variations des capitaux propres consolidé intermédiaire
29	Qualité du portefeuille de crédit	59	État des flux de trésorerie consolidé intermédiaire
33	Situation des fonds propres	60	Notes des états financiers consolidés intermédiaires
36	Facteurs de risque et gestion des risques		
37	Gestion des risques	89	RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS
51	Titrisation et arrangements hors bilan		

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion est présenté pour aider les lecteurs à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière et les résultats d'exploitation du Groupe Banque TD (la « TD » ou la « Banque ») pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2026, comparativement aux périodes correspondantes indiquées. Il doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la Banque inclus dans le présent rapport aux actionnaires, ainsi qu'avec les états financiers consolidés annuels de 2025 et le rapport de gestion de 2025. Le présent rapport de gestion est daté du 26 août 2026. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens et proviennent essentiellement des états financiers consolidés annuels de 2025 ou des états financiers consolidés intermédiaires de la Banque, qui sont dressés selon les IFRS publiées par l'IASB. Certains montants comparatifs ont été révisés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée. Des renseignements additionnels concernant la Banque, y compris la notice annuelle 2025 de la Banque, sont disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse <https://www.td.com>, de même que sur le site SEDAR+, à l'adresse <https://www.sedarplus.ca>, et sur le site de la SEC, à l'adresse <http://www.sec.gov> (section EDGAR Filers).

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs

De temps à autre, la Banque (comme elle est définie dans le présent document) fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, les énoncés figurant dans le présent document, dans le rapport de gestion (le « rapport de gestion de 2025 ») du rapport annuel 2025 de la Banque à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et aux rubriques « Principales priorités pour 2026 » et « Contexte d'exploitation et perspectives » pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services bancaires aux États-Unis, Gestion de patrimoine et Assurance et Services bancaires de gros, et d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2026 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, l'environnement réglementaire dans lequel la Banque exerce ses activités, les cibles et les engagements, les attentes en matière de rendement financier pour la Banque, et les perspectives pour les activités de la Banque ou les économies canadienne, américaine et mondiale.

Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme « croire », « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « supposer », « viser », « estimer », « planifier », « objectif », « confiant », « cible », « pouvoir », « calendrier », « possible » et « potentiel » et de verbes au futur ou au conditionnel, ainsi que d'autres expressions similaires, ou la forme négative ou des variantes de tels termes, mais ces mots ne sont pas les seuls moyens d'indiquer de telles déclarations. Par leur nature, ces énoncés prospectifs obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement physique et financier, à la conjoncture économique, au climat politique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes, prédictions, prévisions, projections, estimations, cibles ou intentions avancées dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs de risque comprennent notamment : la conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités; le risque géopolitique (notamment les risques liés aux politiques, au commerce et à l'impôt ainsi que l'incidence potentielle de l'imposition de nouveaux droits de douane ou de droits de douane plus élevés ou de l'imposition de droits de représailles); l'inflation, les taux d'intérêt et la possibilité d'une récession; les risques associés aux activités de redressement du programme de lutte contre le blanchiment d'argent (LCBA) et de conformité à la *Bank Secrecy Act* (BSA) aux États-Unis de la Banque et du programme de LCBA de la Banque à l'échelle de l'entreprise; la surveillance réglementaire et le risque de conformité; la capacité de la Banque à réaliser des stratégies à long terme et ses principales priorités stratégiques à plus court terme, notamment la réalisation d'acquisitions et de cessions et l'intégration des acquisitions; la capacité de la Banque d'atteindre ses objectifs financiers ou stratégiques en ce qui a trait à ses investissements, ses plans de fidélisation de la clientèle et à d'autres plans stratégiques; les risques associés à la convention sur les comptes de dépôt assurés entre la Banque et The Charles Schwab Corporation; les risques liés à la technologie et à la cybersécurité (y compris les cyberattaques, les intrusions liées aux données ou les défaillances technologiques) visant les technologies, les systèmes et les réseaux de la Banque, ceux des clients de la Banque (y compris leurs propres appareils) et ceux de tiers fournissant des services à la Banque; les risques liés aux données; les risques de modèle; les activités frauduleuses externes; le risque interne; le risque en matière de conduite; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées, notamment relativement au traitement et au contrôle de l'information, et les autres risques découlant du recours par la Banque à des tiers; l'incidence de la promulgation de nouvelles lois ou règles et de nouveaux règlements, de la modification des lois, règles et règlements actuels ou de leur application, y compris les lois et règlements sur la protection des consommateurs, les lois fiscales, les lignes directrices sur les fonds propres et les directives réglementaires en matière de liquidité; le risque environnemental et social (y compris le risque lié au climat); l'exposition à des litiges et à des questions de réglementation; la concurrence accrue exercée par les sociétés établies et les nouveaux venus, y compris les entreprises de technologie financière et les géants du domaine de la technologie; les changements de comportement des consommateurs et les perturbations liées à la technologie; la capacité de la Banque à recruter, à former et à maintenir en poste des gens de talent; les variations des taux de change, des taux d'intérêt, des écarts de taux, des cours des actions et des prix des marchandises; le déclassement, la suspension ou le retrait des notations attribuées par une agence de notation, les conditions du marché et autres facteurs pouvant influencer sur la valeur et le cours des actions ordinaires et des autres titres de la Banque; l'interconnectivité des institutions financières, y compris les crises de la dette internationale actuelles ou éventuelles; l'augmentation des coûts de financement et la volatilité des marchés causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; les estimations comptables critiques et les changements de normes, de politiques et de méthodes comptables utilisées par la Banque; et l'occurrence d'événements catastrophiques naturels et autres que naturels et les demandes d'indemnisation qui en découlent. La Banque avise le lecteur que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles, et d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2025 et aux rubriques portant sur les risques stratégiques, de crédit, de marché (y compris le risque actions, le risque sur marchandises, le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque d'écart de taux), les risques opérationnels (y compris les risques liés à la technologie, à la cybersécurité, aux processus, aux systèmes, aux données, aux tierces parties, à la fraude, à l'infrastructure et le risque interne et en matière de conduite), les risques de modèle, d'assurance, de liquidité et d'adéquation des fonds propres, le risque de conformité, les risques liés aux crimes financiers, d'atteinte à la réputation, environnementaux et sociaux de la section « Gestion des risques » du rapport de gestion de 2025, telles qu'elles peuvent être mises à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant) relatifs à tout événement ou à toute transaction dont il est question aux sections « Événements importants » ou « Mise à jour sur les activités de redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque et du programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise » dans le rapport de gestion pertinent, lesquels peuvent être consultés sur le site Web www.td.com. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque, et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes qui étayent les énoncés prospectifs figurant dans le présent document sont décrites dans le rapport de gestion de 2025 à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et à la section « Événements importants », aux rubriques « Principales priorités pour 2026 » et « Contexte d'exploitation et perspectives » pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services bancaires aux États-Unis, Gestion de patrimoine et Assurance et Services bancaires de gros, telles qu'elles peuvent être mises à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant).

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs, les priorités et les attentes en matière de rendement financier pour la Banque aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour de quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal, qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'exige.

Avant sa publication, le présent document a été revu par le comité d'audit de la Banque et approuvé par le conseil d'administration de la Banque, sur recommandation du comité d'audit.

TABLEAU 1 : FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Résultats d'exploitation					
Total des produits – comme présenté	16 885 \$	15 797 \$	15 297 \$	49 267 \$	52 283 \$
Total des produits – rajusté ¹	16 926	16 037	15 614	49 592	45 782
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	917	1 001	971	2 957	3 524
Charges afférentes aux activités d'assurance	1 646	1 398	1 563	4 666	4 487
Charges autres que d'intérêts – comme présentées	8 475	8 372	8 522	25 600	24 731
Charges autres que d'intérêts – rajustées ¹	8 441	8 339	8 124	25 343	24 015
Résultat net – comme présenté	4 615	4 251	3 336	12 909	17 258
Résultat net – rajusté ¹	4 671	4 168	3 871	13 055	11 120
Situation financière (en milliards de dollars canadiens)					
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	991,0 \$	964,3 \$	936,1 \$	991,0 \$	936,1 \$
Total de l'actif	2 111,9	2 085,1	2 035,2	2 111,9	2 035,2
Total des dépôts	1 260,7	1 243,4	1 256,9	1 260,7	1 256,9
Total des capitaux propres	127,0	124,3	125,4	127,0	125,4
Total des actifs pondérés en fonction des risques ²	653,4	641,4	627,2	653,4	627,2
Ratios financiers					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – comme présenté ³	15,8 %	14,7 %	11,3 %	14,6 %	20,2 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté ¹	16,0	14,4	13,2	14,8	12,9
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (RCPCAO) ^{1, 3}	19,0	17,7	13,6	17,6	25,2
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté ¹	19,1	17,2	15,8	17,7	15,9
Ratio d'efficacité – comme présenté ³	50,2	53,0	55,7	52,0	47,3
Ratio d'efficacité – rajusté, compte tenu des charges afférentes aux activités d'assurance ^{1, 3, 4}	55,2	57,0	57,8	56,4	58,2
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances en % de la moyenne des prêts nets	0,37	0,43	0,41	0,41	0,50
Information sur les actions ordinaires – comme présentée (en dollars canadiens)					
Résultat par action					
De base	2,75 \$	2,44 \$	1,89 \$	7,53 \$	9,73 \$
Dilué	2,74	2,43	1,89	7,50	9,72
Dividendes par action	1,12	1,08	1,05	3,28	3,15
Valeur comptable par action ³	69,69	68,22	67,13	69,69	67,13
Cours de clôture (TSX) ⁵	168,04	146,33	100,92	168,04	100,92
Actions en circulation (en millions)					
Nombre moyen – de base	1 646,0	1 660,7	1 716,7	1 662,3	1 735,7
Nombre moyen – dilué	1 652,2	1 665,5	1 718,9	1 667,6	1 737,0
Fin de période	1 638,4	1 652,1	1 707,2	1 638,4	1 707,2
Capitalisation boursière (en milliards de dollars canadiens)	275,3 \$	241,7 \$	172,3 \$	275,3 \$	172,3 \$
Rendement en dividendes ³	2,8 %	3,2 %	4,4 %	3,1 %	4,9 %
Ratio de versement de dividendes ³	40,7	44,1	55,4	43,4	32,3
Ratio cours/bénéfice ³	18,0	17,3	8,6	18,0	8,6
Rendement total pour les actionnaires (1 an) ³	71,9	72,2	30,0	71,9	30,0
Information sur les actions ordinaires – rajustée (en dollars canadiens) ¹					
Résultat par action					
De base	2,78 \$	2,39 \$	2,20 \$	7,61 \$	6,19 \$
Dilué	2,77	2,38	2,20	7,59	6,19
Ratio de versement de dividendes	40,2 %	45,0 %	47,5 %	42,9 %	50,7 %
Ratio cours/bénéfice	17,2	15,9	12,8	17,2	12,8
Ratios des fonds propres²					
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	14,3 %	14,3 %	14,8 %	14,3 %	14,8 %
Ratio de fonds propres de catégorie 1	16,1	16,0	16,5	16,1	16,5
Ratio du total des fonds propres	17,9	17,8	18,4	17,9	18,4
Ratio de levier	4,5	4,5	4,6	4,5	4,6
Ratio de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC)	31,1	31,1	30,9	31,1	30,9
Ratio de levier TLAC	8,8	8,8	8,7	8,8	8,7

¹ La Banque Toronto-Dominion (la « TD » ou la « Banque ») dresse ses états financiers consolidés intermédiaires selon les IFRS, les PCGR actuels, et désigne les résultats établis selon les IFRS « comme présentés ». La Banque utilise également des mesures financières non conformes aux PCGR, telles que des résultats « rajustés » et des ratios non conformes aux PCGR, afin d'évaluer chacun de ses secteurs d'exploitation et de mesurer la performance globale de la Banque. Pour obtenir les résultats rajustés, la Banque retranche les « éléments à noter » des résultats comme présentés. Pour obtenir plus de renseignements et consulter une liste des éléments à noter et un rapprochement entre les résultats rajustés et les résultats comme présentés, se reporter aux sections « Notre rendement » ou « Rapport de gestion des secteurs d'activité de la TD » du présent document. Les mesures financières et les ratios non conformes aux PCGR utilisés dans le présent document ne sont pas définis aux termes des IFRS et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs.

² Ces mesures ont été incluses dans le présent document conformément aux lignes directrices *Normes de fonds propres, Exigences de levier et Capacité totale d'absorption des pertes* (TLAC) du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Situation des fonds propres » du présent document.

³ Pour des renseignements additionnels sur ces mesures, se reporter à la section « Glossaire » du présent document.

⁴ Le ratio d'efficacité – rajusté, compte tenu des charges afférentes aux activités d'assurance est calculé en divisant les charges autres que d'intérêts rajustés par le total des produits rajustés, déduction faite des charges afférentes aux activités d'assurance. Total des produits rajustés, déduction faite des charges afférentes aux activités d'assurance – troisième trimestre de 2026 : 15 280 millions de dollars; deuxième trimestre de 2026 : 14 639 millions de dollars; troisième trimestre de 2025 : 14 051 millions de dollars; cumul de l'exercice 2026 : 44 926 millions de dollars; cumul de l'exercice 2025 : 41 295 millions de dollars.

⁵ Cours de clôture à la Bourse de Toronto.

MISE À JOUR SUR LES ACTIVITÉS DE REDRESSEMENT DU PROGRAMME DE LCBA-BSA AUX ÉTATS-UNIS DE LA BANQUE ET DU PROGRAMME DE LCBA À L'ÉCHELLE DE L'ENTREPRISE

Comme il a été présenté précédemment, le 10 octobre 2024, la Banque a annoncé qu'à la suite d'une collaboration et d'une communication actives avec les autorités et les organismes de réglementation, elle est parvenue à une résolution (la « résolution globale ») des enquêtes sur son programme de LCBA-BSA aux États-Unis dont il a déjà été fait mention. La Banque et certaines de ses filiales américaines ont consenti à des ordonnances auprès de l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC), du Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale et du Financial Crimes Enforcement Network (FinCEN), et elles ont conclu des ententes sur le plaidoyer avec la Money Laundering and Asset Recovery Section, Criminal Division du département de la Justice des États-Unis et le bureau du procureur fédéral du district du New Jersey. Les modalités des ordonnances de consentement et des ententes sur le plaidoyer peuvent être consultées sous le profil de la Banque sur SEDAR+, à l'adresse <https://www.sedarplus.ca>.

La Banque s'emploie à se conformer aux modalités des ordonnances sur consentement et des ententes de plaidoyer, notamment aux exigences relatives aux mesures correctives à apporter au programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque. De plus, la Banque travaille également à redresser les programmes de LCBA, de lutte contre le financement des activités terroristes et de sanctions à l'échelle de l'entreprise de la Banque (le « programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise »).

Pour plus de renseignements sur les risques associés aux activités de redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque et du programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise de la Banque, se reporter à la rubrique « Redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis et du programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise de la Banque » de la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du rapport de gestion de 2025.

Mise à jour sur les activités de redressement du programme de LCBA aux États-Unis

La Banque demeure déterminée à redresser son programme de LCBA-BSA aux États-Unis afin de satisfaire aux exigences de la résolution globale. La Banque continue de mettre en œuvre des mesures correctives en matière de gestion (le terme « mesures correctives en matière de gestion » n'est pas défini par la réglementation et désigne, pour la Banque, les évaluations de la cause profonde, la préparation des données, la conception, la documentation, les cadres, les politiques, les normes, la formation, les processus, les systèmes, les tests et la mise en place de contrôles, ainsi que l'embauche des ressources nécessaires), bien qu'il reste encore d'importants travaux et jalons à réaliser au cours des années civiles 2026 et 2027, notamment l'examen rétrospectif des processus à l'égard des activités douteuses conformément à l'ordonnance sur consentement de l'OCC, que la direction prévoit terminer au cours de l'année civile 2027. Pour l'exercice 2026, la Banque s'attend à ce que les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis et les investissements connexes en matière de gouvernance et de contrôle soient d'environ 550 millions de dollars américains avant impôt⁶, en hausse par rapport à ceux de la prévision précédente de 500 millions de dollars américains en raison de la hausse des coûts associés aux examens rétrospectifs. Toutes les mesures correctives en matière de gestion seront assujetties à la démonstration de la durabilité et à la validation par le groupe d'audit interne de la Banque (ces activités étant actuellement prévues au cours des années civiles 2026 et 2027), à l'examen par le contrôleur désigné et, ultimement, à l'examen et à l'approbation des organismes de réglementation des banques aux États-Unis et du département de la Justice. À la suite des examens indépendants, des tests et de la validation, d'autres mesures correctives en matière de gestion pourraient être mises en œuvre après l'année civile 2027, ce qui pourrait dans ce cas prolonger le calendrier de redressement. En outre, à mesure que la Banque réalisera les examens rétrospectifs, elle pourrait être tenue d'élargir davantage l'étendue de l'examen, que ce soit en ce qui concerne les sujets abordés et/ou la période visée par l'examen. Le graphique suivant présente le plan de redressement et les progrès prévus de la Banque par année civile, à la lumière des travaux qu'elle a réalisés jusqu'à présent :



Le calendrier de redressement de la Banque est fondé sur les plans actuels de la Banque, ainsi que sur des hypothèses liées à la durée des mesures correctives, y compris l'achèvement des examens rétrospectifs. La capacité de la Banque de respecter les étapes de redressement clés prévues suppose que la Banque sera en mesure de mettre en œuvre avec succès son plan de redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis, lequel est assujéti à des risques et incertitudes, y compris la capacité de la Banque de recruter des employés clés et de les maintenir en poste, la capacité de tiers de se conformer à leurs obligations contractuelles, l'élaboration et la mise en œuvre efficaces des solutions technologiques requises, ainsi que la disponibilité des données pour l'achèvement des examens rétrospectifs requis. De plus, la mise en œuvre du plan de redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis, y compris ces étapes clés, ne sera pas entièrement sous le contrôle de la Banque, en raison de divers facteurs, notamment : i) l'obligation d'obtenir l'approbation des organismes de réglementation ou de déterminer l'absence d'opposition de ceux-ci avant de procéder aux diverses étapes, et ii) l'obligation que les divers livrables soient jugés acceptables par les organismes de réglementation et/ou le contrôleur. À la date des présentes, la Banque estime qu'elle-même et ses filiales concernées aux États-Unis ont pris les mesures qui leur ont été demandées jusqu'à maintenant en vertu des modalités des ordonnances sur consentement et des ententes sur le plaidoyer et n'est au courant d'aucun manquement à leur égard. Pour obtenir des renseignements sur le cadre de gouvernance de la Banque en matière de LCBA, se reporter à la section « Gestion des risques » du rapport annuel 2025 de la Banque.

⁶ Le montant total prévu des investissements en matière de mesures correctives et de gouvernance et de contrôle est assujéti à des incertitudes et peut varier en fonction i) de l'étendue des travaux dans le cadre du plan de redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis, qui pourrait faire l'objet de modifications en raison de constatations supplémentaires effectuées au fil de l'avancement des travaux; ii) des coûts réels liés à l'examen du contrôleur et à l'examen rétrospectif, qui pourraient différer des estimations initiales et qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de la Banque; et iii) de la capacité de la Banque de mener à bien le redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis conformément au plan financier du secteur Services bancaires aux États-Unis pour l'exercice 2026 et à moyen terme.

Bien qu'il reste beaucoup de travail à faire, la Banque réalise des progrès à l'égard du redressement et du renforcement de son programme de LCBA-BSA aux États-Unis, comme il est présenté précédemment, y compris en apportant les améliorations continues suivantes :

- 1) la réalisation d'une évaluation plus avancée du profil de risque lié aux crimes financiers inhérent à la Banque aux États-Unis et l'augmentation de la fréquence des évaluations de la couverture par la surveillance des opérations; ensemble, ces deux mesures permettent à la Banque d'avoir un meilleur aperçu des risques émergents et en évolution, de s'assurer que la surveillance est axée sur ces risques et de répondre aux risques de manière plus dynamique;
- 2) l'amélioration des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent associé à la traite de personnes et des mesures de détection des fraudes grâce à l'établissement de partenariats d'enquête, permettant à la Banque d'être plus à même de détecter les menaces en constante évolution liées aux crimes financiers et d'y répondre;
- 3) la mise en œuvre de nouvelles formations spécialisées sur le risque lié aux crimes financiers à l'intention des collègues des secteurs d'activité à risque élevé qui sont conçues pour améliorer l'expertise des équipes de première ligne exerçant leurs activités dans des secteurs présentant un risque élevé de blanchiment d'argent et renforcer l'application uniforme de nos politiques, normes et contrôles;
- 4) la poursuite des progrès à l'égard de multiples séries d'examen rétrospectifs réalisés par le fournisseur tiers.

À l'avenir, la Banque se concentrera à poursuivre les activités de redressement et de renforcement de son programme de LCBA-BSA aux États-Unis, y compris :

- 1) le déploiement d'autres phases de la nouvelle plateforme Connaissez votre client;
- 2) le déploiement d'autres capacités d'apprentissage machine et d'IA spécialisée;
- 3) le déploiement d'une plateforme améliorée de déclaration d'opérations en monnaie;
- 4) la poursuite de l'amélioration des données par le déploiement d'environnements de données dédiés à la gestion des risques liés aux crimes financiers (GRCF) qui établiront une source unique de données fiables pour soutenir les capacités de détection avancées;
- 5) l'amélioration continue de ses méthodes et de ses processus d'évaluation des risques liés aux crimes financiers;
- 6) la poursuite des activités de formation et de perfectionnement des collègues;
- 7) la poursuite des examens rétrospectifs requis conformément aux ordonnances sur consentement de l'OCC et du FinCEN.

Renforcement du programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise de la Banque

La Banque poursuit ses activités de redressement du programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise, y compris la mise en œuvre d'un éventail de mesures correctives et d'amélioration du programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise (le terme « mesures correctives et d'amélioration du programme » n'est pas défini par la réglementation et désigne, pour la Banque, les évaluations de la cause profonde, la préparation des données, la conception, la documentation, les cadres, les politiques, les normes, la formation, les processus, les systèmes, les tests et la mise en place de contrôles, ainsi que l'embauche des ressources nécessaires). Bien que la Banque ait réalisé des progrès à l'égard de ces activités de redressement, les travaux s'étendront sur plusieurs années et les activités de redressement sont toujours en cours. Le calendrier d'achèvement des activités de redressement ne sera pas entièrement sous le contrôle de la Banque et est sous réserve de la rétroaction des autorités de réglementation, de la révision interne, de la validation et de l'évaluation des activités. Comme il a été présenté précédemment, après la fin du premier trimestre de l'exercice 2025, le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE) a entrepris un examen de certaines mesures correctives que la Banque a prises jusqu'à présent pour remédier aux violations constatées par le CANAFE. Cet examen est en cours et, selon les résultats obtenus, il pourrait donner lieu à des procédures administratives supplémentaires.

Les mesures correctives et d'amélioration du programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise l'exposeront à des risques semblables à ceux mentionnés dans le cadre du redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque (se reporter également à la rubrique « Mise à jour sur les activités de redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis » ci-dessus). En particulier, à mesure qu'elle continue d'apporter les mesures correctives et les améliorations au programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise, la Banque s'attend à une augmentation du nombre d'opérations et/ou d'événements à déclarer, ce qui s'ajoutera à la liste des éléments d'enquête de GRCF que la Banque doit actuellement traiter, et qu'elle s'efforce de clore, à l'échelle de la Banque. De plus, elle continuera sur une base régulière d'examiner les questions relevées dans un territoire et d'évaluer si elles ont une incidence sur d'autres territoires. En outre, les organismes de réglementation ou les organismes chargés de l'application des lois de la Banque peuvent soulever d'autres questions relativement au programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise de la Banque, ce qui pourrait donner lieu à des procédures administratives supplémentaires. Les questions relevées lors de l'examen mené par la Banque ou par les organismes de réglementation ou les organismes chargés de l'application des lois de la Banque pourraient élargir la portée des mesures correctives et des améliorations requises pour le programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise.

Bien qu'il reste beaucoup de travail à faire, la Banque réalise des progrès à l'égard du redressement et du renforcement du programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise, comme il a été présenté précédemment, notamment :

- 1) l'efficacité accrue des enquêtes grâce à une automatisation et à des analyses améliorées;
- 2) la modernisation continue des capacités de surveillance et de dépistage des crimes financiers;
- 3) le renforcement des capacités en matière de technologie et de flux de travail pour la gestion des risques liés aux crimes financiers.

À l'avenir, la Banque se concentrera à poursuivre les activités de redressement et de renforcement du programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise, y compris :

- 1) la poursuite des progrès en vue d'éliminer le retard opérationnel de traitement;
- 2) l'amélioration continue des capacités de surveillance des opérations, y compris l'efficacité et la couverture de la surveillance;
- 3) la poursuite des investissements pour soutenir les possibilités en matière d'analytique avancée, d'apprentissage machine et d'IA dans le cadre du programme de GRCF.

NOTRE RENDEMENT

APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

La Banque Toronto-Dominion et ses filiales sont désignées collectivement par l'appellation Groupe Banque TD (la « TD » ou la « Banque »). La TD est la sixième banque en importance en Amérique du Nord en fonction de son actif et elle offre ses services à 28,2 millions de clients. Ces services sont regroupés dans quatre principaux secteurs qui exercent leurs activités dans plusieurs centres financiers dans le monde : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, y compris TD Canada Trust et Financement auto TD au Canada; Services bancaires aux États-Unis, y compris Financement auto TD aux États-Unis et Gestion de patrimoine TD aux États-Unis; Gestion de patrimoine et Assurance, y compris Gestion de patrimoine TD au Canada, Placements directs TD et TD Assurance; et Services bancaires de gros, y compris Valeurs Mobilières TD et TD Cowen. En outre, la TD figure parmi les principales banques numériques en Amérique du Nord, avec plus de 14 millions d'utilisateurs actifs du service mobile au Canada et aux États-Unis. Au 31 juillet 2026, les actifs de la TD totalisaient 2,1 billions de dollars. La Banque Toronto-Dominion est inscrite à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York sous le symbole « TD ».

PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE DE LA BANQUE

La Banque dresse ses états financiers consolidés intermédiaires selon les IFRS, les PCGR actuels, et désigne les résultats établis selon les IFRS « comme présentés ».

Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières

En plus des résultats comme présentés, la Banque présente également certaines mesures financières, notamment des mesures financières non conformes aux PCGR qui sont historiques, des ratios non conformes aux PCGR, des mesures financières supplémentaires et des mesures de gestion du capital, pour évaluer ses résultats. Les mesures financières non conformes aux PCGR, telles que les résultats « rajustés », sont utilisées afin d'évaluer les secteurs d'exploitation et de mesurer la performance globale de la Banque. Pour obtenir les résultats rajustés, la Banque retranche les « éléments à noter » des résultats comme présentés. Les éléments à noter comprennent des éléments que la direction n'estime pas révélateurs du rendement sous-jacent; ces éléments sont présentés dans le tableau 3. Les ratios non conformes aux PCGR sont des ratios dont une ou plusieurs des composantes sont des mesures financières non conformes aux PCGR. Les exemples de ratios non conformes aux PCGR comprennent la marge d'intérêts nette rajustée, le résultat de base par action rajusté et le résultat dilué par action rajusté, le ratio de versement de dividendes rajusté, le ratio d'efficacité rajusté, compte tenu des charges afférentes aux activités d'assurance et le taux d'imposition effectif rajusté. La Banque croit que les mesures financières non conformes aux PCGR et les ratios non conformes aux PCGR permettent au lecteur de mieux comprendre comment la direction évalue la performance de la Banque. Les mesures financières non conformes aux PCGR et les ratios non conformes aux PCGR utilisés dans le présent document ne sont pas définis aux termes des IFRS et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs. Les mesures financières supplémentaires servent à décrire la performance et la situation financières de la Banque, et les mesures de gestion du capital servent à décrire la situation des fonds propres de la Banque, et elles sont toutes deux expliquées là où elles apparaissent pour la première fois dans le présent document.

Participation dans The Charles Schwab Corporation (« Schwab ») et convention sur les comptes de dépôt assurés (CDA)

Le 12 février 2025, la Banque a vendu la totalité de sa participation en actions restante dans Schwab dans le cadre d'une offre enregistrée et d'un rachat d'actions par Schwab. La Banque a cessé de comptabiliser sa quote-part du résultat attribuable aux actionnaires ordinaires lié à sa participation dans Schwab par suite de la vente.

Avant la vente, la Banque comptabilisait sa participation dans Schwab selon la méthode de la mise en équivalence. Le secteur Services bancaires aux États-Unis comprenait la quote-part de la Banque du résultat net de sa participation dans Schwab. Le résultat net du secteur Siège social comprenait les montants pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises, les charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab ainsi que la quote-part de la Banque des charges de restructuration et autres charges engagées par Schwab. La quote-part de la Banque du résultat attribuable aux actionnaires ordinaires de Schwab était présentée avec un décalage d'un mois. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 12 des états financiers consolidés annuels de 2025 de la Banque.

Après la vente de la totalité de sa participation en actions restante dans Schwab, la Banque continue d'avoir une relation d'affaires avec Schwab dans le cadre de la convention sur les comptes de dépôt assurés (la « convention sur les CDA avec Schwab »).

Le 4 mai 2023, la Banque et Schwab ont conclu une convention sur les CDA avec Schwab révisée, dont la date d'échéance initiale est le 1^{er} juillet 2034. Selon la convention sur les CDA avec Schwab, la Banque met des comptes de dépôt de passage à la disposition des clients de Schwab. Schwab désigne une tranche des dépôts auprès de la Banque comme des obligations à taux fixe. La tranche restante des dépôts est désignée comme des obligations à taux variable. Le niveau plancher de dépôt des CDA est établi à 60 milliards de dollars américains.

Pour plus de renseignements sur la convention sur les CDA avec Schwab, se reporter à la note 26 des états financiers consolidés annuels de 2025 de la Banque.

Le tableau qui suit détaille les résultats d'exploitation comme présentés de la Banque.

TABEAU 2 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Comme présentés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Produits d'intérêts nets	9 296 \$	8 861 \$	8 526 \$	26 946 \$	24 517 \$
Produits autres que d'intérêts	7 589	6 936	6 771	22 321	27 766
Total des produits	16 885	15 797	15 297	49 267	52 283
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	917	1 001	971	2 957	3 524
Charges afférentes aux activités d'assurance	1 646	1 398	1 563	4 666	4 487
Charges autres que d'intérêts	8 475	8 372	8 522	25 600	24 731
Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net de la participation dans Schwab	5 847	5 026	4 241	16 044	19 541
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	1 232	775	905	3 135	2 588
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab	–	–	–	–	305
Résultat net – comme présenté	4 615	4 251	3 336	12 909	17 258
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	94	202	88	397	374
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	4 521 \$	4 049 \$	3 248 \$	12 512 \$	16 884 \$

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre les résultats rajustés et les résultats comme présentés de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux sections « Notre rendement » ou « Rapport de gestion des secteurs d'activité de la TD » du présent document.

TABLEAU 3 : MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté					
(en millions de dollars canadiens)					
	<i>Trois mois clos les</i>			<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Résultats d'exploitation – rajustés					
Produits d'intérêts nets ^{1, 2}	9 337 \$	8 904 \$	8 581 \$	27 074 \$	24 709 \$
Produits autres que d'intérêts ³	7 589	7 133	7 033	22 518	21 073
Total des produits	16 926	16 037	15 614	49 592	45 782
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	917	1 001	971	2 957	3 524
Charges afférentes aux activités d'assurance	1 646	1 398	1 563	4 666	4 487
Charges autres que d'intérêts ⁴	8 441	8 339	8 124	25 343	24 015
Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net de la participation dans Schwab	5 922	5 299	4 956	16 626	13 756
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat ⁵	1 251	1 131	1 085	3 571	2 976
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab ⁶	–	–	–	–	340
Résultat net – rajusté	4 671	4 168	3 871	13 055	11 120
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	94	202	88	397	374
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	4 577	3 966	3 783	12 658	10 746
Rajustements pour les éléments à noter, avant impôt sur le résultat					
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises ⁷	(34)	(33)	(33)	(101)	(137)
Charges de restructuration ⁴	–	–	(333)	(200)	(496)
Charges d'acquisition et d'intégration ⁴	–	–	(32)	–	(118)
Incidence de l'abandon de la stratégie de couverture des fonds propres liée à la transaction d'acquisition de FHN ¹	(41)	(43)	(55)	(128)	(156)
Profit à la vente des actions de Schwab ³	–	–	–	–	8 975
Restructuration du bilan ^{2, 3}	–	–	(262)	–	(2 318)
Cotisation spéciale de la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) ⁴	–	–	–	44	–
Changement de la quote-part des partenaires dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis ³	–	(197)	–	(197)	–
Moins l'incidence de l'impôt sur le résultat					
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises	(9)	(8)	(8)	(25)	(25)
Charge de restructuration	–	–	(85)	(52)	(126)
Charges d'acquisition et d'intégration	–	–	(7)	–	(26)
Incidence de l'abandon de la stratégie de couverture des fonds propres liée à la transaction d'acquisition de FHN	(10)	(10)	(14)	(32)	(39)
Profit à la vente des actions de Schwab ⁵	–	(288)	–	(288)	407
Restructuration du bilan	–	–	(66)	–	(579)
Cotisation spéciale de la FDIC	–	–	–	11	–
Changement de la quote-part des partenaires dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis	–	(50)	–	(50)	–
Total des rajustements pour les éléments à noter	(56)	83	(535)	(146)	6 138
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	4 521 \$	4 049 \$	3 248 \$	12 512 \$	16 884 \$

¹ Après la résiliation de l'entente de fusion conclue entre la Banque et FHN le 4 mai 2023, l'effet résiduel de la stratégie est contrepassé dans les produits d'intérêts nets – troisième trimestre de 2026 : (41) millions de dollars; deuxième trimestre de 2026 : (43) millions de dollars; cumul de l'exercice 2026 : (128) millions de dollars; troisième trimestre de 2025 : (55) millions de dollars; cumul de l'exercice 2025 : (156) millions de dollars, montants présentés dans le secteur Siège social.

² Les produits d'intérêts nets rajustés excluent l'élément à noter suivant :

- i. Restructuration du bilan – cumul de l'exercice 2025 : 36 millions de dollars relativement aux activités du secteur Services bancaires aux États-Unis, montant présenté dans le secteur Services bancaires aux États-Unis.

³ Les produits autres que d'intérêts rajustés excluent les éléments à noter suivants :

- i. La Banque a vendu des actions ordinaires de Schwab et a comptabilisé un profit à la vente – cumul de l'exercice 2025 : 8 975 millions de dollars, présenté dans le secteur Siège social.
- ii. Restructuration du bilan – troisième trimestre de 2025 : 262 millions de dollars; cumul de l'exercice 2025 : 2 282 millions de dollars relativement aux activités du secteur Services bancaires aux États-Unis, montants présentés dans le secteur Services bancaires aux États-Unis.
- iii. Charge reflétant un changement de la quote-part des partenaires dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis, ce qui a entraîné un ajustement des montants à recevoir connexes dans le portefeuille – deuxième trimestre de 2026 : 197 millions de dollars; cumul de l'exercice 2026 : 197 millions de dollars, présentée dans le secteur Services bancaires aux États-Unis.

⁴ Les charges autres que d'intérêts rajustées excluent les éléments à noter suivants :

- i. Amortissement des immobilisations incorporelles acquises – troisième trimestre de 2026 : 34 millions de dollars; deuxième trimestre de 2026 : 33 millions de dollars; cumul de l'exercice 2026 : 101 millions de dollars; troisième trimestre de 2025 : 33 millions de dollars; cumul de l'exercice 2025 : 102 millions de dollars, montants présentés dans le secteur Siège social.
- ii. Charges de restructuration – cumul de l'exercice 2026 : 200 millions de dollars; troisième trimestre de 2025 : 333 millions de dollars; cumul de l'exercice 2025 : 496 millions de dollars, présentées dans le secteur Siège social.
- iii. Charges d'acquisition et d'intégration – troisième trimestre de 2025 : 32 millions de dollars; cumul de l'exercice 2025 : 118 millions de dollars, présentées dans le secteur Services bancaires de gros.
- iv. Cotisation spéciale de la FDIC – cumul de l'exercice 2026 : (44) millions de dollars, présentée dans le secteur Services bancaires aux États-Unis.

⁵ Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat comprenant un avantage fiscal de 288 millions de dollars lié au profit réalisé par la Banque à la vente des actions de Schwab en 2025, présenté dans le secteur Siège social au deuxième trimestre de l'exercice 2026 au moment de la production de la déclaration de revenus de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique « Impôt sur le résultat » de la section « Aperçu des résultats financiers » du présent document.

⁶ La quote-part du résultat net rajustée de la participation dans Schwab exclut l'élément à noter suivant (après impôt). L'incidence de cet élément a été présentée dans le secteur Siège social.

- i. Amortissement des immobilisations incorporelles acquises liées à Schwab – cumul de l'exercice 2025 : 35 millions de dollars.

⁷ L'amortissement des immobilisations incorporelles acquises se rapporte aux immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'acquisitions d'actifs ou de regroupements d'entreprises, y compris aux montants après impôt pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises attribuables à la quote-part du résultat net de la participation dans Schwab présentés dans le secteur Siège social. Se reporter aux notes de bas de tableau 4 et 6 pour les montants.

TABLEAU 4 : RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT PAR ACTION COMME PRÉSENTÉ ET DU RÉSULTAT PAR ACTION RAJUSTÉ¹

(en dollars canadiens)

	<i>Trois mois clos les</i>			<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Résultat de base par action – comme présenté	2,75 \$	2,44 \$	1,89 \$	7,53 \$	9,73 \$
Rajustements pour les éléments à noter	0,03	(0,05)	0,31	0,08	(3,54)
Résultat de base par action – rajusté	2,78 \$	2,39 \$	2,20 \$	7,61 \$	6,19 \$
Résultat dilué par action – comme présenté	2,74 \$	2,43 \$	1,89 \$	7,50 \$	9,72 \$
Rajustements pour les éléments à noter	0,03	(0,05)	0,31	0,09	(3,53)
Résultat dilué par action – rajusté	2,77 \$	2,38 \$	2,20 \$	7,59 \$	6,19 \$

¹ Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

TABLEAU 5 : AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, APRÈS IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois clos les</i>			<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Immobilisations incorporelles liées aux services bancaires de gros Schwab ¹	20 \$	20 \$	20 \$	60 \$	61 \$
Divers	–	–	–	–	35
Inclus dans les éléments à noter	5	5	5	16	16
Logiciels et droits de gestion d'actifs	25	25	25	76	112
Amortissement des immobilisations incorporelles, après impôt sur le résultat	160	135	136	430	379
	185 \$	160 \$	161 \$	506 \$	491 \$

¹ Compris dans la quote-part du résultat net de la participation dans Schwab.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la Banque consolidée correspond au résultat net comme présenté attribuable aux actionnaires ordinaires, exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires rajusté de la Banque consolidée correspond au résultat net rajusté attribuable aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires rajusté est un ratio financier non conforme aux PCGR et peut être utilisé pour évaluer l'utilisation des capitaux propres par la Banque.

Le rendement des capitaux propres pour les secteurs d'exploitation correspond au résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires d'un secteur d'exploitation donné exprimé en pourcentage de son capital attribué moyen. La méthode de répartition du capital de la Banque à ses secteurs d'exploitation est essentiellement alignée sur les exigences de Bâle III en matière de fonds propres sous forme d'actions ordinaires. Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires utilisé aux fins de la répartition du capital aux secteurs d'exploitation a été de 11,5 %.

TABLEAU 6 : RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois clos les</i>			<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	113 810 \$	113 288 \$	114 115 \$	114 270 \$	111 644 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	4 521	4 049	3 248	12 512	16 884
Éléments à noter, après impôt sur le résultat	56	(83)	535	146	(6 138)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	4 577 \$	3 966 \$	3 783 \$	12 658 \$	10 746 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – comme présenté	15,8 %	14,7 %	11,3 %	14,6 %	20,2 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté	16,0	14,4	13,2	14,8	12,9

Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires

Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires moins le goodwill, le goodwill théorique et les immobilisations incorporelles théoriques liés à la participation dans Schwab, et d'autres immobilisations incorporelles acquises, déduction faite des passifs d'impôt différé connexes. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (RCPCAAO) correspond au résultat net comme présenté attribuable aux actionnaires ordinaires après ajustement pour exclure l'amortissement après impôt des immobilisations incorporelles acquises, qui sont traitées comme un élément à noter, et exprimé en pourcentage des capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le RCPCAAO rajusté est calculé à partir du résultat net comme présenté attribuable aux actionnaires ordinaires après ajustement pour exclure tous les éléments à noter et exprimé en pourcentage des capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires, le RCPCAAO et le RCPCAAO rajusté peuvent être utilisés pour évaluer l'utilisation des capitaux propres par la Banque. Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires sont une mesure non conforme aux PCGR, et le RCPCAAO et le RCPCAAO rajusté sont des ratios non conformes aux PCGR.

TABLEAU 7 : RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES CORPORELS ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois clos les</i>			<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	113 810 \$	113 288 \$	114 115 \$	114 270 \$	111 644 \$
Goodwill moyen	18 842	18 584	18 652	18 777	19 035
Goodwill théorique et immobilisations incorporelles théoriques moyens liés aux participations dans Schwab	–	–	–	–	2 047
Autres immobilisations incorporelles acquises moyennes ¹	272	303	405	306	445
Passifs d'impôt différé connexes moyens	(239)	(240)	(225)	(242)	(232)
Capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	94 935	94 641	95 283	95 429	90 349
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	4 521	4 049	3 248	12 512	16 884
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises, après impôt sur le résultat	25	25	25	76	112
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires après ajustement pour exclure l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises, après impôt sur le résultat	4 546	4 074	3 273	12 588	16 996
Autres éléments à noter, après impôt sur le résultat	31	(108)	510	70	(6 250)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	4 577 \$	3 966 \$	3 783 \$	12 658 \$	10 746 \$
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	19,0 %	17,7 %	13,6 %	17,6 %	25,2 %
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté	19,1	17,2	15,8	17,7	15,9

¹ Excluent les immobilisations incorporelles liées aux logiciels et aux droits de gestion d'actifs.**INCIDENCE DU TAUX DE CHANGE SUR LES RÉSULTATS CONVERTIS DU SECTEUR SERVICES BANCAIRES AUX ÉTATS-UNIS**

Le tableau suivant présente l'estimation de l'incidence de la conversion des monnaies étrangères sur les principaux éléments de l'état du résultat du secteur Services bancaires aux États-Unis. L'incidence correspond à la différence entre les résultats convertis aux taux de change moyens entre le dollar américain et le dollar canadien pour les périodes indiquées.

TABLEAU 8 : INCIDENCE DU TAUX DE CHANGE SUR LES RÉSULTATS DU SECTEUR SERVICES DE DÉTAIL AUX ÉTATS-UNIS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois clos les</i>		<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juillet 2026 par rapport au 31 juillet 2025 Augmentation (diminution)		31 juillet 2026 par rapport au 31 juillet 2025 Augmentation (diminution)	
Services bancaires aux États-Unis				
Total des produits – comme présenté	64 \$		(172) \$	
Total des produits – rajusté ¹	64		(179)	
Charges autres que d'intérêts – comme présentées	39		(110)	
Charges autres que d'intérêts – rajustées ¹	39		(111)	
Résultat net après impôt du secteur Services bancaires aux États-Unis, compte non tenu de Schwab – comme présenté	17		(38)	
Résultat net après impôt du secteur Services bancaires aux États-Unis, compte non tenu de Schwab – rajusté¹	17		(43)	
Résultat net après impôt du secteur Services bancaires aux États-Unis – comme présenté	17		(38)	
Résultat net après impôt du secteur Services bancaires aux États-Unis – rajusté¹	17		(43)	
Résultat par action (en dollars canadiens)				
Résultat de base – comme présenté	0,01 \$		(0,02) \$	
Résultat de base – rajusté ¹	0,01		(0,03)	
Résultat dilué – comme présenté	0,01		(0,02)	
Résultat dilué – rajusté ¹	0,01		(0,03)	

Taux de change moyen (équivalent de 1,00 \$ CA)

	<i>Trois mois clos les</i>		<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juillet 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Dollar américain	0,717 \$	0,728 \$	0,722 \$	0,712 \$

¹ Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Notre rendement » du présent document.

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

Sommaire du rendement

Un aperçu du rendement de la Banque pour le troisième trimestre de 2026 est présenté ci-après. Les indicateurs de rendement pour les actionnaires servent de guides et de points de repère quant aux réalisations de la Banque. Aux fins de cette analyse, la Banque utilise des résultats rajustés, lesquels excluent les éléments à noter des résultats comme présentés qui ont été préparés selon les IFRS. Les résultats comme présentés et les résultats rajustés ainsi que les éléments à noter sont expliqués à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » dans la section « Notre rendement » du présent document.

- Le résultat dilué par action comme présenté pour les neuf mois clos le 31 juillet 2026 a diminué de 23 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Sur une base rajustée, le résultat dilué par action pour les neuf mois clos le 31 juillet 2026 a augmenté de 23 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le RCPCAAO comme présenté pour les neuf mois clos le 31 juillet 2026 s'est établi à 17,6 %. Le RCPCAAO rajusté pour les neuf mois clos le 31 juillet 2026 a été de 17,7 %.
- Pour les douze mois clos le 31 juillet 2026, le total du rendement pour les actionnaires a atteint 71,9 % par rapport au rendement moyen de 69,8 % des établissements financiers homologues canadiens⁷.

Résultat net

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2026 par rapport au T3 2025

Le résultat net comme présenté pour le trimestre s'est établi à 4 615 millions de dollars, en hausse de 1 279 millions de dollars, ou 38 %, par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant principalement une hausse des produits, une baisse de la provision pour pertes sur créances et une baisse des charges autres que d'intérêts, le tout en partie contrebalancé par la hausse des charges afférentes aux activités d'assurance. Sur une base rajustée, le résultat net pour le trimestre s'est établi à 4 671 millions de dollars, en hausse de 800 millions de dollars, ou 21 %, par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent.

Répartie par secteur, la hausse du résultat net comme présenté s'explique par des augmentations de 345 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros, de 340 millions de dollars dans le secteur Siège social, de 314 millions de dollars dans le secteur Services bancaires aux États-Unis, de 142 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et de 138 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2026 par rapport au T2 2026

Le résultat net comme présenté pour le trimestre a augmenté de 364 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à celui du trimestre précédent, reflétant principalement une hausse des produits et une baisse de la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancées par l'incidence au deuxième trimestre d'un avantage fiscal lié au profit à la vente des actions de Schwab réalisé à l'exercice précédent, des hausses des charges afférentes aux activités d'assurance et des charges autres que d'intérêts. Le résultat net rajusté pour le trimestre a augmenté de 503 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à celui du trimestre précédent.

Répartie par secteur, la hausse du résultat net comme présenté s'explique par des augmentations de 261 millions de dollars dans le secteur Services bancaires aux États-Unis, de 170 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, de 131 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros et de 4 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance, en partie contrebalancées par une diminution de 202 millions de dollars dans le secteur Siège social.

Cumul de l'exercice – T3 2026 par rapport au T3 2025

Le résultat net comme présenté de 12 909 millions de dollars a diminué de 4 349 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse reflète essentiellement le profit à la vente des actions de Schwab réalisé à l'exercice précédent, la hausse des charges autres que d'intérêts et l'augmentation des charges afférentes aux activités d'assurance, le tout en partie contrebalancé par la hausse des produits d'intérêts nets et la baisse de la provision pour pertes sur créances. Le résultat net rajusté s'est établi à 13 055 millions de dollars, en hausse de 1 935 millions de dollars, ou 17 %.

Répartie par secteur, la baisse du résultat net comme présenté s'explique par une diminution de 7 811 millions de dollars dans le secteur Siège social, en partie contrebalancée par des augmentations de 1 705 millions de dollars dans le secteur Services bancaires aux États-Unis, de 800 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros, de 612 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et de 345 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance.

Produits d'intérêts nets

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2026 par rapport au T3 2025

Les produits d'intérêts nets comme présentés pour le trimestre ont été de 9 296 millions de dollars, en hausse de 770 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant principalement la hausse des marges et la croissance des volumes dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, la hausse des produits d'intérêts nets dans le secteur Services bancaires de gros, la hausse des marges sur les prêts, y compris la hausse des produits attribuable à la conversion du programme de cartes stratégiques, et la hausse des marges sur les dépôts dans le secteur Services bancaires aux États-Unis et une hausse des volumes de dépôts dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance. Sur une base rajustée, les produits d'intérêts nets se sont établis à 9 337 millions de dollars, en hausse de 756 millions de dollars, ou 9 %.

Répartie par secteur, la hausse des produits d'intérêts nets comme présentés s'explique par des augmentations de 289 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, de 251 millions de dollars dans le secteur Services bancaires aux États-Unis, de 160 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros et de 93 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance, en partie contrebalancées par une diminution de 23 millions de dollars dans le secteur Siège social.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2026 par rapport au T2 2026

Les produits d'intérêts nets comme présentés pour le trimestre ont augmenté de 435 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, reflétant principalement le fait que le trimestre considéré comptait plus de jours et l'incidence de la conversion des monnaies étrangères. Sur une base rajustée, les produits d'intérêts nets ont augmenté de 433 millions de dollars, ou 5 %.

Répartie par secteur, la hausse des produits d'intérêts nets comme présentés s'explique par des augmentations de 239 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, de 156 millions de dollars dans le secteur Services bancaires aux États-Unis, de 43 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance et de 3 millions de dollars dans le secteur Siège social, en partie contrebalancées par une diminution de 6 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros.

⁷ Les homologues au Canada comprennent la Banque de Montréal, la Banque Canadienne Impériale de Commerce, la Banque Royale du Canada et La Banque de Nouvelle-Écosse.

Cumul de l'exercice – T3 2026 par rapport au T3 2025

Les produits d'intérêts nets comme présentés se sont établis à 26 946 millions de dollars, en hausse de 2 429 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant principalement la croissance des volumes et la hausse des marges sur les prêts dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, l'augmentation des produits d'intérêts nets dans le secteur Services bancaires de gros ainsi que la hausse des marges sur les prêts, y compris la hausse des produits attribuable à la conversion du programme de cartes stratégiques, et la hausse des marges sur les dépôts dans le secteur Services bancaires aux États-Unis. Sur une base rajustée, les produits d'intérêts nets se sont établis à 27 074 millions de dollars, en hausse de 2 365 millions de dollars, ou 10 %.

Répartie par secteur, la hausse des produits d'intérêts nets comme présentés s'explique par des augmentations de 814 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, de 641 millions de dollars dans le secteur Services bancaires aux États-Unis, de 423 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros, de 360 millions de dollars dans le secteur Siège social et de 191 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance.

Produits autres que d'intérêts

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2026 par rapport au T3 2025

Les produits autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre se sont établis à 7 589 millions de dollars, en hausse de 818 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant essentiellement la hausse des produits autres que d'intérêts dans le secteur Services bancaires de gros, la hausse des produits autres que d'intérêts dans le secteur Services bancaires aux États-Unis, découlant de l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis à l'exercice précédent, ainsi que l'augmentation des produits tirés des comptes à honoraires, attribuable à la croissance des actifs, et la hausse des primes d'assurance acquises dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance. Sur une base rajustée, les produits autres que d'intérêts se sont établis à 7 589 millions de dollars, en hausse de 556 millions de dollars, ou 8 %.

Répartie par secteur, la hausse des produits autres que d'intérêts comme présentés s'explique par des augmentations de 358 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros, de 319 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance et de 273 millions de dollars dans le secteur Services bancaires aux États-Unis, en partie contrebalancées par des diminutions de 119 millions de dollars dans le secteur Siège social et de 13 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2026 par rapport au T2 2026

Les produits autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre ont augmenté de 653 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, reflétant surtout l'incidence d'un plus grand nombre de jours au troisième trimestre, la croissance des produits tirés des comptes à honoraires et des produits tirés des transactions dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance, l'ajustement des montants à recevoir dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis au trimestre précédent dans le secteur Services bancaires aux États-Unis et la hausse des produits autres que d'intérêts dans le secteur Services bancaires de gros. Sur une base rajustée, les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 456 millions de dollars, ou 6 %.

Répartie par secteur, la hausse des produits autres que d'intérêts comme présentés s'explique par des augmentations de 264 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance, de 226 millions de dollars dans le secteur Services bancaires aux États-Unis, de 194 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros et de 22 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, en partie contrebalancées par une diminution de 53 millions de dollars dans le secteur Siège social.

Cumul de l'exercice – T3 2026 par rapport au T3 2025

Les produits autres que d'intérêts comme présentés se sont établis à 22 321 millions de dollars, en baisse de 5 445 millions de dollars, ou 20 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant surtout le profit à la vente des actions de Schwab réalisé à l'exercice précédent dans le secteur Siège social, en partie contrebalancé par la hausse des produits autres que d'intérêts dans le secteur Services bancaires aux États-Unis, découlant de l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis à l'exercice précédent, par la hausse des produits autres que d'intérêts dans le secteur Services bancaires de gros et par les augmentations des produits tirés des comptes à honoraires, attribuables à la croissance de l'actif, et des primes d'assurance acquises dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance. Les produits autres que d'intérêts rajustés se sont établis à 22 518 millions de dollars, une hausse de 1 445 millions de dollars, ou 7 %.

Répartie par secteur, la baisse des produits autres que d'intérêts comme présentés s'explique par des baisses de 9 129 millions de dollars dans le secteur Siège social et de 1 million de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, en partie contrebalancées par des augmentations de 2 052 millions de dollars dans le secteur Services bancaires aux États-Unis, de 829 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros et de 804 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance.

Provision pour pertes sur créances

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2026 par rapport au T3 2025

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 917 millions de dollars, une baisse de 54 millions de dollars par rapport à celle du troisième trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 865 millions de dollars, en baisse de 39 millions de dollars, ou 4 %, reflétant la baisse des provisions dans l'ensemble des portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements, en partie contrebalancée par la migration du crédit dans les portefeuilles de prêts à la consommation au Canada et aux États-Unis. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 52 millions de dollars, en baisse de 15 millions de dollars par rapport à celle du troisième trimestre de l'exercice précédent. La provision relative aux actifs productifs du trimestre considéré reflète une migration du crédit et la croissance des volumes. Le total de la provision pour pertes sur créances pour le trimestre, exprimé en pourcentage annualisé du volume des prêts, s'est établi à 0,37 %.

Répartie par secteur, la provision pour pertes sur créances a diminué de 39 millions de dollars dans le secteur Siège social et de 30 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros, et elle a augmenté de 15 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2026 par rapport au T2 2026

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 917 millions de dollars, en baisse de 84 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 865 millions de dollars, en baisse de 108 millions de dollars, ou 11 %, en raison surtout de la baisse des provisions dans l'ensemble des portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 52 millions de dollars, en hausse de 24 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent. La provision relative aux actifs productifs du trimestre considéré reflète une migration du crédit et la croissance des volumes.

Répartie par secteur, la provision pour pertes sur créances a diminué de 37 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros, de 25 millions de dollars dans le secteur Services bancaires aux États-Unis, de 20 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et de 2 millions de dollars dans le secteur Siège social.

À plus long terme, bien que les résultats puissent varier d'un trimestre à l'autre et selon l'évolution de la conjoncture économique, le total de la provision pour pertes sur créances pour l'exercice 2026 devrait maintenant se situer près de l'extrémité inférieure de la fourchette de 40 à 50 points de base précédemment indiquée⁸.

Cumul de l'exercice – T3 2026 par rapport au T3 2025

La provision pour pertes sur créances s'est établie à 2 957 millions de dollars, en baisse de 567 millions de dollars par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 3 002 millions de dollars, en baisse de 64 millions de dollars, ou 2 %, en raison surtout de la baisse des provisions dans les portefeuilles de prêts commerciaux au Canada et aux États-Unis, en partie contrebalancée par la migration du crédit dans les portefeuilles de prêts à la consommation au Canada et les portefeuilles de prêts dans le secteur Services bancaires de gros. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs a consisté en une reprise de provision de 45 millions de dollars, par rapport à la constitution d'une provision de 458 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La reprise de provisions relatives aux actifs productifs pour l'exercice considéré reflète essentiellement la migration des provisions de la catégorie « actifs productifs » vers la catégorie « actifs dépréciés », une mise à jour des prévisions macroéconomiques et une baisse des volumes dans le secteur Services bancaires aux États-Unis, en partie contrebalancées par la migration du crédit. Le total de la provision pour pertes sur créances, exprimé en pourcentage annualisé du volume des prêts, s'est établi à 0,41 %.

Répartie par secteur, la provision pour pertes sur créances a diminué de 256 millions de dollars dans le secteur Services bancaires aux États-Unis, de 194 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et de 142 millions de dollars dans le secteur Siège social, et elle a augmenté de 25 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros.

TABEAU 9 : PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES¹

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – Étape 3 (actifs dépréciés)					
Services bancaires personnels et commerciaux au Canada	446 \$	465 \$	376 \$	1 335 \$	1 263 \$
Services bancaires aux États-Unis	326	332	330	1 052	1 168
Services bancaires de gros	6	80	63	302	157
Siège social ²	87	96	135	313	478
Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – Étape 3	865	973	904	3 002	3 066
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – Étape 1 et étape 2 (actifs productifs)					
Services bancaires personnels et commerciaux au Canada	32	33	87	77	343
Services bancaires aux États-Unis	(9)	10	(13)	(98)	42
Services bancaires de gros	35	(2)	8	(11)	109
Siège social ²	(6)	(13)	(15)	(13)	(36)
Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – Étape 1 et étape 2	52	28	67	(45)	458
Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	917 \$	1 001 \$	971 \$	2 957 \$	3 524 \$

¹ Comprend la provision pour pertes sur créances pour les instruments hors bilan.

² Comprend la provision pour pertes sur créances sur la partie revenant aux partenaires des programmes de détaillants du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis.

Charges afférentes aux activités d'assurance

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2026 par rapport au T3 2025

Les charges afférentes aux activités d'assurance pour le trimestre se sont établies à 1 646 millions de dollars, en hausse de 83 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à celles du troisième trimestre de l'exercice précédent, en raison essentiellement d'une augmentation des pertes estimées découlant des sinistres liés aux catastrophes.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2026 par rapport au T2 2026

Les charges afférentes aux activités d'assurance ont augmenté de 248 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à celles du trimestre précédent, en raison essentiellement d'une augmentation des pertes estimées découlant des sinistres liés aux catastrophes et d'une hausse de la fréquence des sinistres.

Cumul de l'exercice – T3 2026 par rapport au T3 2025

Les charges afférentes aux activités d'assurance se sont établies à 4 666 millions de dollars, en hausse de 179 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison essentiellement de l'accroissement de la gravité des sinistres, d'une augmentation des pertes estimées découlant des sinistres liés aux catastrophes et de l'augmentation des coûts associés aux initiatives de croissance des activités.

⁸ La fourchette estimée des provisions pour pertes sur créances de la Banque est fondée sur des hypothèses prospectives qui comportent des risques et des incertitudes. Les résultats peuvent varier selon les conditions économiques ou les conditions de crédit réelles et selon le rendement, notamment le taux de chômage, les taux d'intérêt, la croissance ou le ralentissement de l'économie, et les facteurs et conditions propres à l'emprunteur ou à l'industrie, notamment l'incertitude politique et commerciale. Les provisions pour pertes sur créances estimées de la Banque sont assujetties à des risques et à des incertitudes, notamment ceux décrits à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du présent document.

Charges autres que d'intérêts et ratio d'efficience

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2026 par rapport au T3 2025

Les charges autres que d'intérêts comme présentées de 8 475 millions de dollars ont diminué de 47 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à celles du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant essentiellement les charges de restructuration à l'exercice précédent, en partie contrebalancées par l'augmentation des dépenses relatives aux initiatives de croissance des activités, notamment les charges du personnel. Sur une base rajustée, les charges autres que d'intérêts se sont établies à 8 441 millions de dollars, en hausse de 317 millions de dollars, ou 4 %. La Banque prévoit toujours que la croissance des charges rajustées pour l'exercice 2026, en supposant que la rémunération variable, l'incidence de la conversion des monnaies étrangères et l'incidence du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis demeurent aux mêmes niveaux que ceux de l'exercice 2025, s'inscrira dans la fourchette de 3 % à 4 % indiquée précédemment, reflétant les investissements visant à soutenir la croissance des activités et les investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, compte tenu des gains de productivité attendus et des économies de coûts découlant des restructurations⁹.

Répartie par secteur, la baisse des charges autres que d'intérêts comme présentées s'explique par une diminution de 527 millions de dollars dans le secteur Siège social, en partie contrebalancée par des augmentations de 173 millions de dollars dans le secteur Services bancaires aux États-Unis, de 141 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance, de 101 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros et de 65 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

Le ratio d'efficience comme présenté de la Banque s'est établi à 50,2 %, en regard de 55,7 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le ratio d'efficience rajusté, compte tenu des charges afférentes aux activités d'assurance de la Banque s'est établi à 55,2 %, par rapport à 57,8 % au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2026 par rapport au T2 2026

Les charges autres que d'intérêts comme présentées ont augmenté de 103 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à celles du trimestre précédent, en raison surtout de la hausse des charges de personnel. Les charges autres que d'intérêts rajustées ont augmenté de 102 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à celles du trimestre précédent.

Répartie par secteur, la hausse des charges autres que d'intérêts comme présentées s'explique par des augmentations de 85 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros, de 78 millions de dollars dans le secteur Services bancaires aux États-Unis, de 47 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance, et de 43 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, en partie contrebalancées par une diminution de 150 millions de dollars dans le secteur Siège social.

Le ratio d'efficience comme présenté de la Banque s'est établi à 50,2 %, en regard de 53,0 % pour le trimestre précédent. Le ratio d'efficience rajusté, compte tenu des charges afférentes aux activités d'assurance de la Banque s'est établi à 55,2 %, en regard de 57,0 % pour le trimestre précédent.

Cumul de l'exercice – T3 2026 par rapport au T3 2025

Les charges autres que d'intérêts comme présentées de 25 600 millions de dollars ont augmenté de 869 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant essentiellement la hausse des charges de personnel et la hausse des investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, y compris les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis. Sur une base rajustée, les charges autres que d'intérêts se sont établies à 25 343 millions de dollars, en hausse de 1 328 millions de dollars, ou 6 %.

Répartie par secteur, la hausse des charges autres que d'intérêts comme présentées s'explique par des augmentations de 399 millions de dollars dans le secteur Services bancaires aux États-Unis, de 344 millions de dollars dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance, de 177 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros et de 162 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, en partie contrebalancées par une diminution de 213 millions de dollars dans le secteur Siège social.

Le ratio d'efficience comme présenté de la Banque s'est établi à 52,0 %, en regard de 47,3 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le ratio d'efficience rajusté, compte tenu des charges afférentes aux activités d'assurance de la Banque s'est établi à 56,4 %, en regard de 58,2 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

⁹ Les attentes de la Banque en matière de croissance des charges s'appuient sur les hypothèses de la Banque à l'égard de certains facteurs, notamment les investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, le calendrier des investissements des entreprises, les charges de personnel, l'incidence de la conversion des monnaies étrangères, la majoration de la partie revenant aux partenaires des programmes de détaillants de la provision pour pertes sur créances liée au portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis de la Banque (« incidence du PCS »), et les gains de productivité et les économies réalisées à la suite de la restructuration. En particulier, pour estimer ses attentes en matière de croissance des charges, la Banque a supposé que les trois facteurs suivants auront le même effet sur les charges rajustées de la Banque pour l'exercice 2026 qu'ils ont eu sur les charges rajustées de la Banque pour l'exercice 2025 : i) une rémunération variable dans le secteur Services bancaires de gros et le sous-secteur Gestion de patrimoine; ii) la conversion des monnaies étrangères; et iii) l'incidence du PCS. À titre de référence, pour le troisième trimestre de 2026, la rémunération variable, la conversion des monnaies étrangères et l'incidence du PCS, ensemble, représentaient environ 3 % de l'augmentation de 4 % d'un exercice à l'autre des charges autres que d'intérêts rajustées. Les hypothèses de la Banque sont assujetties à des incertitudes inhérentes et peuvent varier en fonction de plusieurs facteurs dépendants et indépendants de la volonté de la Banque, y compris la précision des prévisions des charges de la Banque relatives aux salaires et avantages du personnel, l'incidence du rendement de l'entreprise sur la rémunération variable, l'inflation, la cadence des initiatives de productivité au sein de l'organisation et les dépenses imprévues, notamment en ce qui concerne les questions juridiques. Se reporter à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du présent document pour plus de renseignements sur les risques et les incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les estimations de la Banque.

Impôt sur le résultat

Le taux d'imposition effectif comme présenté de la Banque a été de 21,1 % pour le trimestre considéré, contre 21,3 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent et 15,4 % pour le trimestre précédent. La diminution d'un exercice à l'autre reflète essentiellement les variations liées à la composition des résultats, en partie contrebalancées par l'incidence de la hausse du résultat avant impôt. L'augmentation d'un trimestre à l'autre témoigne principalement de l'ajustement au trimestre précédent de l'estimation de la Banque à l'égard de l'impôt à payer sur le profit à la vente des actions de Schwab réalisé à l'exercice précédent.

Pour permettre le calcul après impôt du résultat rajusté, la charge d'impôt sur le résultat rajustée est calculée en rajustant les impôts pour chaque élément à noter au moyen du taux d'imposition prévu par la loi de l'entité juridique en question. Le taux d'imposition effectif rajusté correspond à la charge d'impôt sur le résultat rajustée en pourcentage du résultat net rajusté avant impôt. Le taux d'imposition effectif rajusté de la Banque a été de 21,1 % pour le trimestre considéré, contre 21,9 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent et 21,3 % pour le trimestre précédent. Les diminutions d'un exercice à l'autre et d'un trimestre à l'autre reflètent essentiellement les variations liées à la composition des résultats, en partie contrebalancées par l'incidence de la hausse du résultat avant impôt rajusté.

TABEAU 10 : IMPÔT SUR LE RÉSULTAT – Rapprochement de la charge d'impôt sur le résultat comme présentée et de la charge d'impôt sur le résultat rajustée

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	<i>Trois mois clos les</i>						<i>Neuf mois clos les</i>			
	31 juillet 2026		30 avril 2026		31 juillet 2025		31 juillet 2026		31 juillet 2025	
Impôt au taux d'imposition canadien prévu par la loi	1 625 \$	27,8 %	1 397 \$	27,8 %	1 179 \$	27,8 %	4 460 \$	27,8 %	5 432 \$	27,8 %
Augmentation (diminution) attribuable aux éléments suivants :										
Écarts de taux liés aux activités internationales ¹	(348)	(6,0)	(591)	(11,8)	(243)	(5,7)	(1 215)	(7,6)	(2 745)	(14,0)
Divers	(45)	(0,7)	(31)	(0,6)	(31)	(0,8)	(110)	(0,7)	(99)	(0,6)
Charge d'impôt sur le résultat et taux d'imposition effectif – comme présentés	1 232 \$	21,1 %	775 \$	15,4 %	905 \$	21,3 %	3 135 \$	19,5 %	2 588 \$	13,2 %
Total des rajustements pour les éléments à noter	19		356		180		436		388	
Charge d'impôt sur le résultat et taux d'imposition effectif – rajustés	1 251 \$	21,1 %	1 131 \$	21,3 %	1 085 \$	21,9 %	3 571 \$	21,5 %	2 976 \$	21,6 %

¹ Ces montants tiennent compte des crédits d'impôt ainsi que de la composition des résultats des établissements à l'étranger.

Ajustement de l'impôt à payer sur le profit à la vente des actions de Schwab

Au deuxième trimestre de l'exercice 2026, la Banque a révisé son estimation de l'impôt à payer sur le profit à la vente des actions de Schwab réalisé à l'exercice précédent. La révision, qui visait à refléter les plus récentes déclarations fiscales de la Banque et à tenir compte d'informations auparavant impossibles à estimer, a réduit la charge d'impôt sur le résultat de la Banque de 288 millions de dollars et a été présentée comme un élément à noter dans les résultats du secteur Siège social au trimestre précédent.

SOMMAIRE ET PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Les perspectives économiques mondiales pour le reste de l'année 2026 continuent d'être influencées par le choc des prix du pétrole en cours, qui a ravivé les préoccupations relatives à l'inflation et constitué un obstacle additionnel à la croissance. En Chine, la faiblesse de la demande intérieure et les données décevantes pour le deuxième trimestre laissent entrevoir un léger ralentissement. L'économie européenne semble en voie de s'améliorer légèrement, soutenue par des marchés du travail sains, bien que les prix élevés de l'énergie demeurent une contrainte. De manière générale, l'économie mondiale est en train de s'adapter à un contexte de taux d'intérêt plus élevés et d'inflation persistante à plus long terme, ce qui place les décideurs devant des compromis difficiles.

La croissance de l'économie des États-Unis est en voie de dépasser celle des autres pays du G7 pour une quatrième année consécutive. Les Services économiques TD prévoient une croissance du PIB réel de 2,2 % pour l'année civile 2026. L'activité est soutenue par les dépenses d'investissement continues liées à l'IA et par une politique fiscale expansionniste. Stimulées par les baisses d'impôt, les dépenses de consommation se maintiennent malgré la hausse des prix de l'énergie. Le marché du travail des États-Unis continue d'être caractérisé par de faibles taux d'embauche et de mise à pied, la croissance de l'emploi étant à peu près comparable à la croissance de la population active. Le taux de chômage a continué de diminuer au cours des derniers mois pour s'établir à 4,1 % en juillet, le taux le plus bas depuis 13 mois.

L'inflation aux États-Unis continue d'être au-dessus de la cible de 2 % de la Réserve fédérale, reflétant à la fois les répercussions des droits de douane et la hausse des prix de l'énergie. En conséquence, le risque d'une hausse des taux directeurs s'est accru, alors qu'un plus grand nombre de responsables de la Réserve fédérale ont exprimé leur désir d'adopter une politique plus restrictive après une longue période d'inflation élevée. Les Services économiques TD prévoient que les pressions inflationnistes s'estomperont à mesure que les perturbations en matière d'approvisionnement s'atténueront, ce qui permettra à la Réserve fédérale de laisser le taux directeur inchangé, dans une fourchette de 3,5 % à 3,75 %, cette année. Le calendrier et le rythme de l'évolution des taux d'intérêt dépendront des tendances du marché du travail ainsi que de la mesure dans laquelle les pressions inflationnistes s'avéreront plus persistantes que prévu.

L'économie canadienne s'est légèrement contractée à la fin de 2025 et au début de 2026, mais les Services économiques TD prévoient qu'elle connaîtra une reprise vigoureuse au deuxième trimestre civil de 2026. L'imposition par les États-Unis de nouveaux droits de douane sur des marchandises canadiennes à la suite de l'échec des négociations commerciales représente un facteur de risque susceptible de nuire à la croissance, mais l'incidence dépendra de la durée pendant laquelle les droits de douane sont maintenus et de l'étendue des mesures de représailles. Le marché du travail au Canada s'est amélioré plus que prévu jusqu'ici cette année. Une récente reprise de l'embauche, conjuguée à une croissance modérée de la population active, a fait diminuer le taux de chômage, qui a atteint 6,4 %, son plus bas niveau en deux ans. À plus long terme, on s'attend à ce que la croissance soit soutenue par un raffermissement des investissements des entreprises, des dépenses liées à l'infrastructure publique et des dépenses de défense, ainsi que par des dépenses de consommation stables. Les risques entourant les perspectives demeurent très sensibles aux événements géopolitiques et à la politique commerciale des États-Unis.

La Banque du Canada a maintenu le taux du financement à un jour à 2,25 % jusqu'ici cette année, après un important cycle d'assouplissement amorcé au milieu de 2024. Les Services économiques TD prévoient que le taux directeur demeurera inchangé pour le reste de 2026. Dans un contexte économique caractérisé par une offre excédentaire et des prévisions de croissance modeste, l'inflation devrait demeurer près de la cible de 2 % de la Banque du Canada. Un dollar américain généralement plus faible, combiné à un écart plus restreint entre les taux d'intérêt à court terme aux États-Unis et au Canada, devrait soutenir le dollar canadien à mesure que les tensions géopolitiques s'apaisent. Les Services économiques TD prévoient que le dollar canadien se maintiendra dans une fourchette de 72 à 74 cents américains au cours des prochains trimestres, l'issue de la politique commerciale américaine constituant toutefois un facteur déterminant de l'échéancier et de la direction de cette évolution.

RAPPORT DE GESTION DES SECTEURS D'ACTIVITÉ DE LA TD

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, l'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour des quatre grands secteurs d'exploitation suivants : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services bancaires aux États-Unis, Gestion de patrimoine et Assurance et Services bancaires de gros. Les autres activités de la Banque sont regroupées au sein du secteur Siège social. À compter du 1^{er} juin 2026, la Banque a mis en œuvre une réorganisation au sein du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, dans le cadre de laquelle les activités des Services bancaires aux petites entreprises ont été transférées du sous-secteur Services bancaires commerciaux au Canada au sous-secteur Services bancaires personnels au Canada. Cette réorganisation n'a pas d'incidence sur la présentation de l'information du secteur.

Les résultats de chaque secteur reflètent les produits, les charges, les actifs et les passifs du secteur. Le cas échéant, la Banque mesure et évalue le rendement de chaque secteur d'après les résultats rajustés et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, et, pour ces secteurs, la Banque indique que la mesure est rajustée. Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Notre rendement » du présent document, à la section « Aperçu des résultats financiers » du rapport de gestion de 2025 de la Banque et à la note 27 des états financiers consolidés annuels de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2025.

La provision pour pertes sur créances relative aux actifs financiers productifs (étape 1 et étape 2) et dépréciés (étape 3), aux engagements de prêt et aux contrats de garantie financière est comptabilisée dans les secteurs respectifs.

Les produits d'intérêts nets au sein du secteur Services bancaires de gros sont présentés en équivalence fiscale, ce qui signifie que la valeur d'un produit non imposable ou exonéré d'impôt, comme les dividendes, est ajustée à la valeur équivalente avant impôt. L'équivalence fiscale permet à la Banque de mesurer les produits tirés de toutes les valeurs mobilières et de tous les prêts de manière uniforme. Elle procure en outre des éléments de comparaison plus significatifs des produits d'intérêts nets avec ceux d'institutions semblables. La majoration en équivalence fiscale des produits d'intérêts nets et de la charge d'impôt sur le résultat présentée dans le secteur Services bancaires de gros est reprise dans le secteur Siège social. Le rajustement de l'équivalence fiscale pour le trimestre s'est établi à 23 millions de dollars, par rapport à 18 millions de dollars pour le trimestre précédent et à 16 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis de la Banque comprend des conventions conclues avec certains détaillants américains en vertu desquelles la TD est l'émetteur aux États-Unis de cartes de crédit de marque privée et comarquées à l'intention de leurs clients américains. En vertu des modalités de ces conventions individuelles, la Banque et les détaillants partagent les profits générés par les portefeuilles concernés après déduction des pertes sur créances. Selon les IFRS, la TD est tenue de présenter les montants bruts des produits et des provisions pour pertes sur créances liés à ces portefeuilles dans l'état du résultat consolidé intermédiaire de la Banque. À l'échelle des secteurs d'exploitation, la part des produits et des pertes sur créances revenant aux partenaires des programmes de détaillants est présentée dans le secteur Siège social et un montant correspondant (représentant la quote-part nette des partenaires) est comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts, de sorte à éliminer toute incidence sur le résultat net comme présenté du secteur Siège social. Le résultat net présenté dans le secteur Services bancaires aux États-Unis ne comprend que la part des produits et des pertes sur créances attribuables à la TD en vertu des conventions.

À compter du premier trimestre de 2026, les produits autres que d'intérêts du secteur Services bancaires aux États-Unis sont ajustés pour exclure la quote-part de la Banque des pertes liées aux placements communautaires comportant des avantages fiscaux comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, laquelle quote-part est reclassée dans la charge d'impôt sur le résultat. Cela permet à la Banque de calculer le taux d'imposition effectif du secteur Services bancaires aux États-Unis de la même façon que celui d'institutions similaires. L'ajustement entre les produits autres que d'intérêts et la charge d'impôt sur le

résultat présenté dans le secteur Services bancaires aux États-Unis est renversé dans le secteur Siège social. Les montants comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour le premier trimestre de 2026.

Le 12 février 2025, la Banque a vendu la totalité de sa participation en actions restante dans Schwab. Avant la vente, la Banque comptabilisait sa participation dans Schwab selon la méthode de la mise en équivalence et la quote-part du résultat net de sa participation dans Schwab était présentée dans le secteur Services bancaires aux États-Unis. Les montants pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises, les charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab et la quote-part de la Banque des charges de restructuration et autres charges engagées par Schwab ont été comptabilisés dans le secteur Siège social. À compter du troisième trimestre de l'exercice 2025, le secteur Services bancaires aux États-Unis ne tient plus compte des contributions de Schwab et, par conséquent, les discussions concernant la performance de ce secteur excluent Schwab.

TABEAU 11 : SERVICES BANCAIRES PERSONNELS ET COMMERCIAUX AU CANADA

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Produits d'intérêts nets	4 528 \$	4 289 \$	4 239 \$	13 211 \$	12 397 \$
Produits autres que d'intérêts	989	967	1 002	2 983	2 984
Total des produits	5 517	5 256	5 241	16 194	15 381
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs dépréciés	446	465	376	1 335	1 263
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs productifs	32	33	87	77	343
Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	478	498	463	1 412	1 606
Charges autres que d'intérêts	2 131	2 088	2 066	6 366	6 204
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	813	745	759	2 352	2 119
Résultat net	2 095 \$	1 925 \$	1 953 \$	6 064 \$	5 452 \$

Principaux volumes et ratios

Rendement des capitaux propres attribuables aux

actionnaires ordinaires¹

Marge d'intérêts nette (y compris sur les actifs titrisés)²

Ratio d'efficience

Nombre de succursales de détail au Canada à la fin de la période

Nombre moyen d'équivalents temps plein³

¹ Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires utilisé aux fins de la répartition du capital au secteur était de 11,5 %.

² La marge d'intérêts nette est calculée en divisant les produits d'intérêts nets par les actifs productifs d'intérêts moyens. Les actifs productifs d'intérêts moyens utilisés dans le calcul de la marge d'intérêts nette sont une mesure financière non conforme aux PCGR. Pour plus de renseignements sur ces mesures, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Notre rendement » et à la section « Glossaire » du présent document.

³ À compter du troisième trimestre de 2025, les activités des centres d'appels, précédemment présentées dans le secteur Siège social, ont été intégrées à leur secteur d'activité respectif, ce qui permet d'assurer le contrôle de bout en bout de l'expérience client. Ce changement touche essentiellement le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada. Le nombre moyen d'équivalents temps plein a été retraité pour les périodes comparatives.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2026 par rapport au T3 2025

Le résultat net du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada pour le trimestre s'est établi à 2 095 millions de dollars, en hausse de 142 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant principalement une hausse des produits, en partie contrebalancée par la hausse des charges autres que d'intérêts. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour le trimestre s'est élevé à 32,3 %, comparativement à 32,5 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les produits du trimestre se sont établis à 5 517 millions de dollars, une hausse de 276 millions de dollars, ou 5 %, en regard de ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent. Les produits d'intérêts nets se sont établis à 4 528 millions de dollars, en hausse de 289 millions de dollars, ou 7 %, reflétant essentiellement la croissance des volumes et la hausse des marges. Le volume moyen des prêts a augmenté de 30 milliards de dollars, ou 5 %, témoignant de la croissance de 4 % des prêts aux particuliers et de 8 % des prêts aux entreprises. Le volume moyen des dépôts a progressé de 12 milliards de dollars, ou 2 %, reflétant la croissance de 1 % des dépôts de particuliers et de 5 % des dépôts d'entreprises. La marge d'intérêts nette s'est établie à 2,88 %, une augmentation de 5 points de base (pdb) attribuable principalement à la hausse des marges sur les dépôts et les prêts, en partie contrebalancée par les changements apportés à la composition du bilan. Les produits autres que d'intérêts se sont établis à 989 millions de dollars, en baisse de 13 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 478 millions de dollars, en hausse de 15 millions de dollars par rapport à celle du troisième trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 446 millions de dollars, en hausse de 70 millions de dollars, ou 19 %, reflétant essentiellement la migration du crédit dans les portefeuilles de prêts à la consommation. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 32 millions de dollars, en baisse de 55 millions de dollars par rapport à celle du troisième trimestre de l'exercice précédent. La provision relative aux actifs productifs du trimestre considéré reflète essentiellement une migration du crédit et la croissance des volumes. Le total de la provision pour pertes sur créances, exprimé en pourcentage annualisé du volume des prêts, s'est établi à 0,30 %, en baisse de 1 pdb par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts pour le trimestre se sont élevées à 2 131 millions de dollars, en hausse de 65 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à celles du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant principalement la hausse des charges de personnel.

Le ratio d'efficience pour le trimestre s'est établi à 38,6 %, par rapport à 39,4 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2026 par rapport au T2 2026

Le résultat net du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada pour le trimestre s'est établi à 2 095 millions de dollars, en hausse de 170 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à celui du trimestre précédent, reflétant principalement une hausse des produits, en partie contrebalancée par l'augmentation des charges autres que d'intérêts. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour le trimestre a été de 32,3 %, contre 31,3 % pour le trimestre précédent.

Les produits ont augmenté de 261 millions de dollars, ou 5 %, en regard de ceux du trimestre précédent. Les produits d'intérêts nets ont augmenté de 239 millions de dollars, ou 6 %, reflétant principalement l'incidence du nombre de jours plus élevé au troisième trimestre et la hausse des marges. Le volume moyen des prêts a augmenté de 6 milliards de dollars, ou 1 %, témoignant de la croissance de 1 % des prêts aux particuliers et de 2 % des prêts aux entreprises. Le volume moyen des dépôts a progressé de 4 milliards de dollars, ou 1 %, reflétant la croissance de 1 % des dépôts de particuliers et de 1 % des dépôts d'entreprises. La marge d'intérêts nette s'est établie à 2,88 %, une augmentation de 3 pdb attribuable principalement à la hausse des marges sur les dépôts et les prêts. À l'aube du quatrième trimestre, compte tenu du taux actuel et de la dynamique concurrentielle du marché, nous nous attendons à ce que la marge d'intérêts nette augmente légèrement¹⁰. Les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 22 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, reflet de la croissance des activités.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 478 millions de dollars, en baisse de 20 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 446 millions de dollars, en baisse de 19 millions de dollars, ou 4 %, témoignant surtout de la baisse des provisions dans le portefeuille de prêts commerciaux. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 32 millions de dollars, en baisse de 1 million de dollars par rapport à celle du trimestre précédent. La provision relative aux actifs productifs du trimestre considéré reflète essentiellement une migration du crédit et la croissance des volumes. Le total de la provision pour pertes sur créances, exprimé en pourcentage annualisé du volume des prêts, s'est établi à 0,30 %, en baisse de 3 pdb par rapport à celui du trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts pour le trimestre ont augmenté de 43 millions de dollars, ou 2 %, en regard de celles du trimestre précédent, en raison surtout la hausse des charges de personnel et d'autres charges d'exploitation.

Le ratio d'efficience a été de 38,6 %, contre 39,7 % pour le trimestre précédent.

Cumul de l'exercice – T3 2026 par rapport au T3 2025

Le résultat net du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada pour les neuf mois clos le 31 juillet 2026 s'est établi à 6 064 millions de dollars, en hausse de 612 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant une augmentation des produits et une diminution de la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancées par la hausse des charges autres que d'intérêts. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période a été de 31,9 %, contre 31,0 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits pour la période se sont chiffrés à 16 194 millions de dollars, en hausse de 813 millions de dollars, ou 5 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits d'intérêts nets se sont établis à 13 211 millions de dollars, en hausse de 814 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant principalement la croissance des volumes et la hausse des marges. Le volume moyen des prêts a augmenté de 32 milliards de dollars, ou 5 %, témoignant de la croissance de 5 % des prêts aux particuliers et de 7 % des prêts aux entreprises. Le volume moyen des dépôts a progressé de 13 milliards de dollars, ou 3 %, reflétant la croissance de 2 % des dépôts de particuliers et de 5 % des dépôts d'entreprises. La marge d'intérêts nette s'est établie à 2,85 %, une augmentation de 3 pdb attribuable principalement à la hausse des marges sur les dépôts et les prêts, en partie contrebalancée par les changements apportés à la composition du bilan. Les produits autres que d'intérêts, qui se sont établis à 2 983 millions de dollars, sont restés relativement stables par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

La provision pour pertes sur créances s'est établie à 1 412 millions de dollars, en baisse de 194 millions de dollars par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 1 335 millions de dollars, en hausse de 72 millions de dollars, ou 6 %, témoignant de la migration du crédit dans les portefeuilles de prêts à la consommation, contrebalancée en partie par la baisse des provisions dans le portefeuille de prêts commerciaux. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 77 millions de dollars, en baisse de 266 millions de dollars par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. Les provisions relatives aux actifs productifs pour l'exercice considéré sont en grande partie liées à la migration du crédit dans les portefeuilles de prêts à la consommation et à la croissance des volumes, contrebalancées en partie par l'incidence d'une mise à jour du modèle dans les portefeuilles des autres prêts aux particuliers. Le total de la provision pour pertes sur créances, exprimé en pourcentage annualisé du volume des prêts, s'est établi à 0,30 %, en baisse de 7 pdb par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont élevées à 6 366 millions de dollars, en hausse de 162 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant l'augmentation des charges de personnel.

Le ratio d'efficience a été de 39,3 %, contre 40,3 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

¹⁰ Les attentes de la Banque à l'égard de la marge d'intérêts nette au quatrième trimestre de 2026 pour le secteur sont fondées sur les hypothèses de la Banque ayant trait à des mesures comme les baisses ou hausses de taux d'intérêt de la Banque du Canada, la dynamique concurrentielle sur le marché ainsi que les taux de réinvestissement et les profils d'échéance des dépôts, et sont assujetties à des risques et à des incertitudes, notamment ceux qui sont décrits à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du rapport de gestion du deuxième trimestre de 2026 et du rapport de gestion du troisième trimestre de 2026 de la Banque.

TABLEAU 12 : SERVICES BANCAIRES AUX ÉTATS-UNIS

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Dollars canadiens					
Produits d'intérêts nets – comme présentés	3 352 \$	3 196 \$	3 101 \$	9 844 \$	9 203 \$
Produits d'intérêts nets – rajustés ^{1, 2}	3 352	3 196	3 101	9 844	9 239
Produits autres que d'intérêts – comme présentés ³	814	588	541	2 191	139
Produits autres que d'intérêts – rajustés ^{1, 3, 4}	814	785	803	2 388	2 421
Total des produits – comme présenté	4 166	3 784	3 642	12 035	9 342
Total des produits – rajusté ¹	4 166	3 981	3 904	12 232	11 660
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs dépréciés	326	332	330	1 052	1 168
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs productifs	(9)	10	(13)	(98)	42
Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	317	342	317	954	1 210
Charges autres que d'intérêts – comme présentées	2 554	2 476	2 381	7 498	7 099
Charges autres que d'intérêts – rajustées ^{1, 5}	2 554	2 476	2 381	7 542	7 099
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – comme présenté ³	221	153	184	656	88
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – rajusté ^{1, 3}	221	203	250	695	667
Résultat net du secteur Services bancaires aux États-Unis, compte non tenu de Schwab – comme présenté	1 074	813	760	2 927	945
Résultat net du secteur Services bancaires aux États-Unis, compte non tenu de Schwab – rajusté¹	1 074	960	956	3 041	2 684
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab ^{6, 7}	–	–	–	–	277
Résultat net du secteur Services bancaires aux États-Unis – comme présenté	1 074 \$	813 \$	760 \$	2 927 \$	1 222 \$
Résultat net du secteur Services bancaires aux États-Unis – rajusté¹	1 074	960	956	3 041	2 961

Dollars américains

Produits d'intérêts nets – comme présentés	2 403 \$	2 332 \$	2 256 \$	7 107 \$	6 552 \$
Produits d'intérêts nets – rajustés ^{1, 2}	2 403	2 332	2 256	7 107	6 577
Produits autres que d'intérêts – comme présentés ³	584	430	396	1 583	121
Produits autres que d'intérêts – rajustés ^{1, 3, 4}	584	574	584	1 727	1 724
Total des produits – comme présenté	2 987	2 762	2 652	8 690	6 673
Total des produits – rajusté ¹	2 987	2 906	2 840	8 834	8 301
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs dépréciés	234	243	240	761	827
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs productifs	(7)	7	(9)	(72)	33
Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	227	250	231	689	860
Charges autres que d'intérêts – comme présentées	1 830	1 807	1 732	5 415	5 051
Charges autres que d'intérêts – rajustées ^{1, 5}	1 830	1 807	1 732	5 447	5 051
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – comme présenté ³	159	110	135	473	68
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – rajusté ^{1, 3}	159	147	182	502	475
Résultat net du secteur Services bancaires aux États-Unis, compte non tenu de Schwab – comme présenté	771	595	554	2 113	694
Résultat net du secteur Services bancaires aux États-Unis, compte non tenu de Schwab – rajusté¹	771	702	695	2 196	1 915
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab ^{6, 7}	–	–	–	–	196
Résultat net du secteur Services bancaires aux États-Unis – comme présenté	771 \$	595 \$	554 \$	2 113 \$	890 \$
Résultat net du secteur Services bancaires aux États-Unis – rajusté¹	771	702	695	2 196	2 111

Principaux volumes et ratios

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires du secteur Services bancaires aux États-Unis, compte non tenu de Schwab – comme présenté ⁹	10,2 %	8,2 %	7,1 %	9,4 %	3,0 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires du secteur Services bancaires aux États-Unis, compte non tenu de Schwab – rajusté ^{1, 8}	10,2	9,6	8,9	9,8	8,2
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires du secteur Services bancaires aux États-Unis – comme présenté ⁹	10,2	8,2	7,1	9,4	3,7
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires du secteur Services bancaires aux États-Unis – rajusté ^{1, 8}	10,2	9,6	8,9	9,8	8,7
Marge d'intérêts nette – comme présentée ^{1, 9}	3,47	3,41	3,19	3,42	3,02
Marge d'intérêts nette – rajustée ^{1, 9}	3,47	3,41	3,19	3,42	3,03
Ratio d'efficacité – comme présenté ³	61,3	65,4	65,3	62,3	75,7
Ratio d'efficacité – rajusté ^{1, 3}	61,3	62,2	61,0	61,7	60,8
Actifs administrés (en milliards de dollars américains) ¹⁰	47 \$	46 \$	46 \$	47 \$	46 \$
Actifs gérés (en milliards de dollars américains) ¹⁰	12	11	10	12	10
Nombre de succursales bancaires aux États-Unis	1 048	1 048	1 100	1 048	1 100
Nombre moyen d'équivalents temps plein	30 436	30 326	28 817	30 212	28 565

¹ Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Notre rendement » et à la section « Glossaire » du présent document.

² Les produits d'intérêts nets rajustés excluent l'élément à noter suivant :

- i. Restructuration du bilan (incidence du rééquilibrage des couvertures de prêt avant la conclusion de la vente de prêts correspondants) – cumul de l'exercice 2025 : 36 millions de dollars ou 25 millions de dollars américains (26 millions de dollars après impôt ou 19 millions de dollars américains après impôt).

³ À compter du premier trimestre de 2026, les produits autres que d'intérêts du secteur Services bancaires aux États-Unis sont ajustés pour exclure la quote-part de la Banque des pertes liées aux placements communautaires comportant des avantages fiscaux comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, laquelle quote-part est reclassée dans la charge d'impôt sur le résultat. L'ajustement entre les produits autres que d'intérêts et la charge d'impôt sur le résultat présenté dans le secteur Services bancaires aux États-Unis est renversé dans le secteur Siège social. L'ajustement pour le trimestre s'est établi à 185 millions de dollars (132 millions de dollars américains), par rapport à 179 millions de dollars (131 millions de dollars américains) pour le trimestre précédent et à 165 millions de dollars (120 millions de dollars américains) pour le troisième trimestre de l'exercice précédent; cumul de l'exercice 2026 : 548 millions de dollars (395 millions de dollars américains); cumul de l'exercice 2025 : 490 millions de dollars (349 millions de dollars américains). Les montants comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée à compter du premier trimestre de 2026.

⁴ Les produits autres que d'intérêts rajustés excluent les éléments à noter suivants :

- i. Restructuration du bilan – troisième trimestre de 2025 : 262 millions de dollars ou 188 millions de dollars américains (196 millions de dollars après impôt ou 141 millions de dollars américains après impôt); cumul de l'exercice 2025 : 2 282 millions de dollars ou 1 603 millions de dollars américains (1 713 millions de dollars après impôt ou 1 202 millions de dollars américains après impôt).
- ii. Charge reflétant un changement de la quote-part des partenaires dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis, ce qui a entraîné un ajustement des montants à recevoir connexes dans le portefeuille – deuxième trimestre de 2026 : 197 millions de dollars ou 144 millions de dollars américains (147 millions de dollars après impôt ou 107 millions de dollars américains après impôt); cumul de l'exercice 2026 : 197 millions de dollars ou 144 millions de dollars américains (147 millions de dollars après impôt ou 107 millions de dollars américains après impôt).

⁵ Les charges autres que d'intérêts rajustées excluent l'élément à noter suivant :

- i. Cotisation spéciale de la FDIC – cumul de l'exercice 2026 : (44) millions de dollars ou (32) millions de dollars américains ((33) millions de dollars après impôt ou (24) millions de dollars américains après impôt).

⁶ La quote-part de la Banque du résultat de Schwab était présentée avec un décalage d'un mois. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2026 de la Banque.

⁷ Le montant après impôt pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises est comptabilisé dans le secteur Siège social.

⁸ Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires utilisé aux fins de la répartition du capital au secteur était de 11,5 %.

⁹ La marge d'intérêts nette est calculée en divisant les produits d'intérêts nets du secteur Services bancaires aux États-Unis par les actifs productifs d'intérêts moyens, sans tenir compte de l'incidence liée aux conventions sur les comptes de passage et de l'incidence des dépôts intersociétés et des sûretés sous forme de trésorerie, ce qui, selon la direction, reflète mieux la performance du secteur. En outre, la valeur des produits d'intérêts exonérés d'impôt est rajustée à la valeur équivalente avant impôt. En ce qui a trait aux titres de placement, l'ajustement de réévaluation à la juste valeur est compris dans le calcul des actifs productifs d'intérêts moyens. Les produits d'intérêts nets et les actifs productifs d'intérêts moyens utilisés dans le calcul sont des mesures financières non conformes aux PCGR.

¹⁰ Pour des renseignements additionnels sur cette mesure, se reporter à la section « Glossaire » du présent document.

Le 12 février 2025, la Banque a vendu la totalité de sa participation en actions restante dans Schwab. Les discussions concernant la performance du secteur Services bancaires aux États-Unis excluent Schwab. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Événements importants » du rapport annuel 2025 de la Banque.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2026, la Banque a achevé la migration de son portefeuille de cartes de crédit Nordstrom vers sa plateforme de services et a reçu une plus grande part des produits et des pertes sur créances. Au deuxième trimestre de l'exercice 2026, la Banque a engagé une charge de 197 millions de dollars (144 millions de dollars américains) avant impôt, reflétant un ajustement des montants qui ne seront plus recouverts auprès de Nordstrom pour les pertes de crédit attendues (« ajustement des montants à recevoir »).

Conformément à la priorité du secteur Services bancaires aux États-Unis consistant à optimiser le réseau des succursales, énoncée dans le rapport de gestion de 2025 de la Banque, et sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, le secteur Services bancaires aux États-Unis prévoit ouvrir 100 nouvelles succursales d'ici la fin de l'année civile 2028¹¹.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2026 par rapport au T3 2025

Le résultat net comme présenté et le résultat net rajusté du secteur Services bancaires aux États-Unis pour le trimestre se sont établis à 1 074 millions de dollars (771 millions de dollars américains). Le résultat net comme présenté a augmenté de 314 millions de dollars (217 millions de dollars américains), ou 41 % (39 % en dollars américains), par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis, l'augmentation des marges sur les dépôts et les prêts et un ajustement au titre des taux des dépôts des clients à l'exercice précédent, le tout en partie contrebalancé par la hausse des charges. Le résultat net ajusté a augmenté de 118 millions de dollars (76 millions de dollars américains), ou 12 % (11 % en dollars américains), par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant l'augmentation des marges sur les dépôts et les prêts et un ajustement au titre des taux des dépôts des clients à l'exercice précédent, le tout en partie contrebalancé par la hausse des charges. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour le trimestre a été de 10,2 %, contre 7,1 %, sur une base comme présentée et de 8,9 % sur une base rajustée, pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les produits comme présentés et rajustés pour le trimestre se sont établis à 2 987 millions de dollars américains, en hausse de 335 millions de dollars américains, ou 13 %, sur une base comme présentée et en hausse de 147 millions de dollars américains, ou 5 %, sur une base rajustée, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent. Les produits d'intérêts nets de 2 403 millions de dollars américains ont augmenté de 147 millions de dollars américains, ou 7 %, reflétant surtout la hausse des marges, y compris la hausse des produits attribuable à la conversion du programme de cartes stratégiques, l'augmentation des marges sur les dépôts et un ajustement au titre des taux des dépôts des clients à l'exercice précédent. La marge d'intérêts nette s'est établie à 3,47 %, en hausse de 28 pdb en raison de la hausse des marges sur les prêts, y compris la hausse des produits attribuable à la conversion du programme de cartes stratégiques, et de la hausse des marges sur les dépôts. Les produits autres que d'intérêts se sont établis à 584 millions de dollars américains, en hausse de 188 millions de dollars américains, ou 47 %, sur une base comme présentée par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis à l'exercice précédent. Sur une base rajustée, les produits autres que d'intérêts sont demeurés stables par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent.

Le volume moyen des prêts a diminué de 6 milliards de dollars américains, ou 4 %, en regard de celui du troisième trimestre de l'exercice précédent. Les prêts aux particuliers ont augmenté de 1 % et les prêts aux entreprises ont diminué de 8 %, reflétant des activités de restructuration du bilan aux États-Unis. Compte non tenu de l'incidence des portefeuilles de prêts identifiés comme destinés à la vente ou à la liquidation dans le cadre de notre programme de restructuration du bilan aux États-Unis, le volume moyen des prêts de base a augmenté de 4 milliards de dollars américains, ou 3 %^{12, 13}. Le volume moyen des dépôts a diminué de 16 milliards de dollars américains, ou 5 %, reflétant des baisses de 13 % des dépôts des comptes de passage, de 3 % des dépôts d'entreprises et de 2 % des dépôts de particuliers.

Au 31 juillet 2026, les actifs administrés s'élevaient à 47 milliards de dollars américains, en hausse de 1 milliard de dollars américains, ou 2 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, et les actifs gérés s'élevaient à 12 milliards de dollars américains, en hausse de 2 milliards de dollars américains, ou 20 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant dans les deux cas la croissance de l'actif net et l'appréciation des marchés.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 227 millions de dollars américains, en baisse de 4 millions de dollars américains par rapport à celle du troisième trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 234 millions de dollars américains, en baisse de 6 millions de dollars américains, ou 3 %, témoignant de la baisse des provisions dans le portefeuille de prêts commerciaux, contrebalancée en partie par la migration du crédit dans les portefeuilles de prêts à la consommation. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs a consisté en une reprise de provision de 7 millions de dollars américains, par rapport à une reprise de provision de 9 millions de dollars américains au troisième trimestre de l'exercice précédent. La reprise de provisions relatives aux actifs productifs pour le trimestre considéré a été constatée à la fois dans les portefeuilles de prêts à la consommation et les portefeuilles de prêts commerciaux. Exprimée en pourcentage annualisé du volume des prêts, la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires aux États-Unis, qui comprend uniquement la quote-part de la Banque de la provision pour pertes sur créances du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis, s'est élevée à 0,53 %, en hausse de 1 pdb par rapport à celle du troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts pour le trimestre se sont établies à 1 830 millions de dollars américains, en hausse de 98 millions de dollars américains, ou 6 %, par rapport à celles du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant les coûts de conversion associés au portefeuille de cartes stratégiques, la hausse

¹¹ Toute ouverture de nouvelles succursales est assujettie à l'approbation de l'OCC, et le nombre cible de nouvelles succursales est fondé sur des hypothèses concernant la disponibilité d'immeubles appropriés dans les régions actuellement désignées par la direction, la mise en œuvre réussie du plan d'optimisation des succursales de la direction et d'autres variables, et est assujettie à des risques et à des incertitudes, notamment ceux décrits à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du présent document.

¹² Les portefeuilles de prêts identifiés comme destinés à la vente ou à la liquidation comprennent les activités de financement offert aux points de vente visant les détaillants tiers, les portefeuilles de prêts correspondants, de prêts relatifs aux exportations et aux importations et de services commerciaux aux concessionnaires, ainsi que d'autres portefeuilles secondaires, ainsi que d'autres portefeuilles secondaires. Volume moyen des prêts pour le troisième trimestre de 2026 : 173 milliards de dollars américains (deuxième trimestre de 2026 : 173 milliards de dollars américains; cumul de l'exercice 2026 : 174 milliards de dollars américains; troisième trimestre de 2025 : 180 milliards de dollars américains; cumul de l'exercice 2025 : 186 milliards de dollars américains). Volume moyen des prêts pour les portefeuilles de prêts identifiés comme destinés à la vente ou à la liquidation pour le troisième trimestre de 2026 : 8 milliards de dollars américains (deuxième trimestre de 2026 : 9 milliards de dollars américains; cumul de l'exercice 2026 : 10 milliards de dollars américains; troisième trimestre de 2025 : 19 milliards de dollars américains; cumul de l'exercice 2025 : 26 milliards de dollars américains). Volume moyen des prêts compte non tenu des portefeuilles de prêts identifiés comme destinés à la vente ou à la liquidation pour le troisième trimestre de 2026 : 165 milliards de dollars américains (deuxième trimestre de 2026 : 164 milliards de dollars américains; cumul de l'exercice 2026 : 164 milliards de dollars américains; troisième trimestre de 2025 : 161 milliards de dollars américains; cumul de l'exercice 2025 : 160 milliards de dollars américains).

¹³ Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Notre rendement » du présent document.

des charges de personnel et la hausse des dépenses visant à soutenir les initiatives de croissance des activités, le tout en partie contrebalancé par la baisse des investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, y compris les coûts de 125 millions de dollars américains liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis.

Le ratio d'efficacité pour le trimestre a été de 61,3 %, contre 65,3 % sur une base comme présentée et de 61,0 % sur une base rajustée pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2026 par rapport au T2 2026

Le résultat net comme présenté et le résultat net rajusté du secteur Services bancaires aux États-Unis pour le trimestre se sont établis à 1 074 millions de dollars (771 millions de dollars américains). Le résultat net comme présenté a augmenté de 261 millions de dollars (176 millions de dollars américains), ou 32 % (30 % en dollars américains), par rapport à celui du trimestre précédent, reflétant l'incidence des jours supplémentaires que compte le trimestre considéré, l'augmentation des marges sur les dépôts et les prêts, l'ajustement des montants à recevoir dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis au trimestre précédent et une baisse des provisions pour pertes sur créance, le tout en partie contrebalancé par la hausse des charges. Le résultat net ajusté a augmenté de 114 millions de dollars (69 millions de dollars américains), ou 12 % (10 % en dollars américains), par rapport à celui du trimestre précédent, reflétant l'incidence des jours supplémentaires que compte le trimestre considéré, l'augmentation des marges sur les dépôts et les prêts, et une baisse des provisions pour pertes sur créance, le tout en partie contrebalancé par la hausse des charges. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour le trimestre a été de 10,2 %, contre 8,2 % sur une base comme présentée et 9,6 % sur une base rajustée pour le trimestre précédent.

Les produits comme présentés et rajustés pour le trimestre se sont établis à 2 987 millions de dollars américains, en hausse de 225 millions de dollars américains, ou 8 %, sur une base comme présentée, et en hausse de 81 millions de dollars américains, ou 3 %, sur une base rajustée, par rapport à ceux du trimestre précédent. Les produits d'intérêts nets de 2 403 millions de dollars américains ont augmenté de 71 millions de dollars américains, ou 3 %, reflétant surtout l'incidence des jours supplémentaires que compte le troisième trimestre, la hausse des marges, y compris la hausse des produits attribuable à la conversion du programme de cartes stratégiques, et l'augmentation des marges sur les dépôts. La marge d'intérêts nette s'est établie à 3,47 %, en hausse de 6 pdb en raison de la hausse des marges sur les prêts, y compris la hausse des produits attribuable à la conversion du programme de cartes stratégiques, et de la hausse des marges sur les dépôts. La marge d'intérêts nette devrait augmenter légèrement au quatrième trimestre de l'exercice 2026¹⁴. Les produits autres que d'intérêts se sont établis à 584 millions de dollars américains, en hausse de 154 millions de dollars américains, ou 36 %, sur une base comme présentée par rapport à ceux du trimestre précédent, reflétant l'ajustement des montants à recevoir dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis au trimestre précédent et la hausse des produits d'honoraires. Sur une base rajustée, les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 10 millions de dollars américains, ou 2 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, reflétant la hausse des produits d'honoraires.

Le volume moyen des prêts tant aux particuliers qu'aux entreprises est resté stable par rapport à celui du trimestre précédent. Compte non tenu de l'incidence des portefeuilles de prêts identifiés comme destinés à la vente ou à la liquidation dans le cadre de notre programme de restructuration du bilan aux États-Unis, le volume moyen des prêts de base a augmenté de 1 milliard de dollars américains, ou 1 %^{12, 13}. Le volume moyen des dépôts a diminué de 4 milliards de dollars américains, ou 1 %, par rapport à celui du trimestre précédent, reflétant une baisse de 2 % des dépôts des comptes de passage et une baisse de 1 % des dépôts de particuliers. Les dépôts d'entreprises sont demeurés stables par rapport à ceux du trimestre précédent.

Au 31 juillet 2026, les actifs administrés s'élevaient à 47 milliards de dollars américains, en hausse de 1 milliard de dollars américains, ou 2 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, et les actifs gérés s'élevaient à 12 milliards de dollars américains, en hausse de 1 milliard de dollars américains, ou 9 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, reflétant dans les deux cas la croissance de l'actif net et l'appréciation des marchés.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 227 millions de dollars américains, en baisse de 23 millions de dollars américains par rapport à celle du trimestre précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 234 millions de dollars américains, en baisse de 9 millions de dollars américains, ou 4 %, témoignant de la baisse des provisions dans le portefeuille de prêts commerciaux. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs a consisté en une reprise de provision de 7 millions de dollars américains, par rapport à une constitution de provision de 7 millions de dollars américains au trimestre précédent. La reprise de provisions relatives aux actifs productifs pour le trimestre considéré a été constatée à la fois dans les portefeuilles de prêts à la consommation et les portefeuilles de prêts commerciaux. Exprimée en pourcentage annualisé du volume des prêts, la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires aux États-Unis, qui comprend uniquement la quote-part de la Banque de la provision pour pertes sur créances du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis, s'est élevée à 0,53 %, en baisse de 7 pdb par rapport à celle du trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts pour le trimestre se sont établies à 1 830 millions de dollars américains, en hausse de 23 millions de dollars américains, ou 1 %, par rapport à celles du trimestre précédent, reflétant les coûts de conversion associés au portefeuille de cartes stratégiques et la hausse des charges de personnel, le tout en partie contrebalancé par la baisse des investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, y compris les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis.

Le ratio d'efficacité pour le trimestre a été de 61,3 %, contre 65,4 % sur une base comme présentée et 62,2 % sur une base rajustée pour le trimestre précédent.

Cumul de l'exercice – T3 2026 par rapport au T3 2025

Le résultat net comme présenté du secteur Services bancaires aux États-Unis pour les neuf mois clos le 31 juillet 2026 s'est établi à 2 927 millions de dollars (2 113 millions de dollars américains), en hausse de 1 982 millions de dollars (1 419 millions de dollars américains) par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis, la baisse de la provision pour pertes sur créances et le recouvrement de charge liée à la cotisation spéciale de la FDIC, le tout en partie contrebalancé par l'accroissement des investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, y compris les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis, et par l'ajustement des montants à recevoir dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis. Le résultat net rajusté du secteur Services bancaires aux États-Unis s'est établi à 3 041 millions de dollars (2 196 millions de dollars américains), en hausse de 357 millions de dollars (281 millions de dollars américains), ou 13 % (15 % en dollars américains), reflétant l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis et la baisse de la provision pour pertes sur créances, contrebalancées en partie par l'accroissement des investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, y compris les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté et rajusté pour la période a été respectivement de 9,4 % et 9,8 %, contre respectivement 3,0 % et 8,2 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits comme présentés pour la période ont été de 8 690 millions de dollars américains, en hausse de 2 017 millions de dollars américains, ou 30 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Sur une base rajustée, les produits pour la période ont été de 8 834 millions de dollars américains, en hausse de 533 millions de dollars américains, ou 6 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits d'intérêts nets comme présentés et rajustés de 7 107 millions de dollars américains ont augmenté de 555 millions de dollars américains, ou 8 %, sur une base comme présentée et de 530 millions de dollars américains, ou 8 %, sur une base rajustée, reflétant la hausse des marges, y compris la hausse des produits attribuable à la conversion du programme de cartes stratégiques, l'augmentation des marges sur les dépôts, l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis et un ajustement au titre des taux des dépôts des clients, ainsi que l'ajustement des coûts différés à l'exercice précédent. La marge d'intérêts nette

¹⁴ Les attentes de la Banque à l'égard de la marge d'intérêts nette au quatrième trimestre de 2026 pour le secteur sont fondées sur les hypothèses de la Banque concernant les taux d'intérêt, les taux de réinvestissement des dépôts, les niveaux moyens des actifs, la mise en œuvre des possibilités de restructuration prévues et d'autres variables, et sont assujetties à des risques et à des incertitudes, notamment ceux décrits à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du présent document.

de 3,42 % a augmenté de 40 pdb sur une base comme présentée et de 39 pdb sur une base rajustée en raison, dans les deux cas, de l'augmentation des marges sur les prêts, y compris la hausse des produits attribuable à la conversion du programme de cartes stratégiques, de la hausse des marges sur les dépôts ainsi que des activités de restructuration du bilan aux États-Unis. Les produits autres que d'intérêts comme présentés de 1 583 millions de dollars américains ont augmenté de 1 462 millions de dollars américains, reflétant surtout l'incidence des activités de restructuration du bilan aux États-Unis à l'exercice précédent, en partie contrebalancée par l'ajustement des montants à recevoir dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis. Sur une base rajustée, les produits autres que d'intérêts de 1 727 millions de dollars américains sont demeurés relativement stables par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Le volume moyen des prêts pour la période a diminué de 12 milliards de dollars américains, ou 7 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant une baisse de 10 % des prêts aux entreprises et de 3 % des prêts aux particuliers. Compte non tenu de l'incidence des portefeuilles de prêts identifiés comme destinés à la vente ou à la liquidation dans le cadre de notre programme de restructuration du bilan, le volume moyen des prêts pour la période a augmenté de 4 milliards de dollars américains, ou 2 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent^{12, 13}. Le volume moyen des dépôts a diminué de 16 milliards de dollars américains, ou 5 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant une baisse de 13 % des dépôts des comptes de passage, une baisse de 2 % des dépôts de particuliers et une baisse de 2 % des dépôts d'entreprises.

La provision pour pertes sur créances s'est établie à 689 millions de dollars américains, en baisse de 171 millions de dollars américains par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 761 millions de dollars américains, en baisse de 66 millions de dollars américains, ou 8 %, témoignant surtout de la baisse des provisions dans le portefeuille de prêts commerciaux. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs a consisté en une reprise de provision de 72 millions de dollars américains, par rapport à la constitution d'une provision de 33 millions de dollars américains à la période correspondante de l'exercice précédent. La reprise de provisions relatives aux actifs productifs pour l'exercice considéré reflète une baisse des volumes et une mise à jour des perspectives macroéconomiques, en partie contrebalancées par la migration du crédit à la fois dans les portefeuilles de prêts à la consommation et les portefeuilles de prêts commerciaux. Exprimée en pourcentage annualisé du volume des prêts, la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires aux États-Unis, qui comprend uniquement la quote-part de la Banque de la provision pour pertes sur créances du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis, s'est élevée à 0,54 %, en baisse de 9 pdb par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts comme présentées pour la période se sont établies à 5 415 millions de dollars américains, en hausse de 364 millions de dollars américains, ou 7 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant l'accroissement des investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, y compris les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis, la hausse des charges de personnel, les dépenses visant à soutenir les initiatives de croissance des activités et les coûts de conversion associés au portefeuille de cartes stratégiques, le tout en partie contrebalancé par le recouvrement de charge liée à la cotisation spéciale de la FDIC. Sur une base rajustée, les charges autres que d'intérêts pour la période se sont établies à 5 447 millions de dollars américains, en hausse de 396 millions de dollars américains, ou 8 %, reflétant l'accroissement des investissements dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle, y compris les coûts liés au redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis, la hausse des charges de personnel, les dépenses visant à soutenir les initiatives de croissance des activités et les coûts de conversion associés au portefeuille de cartes stratégiques.

Le ratio d'efficacité comme présenté et le ratio d'efficacité rajusté pour la période se sont établis respectivement à 62,3 % et 61,7 %, contre respectivement 75,7 % et 60,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

TABEAU 13 : GESTION DE PATRIMOINE ET ASSURANCE

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois clos les</i>			<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Produits d'intérêts nets	466 \$	423 \$	373 \$	1 295 \$	1 104 \$
Produits autres que d'intérêts	3 619	3 355	3 300	10 474	9 670
Total des produits	4 085	3 778	3 673	11 769	10 774
Charges afférentes aux activités d'assurance ¹	1 646	1 398	1 563	4 666	4 487
Charges autres que d'intérêts	1 296	1 249	1 155	3 803	3 459
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	302	294	252	865	738
Résultat net	841 \$	837 \$	703 \$	2 435 \$	2 090 \$
Principaux volumes et ratios					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	49,0 %	51,2 %	44,7 %	48,5 %	44,7 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – activités de gestion de patrimoine ²	72,5	65,0	62,4	68,0	60,7
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – activités d'assurance	23,1	35,9	24,7	27,1	26,4
Ratio d'efficacité	31,7	33,1	31,4	32,3	32,1
Ratio d'efficacité, compte tenu des charges afférentes aux activités d'assurance ³	53,1	52,5	54,7	53,5	55,0
Actifs administrés (en milliards de dollars canadiens) ⁴	831 \$	797 \$	709 \$	831 \$	709 \$
Actifs gérés (en milliards de dollars canadiens) ⁵	644	617	572	644	572
Nombre moyen d'équivalents temps plein	16 092	16 023	15 443	15 995	15 271

¹ Comprendent des pertes estimées découlant des sinistres liés aux catastrophes – troisième trimestre de 2026 : 117 millions de dollars; deuxième trimestre de 2026 : néant; troisième trimestre de 2025 : 36 millions de dollars; cumul de l'exercice 2026 : 124 millions de dollars; cumul de l'exercice 2025 : 86 millions de dollars.

² Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires utilisé aux fins de la répartition du capital au sous-secteur était de 11,5 %.

³ Le ratio d'efficacité, compte tenu des charges afférentes aux activités d'assurance, est calculé en divisant les charges autres que d'intérêts par le total des produits, déduction faite des charges afférentes aux activités d'assurance. Total des produits, déduction faite des charges afférentes aux activités d'assurance – troisième trimestre de 2026 : 2 439 millions de dollars; deuxième trimestre de 2026 : 2 380 millions de dollars; troisième trimestre de 2025 : 2 110 millions de dollars; cumul de l'exercice 2026 : 7 103 millions de dollars; cumul de l'exercice 2025 : 6 287 millions de dollars. Le total des produits, déduction faite des charges afférentes aux activités d'assurance est une mesure financière non conforme aux PCGR.

Pour plus de renseignements sur cette mesure, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Notre rendement » et à la section « Glossaire » du présent document.

⁴ Comprendent les actifs administrés par Services d'investissement TD Inc., qui fait partie du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

⁵ À compter du premier trimestre de 2026, les montants comparatifs ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour le trimestre considéré.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2026 par rapport au T3 2025

Le résultat net du secteur Gestion de patrimoine et Assurance pour le trimestre s'est établi à 841 millions de dollars, en hausse de 138 millions de dollars, ou 20 %, par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant le résultat net lié aux activités de gestion de patrimoine de 653 millions de dollars, en hausse de 132 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, et le résultat net lié aux activités d'assurance de 188 millions de dollars, en hausse de 6 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent. Le rendement annualisé des

capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour le trimestre s'est élevé à 49,0 %, comparativement à 44,7 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités de gestion de patrimoine pour le trimestre a été de 72,5 %, contre 62,4 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent, et le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités d'assurance pour le trimestre a été de 23,1 %, contre 24,7 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les produits du trimestre se sont établis à 4 085 millions de dollars, une hausse de 412 millions de dollars, ou 11 %, en regard de ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent. Les produits autres que d'intérêts se sont établis à 3 619 millions de dollars, en hausse de 319 millions de dollars, ou 10 %, du fait de l'augmentation des produits tirés des comptes à honoraires attribuable à la croissance de l'actif et de la hausse des primes d'assurance acquises. Les produits d'intérêts nets se sont établis à 466 millions de dollars, en hausse de 93 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant une hausse des volumes de dépôts.

Au 31 juillet 2026, les actifs administrés s'élevaient à 831 milliards de dollars, en hausse de 122 milliards de dollars, ou 17 %, et les actifs gérés s'établissaient à 644 milliards de dollars, en hausse de 72 milliards de dollars, ou 13 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant dans les deux cas l'appréciation des marchés et la croissance de l'actif net.

Les charges afférentes aux activités d'assurance pour le trimestre se sont établies à 1 646 millions de dollars, en hausse de 83 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à celles du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant essentiellement une augmentation des pertes estimées découlant des sinistres liés aux catastrophes.

Les charges autres que d'intérêts pour le trimestre se sont établies à 1 296 millions de dollars, en hausse de 141 millions de dollars, ou 12 %, en regard de celles du troisième trimestre de l'exercice précédent, en raison surtout d'une hausse de la rémunération variable proportionnelle à la hausse des produits et de la hausse des charges de personnel.

Le ratio d'efficience pour le trimestre s'est établi à 31,7 %, par rapport à 31,4 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le ratio d'efficience, compte tenu des charges afférentes aux activités d'assurance s'est établi à 53,1 % pour le trimestre, par rapport à 54,7 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2026 par rapport au T2 2026

Le résultat net du secteur Gestion de patrimoine et Assurance pour le trimestre s'est établi à 841 millions de dollars, demeurant relativement stable par rapport à celui du trimestre précédent et reflétant le résultat net lié aux activités de gestion de patrimoine de 653 millions de dollars, en hausse de 95 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à celui du trimestre précédent, et le résultat net lié aux activités d'assurance de 188 millions de dollars, en baisse de 91 millions de dollars, ou 33 %, par rapport à celui du trimestre précédent. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour le trimestre a été de 49,0 %, contre 51,2 % pour le trimestre précédent. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités de gestion de patrimoine pour le trimestre a été de 72,5 %, contre 65,0 % au trimestre précédent, et le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités d'assurance pour le trimestre a été de 23,1 %, contre 35,9 % au trimestre précédent.

Les produits ont augmenté de 307 millions de dollars, ou 8 %, en regard de ceux du trimestre précédent. Les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 264 millions de dollars, ou 8 %, en raison surtout de l'incidence du nombre de jours plus élevé au troisième trimestre, de la hausse des produits tirés des comptes à honoraires et des produits tirés des transactions.

Les actifs administrés ont augmenté de 34 milliards de dollars, ou 4 %, et les actifs gérés ont augmenté de 27 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, reflétant dans les deux cas l'appréciation des marchés.

Les charges afférentes aux activités d'assurance ont augmenté de 248 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à celles du trimestre précédent, reflétant essentiellement une augmentation des pertes estimées découlant des sinistres liés aux catastrophes et une hausse de la fréquence des sinistres.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 47 millions de dollars, ou 4 %, en regard de celles du trimestre précédent, en raison surtout d'une hausse de la rémunération variable proportionnelle à la hausse des produits.

Le ratio d'efficience pour le trimestre s'est établi à 31,7 %, par rapport à 33,1 % pour le trimestre précédent. Le ratio d'efficience, compte tenu des charges afférentes aux activités d'assurance s'est établi à 53,1 % pour le trimestre, par rapport à 52,5 % pour le trimestre précédent.

Cumul de l'exercice – T3 2026 par rapport au T3 2025

Le résultat net du secteur Gestion de patrimoine et Assurance pour les neuf mois clos le 31 juillet 2026 s'est établi à 2 435 millions de dollars, en hausse de 345 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant le résultat net lié aux activités de gestion de patrimoine de 1 785 millions de dollars, en hausse de 272 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, et le résultat net lié aux activités d'assurance de 650 millions de dollars, en hausse de 73 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période a été de 48,5 %, contre 44,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités de gestion de patrimoine pour la période a été de 68,0 %, contre 60,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, et le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités d'assurance pour la période a été de 27,1 %, contre 26,4 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits pour la période ont été de 11 769 millions de dollars, en hausse de 995 millions de dollars, ou 9 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 804 millions de dollars, ou 8 %, du fait de la hausse des primes d'assurance acquises, de l'augmentation des produits tirés des comptes à honoraires attribuable à la croissance de l'actif et de la hausse des produits tirés des transactions. Les produits d'intérêts nets ont augmenté de 191 millions de dollars, ou 17 %, reflétant essentiellement une hausse des volumes de dépôts.

Les charges afférentes aux activités d'assurance se sont établies à 4 666 millions de dollars, en hausse de 179 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant essentiellement l'accroissement de la gravité des sinistres, une hausse des pertes estimées découlant des sinistres liés aux catastrophes et une augmentation des coûts associés aux initiatives de croissance des activités.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 3 803 millions de dollars, en hausse de 344 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison d'une hausse de la rémunération variable proportionnelle à la hausse des produits, d'une hausse des charges de personnel et des dépenses visant à soutenir les initiatives de croissance des activités.

Le ratio d'efficience pour la période a été de 32,3 %, contre 32,1 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le ratio d'efficience, compte tenu des charges afférentes aux activités d'assurance pour la période a été de 53,5 %, contre 55,0 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

TABLEAU 14 : SERVICES BANCAIRES DE GROS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois clos les</i>			<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Produits (pertes) d'intérêts nets (équivalence fiscale)	270 \$	276 \$	110 \$	471 \$	48 \$
Produits autres que d'intérêts	2 311	2 117	1 953	6 973	6 144
Total des produits	2 581	2 393	2 063	7 444	6 192
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs dépréciés	6	80	63	302	157
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs productifs	35	(2)	8	(11)	109
Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	41	78	71	291	266
Charges autres que d'intérêts – comme présentées	1 594	1 509	1 493	4 666	4 489
Charges autres que d'intérêts – rajustées ^{1, 2}	1 594	1 509	1 461	4 666	4 371
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – comme présenté (équivalence fiscale)	203	194	101	571	321
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – rajusté (équivalence fiscale) ¹	203	194	108	571	347
Résultat net – comme présenté	743 \$	612 \$	398 \$	1 916 \$	1 116 \$
Résultat net – rajusté¹	743	612	423	1 916	1 208

Principaux volumes et ratios

Produits liés aux activités de négociation (équivalence fiscale) ^{1, 3}	975 \$	868 \$	873 \$	2 989 \$	2 633 \$
Moyenne brute du portefeuille de prêts (en milliards de dollars canadiens) ⁴	111,8	100,0	96,8	101,9	100,3
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – comme présenté ⁵	16,7 %	14,5 %	9,3 %	14,6 %	9,0 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté ^{1, 5}	16,7	14,5	9,9	14,6	9,7
Ratio d'efficacité – comme présenté	61,7	63,1	72,4	62,7	72,5
Ratio d'efficacité – rajusté ¹	61,7	63,1	70,8	62,7	70,6
Nombre moyen d'équivalents temps plein	7 417	7 226	7 342	7 327	7 078

¹ Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Notre rendement » et à la section « Glossaire » du présent document.

² Les charges autres que d'intérêts rajustées ne tiennent pas compte des charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de Cowen – troisième trimestre de 2025 : 32 millions de dollars (25 millions de dollars après impôt); cumul de l'exercice 2025 : 118 millions de dollars (92 millions de dollars après impôt).

³ Comprend des produits (pertes) d'intérêts nets en équivalence fiscale de (175) millions de dollars (deuxième trimestre de 2026 : (121) millions de dollars; troisième trimestre de 2025 : (231) millions de dollars; cumul de l'exercice 2026 : (751) millions de dollars; cumul de l'exercice 2025 : (907) millions de dollars) et des produits (pertes) de négociation de 1 150 millions de dollars (deuxième trimestre de 2026 : 989 millions de dollars; troisième trimestre de 2025 : 1 104 millions de dollars; cumul de l'exercice 2026 : 3 740 millions de dollars; cumul de l'exercice 2025 : 3 540 millions de dollars). Les produits liés aux activités de négociation (équivalence fiscale) sont une mesure financière non conforme aux PCGR.

⁴ Comprend les prêts bruts liés au secteur Services bancaires de gros, compte non tenu des lettres de crédit, des garanties sous forme de trésorerie, des swaps sur défaillance de crédit et de la provision pour pertes sur créances.

⁵ Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires utilisé aux fins de la répartition du capital au secteur était de 11,5 %.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2026 par rapport au T3 2025

Le résultat net comme présenté et le résultat net rajusté du secteur Services bancaires de gros pour le trimestre se sont établis à 743 millions de dollars. Le résultat net comme présenté pour le trimestre a augmenté de 345 millions de dollars, ou 87 % par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant principalement une hausse des produits et une baisse de la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancées par une hausse des charges autres que d'intérêts. Sur une base rajustée, le résultat net a augmenté de 320 millions de dollars, ou 76 %, par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les produits du trimestre se sont établis à 2 581 millions de dollars, une hausse de 518 millions de dollars, ou 25 %, en regard de ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse des produits s'explique principalement par des augmentations des produits tirés des prêts, des honoraires de prise ferme et des produits liés aux activités de négociation.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 41 millions de dollars, en baisse de 30 millions de dollars par rapport à celle du troisième trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés a totalisé 6 millions de dollars, en baisse de 57 millions de dollars par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant une hausse des dépréciations à l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs a consisté en la constitution d'une provision de 35 millions de dollars, en hausse de 27 millions de dollars en regard de celle de l'exercice précédent. La constitution d'une provision pour pertes sur créances relatives aux actifs productifs au cours du trimestre considéré reflète surtout la migration du crédit et la croissance des volumes.

Les charges autres que d'intérêts comme présentées et rajustées pour le trimestre se sont établies à 1 594 millions de dollars. Les charges autres que d'intérêts comme présentées ont augmenté de 101 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à celles du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant principalement des hausses de la rémunération variable et des coûts liés au service à la clientèle, en partie contrebalancées par la non-récurrence des charges d'acquisition et d'intégration. Sur une base rajustée, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 133 millions de dollars, ou 9 %.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2026 par rapport au T2 2026

Le résultat net du secteur Services bancaires de gros pour le trimestre s'est établi à 743 millions de dollars. Le résultat net a augmenté de 131 millions de dollars, ou 21 %, par rapport à celui du trimestre précédent, reflétant principalement une hausse des produits et une baisse de la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancées par une hausse des charges autres que d'intérêts.

Les produits pour le trimestre ont augmenté de 188 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à ceux du trimestre précédent. La hausse des produits s'explique principalement par l'augmentation des produits liés aux activités de négociation et la progression des honoraires de services-conseils.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 41 millions de dollars, en baisse de 37 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés a totalisé 6 millions de dollars, en baisse de 74 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent, reflétant une hausse des dépréciations au trimestre précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs a consisté en la constitution d'une provision de 35 millions de dollars, par rapport à une reprise de provision de 2 millions de dollars pour le trimestre précédent. La constitution d'une provision pour pertes sur créances relatives aux actifs productifs au cours du trimestre considéré reflète surtout la migration du crédit et la croissance des volumes.

Les charges autres que d'intérêts pour le trimestre ont augmenté de 85 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à celles du trimestre précédent, reflétant surtout des augmentations de la rémunération variable et des coûts liés au service à la clientèle.

Cumul de l'exercice – T3 2026 par rapport au T3 2025

Le résultat net comme présenté et le résultat net rajusté du secteur Services bancaires de gros pour les neuf mois clos le 31 juillet 2026 se sont établis à 1 916 millions de dollars. Le résultat net comme présenté pour la période a augmenté de 800 millions de dollars, ou 72 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant surtout une hausse des produits, en partie contrebalancée par des augmentations des charges autres que d'intérêts et de la provision pour pertes sur créances. Sur une base rajustée, le résultat net a augmenté de 708 millions de dollars, ou 59 %.

Les produits pour la période ont été de 7 444 millions de dollars, en hausse de 1 252 millions de dollars, ou 20 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits s'explique principalement par des augmentations des produits tirés des prêts, des produits liés aux activités de négociation et des honoraires de prise ferme et de services-conseils.

La provision pour pertes sur créances s'est établie à 291 millions de dollars, en hausse de 25 millions de dollars par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés a totalisé 302 millions de dollars, en hausse de 145 millions de dollars, en raison de quelques dépréciations dans divers secteurs. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs a consisté en une reprise de provision de 11 millions de dollars, par rapport à la constitution d'une provision de 109 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La reprise de provisions relatives aux actifs productifs à l'exercice considéré témoigne de la migration du crédit de la catégorie « actifs productifs » vers la catégorie « actifs dépréciés », en partie contrebalancée par la croissance des volumes.

Les charges autres que d'intérêts comme présentées et rajustées se sont établies à 4 666 millions de dollars. Les charges autres que d'intérêts comme présentées ont augmenté de 177 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant principalement des hausses de la rémunération variable, des coûts liés au service à la clientèle et des dépenses visant à soutenir la croissance des activités, en partie contrebalancées par la non-réurrence des charges d'acquisition et d'intégration. Sur une base rajustée, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 295 millions de dollars, ou 7 %.

TABLEAU 15 : SIÈGE SOCIAL

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Résultat net – comme présenté	(138) \$	64 \$	(478) \$	(433) \$	7 378 \$
Rajustements pour les éléments à noter					
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises	34	33	33	101	137
Charges de restructuration	–	–	333	200	496
Incidence de l'abandon de la stratégie de couverture des fonds propres liée à la transaction d'acquisition de FHN	41	43	55	128	156
Profit à la vente des actions de Schwab	–	–	–	–	(8 975)
Moins : incidence de l'impôt sur le résultat					
Profit à la vente des actions de Schwab ¹	–	288	–	288	(407)
Autres éléments à noter	19	18	107	109	190
Résultat net – rajusté²	(82) \$	(166) \$	(164) \$	(401) \$	(591) \$
Ventilation des éléments inclus dans le résultat net – rajusté					
Charges nettes du Siège social ³	(462) \$	(543) \$	(477) \$	(1 520) \$	(1 278) \$
Autres	380	377	313	1 119	687
Résultat net – rajusté²	(82) \$	(166) \$	(164) \$	(401) \$	(591) \$
Principaux volumes					
Nombre moyen d'équivalents temps plein ⁴	18 024	18 111	18 725	18 077	18 293

¹ L'incidence de l'impôt sur le résultat au deuxième trimestre de 2026 comprend un ajustement de l'estimation de la Banque à l'égard de l'impôt à payer sur le profit à la vente des actions de Schwab réalisé à l'exercice précédent. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique « Impôt sur le résultat » de la section « Aperçu des résultats financiers » du présent document.

² Pour plus de renseignements sur l'utilisation par la Banque de mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Notre rendement » et à la section « Glossaire » du présent document.

³ Pour des renseignements additionnels sur cette mesure, se reporter à la section « Glossaire » du présent document.

⁴ À compter du troisième trimestre de 2025, les activités des centres d'appels, précédemment présentées dans le secteur Siège social, ont été intégrées à leur secteur d'activité respectif, ce qui permet d'assurer le contrôle de bout en bout de l'expérience client. Ce changement touche essentiellement le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada. Le nombre moyen d'équivalents temps plein a été retraité pour les périodes comparatives.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2026 par rapport au T3 2025

La perte nette comme présentée du secteur Siège social pour le trimestre s'est établie à 138 millions de dollars, en comparaison de 478 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. La baisse de la perte nette reflète principalement les charges de restructuration à l'exercice précédent. La perte nette rajustée pour le trimestre s'est élevée à 82 millions de dollars, comparativement à 164 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice précédent. La baisse de la perte rajustée s'explique principalement par la hausse des produits tirés des activités de gestion de la trésorerie et du bilan.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2026 par rapport au T2 2026

La perte nette comme présentée du secteur Siège social pour le trimestre s'est établie à 138 millions de dollars, en comparaison d'un résultat net comme présenté de 64 millions de dollars pour le trimestre précédent. La variation d'un trimestre à l'autre reflète principalement l'incidence au deuxième trimestre d'un avantage fiscal lié au profit à la vente des actions de Schwab réalisé à l'exercice précédent. La perte nette rajustée pour le trimestre s'est élevée à 82 millions de dollars, comparativement à 166 millions de dollars au trimestre précédent. La baisse de la perte rajustée s'explique principalement par la diminution des charges nettes du Siège social et par l'incidence favorable d'avantages fiscaux.

Cumul de l'exercice – T3 2026 par rapport au T3 2025

Le résultat net comme présenté du secteur Siège social pour les neuf mois clos le 31 juillet 2026 s'est établi à 433 millions de dollars, en comparaison d'un résultat net comme présenté de 7 378 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La variation d'un exercice à l'autre reflète essentiellement le profit à la vente des actions de Schwab réalisé à l'exercice précédent. La perte nette rajustée pour les neuf mois clos le 31 juillet 2026 s'est élevée à 401 millions de dollars, comparativement à 591 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse de la perte rajustée reflète la hausse des produits tirés des activités de gestion de la trésorerie et du bilan, contrebalancée en partie par l'augmentation des charges nettes du Siège social. Les charges nettes du Siège social ont augmenté de 242 millions de dollars par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant principalement les investissements continus dans l'infrastructure de gouvernance et de contrôle.

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau suivant présente un résumé des renseignements se rapportant aux résultats des huit derniers trimestres de la Banque.

TABLEAU 16 : RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(en millions de dollars canadiens,
sauf indication contraire)

	2026						Trois mois clos les	
	31 juill.	30 avril	31 janv.	31 oct.	31 juill.	30 avril	2025 31 janv.	2024 31 oct.
Produits d'intérêts nets	9 296 \$	8 861 \$	8 789 \$	8 545 \$	8 526 \$	8 125 \$	7 866 \$	7 940 \$
Produits autres que d'intérêts	7 589	6 936	7 796	6 949	6 771	14 812	6 183	7 574
Total des produits	16 885	15 797	16 585	15 494	15 297	22 937	14 049	15 514
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	917	1 001	1 039	982	971	1 341	1 212	1 109
Charges afférentes aux activités d'assurance	1 646	1 398	1 622	1 602	1 563	1 417	1 507	2 364
Charges autres que d'intérêts	8 475	8 372	8 753	8 808	8 522	8 139	8 070	8 050
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	1 232	775	1 128	822	905	985	698	534
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab	–	–	–	–	–	74	231	178
Résultat net – comme présenté	4 615	4 251	4 043	3 280	3 336	11 129	2 793	3 635
Rajustements pour les éléments à noter, avant impôt¹								
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises	34	33	34	34	33	43	61	60
Charges d'acquisition et d'intégration liées à la transaction avec Schwab ^{2, 3}	–	–	–	–	–	–	–	35
Charges de restructuration	–	–	200	190	333	163	–	–
Charges d'acquisition et d'intégration	–	–	–	44	32	34	52	82
Incidence de l'abandon de la stratégie de couverture des fonds propres liée à la transaction d'acquisition de FHN	41	43	44	49	55	47	54	59
Profit à la vente des actions de Schwab	–	–	–	–	–	(8 975)	–	(1 022)
Restructuration du bilan	–	–	–	485	262	1 129	927	311
Questions relatives aux taxes indirectes ^{2, 4}	–	–	–	–	–	–	–	226
Cotisation spéciale de la FDIC	–	–	(44)	–	–	–	–	(72)
Changement de la quote-part des partenaires dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis	–	197	–	–	–	–	–	–
Résolution globale des enquêtes sur le programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque ²	–	–	–	–	–	–	–	52
Total des rajustements pour les éléments à noter, avant impôt¹	75	273	234	802	715	(7 559)	1 094	(269)
Moins : incidence de l'impôt sur le résultat	19	356	61	177	180	(56)	264	161
Résultat net – rajusté¹	4 671	4 168	4 216	3 905	3 871	3 626	3 623	3 205
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	94	202	101	191	88	200	86	193
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté¹	4 577 \$	3 966 \$	4 115 \$	3 714 \$	3 783 \$	3 426 \$	3 537 \$	3 012 \$

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)

Résultat de base par action								
Comme présenté	2,75 \$	2,44 \$	2,35 \$	1,82 \$	1,89 \$	6,28 \$	1,55 \$	1,97 \$
Rajusté ¹	2,78	2,39	2,45	2,19	2,20	1,97	2,02	1,72
Résultat dilué par action								
Comme présenté	2,74	2,43	2,34	1,82	1,89	6,27	1,55	1,97
Rajusté ¹	2,77	2,38	2,44	2,18	2,20	1,97	2,02	1,72
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – comme présenté	15,8 %	14,7 %	13,6 %	10,7 %	11,3 %	39,1 %	10,1 %	13,4 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté¹	16,0	14,4	14,2	12,8	13,2	12,3	13,2	11,7

(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Actif total moyen	2 147 \$	2 098 \$	2 121 \$	2 102 \$	2 112 \$	2 156 \$	2 063 \$	2 035 \$
Actifs productifs d'intérêts moyens ⁵	1 909	1 865	1 882	1 863	1 855	1 894	1 883	1 835
Marge d'intérêts nette ¹	1,93 %	1,95 %	1,85 %	1,82 %	1,82 %	1,76 %	1,66 %	1,72 %
Marge d'intérêts nette – rajustée ¹	1,94	1,96	1,86	1,83	1,83	1,78	1,67	1,74

¹ Pour des explications sur les éléments à noter, se reporter au tableau « Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté » de la section « Notre rendement » du présent document.

² Les charges autres que d'intérêts rajustées excluent les éléments à noter suivants :

i. Charges d'acquisition et d'intégration propres à la Banque liées à la transaction avec Schwab, présentées dans le secteur Siège social.

ii. Questions relatives aux taxes indirectes, montant présenté dans le secteur Siège social.

iii. Charges relatives à la résolution globale des enquêtes sur le programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque, présentées dans le secteur Services bancaires aux États-Unis.

³ La quote-part du résultat net rajustée de la participation dans Schwab exclut l'élément à noter suivant (après impôt). L'incidence de cet élément a été présentée dans le secteur Siège social.

i. Quote-part de la Banque des charges d'acquisition et d'intégration liées à l'acquisition de TD Ameritrade par Schwab.

⁴ Les produits d'intérêts nets rajustés excluent l'élément à noter suivant :

i. Questions relatives aux taxes indirectes, montant présenté dans le secteur Siège social.

⁵ Les actifs productifs d'intérêts moyens utilisés dans le calcul de la marge d'intérêts nette sont une mesure financière non conforme aux PCGR. Pour plus de renseignements sur ces mesures, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » de la section « Notre rendement » et à la section « Glossaire » du présent document.

REVUE DU BILAN

TABLEAU 17 : PRINCIPALES DONNÉES DES BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(en millions de dollars canadiens)

	Aux	
	31 juillet 2026	31 octobre 2025
Actif		
Trésorerie et dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	110 632 \$	116 929 \$
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction	218 133	220 136
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net	9 534	7 395
Dérivés	80 055	82 972
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	7 071	6 986
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	135 092	126 369
Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	236 855	240 439
Valeurs mobilières prises en pension	231 368	247 078
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	991 036	953 012
Autres	92 085	93 242
Total de l'actif	2 111 861 \$	2 094 558 \$
Passif		
Dépôts détenus à des fins de transaction	43 486 \$	37 882 \$
Dérivés	75 308	79 356
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	213 022	197 635
Dépôts	1 260 724	1 267 104
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension	228 932	221 150
Billets et débentures subordonnés	10 523	10 733
Autres	152 851	152 871
Total du passif	1 984 846	1 966 731
Total des capitaux propres	127 015	127 827
Total du passif et des capitaux propres	2 111 861 \$	2 094 558 \$

Le **total de l'actif** s'établissait à 2 112 milliards de dollars au 31 juillet 2026, soit 17 milliards de dollars de plus qu'au 31 octobre 2025.

L'augmentation du total de l'actif est attribuable à des hausses de 38 milliards de dollars des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts, de 9 milliards de dollars des actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) et de 2 milliards de dollars des actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN). L'augmentation a été contrebalancée en partie par des baisses de 16 milliards de dollars des valeurs mobilières prises en pension, de 6 milliards de dollars de la trésorerie et des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques, de 4 milliards de dollars des titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créance, de 3 milliards de dollars des dérivés, de 2 milliards de dollars des prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction et de 1 milliard de dollars des autres actifs.

La **trésorerie et les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques** ont diminué de 6 milliards de dollars, en raison surtout des activités de gestion de la trésorerie.

Les **prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction** ont diminué de 2 milliards de dollars principalement du fait de la baisse des marchandises détenues à des fins de transaction, en partie contrebalancée par une hausse des titres de capitaux propres et des créances hypothécaires titrisées.

Les **actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net** ont augmenté de 2 milliards de dollars essentiellement en raison de nouveaux placements.

Les **actifs dérivés** ont diminué de 3 milliards de dollars, reflétant surtout une diminution de la réévaluation à la valeur du marché des contrats de change, en partie contrebalancée par une augmentation des dérivés d'actions et des contrats de taux d'intérêt.

Les **actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global** ont augmenté de 9 milliards de dollars en raison de nouveaux placements principalement dans des titres d'un gouvernement ou liés à un gouvernement, en partie contrebalancés par les échéances et les ventes.

Les **titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances**, ont diminué de 4 milliards de dollars, reflétant surtout les échéances et les ventes, contrebalancées en partie par de nouveaux placements.

Les **valeurs mobilières prises en pension** ont diminué de 16 milliards de dollars en raison principalement d'une baisse des volumes.

Les **prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts**, ont augmenté de 38 milliards de dollars, reflétant surtout la croissance des volumes des prêts à la consommation et des prêts aux entreprises et aux gouvernements, en partie contrebalancée par une baisse des prêts hypothécaires résidentiels.

Les **autres actifs** ont diminué de 1 milliard de dollars du fait essentiellement d'une baisse des montants à recevoir des courtiers et des clients découlant des volumes moins élevés de transactions non réglées.

Le **total du passif** s'établissait à 1 985 milliards de dollars au 31 juillet 2026, soit 18 milliards de dollars de plus qu'au 31 octobre 2025.

L'augmentation du total du passif est attribuable à des hausses de 15 milliards de dollars des passifs financiers désignés à la JVRN, de 8 milliards de dollars des obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension et de 5 milliards de dollars des dépôts détenus à des fins de transaction, contrebalancées en partie par des baisses de 6 milliards de dollars des dépôts et de 4 milliards de dollars des dérivés.

Les **dépôts détenus à des fins de transaction** ont augmenté de 5 milliards de dollars en raison surtout de nouvelles émissions, en partie contrebalancées par les échéances.

Les **passifs dérivés** ont diminué de 4 milliards de dollars, reflétant surtout une diminution de la réévaluation à la valeur du marché des contrats de change et des contrats de marchandises, en partie contrebalancée par une augmentation des dérivés d'actions et des contrats de taux d'intérêt.

Les **passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net** ont augmenté de 15 milliards de dollars en raison surtout de nouvelles émissions, contrebalancées en partie par les échéances.

Les **dépôts** ont diminué de 6 milliards de dollars en raison principalement de la baisse des volumes de dépôts de particuliers, d'entreprises et de gouvernements, contrebalancée en partie par la hausse des volumes de dépôts de banques.

Les **obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension** ont augmenté de 8 milliards de dollars en raison principalement d'une hausse des volumes.

Les **capitaux propres** s'établissaient à 127 milliards de dollars au 31 juillet 2026, soit 1 milliard de dollars de moins qu'au 31 octobre 2025. Le recul reflète des pertes dans le cumul des autres éléments du résultat global, attribuables principalement aux couvertures de flux de trésorerie. Les résultats non distribués sont demeurés stables, le résultat net pour la période ayant été contrebalancé par la prime sur le rachat d'actions ordinaires et les distributions de dividendes.

QUALITÉ DU PORTEFEUILLE DE CRÉDIT

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2026 par rapport au T3 2025

Les prêts douteux bruts atteignaient 5 143 millions de dollars au 31 juillet 2026, en baisse de 191 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent. Les prêts douteux bruts du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont augmenté de 285 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent, en raison surtout d'une hausse des dépréciations dans le portefeuille de prêts à la consommation. Les prêts douteux bruts du secteur Services bancaires aux États-Unis ont augmenté de 3 millions de dollars, un niveau relativement stable par rapport à celui du troisième trimestre de l'exercice précédent, reflétant l'incidence de la conversion des monnaies étrangères, en partie contrebalancée par une baisse des dépréciations dans les portefeuilles de prêts à la consommation et de prêts commerciaux. Les prêts douteux bruts du secteur Services bancaires de gros ont diminué de 478 millions de dollars, ou 80 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent du fait que le nombre de résolutions a dépassé celui des créances générées. Les prêts douteux nets atteignaient 3 700 millions de dollars au 31 juillet 2026, en hausse de 28 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent.

La provision pour pertes sur créances de 9 559 millions de dollars au 31 juillet 2026 comprenait une provision pour pertes sur prêts douteux à l'étape 3 de 1 448 millions de dollars, une provision à l'étape 2 de 4 773 millions de dollars et une provision à l'étape 1 de 3 333 millions de dollars ainsi qu'une provision relative aux titres de créance de 5 millions de dollars. Les provisions à l'étape 1 et à l'étape 2 sont pour les prêts productifs et les instruments hors bilan.

La provision pour pertes sur prêts à l'étape 3 a diminué de 223 millions de dollars, ou 13 %, reflétant une baisse dans les portefeuilles de prêts de gros et de prêts commerciaux au Canada, en partie contrebalancée par une hausse dans les portefeuilles de prêts du secteur Services bancaires aux États-Unis et de prêts à la consommation au Canada. Les provisions pour pertes sur prêts à l'étape 1 et à l'étape 2 ont augmenté de 76 millions de dollars, ou 1 %, reflétant la croissance des volumes et la migration du crédit constatée principalement dans le portefeuille de prêts à la consommation au Canada. La variation de la provision comprend une diminution de 71 millions de dollars attribuable à la partie revenant aux partenaires des programmes de détaillants du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis.

Les informations prospectives, y compris les variables macroéconomiques réputées être prédictives des pertes de crédit attendues selon l'expérience de la Banque, sont utilisées pour déterminer les scénarios de pertes de crédit attendues et les pondérations probabilistes connexes afin d'établir les pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes. Chaque trimestre, l'ensemble des variables macroéconomiques de base prévues sont mises à jour, donnant lieu à de nouveaux scénarios macroéconomiques optimistes et pessimistes. Les pondérations probabilistes appliquées à chaque scénario de pertes de crédit attendues sont également passées en revue chaque trimestre et mises à jour, au besoin, dans le cadre du processus de gouvernance de la Banque à l'égard des pertes de crédit attendues. Par suite des revues périodiques et des mises à jour trimestrielles, la provision pour pertes sur créances pourrait être revue afin de tenir compte des mises à jour des estimations de pertes calculées en fonction des pertes récentes de la Banque et de ses opinions prospectives. La Banque passe régulièrement en revue la méthode employée et a effectué des évaluations quantitatives et qualitatives supplémentaires au niveau du portefeuille et des prêts pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante. Pour plus de renseignements sur les informations prospectives, se reporter à la note 3 et à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2026 de la Banque.

La provision pour pertes sur créances fondées sur des pondérations probabilistes reflète les opinions prospectives de la Banque. Dans la mesure où certaines répercussions anticipées ne peuvent pas être totalement intégrées dans les modèles quantitatifs, la direction continue d'exercer un jugement d'expert en matière de crédit pour déterminer le montant des pertes de crédit attendues, y compris pour les risques associés à l'incertitude élevée en matière de politique et de commerce, et ces ajustements seront mis à jour dans les trimestres à venir au fur et à mesure que de nouvelles informations seront obtenues. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2026 de la Banque.

La Banque établit des provisions pour pertes sur créances attendues à l'égard des titres de créance évalués au coût amorti ou à la JVAERG. La Banque détient pour 368 milliards de dollars de ces titres de créance. Tous ces titres sont considérés comme étant productifs (étape 1 et étape 2) et aucun n'est considéré comme étant déprécié (étape 3). La provision pour pertes sur créances à l'égard des titres de créance au coût amorti s'établissait à 2 millions de dollars et celle à l'égard des titres de créance à la JVAERG, à 3 millions de dollars, pour un montant total de 5 millions de dollars, soit un niveau stable par rapport à celui au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2026 par rapport au T2 2026

Les prêts douteux bruts ont diminué de 138 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, diminution découlant en grande partie de baisses dans le portefeuille du secteur Services bancaires aux États-Unis, le portefeuille du secteur Services bancaires de gros et le portefeuille de prêts commerciaux au Canada, en partie contrebalancées par une hausse dans le portefeuille de prêts à la consommation au Canada. Les prêts douteux, déduction faite de la provision, ont diminué de 51 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à ceux du trimestre précédent.

La provision pour pertes sur créances de 9 559 millions de dollars au 31 juillet 2026 comprenait une provision pour pertes sur prêts douteux à l'étape 3 de 1 448 millions de dollars, une provision à l'étape 2 de 4 773 millions de dollars et une provision à l'étape 1 de 3 333 millions de dollars ainsi qu'une provision relative aux titres de créance de 5 millions de dollars. Les provisions à l'étape 1 et à l'étape 2 sont pour les prêts productifs et les instruments hors bilan. La provision pour pertes sur prêts à l'étape 3 a diminué de 87 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à celle du trimestre précédent, reflétant une augmentation moins rapide des provisions relatives aux actifs dépréciés par rapport aux résolutions dans les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements. Les provisions pour pertes sur prêts à l'étape 1 et à l'étape 2 ont augmenté de 192 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à celles du trimestre précédent, reflétant l'incidence de la conversion des monnaies étrangères, de la migration du crédit vers la catégorie « actifs productifs » dans les portefeuilles de prêts du secteur Services bancaires de gros et de prêts à la consommation au Canada, et de la croissance des volumes.

La provision relative aux titres de créance est demeurée inchangée par rapport à celle du trimestre précédent.

Pour plus de renseignements sur les prêts, les prêts douteux, la provision pour pertes sur créances et sur l'utilisation par la Banque des informations prospectives et des variables macroéconomiques pour déterminer sa provision pour pertes sur créances, se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2026 de la Banque.

TABLEAU 18 : VARIATIONS DES PRÊTS DOUTEUX BRUTS¹

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois clos les</i>			<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Prêts aux particuliers, aux entreprises et aux gouvernements					
Prêts douteux au début de la période	5 281 \$	5 594 \$	4 866 \$	5 420 \$	4 949 \$
Classés comme douteux au cours de la période	1 973	2 122	2 433	6 674	6 896
Transférés dans les prêts productifs au cours de la période	(323)	(376)	(331)	(996)	(1 109)
Remboursements nets	(731)	(582)	(595)	(1 882)	(1 815)
Cessions de prêts	–	(125)	(18)	(365)	(65)
Montants radiés	(1 190)	(1 340)	(1 045)	(3 740)	(3 504)
Variations de change et autres variations	133	(12)	24	32	(18)
Prêts douteux à la fin de la période	5 143 \$	5 281 \$	5 334 \$	5 143 \$	5 334 \$

¹ Incluent les prêts évalués à la JVAERG.

TABLEAU 19 : PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES (AU BILAN)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Aux</i>		
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 juillet 2025
Provision pour pertes sur prêts au titre des prêts au bilan			
Provision pour pertes sur prêts à l'étape 1	2 862 \$	2 736 \$	2 732 \$
Provision pour pertes sur prêts à l'étape 2	4 203	4 153	4 288
Provision pour pertes sur prêts à l'étape 3	1 443	1 530	1 662
Total de la provision pour pertes sur prêts au titre des prêts au bilan ¹	8 508	8 419	8 682
Provision pour les instruments hors bilan			
Provision pour pertes sur prêts à l'étape 1	471	472	449
Provision pour pertes sur prêts à l'étape 2	570	553	561
Provision pour pertes sur prêts à l'étape 3	5	5	9
Total de la provision pour les instruments hors bilan	1 046	1 030	1 019
Provision pour pertes sur prêts	9 554	9 449	9 701
Provision relative aux titres de créance	5	5	4
Provision pour pertes sur créances	9 559 \$	9 454 \$	9 705 \$
Prêts douteux, déduction faite de la provision ²	3 700 \$	3 751 \$	3 672 \$
Prêts douteux nets, en pourcentage des prêts nets ²	0,37 %	0,39 %	0,39 %
Total de la provision pour pertes sur créances en pourcentage des prêts bruts	0,96	0,97	1,03
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne des prêts nets	0,37	0,43	0,41

¹ Inclut la provision pour pertes sur prêts liée aux prêts qui sont évalués à la JVAERG de néant au 31 juillet 2026 (néant au 30 avril 2026; néant au 31 juillet 2025).

² Les prêts sur cartes de crédit sont considérés comme douteux lorsque les paiements sont en souffrance depuis 90 jours et sont radiés lorsque les paiements sont en souffrance depuis 180 jours.

Prêts garantis par des biens immobiliers

Les prêts de détail garantis par des biens immobiliers comprennent les prêts hypothécaires et les lignes de crédit consentis à des consommateurs nord-américains afin de répondre à leurs besoins financiers, notamment l'achat d'une résidence et un refinancement. Bien qu'elle conserve un privilège de premier rang à l'égard de la majorité des propriétés détenues à titre de sûretés, la Banque a des privilèges de deuxième rang à l'égard d'une petite partie des prêts, dont la majeure partie est adossée à d'autres prêts hypothécaires ou lignes de crédit domiciliaire consentis par la TD assortis de privilèges de premier rang. Au Canada, les politiques de crédit sont élaborées de sorte que l'exposition combinée de toutes les facilités de crédit non assurées à l'égard d'une propriété ne dépasse pas 80 % de la valeur de la sûreté au moment de l'octroi du prêt. Il est permis selon la législation de consentir des prêts selon un ratio prêt-valeur plus élevé, mais une assurance-prêt est alors exigée. Cette assurance est une couverture contractuelle pour la durée des facilités admissibles et protège le portefeuille de prêts garantis par des biens immobiliers de la Banque contre les pertes potentielles causées par la défaillance d'emprunteurs. En outre, la Banque peut obtenir de l'assurance-prêt pour les prêts dont le ratio prêt-valeur est plus faible. Cette couverture d'assurance est fournie par des entités soutenues par un gouvernement ou par des assureurs de prêts hypothécaires privés approuvés. Aux États-Unis, au moment de l'octroi des prêts hypothécaires résidentiels, une assurance-prêt hypothécaire est généralement obtenue d'entités soutenues par un gouvernement ou d'autres assureurs de prêts hypothécaires privés approuvés lorsque le ratio prêt-valeur dépasse 80 % de la valeur de la sûreté au moment de l'octroi du prêt.

La Banque évalue régulièrement les facteurs de stress à l'égard de son portefeuille de prêts immobiliers dans le cadre de son programme global d'évaluation des facteurs de stress. Ces évaluations sont effectuées afin de déterminer dans quelle mesure le portefeuille serait vulnérable à un important repli de la situation économique. L'effet de variations extrêmes du prix des maisons, des taux d'intérêt et du taux de chômage figure parmi les facteurs étudiés au moment d'évaluer l'incidence sur les pertes sur créances et la rentabilité globale de la Banque. Diverses catégories du portefeuille, notamment les types d'habitation et les régions géographiques, sont examinées afin de déterminer l'existence de vulnérabilités particulières.

TABLEAU 20 : PRÊTS GARANTIS PAR DES BIENS IMMOBILIERS AU CANADA¹

(en millions de dollars canadiens)

(en millions de dollars canadiens)					Aux
		Amortissables		Non amortissables	Total
Prêts hypothécaires résidentiels	Lignes de crédit domiciliaires	Total des prêts immobiliers garantis amortissables	Lignes de crédit domiciliaires		
					31 juillet 2026
Total	245 012 \$	134 717 \$	379 729 \$	42 485 \$	422 214 \$
					31 octobre 2025
Total	267 469 \$	110 829 \$	378 298 \$	37 098 \$	415 396 \$

¹ Ne tiennent pas compte des prêts classés comme détenus à des fins de transaction puisque la Banque entend les vendre immédiatement ou dans un avenir proche, ni des prêts désignés à la JVRN à l'égard desquels aucune provision n'est comptabilisée.

TABLEAU 21 : PRÊTS GARANTIS PAR DES BIENS IMMOBILIERS^{1, 2}

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)												Aux
	Prêts hypothécaires résidentiels				Lignes de crédit domiciliaires				Total			
	Assurés ³		Non assurés		Assurées ³		Non assurées		Assurés ³		Non assurés	
31 juillet 2026												
Canada												
Provinces de l'Atlantique	2 205 \$	0,9 %	4 838 \$	2,0 %	128 \$	0,1 %	3 512 \$	2,0 %	2 333 \$	0,5 %	8 350 \$	2,0 %
Colombie-Britannique ⁴	7 239	3,0	42 318	17,2	662	0,4	34 962	19,7	7 901	1,9	77 280	18,3
Ontario ⁴	20 501	8,4	114 191	46,6	2 227	1,2	96 078	54,2	22 728	5,4	210 269	49,8
Prairies ⁴	14 925	6,1	21 484	8,8	1 209	0,7	19 838	11,2	16 134	3,8	41 322	9,8
Québec	5 121	2,0	12 190	5,0	393	0,2	18 193	10,3	5 514	1,3	30 383	7,2
Total – Canada	49 991	20,4 %	195 021	79,6 %	4 619	2,6 %	172 583	97,4 %	54 610	12,9 %	367 604	87,1 %
États-Unis	1 522		46 064		–		12 985		1 522		59 049	
Total	51 513 \$		241 085 \$		4 619 \$		185 568 \$		56 132 \$		426 653 \$	
31 octobre 2025												
Canada												
Provinces de l'Atlantique	2 377 \$	0,9 %	5 038 \$	1,9 %	139 \$	0,1 %	2 833 \$	1,9 %	2 516 \$	0,6 %	7 871 \$	1,9 %
Colombie-Britannique ⁴	7 849	2,9	47 101	17,6	708	0,5	28 551	19,3	8 557	2,1	75 652	18,2
Ontario ⁴	21 505	8,1	124 702	46,6	2 412	1,6	80 826	54,7	23 917	5,7	205 528	49,5
Prairies ⁴	16 350	6,1	22 746	8,5	1 320	0,9	15 738	10,6	17 670	4,3	38 484	9,3
Québec	5 933	2,2	13 868	5,2	433	0,3	14 967	10,1	6 366	1,5	28 835	6,9
Total – Canada	54 014	20,2 %	213 455	79,8 %	5 012	3,4 %	142 915	96,6 %	59 026	14,2 %	356 370	85,8 %
États-Unis	1 544		46 050		–		12 481		1 544		58 531	
Total	55 558 \$		259 505 \$		5 012 \$		155 396 \$		60 570 \$		414 901 \$	

¹ Région géographique selon l'adresse du bien immobilier hypothéqué.

² Ne tiennent pas compte des prêts classés comme détenus à des fins de transaction puisque la Banque entend les vendre immédiatement ou dans un avenir proche, ni des prêts désignés à la JVRN à l'égard desquels aucune provision n'est comptabilisée.

³ L'assurance-prêt est une couverture contractuelle pour la durée des facilités admissibles en vertu de laquelle l'exposition de la Banque aux prêts garantis par des biens immobiliers est protégée, en tout ou en partie, contre les pertes potentielles causées par la défaillance d'un emprunteur. Elle est fournie par des entités soutenues par un gouvernement ou par d'autres assureurs de prêts hypothécaires privés approuvés.

⁴ Les territoires sont répartis de la façon suivante : le Yukon avec la Colombie-Britannique; le Nunavut avec l'Ontario; et les Territoires du Nord-Ouest avec la région des Prairies.

Le tableau ci-après présente un sommaire de la période pendant laquelle les prêts hypothécaires résidentiels de la Banque seraient remboursés en totalité en fonction du montant du dernier remboursement reçu. Tous les montants sont calculés en fonction des montants des remboursements actuels de l'emprunteur, y compris les remboursements volontairement plus élevés que les montants prévus au contrat ou les autres remboursements anticipés volontaires. Le montant du dernier remboursement de l'emprunteur peut excéder le montant dû selon le contrat initial.

Les soldes dont la période d'amortissement restante excède 30 ans reflètent principalement les prêts hypothécaires canadiens à taux variable pour lesquels l'ancienne augmentation des taux d'intérêt par rapport aux niveaux de paiement actuels des emprunteurs a donné lieu à une période d'amortissement restante plus longue. Au renouvellement, la période d'amortissement des prêts hypothécaires canadiens est rajustée pour correspondre à la période d'amortissement contractuelle restante, ce qui peut entraîner une augmentation des paiements.

TABLEAU 22 : CALENDRIER DE L'AMORTISSEMENT DES PRÊTS HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS^{1, 2}

Aux									
	Moins de 5 ans	De 5 ans à moins de 10 ans	De 10 ans à moins de 15 ans	De 15 ans à moins de 20 ans	De 20 ans à moins de 25 ans	De 25 ans à moins de 30 ans	De 30 ans à moins de 35 ans	35 ans et plus	Total
31 juillet 2026									
Canada	0,8 %	3,1 %	8,9 %	20,3 %	32,0 %	30,8 %	1,0 %	3,1 %	100,0 %
États-Unis	2,4	1,8	3,6	9,8	31,9	49,2	0,8	0,5	100,0
Total	1,1 %	2,9 %	8,0 %	18,5 %	32,0 %	33,8 %	1,0 %	2,7 %	100,0 %
31 octobre 2025									
Canada	0,8 %	2,9 %	8,3 %	20,0 %	31,9 %	30,2 %	1,2 %	4,7 %	100,0 %
États-Unis	2,6	1,6	3,5	9,0	24,1	57,8	0,8	0,6	100,0
Total	1,1 %	2,7 %	7,5 %	18,3 %	30,8 %	34,5 %	1,1 %	4,0 %	100,0 %

¹ Ne tiennent pas compte des prêts classés comme détenus à des fins de transaction puisque la Banque entend les vendre immédiatement ou dans un avenir proche, ni des prêts désignés à la JVRN à l'égard desquels aucune provision n'est comptabilisée.

² Pourcentage basé sur l'encours.

TABLEAU 23 : RATIO PRÊT-VALEUR MOYEN NON ASSURÉ – Nouveaux prêts montés et nouveaux prêts acquis^{1, 2, 3}

	Trois mois clos les					
	Prêts hypothécaires résidentiels	Lignes de crédit domiciliaires ^{4, 5}	Total	Prêts hypothécaires résidentiels	Lignes de crédit domiciliaires ^{4, 5}	Total
	31 juillet 2026			31 octobre 2025		
Canada						
Provinces de l'Atlantique	69 %	70 %	70 %	70 %	69 %	69 %
Colombie-Britannique ⁶	69	68	68	66	66	66
Ontario ⁶	69	69	69	68	67	67
Prairies ⁶	73	72	72	72	72	72
Québec	69	71	71	69	71	71
Total – Canada	70	69	69	68	68	68
États-Unis	71	57	64	68	58	64
Total	70 %	69 %	69 %	68 %	68 %	68 %

¹ Région géographique selon l'adresse du bien immobilier hypothéqué.

² Ne tiennent pas compte des prêts classés comme détenus à des fins de transaction puisque la Banque entend les vendre immédiatement ou dans un avenir proche, ni des prêts désignés à la JVRN à l'égard desquels aucune provision n'est comptabilisée.

³ D'après le prix des maisons au moment du montage.

⁴ Le ratio prêt-valeur attribuable aux lignes de crédit domiciliaires comprend les hypothèques subsidiaires de premier rang, le cas échéant.

⁵ L'option de l'avantage du taux fixe des lignes de crédit domiciliaires est incluse dans le calcul du ratio prêt-valeur.

⁶ Les territoires sont répartis de la façon suivante : le Yukon avec la Colombie-Britannique; le Nunavut avec l'Ontario; et les Territoires du Nord-Ouest avec la région des Prairies.

Risque-pays

Le tableau suivant présente un sommaire des expositions directes au risque de crédit de la Banque ailleurs qu'au Canada et qu'aux États-Unis (l'Europe exclut le Royaume-Uni).

TABLEAU 24 : TOTAL DE L'EXPOSITION NETTE PAR RÉGION ET CONTREPARTIE

(en millions de dollars canadiens)

	Prêts et engagements ¹				Dérivés, mises en pension et prêts de valeurs mobilières ²				Portefeuille de négociation et de placement ³				Exposition totale ⁴
	Emprun- teurs		Institutions financières	Total	Emprun- teurs		Institutions financières	Total	Emprun- teurs		Institutions financières	Total	
	Entreprises	souverains			Entreprises	souverains			Entreprises	souverains			
31 juillet 2026													
Région													
Europe	9 200 \$	8 \$	5 402 \$	14 610 \$	4 074 \$	1 560 \$	9 745 \$	15 379 \$	735 \$	25 311 \$	3 018 \$	29 064 \$	59 053 \$
Royaume-Uni	7 625	4 090	2 805	14 520	2 719	1 896	12 018	16 633	358	1 274	794	2 426	33 579
Asie	484	25	2 467	2 976	286	1 066	3 966	5 318	166	6 736	1 884	8 786	17 080
Autres pays ⁵	352	14	730	1 096	956	599	2 262	3 817	84	57	2 849	2 990	7 903
Total	17 661 \$	4 137 \$	11 404 \$	33 202 \$	8 035 \$	5 121 \$	27 991 \$	41 147 \$	1 343 \$	33 378 \$	8 545 \$	43 266 \$	117 615 \$
31 octobre 2025													
Région													
Europe	8 895 \$	8 \$	5 019 \$	13 922 \$	5 331 \$	1 359 \$	9 647 \$	16 337 \$	1 116 \$	25 876 \$	1 982 \$	28 974 \$	59 233 \$
Royaume-Uni	6 731	2 577	2 483	11 791	3 199	1 537	12 237	16 973	270	176	661	1 107	29 871
Asie	182	23	2 527	2 732	241	538	3 795	4 574	138	8 346	1 829	10 313	17 619
Autres pays ⁵	227	—	690	917	705	410	2 353	3 468	110	216	1 967	2 293	6 678
Total	16 035 \$	2 608 \$	10 719 \$	29 362 \$	9 476 \$	3 844 \$	28 032 \$	41 352 \$	1 634 \$	34 614 \$	6 439 \$	42 687 \$	113 401 \$

¹ Les expositions, y compris les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques, sont présentées déduction faite des imputations pour dépréciation, s'il y a lieu.

² Les expositions sont calculées à la juste valeur et sont présentées déduction faite des sûretés. Les dérivés sont présentés comme des expositions nettes lorsqu'il existe une convention-cadre de compensation de l'International Swaps and Derivatives Association.

³ Les expositions du portefeuille de négociation sont présentées déduction faite des positions vendeur admissibles.

⁴ En plus des expositions présentées ci-dessus, la Banque a également une exposition de 29,4 milliards de dollars (30,3 milliards de dollars au 31 octobre 2025) à des entités supranationales.

⁵ L'exposition régionale présentée au poste Autres pays est largement attribuable à l'Australie.

SITUATION DES FONDS PROPRES

FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

Les exigences en matière de fonds propres imposées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) sont mieux connues sous le nom de Bâle III. Selon Bâle III, le total des fonds propres comprend trois composantes, soit les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, les autres éléments de fonds propres de catégorie 1 et les fonds propres de catégorie 2. Les ratios de fonds propres réglementaires sensibles aux risques sont calculés en divisant les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, les fonds propres de catégorie 1 et le total des fonds propres par les actifs pondérés en fonction des risques, compte tenu de toute exigence réglementaire minimale énoncée relativement au plancher réglementaire. Bâle III a également mis de l'avant un ratio de levier non basé sur le risque pour compléter les exigences de fonds propres sensibles aux risques. Le ratio de levier est calculé en divisant les fonds propres de catégorie 1 par l'exposition à l'endettement, dont les principaux éléments comprennent les actifs au bilan, avec des ajustements faits aux expositions sur les cessions temporaires de titres et les dérivés, et des montants de l'équivalent-crédit pour les positions hors bilan. La TD gère ses fonds propres réglementaires selon le dispositif sur les fonds propres de Bâle III mis en œuvre par le BSIF.

Exigences en matière de fonds propres du BSIF en vertu de Bâle III

Les lignes directrices *Normes de fonds propres* et *Exigences de levier* du BSIF décrivent en détail la façon dont les règles en matière de fonds propres de Bâle III doivent être appliquées par les banques canadiennes.

La réserve pour stabilité intérieure (RSI) a été diminuée pour passer de 3,5 % à 3,0 % à partir du 19 juin 2026. La fourchette de la RSI a elle aussi été modifiée et peut maintenant s'étendre de 0 % à 3 %, le niveau effectif étant modifié par le BSIF selon l'évolution du système financier canadien et de l'économie dans son ensemble.

Le BSIF a mis en œuvre les réformes de Bâle III et certains ajustements afin de les adapter à leur mise en œuvre au Canada. Ces réformes ont une incidence sur le calcul du risque de crédit, du risque de marché et du risque opérationnel pour les banques canadiennes.

Le 1^{er} novembre 2023, le plancher réglementaire des fonds propres selon l'approche standard est passé de 65 % à 67,5 % des actifs pondérés en fonction des risques. Le BSIF a indiqué que le plancher restera fixé à 67,5 % jusqu'à nouvel ordre.

La Banque a mis en œuvre le Cadre de capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) par établissement des sociétés mères de banques d'importance systémique intérieure du BSIF. Ce cadre, qui établit une mesure fondée sur le risque, veille à ce qu'une BISI non viable dispose d'une capacité d'absorption des pertes suffisante par établissement (entité juridique distincte) afin d'assurer sa résolution. La Banque respecte les exigences énoncées dans ce cadre.

Le tableau ci-dessous présente les cibles minimales de fonds propres réglementaires publiées par le BSIF en vigueur au 31 juillet 2026.

RATIOS CIBLES DE FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES ET DE TLAC							
	Minimum	Réserve de conservation des fonds propres	Suppléments pour les BISI/BISM ¹	Cible réglementaire au titre du Pilier 1 ²	RSI	Cible réglementaire au titre du Pilier 1 et du Pilier 2	
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	2,5 %	1,0 %	8,0 %	3,0 %	11,0 %	
Fonds propres de catégorie 1	6,0	2,5	1,0	9,5	3,0	12,5	
Total des fonds propres	8,0	2,5	1,0	11,5	3,0	14,5	
Levier	3,0	s. o. ³	0,5	3,5	s. o.	3,5	
TLAC	18,0	2,5	1,0	21,5	3,0	24,5	
Levier TLAC	6,75	s. o.	0,50	7,25	s. o.	7,25	

¹ Le plus élevé des suppléments pour les BISI et les BISM s'applique aux ratios de fonds propres pondérés en fonction des risques. Le supplément pour les BISI est actuellement équivalent à l'exigence supplémentaire de 1 % des fonds propres sous forme d'actions ordinaires prise en compte dans les ratios de fonds propres pondérés en fonction des risques pour les BISM que doit respecter la Banque. Le supplément pour les BISM pourrait augmenter au-delà de 1 %, pour atteindre un maximum de 4 %, si la cote pour les BISM attribuée à la Banque devait augmenter au-delà de certains seuils. La ligne directrice *Exigences de levier* du BSIF comprend une exigence selon laquelle les BISI doivent maintenir un coussin de ratio de levier fixé à 50 % des exigences pondérées de capacité accrue d'absorption des pertes d'une BISI, soit 0,50 %. Ce coussin s'applique également au ratio de levier TLAC.

² L'exigence à l'égard de la réserve anticyclique de la Banque était de 0 % au 31 juillet 2026.

³ Sans objet.

Le tableau ci-après présente des détails sur la situation des fonds propres réglementaires de la Banque.

TABLEAU 25 : STRUCTURE DE FONDS PROPRES ET RATIOS – Bâle III

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Aux		
	31 juillet 2026	31 octobre 2025	31 juillet 2025
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires			
Actions ordinaires majorées du surplus d'apport connexe	24 529 \$	25 010 \$	25 122 \$
Résultats non distribués	78 882	78 320	78 749
Cumul des autres éléments du résultat global	10 771	12 874	10 737
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires avant ajustements réglementaires	114 182	116 204	114 608
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires			
Ajustements de valorisation prudentiels	(195)	(165)	(160)
Goodwill (déduction faite du passif d'impôt correspondant)	(18 747)	(18 753)	(18 557)
Immobilisations incorporelles (déduction faite du passif d'impôt correspondant)	(3 757)	(3 316)	(3 197)
Actifs d'impôt différé, sauf s'ils résultent de différences temporaires	(273)	(202)	(413)
Réserve de couverture de flux de trésorerie	2 913	867	1 990
Insuffisance de l'encours des provisions pour pertes attendues	–	–	–
Profits et pertes attribuables à des variations de la juste valeur des passifs financiers dues à l'évolution du risque de crédit propre	(152)	(166)	(188)
Actifs nets au titre des régimes de retraite à prestations définies (déduction faite du passif d'impôt correspondant)	(767)	(811)	(756)
Actions propres	(8)	(9)	(124)
Participations non significatives dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières, déduction faite des positions courtes admissibles (montant supérieur au seuil de 10 %)	–	–	–
Participations significatives sous forme d'actions ordinaires de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières qui sortent du périmètre de consolidation réglementaire, déduction faite des positions courtes admissibles (montant supérieur au seuil de 10 %)	–	–	–
Placements en actions dans des fonds assujettis à l'approche de repli	(33)	(90)	(102)
Déduction des expositions sur crypto-actifs	(1)	–	–
Autres déductions et ajustements réglementaires de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires indiqués par le BSIF	24	20	19
Total des ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	(20 996)	(22 625)	(21 488)
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	93 186	93 579	93 120
Autres éléments de fonds propres de catégorie 1			
Autres éléments de fonds propres de catégorie 1 admissibles émis directement majorés des primes liées au capital	12 833	11 623	10 786
Autres éléments de fonds propres de catégorie 1 avant ajustements réglementaires	12 833	11 623	10 786
Ajustements réglementaires appliqués aux autres éléments de fonds propres de catégorie 1			
Participations non significatives dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières, déduction faite des positions courtes admissibles (montant supérieur au seuil de 10 %)	–	–	–
Participations significatives dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières qui sortent du périmètre de consolidation réglementaire, déduction faite des positions courtes admissibles	(700)	(700)	(700)
Total des ajustements réglementaires appliqués aux autres éléments de fonds propres de catégorie 1	(700)	(700)	(700)
Autres éléments de fonds propres de catégorie 1	12 133	10 923	10 086
Fonds propres de catégorie 1	105 319	104 502	103 206
Fonds propres de catégorie 2 et provisions			
Instruments de fonds propres de catégorie 2 admissibles émis directement majorés des primes liées au capital	10 523	10 733	10 496
Provisions collectives	1 258	1 661	1 745
Fonds propres de catégorie 2 avant ajustements réglementaires	11 781	12 394	12 241
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2			
Instruments de fonds propres de catégorie 2 détenus en propre	–	–	–
Participations non significatives dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières, déduction faite des positions courtes admissibles (montant supérieur au seuil de 10 %) ¹	–	–	–
Participations non significatives dans les autres instruments admissibles à la TLAC émis par des BISM et des BISI canadiennes, à hauteur de 10 % au plus des actions ordinaires émises de l'entité : montant anciennement destiné au seuil de 5 %, mais qui ne satisfait plus aux conditions	(118)	(30)	(2)
Participations significatives dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières qui sortent du périmètre de consolidation réglementaire, déduction faite des positions courtes admissibles	–	–	–
Total des ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(118)	(30)	(2)
Fonds propres de catégorie 2	11 663	12 364	12 239
Total des fonds propres	116 982 \$	116 866 \$	115 445 \$
Actifs pondérés en fonction des risques	653 368 \$	636 424 \$	627 248 \$
Ratios et multiples de fonds propres			
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques)	14,3 %	14,7 %	14,8 %
Fonds propres de catégorie 1 (en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques)	16,1	16,4	16,5
Total des fonds propres (en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques)	17,9	18,4	18,4
Ratio de levier ²	4,5	4,6	4,6

¹ Comprend les autres instruments admissibles à la TLAC émis par des BISM et des BISI canadiennes qui sortent du périmètre de la consolidation réglementaire, à hauteur de 10 % au plus des actions ordinaires émises de l'entité.

² Le ratio de levier correspond au total des fonds propres de catégorie 1 divisé par l'exposition à l'endettement, telle qu'elle est définie dans la rubrique « Fonds propres réglementaires » du présent document.

Au 31 juillet 2026, le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres de la Banque étaient respectivement de 14,3 %, de 16,1 % et de 17,9 %. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de la Banque a diminué par rapport au ratio de 14,7 % au 31 octobre 2025, ce qui est principalement attribuable au rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation et à la croissance des actifs pondérés en fonction des risques, contrebalancés en partie par le résultat après dividendes et la mise à jour des modèles de risque de crédit. La Banque prévoit atteindre un ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires d'environ 13 % d'ici le 31 octobre 2027^{15, 16}.

Au 31 juillet 2026, le ratio de levier de la Banque était de 4,5 %. La diminution du ratio de levier de la Banque par rapport au ratio de 4,6 % au 31 octobre 2025 s'explique essentiellement par le rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation et par la croissance du bilan, contrebalancés en partie par le résultat après dividendes.

Évolution future des fonds propres réglementaires

L'évolution future des fonds propres réglementaires est décrite à la rubrique « Évolution future des fonds propres réglementaires » du rapport de gestion de 2025 de la Banque.

TABLEAU 26 : ACTIONS ET AUTRES TITRES¹

(en milliers d'actions / de parts et en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 juillet 2026		31 octobre 2025	
	Nombre d'actions / de parts	Montant	Nombre d'actions / de parts	Montant
Actions ordinaires				
Actions ordinaires en circulation	1 638 511	24 149 \$	1 689 496	24 727 \$
Actions propres – actions ordinaires	(114)	(19)	–	–
Total des actions ordinaires	1 638 397	24 130 \$	1 689 496	24 727 \$
Options sur actions				
Droits acquis	5 171		5 160	
Droits non acquis	8 298		9 027	
Actions privilégiées – catégorie A²				
Série 1	20 000	500 \$	20 000	500 \$
Série 16	14 000	350	14 000	350
Série 18	14 000	350	14 000	350
Série 27	850	850	850	850
Série 28	800	800	800	800
	49 650	2 850 \$	49 650	2 850 \$
Autres instruments de capitaux propres^{2, 3, 4}				
Billets avec remboursement de capital à recours limité – Série 1	1 750	1 750	1 750	1 750
Billets avec remboursement de capital à recours limité – Série 2	1 500	1 500	1 500	1 500
Billets avec remboursement de capital à recours limité – Série 3 ⁵	1 750	2 403	1 750	2 403
Billets avec remboursement de capital à recours limité – Série 4 ⁵	750	1 023	750	1 023
Billets avec remboursement de capital à recours limité – Série 5	750	750	750	750
Billets avec remboursement de capital à recours limité – Série 6 ⁵	750	1 037	750	1 037
Billets avec remboursement de capital à recours limité – Série 7 ⁶	1 250	1 250	–	–
Billets de fonds propres subordonnés perpétuels – Série 2023-9 ⁷	1	312	1	312
	58 151	12 875 \$	56 901	11 625 \$
Actions propres – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	(101)	(46)	(29)	(4)
Total des actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	58 050	12 829 \$	56 872	11 621 \$

¹ Pour plus de renseignements, y compris les caractéristiques de conversion et d'échange, les distributions ainsi que les modalités et conditions importantes, se reporter à la note 19 des états financiers consolidés de 2025 de la Banque.

² Instruments comprenant des dispositions relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

³ Pour les autres instruments de capitaux propres, le nombre d'actions ou de parts correspond au nombre de billets émis.

⁴ Parallèlement à l'émission des BRCRL, séries 1 à 7, la Banque a émis un nombre correspondant d'actions privilégiées à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif comprenant des dispositions relatives aux FPUNV (les « actions privilégiées liées aux BRCRL »), série 26 et séries 29 à 34, respectivement. Les actions privilégiées liées aux BRCRL sont éliminées des états financiers consolidés de la Banque.

⁵ Pour les BRCRL, série 3, série 4 et série 6, le montant représente l'équivalent en dollars canadiens du montant notionnel en dollars américains.

⁶ Émis au trimestre considéré, le 11 juin 2026.

⁷ Pour les billets de fonds propres subordonnés perpétuels constituant d'autres éléments de fonds propres de catégorie 1 (AT1), le montant représente l'équivalent en dollars canadiens du montant notionnel en dollars de Singapour.

DIVIDENDES

Le 26 août 2026, le conseil d'administration a approuvé un dividende de un dollar et douze cents (1,12 \$) par action ordinaire entièrement libérée du capital social de la Banque pour le trimestre se terminant le 31 octobre 2026. Ce dividende sera payable à compter du 31 octobre 2026 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 9 octobre 2026. La Banque a mis en place un cycle de revue des dividendes semestriel, afin de pouvoir mieux aligner le rendement pour les actionnaires sur la croissance des résultats.

¹⁵ Les attentes de la Banque à l'égard des cibles financières sont fondées sur des hypothèses prospectives qui comportent des risques et des incertitudes. Les résultats peuvent varier selon les conditions économiques réelles, notamment le taux de chômage, les taux d'intérêt et la croissance ou le ralentissement de l'économie, l'environnement opérationnel, y compris les exigences réglementaires, le climat politique et le contexte concurrentiel, et les hypothèses de la Banque à l'égard du rendement futur des activités, y compris les conditions de crédit, l'incertitude politique et commerciale, les facteurs et conditions propres à l'emprunteur ou à l'industrie, et l'incidence de la conversion des monnaies étrangères. Ces hypothèses sont assujetties à des incertitudes inhérentes et peuvent varier en fonction de facteurs indépendants de la volonté de la Banque, y compris ceux qui sont énoncés dans la section « Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs », au début du présent document. Se reporter à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du rapport de gestion de 2025 de la Banque pour plus de renseignements sur les risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les estimations de la Banque.

¹⁶ Calculé conformément à la ligne directrice *Normes de fonds propres* du BSIF.

PLAN DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES

La Banque offre un plan de réinvestissement des dividendes (PRD) à ses actionnaires ordinaires. La participation à ce plan est facultative et, en vertu des conditions du plan, les dividendes en espèces sur les actions ordinaires servent à acheter des actions ordinaires additionnelles. Au gré de la Banque, les actions ordinaires peuvent être émises sur le capital autorisé, au cours moyen des cinq derniers jours de négociation précédant la date de versement des dividendes, moins un escompte variant entre 0 % et 5 %, au gré de la Banque, ou achetées sur le marché libre, au cours du marché.

Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2026, la Banque a satisfait aux exigences du PRD en achetant des actions ordinaires sur le marché libre. Pour les trois mois clos le 31 juillet 2025, la Banque a satisfait aux exigences du PRD en achetant des actions ordinaires sur le marché libre. Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025, la Banque a satisfait aux exigences du PRD en émettant des actions ordinaires sur son capital autorisé sans escompte au cours des trois premiers mois et en achetant des actions ordinaires sur le marché libre au cours des six derniers mois.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Le 24 février 2025, la Banque a annoncé que la Bourse de Toronto (TSX) et le BSIF ont approuvé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA de 2025) visant à racheter, pour annulation, jusqu'à 100 millions de ses actions ordinaires pour un montant d'au plus 8 milliards de dollars. En janvier 2026, la Banque a mis fin à son OPRCNA de 2025, dans le cadre de laquelle elle a racheté et annulé 8 milliards de dollars d'actions ordinaires.

Le 16 janvier 2026, la Banque a annoncé que la TSX et le BSIF ont approuvé sa nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA de 2026) visant à racheter, pour annulation, jusqu'à 61 millions de ses actions ordinaires pour un montant d'au plus 7 milliards de dollars. L'OPRCNA de 2026 a commencé le 20 janvier 2026 et prendra fin A) à la première des dates suivantes : i) le 15 janvier 2027; ii) la date à laquelle le coût d'achat total des actions ordinaires rachetées atteint 7 milliards de dollars; et iii) la date à laquelle le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être rachetées est atteint; ou B) à une date antérieure que la Banque pourra déterminer. Du début de l'OPRCNA de 2026, le 20 janvier 2026, jusqu'au 31 juillet 2026, la Banque a racheté 37,7 millions d'actions dans le cadre du programme, à un prix moyen de 143,31 \$ l'action pour un montant total de 5,4 milliards de dollars. Au cours des trois mois clos le 31 juillet 2026, la Banque a racheté et annulé environ 14,5 millions d'actions dans le cadre de l'OPRCNA de 2026, pour un montant total de 2,4 milliards de dollars.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX FONDS PROPRES D'URGENCE EN CAS DE NON-VIABILITÉ

Si un événement déclencheur faisant intervenir les dispositions relatives aux FPUNV devait survenir, pour toutes les séries d'actions privilégiées de premier rang de catégorie A, compte non tenu des actions privilégiées émises à l'égard des BRCRL, le nombre maximal d'actions ordinaires qui pourrait être émis serait un total de 0,6 milliard d'actions, en supposant qu'aucun dividende n'a été déclaré et n'était impayé sur ces actions privilégiées au moment de la conversion.

Les BRCRL, en raison du recours qu'ils comportent à l'égard des actions privilégiées détenues dans la fiducie à recours limité, comprennent des dispositions relatives aux FPUNV. Pour les BRCRL, si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait survenir, le nombre maximal d'actions ordinaires qui pourrait être émis serait un total de 2,0 milliards d'actions, en supposant qu'aucun dividende n'a été déclaré et n'était impayé sur les actions privilégiées émises à l'égard des BRCRL.

Pour les billets et débentures subordonnés admissibles comme FPUNV (y compris les billets perpétuels AT1), si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait survenir, le nombre maximal d'actions ordinaires qui pourrait être émis serait un total de 3,2 milliards d'actions, en supposant qu'il n'y ait aucun intérêt couru ni impayé sur ces billets et débentures subordonnés.

FACTEURS DE RISQUE ET GESTION DES RISQUES

Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs

Outre les risques décrits dans la section « Gestion des risques » du rapport de gestion de 2025 de la Banque et du présent document, divers autres facteurs de risque, dont bon nombre échappent au contrôle de la Banque et dont les effets peuvent être difficiles à prévoir, pourraient faire en sorte que les résultats de la Banque diffèrent de façon importante des prévisions, objectifs et estimations de la Banque, ou pourraient nuire à la réputation de la Banque ou compromettre la viabilité de son modèle d'affaires. Tous les énoncés prospectifs, y compris les énoncés prospectifs inclus dans le présent rapport de gestion, sont naturellement assujettis à des risques inhérents et à des incertitudes, de nature générale et spécifique, qui peuvent faire en sorte que les résultats réels de la Banque diffèrent considérablement de ceux avancés dans les prévisions, les objectifs, les estimations et les énoncés prospectifs. Certains de ces facteurs sont présentés dans la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2025 et dans la section « Gestion des risques » du présent document, et d'autres sont cités dans la section « Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs » du présent document. La Banque a mis à jour les facteurs de risque suivants pour tenir compte des changements dans l'environnement externe.

Risques géopolitiques

En plus des risques géopolitiques présentés dans le rapport de gestion de 2025 de la Banque, les risques géopolitiques demeurent élevés, en raison des tensions commerciales croissantes et des conflits géopolitiques actuels qui continuent d'entraîner de l'incertitude, une volatilité accrue des marchés et une perturbation des chaînes d'approvisionnement et des activités commerciales à l'échelle mondiale. La décision des États-Unis de ne pas renouveler l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) accentue l'incertitude entourant l'avenir des relations commerciales du Canada. Des négociations prolongées, une restructuration majeure ou la résiliation de l'ACEUM, et l'incertitude que cela engendre sur l'envergure des droits de douane et les secteurs touchés par ceux-ci, pourraient nuire au commerce transfrontalier et aux activités d'investissement, affaiblir la confiance des consommateurs et des entreprises, et accentuer la pression sur les secteurs tributaires de l'exportation, entraînant une hausse des provisions pour pertes sur créances, un ralentissement de la croissance des prêts et une volatilité accrue des marchés. Au Moyen-Orient, le risque que le conflit militaire et le blocus maritime se prolongent demeure présent et est susceptible d'accroître la perturbation de l'approvisionnement en énergie, la volatilité des prix des marchandises et l'incertitude macroéconomique en général, ce qui pourrait avoir une incidence sur la Banque et ses clients.

SOMMAIRE

Faire croître la rentabilité des résultats financiers en comptant sur l'équilibre entre les produits, les charges et la croissance des fonds propres implique de prendre des risques mesurés et de les gérer en tenant compte de l'appétit de la Banque pour le risque. L'objectif de la Banque est d'obtenir un rendement stable et durable pour chaque dollar de risque qu'elle prend, tout en accordant une grande importance à l'investissement dans ses entreprises afin d'atteindre ses objectifs stratégiques futurs.

Les entreprises et les activités de la Banque sont exposées à un grand nombre de risques qui ont été recensés et définis dans le cadre de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise. La tolérance de la Banque à ces risques est définie dans la prise de position sur l'« Appétit pour le risque de l'entreprise », élaborée dans un cadre global qui tient compte du contexte d'exploitation actuel de la Banque et de l'incidence que les risques émergents auront sur la stratégie et le profil de risque de la TD. L'appétit pour le risque de la Banque établit qu'elle prend les risques requis pour bâtir son entreprise, mais seulement si ces risques :

1) s'inscrivent dans la stratégie d'affaires et peuvent être compris et gérés; 2) n'exposent la Banque à aucune perte isolée importante; la TD ne met pas la Banque en péril pour une acquisition, une entreprise, un produit ou une décision pris isolément; et 3) ne risquent pas de porter atteinte à la marque TD. Il incombe à chaque entreprise d'établir sa propre capacité de risque et de l'aligner sur celle de la Banque, selon un examen approfondi des risques spécifiques auxquels elle est exposée.

La Banque juge qu'il est d'importance critique d'évaluer à intervalles réguliers le contexte dans lequel elle mène ses activités et de cerner les principaux risques et les risques émergents. Ces risques se définissent comme ceux qui pourraient avoir une incidence importante sur la Banque et sur lesquels les principaux responsables de la gestion du risque s'attardent du fait de l'ampleur possible ou du caractère immédiat de leur incidence.

Ces risques sont cernés par les principaux responsables de la gestion du risque qui en discutent et prennent des mesures à leur égard, en plus d'en faire rapport chaque trimestre au comité du risque. Des plans visant à atténuer les principaux risques et les risques émergents sont préparés, suivis et ajustés au besoin.

La structure de gouvernance et l'approche de la Banque pour la gestion des risques sont demeurées en grande partie identiques à celles décrites dans le rapport de gestion de 2025 de la Banque. Des renseignements additionnels sur les facteurs de risque figurent dans le présent document et la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2025. Pour des renseignements complets sur la structure de gouvernance et sur l'approche pour la gestion des risques, se reporter à la section « Gestion des risques » du rapport de gestion de 2025 de la Banque.

Les sections ombragées du présent rapport de gestion présentent une analyse portant sur le risque de marché et le risque de liquidité et font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires pour la période close le 31 juillet 2026.

RISQUE DE CRÉDIT

L'exposition brute au risque de crédit, aussi appelée exposition en cas de défaillance (ECD), est le montant total auquel la Banque est exposée à la date de la défaillance d'un prêt et qui est évalué sans tenir compte des provisions relatives à une contrepartie particulière ou des radiations. Une exposition brute au risque de crédit ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit et englobe les expositions, qu'elles soient au bilan ou hors bilan. Les expositions au bilan comprennent principalement l'encours des prêts, les titres détenus à des fins autres que de transaction, les dérivés et certaines autres transactions assimilables aux prises en pension. Les expositions hors bilan consistent essentiellement en des montants sur les engagements non utilisés, des cautionnements et certaines autres transactions assimilables aux prises en pension.

Les expositions brutes au risque de crédit pour les deux approches que la Banque utilise pour mesurer le risque de crédit se présentent comme suit :

TABLEAU 27 : EXPOSITIONS BRUTES AU RISQUE DE CRÉDIT – Approches standard et fondée sur les notations internes (NI)¹						
(en millions de dollars canadiens)						
	31 juillet 2026			<i>Aux</i> 31 octobre 2025		
	Standard	NI	Total	Standard	NI	Total
Expositions de détail						
Expositions garanties par l'immobilier résidentiel	5 159 \$	560 802 \$	565 961 \$	5 141 \$	552 249 \$	557 390 \$
Expositions aux produits de détail renouvelables admissibles	852	179 622	180 474	871	177 970	178 841
Autres expositions de détail	3 689	114 461	118 150	3 660	110 316	113 976
Total – Risque de crédit de détail	9 700	854 885	864 585	9 672	840 535	850 207
Expositions autres que de détail						
Entreprises	1 026	876 363	877 389	2 402	758 573	760 975
Emprunteurs souverains	125	481 555	481 680	175	552 954	553 129
Banques	835	209 219	210 054	7 121	180 614	187 735
Total – Expositions autres que de détail	1 986	1 567 137	1 569 123	9 698	1 492 141	1 501 839
Expositions brutes au risque de crédit	11 686 \$	2 422 022 \$	2 433 708 \$	19 370 \$	2 332 676 \$	2 352 046 \$

¹ Les expositions brutes au risque de crédit représentent l'ECD et ne tiennent pas compte de l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit. Ce tableau ne tient compte ni des titrisations, ni des titres de capitaux propres, ni de certains autres actifs pondérés en fonction du risque de crédit.

RISQUE DE MARCHÉ

Les fonds propres exposés au risque de marché sont calculés selon l'approche standard de Bâle III. La Banque continue d'utiliser la valeur à risque (VaR) comme mesure de gestion interne pour surveiller et contrôler le risque de marché.

Liens entre le risque de marché et le bilan

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des actifs et des passifs au bilan entre ceux qui sont exposés aux risques de marché de négociation et ceux qui sont exposés aux risques de marché autre que de négociation. Le risque de marché touchant les actifs et les passifs inclus dans le calcul de la VaR et les mesures employées aux fins des fonds propres exposés au risque de marché réglementaire est classé comme risque de marché de négociation.

TABLEAU 28 : LIENS ENTRE LE RISQUE DE MARCHÉ ET LE BILAN

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2026				31 octobre 2025				Aux
	Bilan	Risque de marché de négociation	Risque de marché autre que de négociation	Autres	Bilan	Risque de marché de négociation	Risque de marché autre que de négociation	Autres	
Actifs exposés au risque de marché									
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	103 820 \$	2 781 \$	101 039 \$	– \$	109 417 \$	940 \$	108 477 \$	– \$	Risque de taux d'intérêt
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction	218 133	212 175	5 958	–	220 136	213 151	6 985	–	Risque de taux d'intérêt
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net	9 534	–	9 534	–	7 395	–	7 395	–	Risque actions, risque de change, risque de taux d'intérêt
Dérivés	80 055	70 825	9 230	–	82 972	72 906	10 066	–	Risque actions, risque de change, risque de taux d'intérêt
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	7 071	–	7 071	–	6 986	–	6 986	–	Risque de taux d'intérêt
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	135 092	–	135 092	–	126 369	–	126 369	–	Risque actions, risque de change, risque de taux d'intérêt
Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	236 855	–	236 855	–	240 439	–	240 439	–	Risque de change, risque de taux d'intérêt
Valeurs mobilières prises en pension	231 368	146 167	85 201	–	247 078	7 574	239 504	–	Risque de taux d'intérêt
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	991 036	–	991 036	–	953 012	–	953 012	–	Risque de taux d'intérêt
Autres actifs ¹	2 078	–	2 078	–	2 047	–	2 047	–	Risque de taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché	96 819	–	–	96 819	98 707	–	–	98 707	
Total de l'actif	2 111 861 \$	431 948 \$	1 583 094 \$	96 819 \$	2 094 558 \$	294 571 \$	1 701 280 \$	98 707 \$	
Passifs exposés au risque de marché									
Dépôts détenus à des fins de transaction	43 486 \$	32 701 \$	10 785 \$	– \$	37 882 \$	28 955 \$	8 927 \$	– \$	Risque actions, risque de taux d'intérêt
Dérivés	75 308	70 491	4 817	–	79 356	74 790	4 566	–	Risque actions, risque de change, risque de taux d'intérêt
Passifs de titrisation à la juste valeur	26 491	26 491	–	–	25 283	25 283	–	–	Risque de taux d'intérêt
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	213 022	8	213 014	–	197 635	3	197 632	–	Risque de taux d'intérêt
Dépôts	1 260 724	–	1 260 724	–	1 267 104	–	1 267 104	–	Risque de taux d'intérêt, risque de change
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	41 924	38 356	3 568	–	43 795	42 475	1 320	–	Risque de taux d'intérêt
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension	228 932	183 821	45 111	–	221 150	13 922	207 228	–	Risque de taux d'intérêt
Passifs de titrisation au coût amorti	16 990	–	16 990	–	14 841	–	14 841	–	Risque de taux d'intérêt
Billets et débiteures subordonnés	10 523	–	10 523	–	10 733	–	10 733	–	Risque de taux d'intérêt
Autres passifs ¹	16 971	–	16 971	–	16 934	–	16 934	–	Risque actions, risque de taux d'intérêt
Passifs et capitaux propres non exposés au risque de marché	177 490	–	–	177 490	179 845	–	–	179 845	
Total du passif et des capitaux propres	2 111 861 \$	351 868 \$	1 582 503 \$	177 490 \$	2 094 558 \$	185 428 \$	1 729 285 \$	179 845 \$	

¹ Se rapportent aux prestations de retraite, aux assurances et aux passifs liés aux entités structurées.

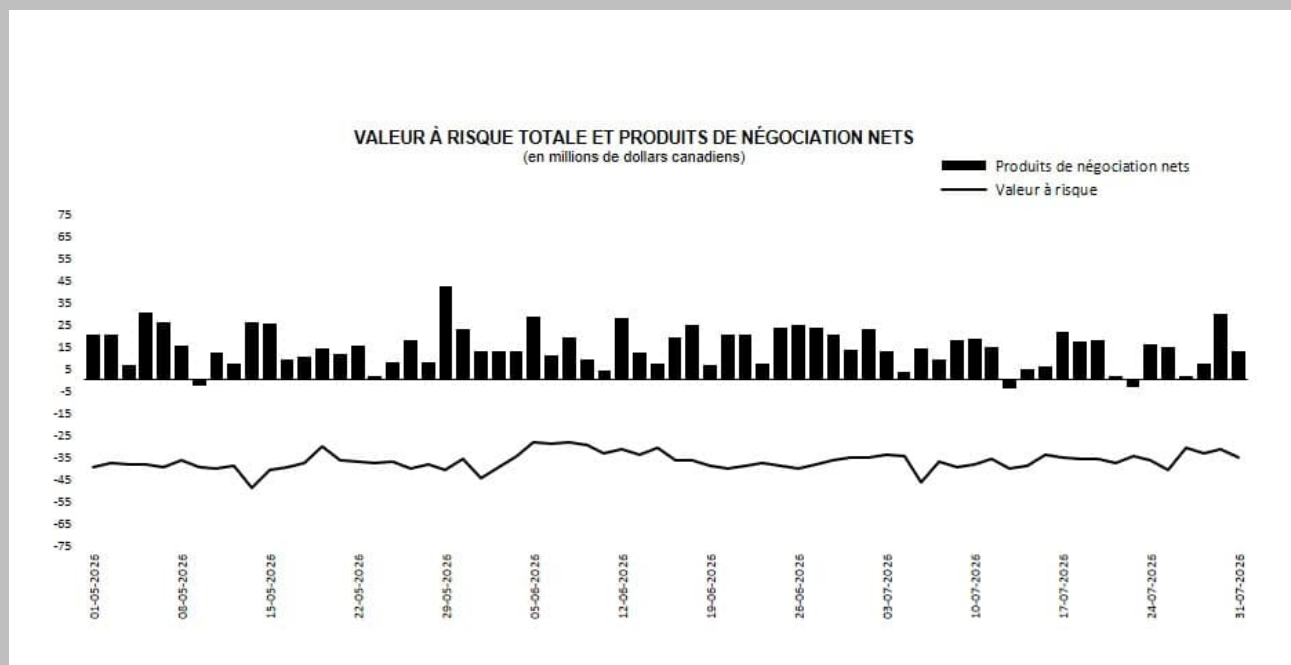
Calcul de la VaR

La Banque calcule la VaR quotidiennement en combinant le risque de marché général et le risque idiosyncrasique propre à des titres de créance qui est associé aux positions de négociation de la Banque.

Le risque de marché général est établi en créant une distribution des variations possibles de la valeur de marché du portefeuille courant au moyen d'une simulation historique. La Banque évalue le portefeuille courant au moyen des variations des cours et des taux des 259 derniers jours de Bourse pour les produits sur titres de capitaux propres, de taux d'intérêt, de change, de crédit et sur marchandises. Le risque de marché général est calculé pour constituer le seuil que les pertes possibles du portefeuille ne devraient pas dépasser plus de un jour de Bourse sur 100. Le risque de marché général est calculé sur une période de détention de un jour.

Le risque idiosyncrasique propre à des titres de créance mesure le risque idiosyncrasique d'écart de taux de crédit (lié à une seule institution) pour les expositions au crédit du portefeuille de négociation au moyen d'une simulation de Monte-Carlo. Le modèle de risque idiosyncrasique propre à des titres de créance repose sur le comportement historique des écarts de crédit idiosyncrasique sur cinq ans. Le risque idiosyncrasique propre à des titres de créance, tout comme le risque de marché général, est calculé pour constituer le seuil que les pertes possibles du portefeuille ne devraient pas dépasser plus de un jour de Bourse sur 100. Le risque idiosyncrasique propre à des titres de créance est calculé sur une période de détention de dix jours.

Le graphique ci-après présente, à une date particulière, l'utilisation de la VaR quotidienne et les produits de négociation nets, présentés en équivalence fiscale, dans le secteur Services bancaires de gros. Les produits de négociation nets comprennent les produits de négociation et les produits d'intérêts nets liés aux positions des portefeuilles de négociation de la Banque utilisés pour la gestion des fonds propres exposés au risque de marché. Le troisième trimestre clos le 31 juillet 2026 a compté 3 jours de pertes de négociation et les produits de négociation nets ont été positifs pendant 95 % des jours de Bourse, ce qui reflète une activité de négociation normale. Au cours du trimestre, les pertes pour un jour de Bourse donné n'ont jamais dépassé la VaR.



La VaR constitue une mesure utile, mais elle devrait être utilisée en tenant compte de certaines limites, notamment :

- la VaR recourt à des données historiques pour prédire des événements futurs, ce qui limite sa capacité d'effectuer des prévisions;
- elle ne donne pas d'information sur les pertes au-delà du niveau de confiance choisi;
- elle suppose que toutes les positions peuvent être liquidées au cours de la période de détention ayant servi pour calculer le montant de la VaR.

La Banque améliore sans cesse ses méthodes pour calculer la VaR et elle prévoit de nouvelles mesures du risque qui sont conformes aux habitudes du marché, aux meilleures pratiques de l'industrie et aux exigences réglementaires.

Afin de réduire quelques-unes des faiblesses de la VaR, la Banque se sert de paramètres additionnels conçus expressément pour la gestion des risques. Ces paramètres comprennent la simulation de crise et les sensibilités aux divers facteurs de risque de marché.

Le tableau qui suit présente le calcul de la VaR de la TD à la date de clôture du trimestre, la moyenne de la période et les extrêmes (haut et bas).

TABLEAU 29 : MESURES DU RISQUE DE MARCHÉ DU PORTEFEUILLE

(en millions de dollars canadiens)					<i>Trois mois clos les</i>		<i>Neuf mois clos les</i>	
				31 juillet 2026	30 avril 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
	Clôture	Moyenne	Haut	Bas	Moyenne	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Risque de taux d'intérêt	11,1 \$	12,7 \$	18,1 \$	9,5 \$	15,3 \$	9,3 \$	13,5 \$	11,5 \$
Risque d'écart de taux	25,3	22,3	28,6	18,0	19,6	17,3	19,0	19,0
Risque actions	17,2	27,3	47,0	9,7	17,6	12,5	20,4	10,1
Risque de change	4,8	5,5	9,7	1,6	4,1	3,7	4,9	3,9
Risque sur marchandises	14,3	22,1	30,8	12,9	35,5	30,3	31,4	19,9
Risque idiosyncrasique propre à des titres de créance	19,4	18,3	21,7	14,4	17,1	20,4	16,9	21,1
Effet de diversification ¹	(57,3)	(71,5)	négl. ²	négl.	(69,1)	(57,2)	(66,5)	(52,0)
Valeur à risque totale (une journée)	34,8 \$	36,7 \$	48,5 \$	28,1 \$	40,1 \$	36,3 \$	39,6 \$	33,5 \$

¹ La VaR globale est moins élevée que la somme de la VaR des différents types de risque, étant donné que certains risques sont atténués par la diversification des portefeuilles.

² Négligeable. Il n'est pas important de calculer un effet de diversification, du fait que le haut et le bas peuvent survenir à différents jours pour différents types de risque.

La VaR moyenne a diminué d'un trimestre à l'autre en raison surtout des variations des positions dans des marchandises découlant de l'amélioration continue de la méthode, contrebalancée en partie par des variations des positions en actions.

Validation du modèle de la VaR

La Banque utilise un test de validité rétroactif pour comparer les profits et les pertes réels à la VaR afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux résultats statistiques du modèle de la VaR.

Risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation

Le risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation de la Banque découle principalement des activités traditionnelles des services bancaires personnels et commerciaux et est en général le résultat de l'asymétrie entre les dates d'échéance et les dates de révision des taux des actifs et des passifs de la Banque.

Les principales mesures utilisées pour gérer et contrôler ce risque sont la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires et la sensibilité des produits d'intérêts nets.

La sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires permet de mesurer la variation de la valeur actualisée nette des actifs, des passifs et de certains éléments hors bilan du portefeuille bancaire de la Banque selon un choc donné des taux d'intérêt. Elle reflète la mesure de l'incidence possible de la valeur actualisée sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires en l'absence d'un profil d'échéances présumé pour la gestion des capitaux propres de la Banque et ne tient pas compte des marges sur les produits.

La sensibilité des produits d'intérêts nets permet de mesurer la variation des produits d'intérêts nets sur une période de douze mois pour une variation donnée des taux d'intérêt à l'égard des actifs, des passifs et de certains autres éléments hors bilan du portefeuille bancaire en supposant un bilan stable au cours de la période.

La politique sur le risque de marché de la Banque établit les limites globales pour les mesures du risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation. Ces limites sont revues à intervalles réguliers et approuvées par le comité du risque. Outre ces limites imposées par le conseil d'administration, le groupe Gestion du risque fixe des limites de risque au niveau des portefeuilles pour la gestion du risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation de la Banque. Les expositions par rapport à ces limites font l'objet de contrôles réguliers qui sont consignés, et tout dépassement de ces limites, le cas échéant, est signalé au comité de gestion de l'actif et du passif et des fonds propres et au comité du risque.

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou diminution immédiate et soutenue de 100 pdb des taux d'intérêt sur les mesures de la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires et de la sensibilité des produits d'intérêts nets.

TABLEAU 30 : SENSIBILITÉ AU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT LIÉ AUX ACTIVITÉS AUTRES QUE DE NÉGOCIATION – MESURES

(en millions de dollars canadiens)										Aux
31 juillet 2026						30 avril 2026		31 juillet 2025		
Sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires			Sensibilité des produits d'intérêts nets ¹			Sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires		Sensibilité des produits d'intérêts nets ^{1, 3}		
Dollar canadien ²	Dollar américain	Total	Dollar canadien ²	Dollar américain	Total	Total	Total	Total	Total	
Incidence avant impôt des éléments suivants :										
Augmentation de 100 pdb										
des taux	(1 444) \$	(2 362) \$	(3 806) \$	292 \$	49 \$	341 \$	(3 683) \$	411 \$	(3 330) \$	527 \$
Diminution de 100 pdb										
des taux	1 425	2 163	3 588	(323)	(48)	(371)	3 407	(461)	2 927	(609)

Au 31 juillet 2026, une augmentation immédiate et soutenue de 100 pdb des taux d'intérêt aurait eu une incidence négative de 3 806 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Banque, soit une augmentation de 123 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent, et une incidence positive de 341 millions de dollars sur les produits d'intérêts nets de la Banque, soit une diminution de 70 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent. Une diminution immédiate et soutenue de 100 pdb des taux d'intérêt aurait eu une incidence positive de 3 588 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Banque, soit une augmentation de 181 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent, et une incidence négative de 371 millions de dollars sur les produits d'intérêts nets de la Banque, soit une diminution de 90 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent. La variation d'un trimestre à l'autre de la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires et de la sensibilité des produits d'intérêts nets découle principalement des activités de couverture menées par le groupe de la Trésorerie.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque de ne pas disposer de suffisamment de trésorerie ou de sûretés pour faire face aux obligations financières et de ne pas être en mesure de mobiliser des fonds ou de monétiser des actifs à des prix raisonnables en temps opportun. Les obligations financières peuvent découler de la sortie de dépôts, de l'échéance d'une dette, des engagements à accorder un crédit ou à fournir un concours de trésorerie ou de l'obligation de fournir des sûretés additionnelles en garantie.

APPÉTIT POUR LE RISQUE DE LIQUIDITÉ DE LA TD

La TD met en œuvre un programme de gestion de la liquidité rigoureux, lequel est assujéti à la gouvernance et à la surveillance des risques et est conçu afin de maintenir des liquidités suffisantes pour permettre à la Banque de traverser un événement de liquidité important sans avoir recours à l'aide exceptionnelle d'une banque centrale. La Banque maintient l'accès à une base de financement stable et diversifiée et fait correspondre son profil de financement à celui des actifs et des obligations éventuelles qui pourraient être exigibles.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le comité du risque, le comité de gestion de l'actif et du passif et des fonds propres, et le groupe Trésorerie sont responsables de l'identification, de l'évaluation, du contrôle, du suivi et de la surveillance du risque de liquidité.

- Le comité du risque revoit régulièrement la situation de trésorerie de la Banque et approuve tous les deux ans le cadre de gestion du risque de liquidité de la Banque et annuellement les politiques connexes.
- Le comité de gestion de l'actif et du passif et des fonds propres de la Banque est chargé d'établir des structures et des pratiques de gestion efficaces pour mesurer et gérer adéquatement le risque de liquidité et en assurer la gouvernance.
- Le comité général sur les liquidités et le financement, un sous-comité du comité de gestion de l'actif et du passif et des fonds propres, comprend des cadres supérieurs des groupes Trésorerie, Gestion du risque ainsi que du secteur Services bancaires de gros, et relève et surveille les risques de liquidité de la Banque.

En plus de notre cadre de surveillance par un comité, les activités de gestion du risque de liquidité sont soumises au modèle de gouvernance à trois lignes de défense. Le groupe Trésorerie, première ligne de défense pour la gestion du risque de liquidité, est soumis à un contrôle de deuxième ligne indépendant et à la surveillance par la fonction gestion des risques. Le groupe d'audit interne de la TD constitue la troisième ligne de défense. Les trois lignes de défense sont indépendantes du secteur dont les activités génèrent un risque de liquidité.

L'appétit pour le risque de liquidité et l'approche de la Banque pour la gestion du risque de liquidité sont demeurés en grande partie identiques à ceux décrits dans le rapport de gestion de 2025 de la Banque. Pour des renseignements complets sur le risque de liquidité, se reporter à la rubrique « Risque de liquidité » du rapport de gestion de 2025 de la Banque.

Actifs liquides

Les actifs liquides non grevés de la Banque pourraient être utilisés pour aider à répondre à ses besoins de financement potentiels découlant d'événements de crise. L'admissibilité des actifs liquides tient compte de la valeur du marché et de la capacité d'absorption du marché en situation de crise ainsi que des restrictions opérationnelles, juridiques ou autres qui limitent la vente des actifs, leur remobilisation comme sûretés ou leur cession en garantie.

Les actifs détenus par la Banque pour répondre à ses obligations en matière de liquidité sont présentés dans les tableaux ci-après. Les tableaux excluent les actifs détenus par les activités d'assurance de la Banque puisqu'ils servent de soutien aux passifs propres aux assurances et aux exigences de fonds propres.

TABLEAU 31 : SOMMAIRE DES ACTIFS LIQUIDES PAR TYPE ET PAR MONNAIE

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Aux				
	Actifs liquides détenus par la Banque	Valeurs mobilières obtenues en garantie au titre de transactions de financement sur valeurs mobilières et sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés ¹
	31 juillet 2026				
Trésorerie et réserves des banques centrales	18 372 \$	– \$	18 372 \$	2 348 \$	16 024 \$
Obligations du gouvernement, d'organismes fédéraux, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement ²	106 547	107 397	213 944	111 662	102 282
Actions	19 844	9 838	29 682	22 823	6 859
Autres titres de créance	7 490	25 840	33 330	12 637	20 693
Autres titres	–	–	–	–	–
Total (libellé en dollars canadiens)	152 253	143 075	295 328	149 470	145 858
Trésorerie et réserves des banques centrales	82 336	–	82 336	–	82 336
Obligations du gouvernement, d'organismes fédéraux, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement	219 052	168 657	387 709	176 155	211 554
Actions	64 720	85 951	150 671	88 002	62 669
Autres titres de créance	89 301	45 458	134 759	39 672	95 087
Autres titres	19 051	1 482	20 533	5 941	14 592
Total (non libellé en dollars canadiens)	474 460	301 548	776 008	309 770	466 238
Total³	626 713 \$	444 623 \$	1 071 336 \$	459 240 \$	612 096 \$
	31 octobre 2025				
Total (libellé en dollars canadiens)	155 500 \$	128 048 \$	283 548 \$	124 734 \$	158 814 \$
Total (non libellé en dollars canadiens)	479 607	223 847	703 454	279 201	424 253
Total	635 107 \$	351 895 \$	987 002 \$	403 935 \$	583 067 \$

¹ Les actifs liquides non grevés comprennent les actifs au bilan, les actifs empruntés ou acquis en vertu de prises en pension et d'autres sûretés hors bilan reçues moins les actifs liquides grevés.

² Comprennent les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*.

³ À compter du 30 avril 2026, comprend les sûretés reçues au titre des prêts sur marge et les sûretés livrées afin de faciliter le règlement des positions vendeur de clients.

Les actifs liquides non grevés détenus par La Banque Toronto-Dominion, par ses filiales canadiennes et étrangères et par les succursales à l'étranger sont résumés dans le tableau suivant.

TABLEAU 32 : SOMMAIRE DES ACTIFS LIQUIDES NON GREVÉS DÉTENUS PAR LA BANQUE, LES FILIALES ET LES SUCCURSALES

(en millions de dollars canadiens)

	Aux	
	31 juillet 2026	31 octobre 2025
La Banque Toronto-Dominion (société mère)	227 834 \$	257 722 \$
Filiales bancaires	356 030	306 961
Succursales à l'étranger	28 232	18 384
Total	612 096 \$	583 067 \$

La moyenne des actifs liquides de la Banque est présentée dans le tableau ci-après.

TABLEAU 33 : SOMMAIRE DES ACTIFS LIQUIDES MOYENS PAR TYPE ET PAR MONNAIE

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Moyenne pour les trois mois clos les				
	Actifs liquides détenus par la Banque	Valeurs mobilières obtenues en garantie au titre de transactions de financement sur valeurs mobilières et sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés ¹
	31 juillet 2026				
Trésorerie et réserves des banques centrales	16 039 \$	– \$	16 039 \$	2 197 \$	13 842 \$
Obligations du gouvernement, d'organismes fédéraux, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement ²	108 331	105 996	214 327	110 266	104 061
Actions	20 229	9 143	29 372	22 100	7 272
Autres titres de créance	7 655	24 636	32 291	12 373	19 918
Autres titres	–	–	–	–	–
Total (libellé en dollars canadiens)	152 254	139 775	292 029	146 936	145 093
Trésorerie et réserves des banques centrales	82 761	–	82 761	–	82 761
Obligations du gouvernement, d'organismes fédéraux, d'entités du secteur public et de banques multilatérales de développement	221 745	162 503	384 248	171 412	212 836
Actions	74 982	84 160	159 142	88 452	70 690
Autres titres de créance	88 988	44 881	133 869	38 912	94 957
Autres titres	22 900	2 363	25 263	7 688	17 575
Total (non libellé en dollars canadiens)	491 376	293 907	785 283	306 464	478 819
Total	643 630 \$	433 682 \$	1 077 312 \$	453 400 \$	623 912 \$
	30 avril 2026				
Total (libellé en dollars canadiens)	155 977 \$	132 662 \$	288 639 \$	133 161 \$	155 478 \$
Total (non libellé en dollars canadiens)	484 788	270 292	755 080	305 621	449 459
Total	640 765 \$	402 954 \$	1 043 719 \$	438 782 \$	604 937 \$

¹ Les actifs liquides non grevés comprennent les actifs au bilan, les actifs empruntés ou acquis en vertu de prises en pension et d'autres sûretés hors bilan reçues moins les actifs liquides grevés.

² Comprennent les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*.

La moyenne des actifs liquides non grevés détenus par La Banque Toronto-Dominion, par ses filiales canadiennes et étrangères et par les succursales à l'étranger est présentée dans le tableau suivant :

TABLEAU 34 : SOMMAIRE DES ACTIFS LIQUIDES MOYENS NON GREVÉS DÉTENUS PAR LA BANQUE, LES FILIALES ET LES SUCCURSALES

(en millions de dollars canadiens)

	Moyenne pour les trois mois clos les	
	31 juillet 2026	30 avril 2026
La Banque Toronto-Dominion (société mère)	235 960 \$	237 056 \$
Filiales bancaires	354 496	338 412
Succursales à l'étranger	33 456	29 469
Total	623 912 \$	604 937 \$

GRÈVEMENT D'ACTIFS

Dans le cadre des activités quotidiennes de la Banque, des actifs sont donnés en garantie afin d'obtenir du financement, soutenir les activités de négociation et de courtage et participer à des systèmes de compensation et de règlement. La TD a mis en place des politiques de cession d'actifs en garantie qui régissent le nombre d'actifs qu'elle grève afin de s'assurer qu'elle dispose d'actifs suffisants pour répondre à ses obligations en matière de liquidité. Un sommaire des actifs grevés et non grevés au bilan et hors bilan figure dans le tableau ci-dessous.

TABLEAU 35 : ACTIFS GREVÉS ET ACTIFS NON GREVÉS

(en millions de dollars canadiens)

	Aux				
	Total de l'actif		Grevés		Non grevés
	Total de l'actif	Sûretés données en garantie ¹	Autres ²	Disponibles comme garantie ³	Autres ⁴
					31 juillet 2026
Trésorerie et montants à recevoir	6 812 \$	– \$	– \$	– \$	6 812 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	103 820	6 741	–	91 603	5 476
Valeurs mobilières, prêts détenus à des fins de transaction et autres	1 102 857	513 714	27 114	500 128	61 901
Dérivés	80 055	–	–	–	80 055
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	960 730	55 211	96 543	54 072	754 904
Autres actifs ⁵	92 085	230	–	–	91 855
Total de l'actif	2 346 359 \$	575 896 \$	123 657 \$	645 803 \$	1 001 003 \$
					31 octobre 2025
Total de l'actif	2 265 385 \$	525 387 \$	127 282 \$	672 337 \$	940 379 \$

¹ Les sûretés données en garantie correspondent à la portion des actifs donnés en garantie dans le cadre de grèvement, comme les mises en pension, les prêts de valeurs mobilières, les contrats de dérivés, et les exigences liées à la participation aux chambres de compensation et aux systèmes de paiement.

² Comprendent les actifs qui soutiennent les activités de financement à long terme de la TD, telles que la titrisation des actifs et l'émission d'obligations sécurisées.

³ Représentent les actifs qui sont disponibles facilement pour être utilisés en tant que sûreté afin d'obtenir du financement ou de satisfaire aux exigences en matière de garantie. Cette catégorie comprend les prêts non grevés adossés à des biens immobiliers qui sont admissibles à titre de garantie à la Federal Home Loan Bank (FHLB).

⁴ Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction quant à leur utilisation pour garantir un financement ou à titre de sûreté, mais ne sont pas considérés comme immédiatement disponibles.

⁵ Les autres actifs comprennent le goodwill, les autres immobilisations incorporelles, les terrains, bâtiments, matériel et mobilier, autres actifs amortissables et actifs au titre de droits d'utilisation, les actifs d'impôt différé, les montants à recevoir des courtiers et des clients et les autres actifs du bilan qui ne sont pas présentés dans les catégories ci-dessus.

SIMULATIONS DE CRISE DE LIQUIDITÉ ET PLANS DE LIQUIDITÉ D'URGENCE

Outre son indicateur interne de simulation de crise de liquidité, la Banque effectue des simulations de crise de liquidité au moyen d'une multitude de scénarios différents. Ces scénarios de crise constituent une combinaison d'événements propres à la TD et d'événements de crise généralisés à l'ensemble des marchés, qui sont conçus pour évaluer l'incidence potentielle de facteurs de risque importants pour le profil de risque de la Banque. Les évaluations du risque de liquidité font également partie du programme d'évaluation des facteurs de crise à l'échelle de la Banque.

La Banque maintient des plans de liquidité d'urgence pour l'entreprise et pour les filiales importantes qui exercent leurs activités dans les territoires étrangers, ces plans jouant le rôle de guide pour gérer les situations de crise de liquidité et faisant partie intégrante du cadre de gestion du risque de liquidité global de la Banque. Les plans de liquidité d'urgence décrivent les différentes étapes d'un plan d'urgence fondées sur la gravité et la durée de l'événement de liquidité et énumèrent les mesures de sortie de crise appropriées pour chacune des étapes. Dans l'optique d'assurer la préparation opérationnelle, ils fournissent les principales actions requises pour mettre en œuvre chaque mesure de sortie de crise. Les plans de liquidité d'urgence régionaux énumèrent les mesures de sortie de crise visant à traiter les événements de crise particuliers à chaque région. Les mesures et la structure de gouvernance présentées dans les plans de liquidité d'urgence de la Banque sont alignées sur le plan de sortie de crise de la Banque.

NOTATIONS DE CRÉDIT

Les notations de crédit peuvent avoir une incidence sur l'accès de la Banque à des sources de financement ainsi que leur coût, et sa capacité d'entreprendre certaines activités commerciales de manière rentable. Les notations de crédit et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent les perceptions que celles-ci ont de la Banque et leurs méthodes, et peuvent changer en fonction de plusieurs facteurs, notamment la solidité financière, la situation concurrentielle et la situation de trésorerie de la Banque, de même que de facteurs qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de la Banque, comme les conditions touchant l'ensemble de l'industrie des services financiers.

TABLEAU 36 : NOTATIONS DE CRÉDIT¹

	Au			
	31 juillet 2026			
	Moody's	S&P	Fitch	DBRS
Dépôts/contrepartie ²	Aa1	A+	AA+	AA
Dette de premier rang ³	A2	A-	AA-	AA (bas)
Obligations sécurisées	Aaa	–	AAA	AAA
Ancienne dette subordonnée – non-FPUNV	A3	A-	A	A (haut)
Dette subordonnée de catégorie 2 – FPUNV	A3 (hyb)	BBB+	A	A (bas)
Dette perpétuelle AT1 – FPUNV	Baa2 (hyb)	BBB-	BBB+	–
Billets avec remboursement de capital à recours limité – FPUNV	Baa2 (hyb)	BBB-	BBB+	BBB (haut)
Actions privilégiées – FPUNV	Baa2 (hyb)	BBB-	BBB+	Pfd-2
Dette à court terme (dépôts)	P-1	A-1	F1+	R-1 (haut)
Perspectives	Stables	Stables	Stables	Stables

¹ Les notations ci-dessus s'appliquent à l'entité juridique La Banque Toronto-Dominion. Les notations des filiales sont disponibles sur le site Web de la Banque à l'adresse

<http://www.td.com/francais/investisseurs/accueil/renseignements-sur-les-creances/notes-de-credit/credit.jsp>. Les notations de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations de crédit peuvent en tout temps faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par l'agence de notation.

² Représentent la notation des dépôts à long terme et la notation du risque de contrepartie attribuées par Moody's, la notation de crédit d'émetteur attribuée par S&P, la notation des dépôts à long terme attribuée par Fitch et la notation des dépôts à long terme attribuée par DBRS.

³ Assujettie à une conversion au titre du régime de recapitalisation interne des banques.

La Banque examine régulièrement le niveau des sûretés additionnelles que ses contreparties exigeraient en cas d'abaissement de la notation de crédit de la TD. Le tableau suivant présente les sûretés additionnelles qui auraient pu être exigées aux termes de contrats par les contreparties de dérivés de gré à gré à la date de présentation de l'information financière en cas d'abaissement de un, deux et trois crans des notations de crédit de la Banque.

TABLEAU 37 : EXIGENCES DE SÛRETÉS ADDITIONNELLES POUR ABAISSEMENT DES NOTATIONS¹

(en millions de dollars canadiens)	<i>Moyenne pour les trois mois clos les</i>	
	31 juillet 2026	30 avril 2026
Abaissement de un cran	735 \$	966 \$
Abaissement de deux crans	1 133	1 364
Abaissement de trois crans	2 062	2 253

¹ Ces exigences de sûretés sont fondées sur l'annexe de soutien au crédit pour chaque contrepartie figurant au contrat de gré à gré et sur les notations de crédit de la Banque attribuées par les agences de notation pertinentes.

RATIO DE LIQUIDITÉ À COURT TERME (LCR)

Le LCR est une norme selon Bâle III qui vise à faire en sorte que les banques disposent d'un encours suffisant de HQLA non grevés, sous forme d'encaisse ou d'actifs pouvant être convertis en liquidités, pour couvrir leurs besoins de liquidité dans un scénario de crise de liquidité qui durerait 30 jours.

Conformément à la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF, la Banque doit maintenir un LCR minimum de 100 %, sauf en période de tensions financières, dans le cadre desquelles les institutions peuvent utiliser leur encours de HQLA. Le LCR de la Banque est calculé selon les paramètres des scénarios de la ligne directrice *Normes de liquidité*, y compris selon les critères d'admissibilité et la décote des HQLA, les taux de retrait des dépôts et les autres taux de sorties et d'entrées de trésorerie prescrits par la ligne directrice. Les HQLA qui sont admissibles aux fins du calcul du LCR sont constitués essentiellement de réserves auprès des banques centrales, de titres émis ou garantis par des emprunteurs souverains et de titres de haute qualité émis par des entités non financières.

Le tableau ci-dessous présente la position quotidienne moyenne propre au LCR de la Banque aux dates indiquées.

TABLEAU 38 : RATIO DE LIQUIDITÉ À COURT TERME MOYEN¹

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	<i>Moyenne pour les trois mois clos le</i>	
	31 juillet 2026	
	Valeur non pondérée totale (moyenne)²	Valeur pondérée totale (moyenne)³
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité	s. o.⁴ \$	333 143 \$
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	516 548 \$	33 963 \$
Dépôts stables	279 366	8 381
Dépôts moins stables	237 182	25 582
Financement de gros non garanti, dont :	391 881	190 103
Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	145 078	33 958
Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)	221 965	131 307
Dettes non garanties	24 838	24 838
Financement de gros garanti	s. o.	59 794
Exigences supplémentaires, dont :	412 276	132 411
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	103 841	64 879
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	12 182	12 182
Facilités de crédit et de liquidité	296 253	55 350
Autres obligations de financement contractuelles	23 366	11 165
Autres obligations de financement conditionnelles	898 794	13 751
Total des sorties de trésorerie	s. o. \$	441 187 \$
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis	308 885 \$	61 618 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	32 411	15 759
Autres entrées de trésorerie	113 101	113 101
Total des entrées de trésorerie	454 397 \$	190 478 \$

	<i>Moyenne pour les trois mois clos les</i>	
	31 juillet 2026	30 avril 2026
	Valeur ajustée totale	Valeur ajustée totale
Total des actifs liquides de haute qualité	333 143 \$	336 237 \$
Total des sorties nettes de trésorerie	250 709	258 225
Ratio de liquidité à court terme	133 %	130 %

¹ Le LCR est calculé conformément à la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF, qui tient compte des exigences en matière de liquidité publiées par le CBCB. Le LCR pour le trimestre clos le 31 juillet 2026 représente la moyenne des 64 données quotidiennes du trimestre.

² Les valeurs non pondérées des entrées et des sorties de trésorerie représentent les soldes impayés qui arrivent à échéance ou qui deviennent exigibles dans les 30 jours.

³ Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des décotes des HQLA ou des taux des entrées et des sorties de trésorerie, et des plafonds prescrits par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF.

⁴ Sans objet conformément au modèle de divulgation commun du LCR.

Le LCR moyen de la Banque était de 133 % pour le trimestre clos le 31 juillet 2026, et continue à satisfaire aux exigences réglementaires¹⁷.

La Banque détient une variété d'actifs liquides en proportion de ses besoins de liquidités. La majorité de ces actifs liquides sont également admissibles à titre de HQLA selon la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF. Les actifs du niveau 1 de la Banque pour le trimestre clos le 31 juillet 2026, calculés conformément à la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF et aux exigences en matière de liquidité publiées par le CBCB, représentent 86 % du total des HQLA (86 % pour le trimestre clos le 30 avril 2026). Conformément aux exigences de la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF, les HQLA comme présentés de la Banque ne tiennent pas compte des HQLA excédentaires des Services bancaires aux États-Unis afin de refléter les motifs de transfert de liquidités entre les Services bancaires aux États-Unis et les sociétés affiliées en conformité avec les règlements de la Réserve fédérale des États-Unis. En excluant les HQLA excédentaires, le LCR des Services bancaires aux États-Unis se trouve effectivement plafonné à 100 % avant la consolidation totale de la Banque.

Comme il est décrit à la rubrique « Mode de gestion du risque de liquidité de la TD » du rapport de gestion de 2025 de la Banque, la Banque gère les HQLA et les autres réserves de liquidités selon ce qui est le plus exigeant entre le montant requis en interne pour l'excédent de 90 jours de la TD et sa cible de réserves de fonds propres supérieurs aux minimums réglementaires exigés notamment pour le LCR, le ratio de liquidité à long terme (NSFR) et les flux de trésorerie nets cumulatifs.

RATIO DE LIQUIDITÉ À LONG TERME

Le NSFR, mesure selon Bâle III, est calculé comme le ratio du montant total du financement stable disponible (FSD) sur le montant total de financement stable requis (FSR). La Banque doit maintenir un NSFR égal ou supérieur à 100 % selon la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF. Le montant de FSD de la Banque comprend les passifs et les instruments de fonds propres (y compris les dépôts et le financement de gros). Les actifs qui exigent un FSR sont établis en fonction des activités au bilan et hors bilan de la Banque, de leurs caractéristiques de liquidité ainsi que des exigences de la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF.

¹⁷ Les attentes de la Banque à l'égard des niveaux de liquidités s'appuient sur les hypothèses de la Banque à l'égard de certains facteurs, notamment la croissance des produits, les plans stratégiques et le rythme des rachats d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Banque (laquelle est assujettie aux prévisions financières et aux exigences en matière de fonds propres). Les hypothèses de la Banque sont assujetties à des incertitudes inhérentes et peuvent varier en fonction de plusieurs facteurs dépendants et indépendants de la volonté de la Banque, y compris les conditions générales du marché, les perspectives économiques et les enjeux géopolitiques. Se reporter à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du présent document pour plus de renseignements sur les risques et les incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les estimations de la Banque.

TABLEAU 39 : RATIO DE LIQUIDITÉ À LONG TERME¹

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 31 juillet 2026				
	Valeur non pondérée par durée résiduelle				
	Aucune échéance ²	Moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an	1 an ou plus	Valeur pondérée ³
Élément du financement stable disponible					
Fonds propres	122 925 \$	s. o. \$	s. o. \$	6 559 \$	129 484 \$
Fonds propres réglementaires	122 925	s. o.	s. o.	6 559	129 484
Autres instruments de fonds propres	s. o.	s. o.	s. o.	—	—
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	480 314	65 947	39 988	29 432	571 236
Dépôts stables	269 863	27 723	16 593	14 342	312 812
Dépôts moins stables	210 451	38 224	23 395	15 090	258 424
Financement de gros dont :	271 212	423 017	111 036	236 040	479 839
Dépôts opérationnels	122 568	2 250	—	—	62 409
Autre financement de gros	148 644	420 767	111 036	236 040	417 430
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants ⁴	—	2 117	1 791	39 124	—
Autres passifs dont :	49 518	—	—	90 863	8 904
Passifs d'instruments dérivés aux fins du NSFR	s. o.	—	—	8 217	s. o.
Toutes les autres catégories de passifs et de capitaux propres non comprises dans les catégories ci-dessus	49 518	72 154	3 176	7 316	8 904
Total du financement stable disponible					1 189 463 \$
Élément du financement stable requis					
Total des HQLA aux fins du NSFR	s. o. \$	s. o. \$	s. o. \$	s. o. \$	60 356 \$
Dépôts détenus dans d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	—	—	—	—	—
Prêts et titres productifs	140 979	294 402	142 197	703 136	834 739
Prêts productifs accordés à des institutions financières garantis par des HQLA de niveau 1	—	73 994	10 362	213	10 315
Prêts productifs accordés à des institutions financières garantis par des HQLA autres que de niveau 1 et prêts productifs accordés à des institutions financières non garantis	—	92 005	14 948	15 868	33 349
Prêts productifs accordés à des entreprises non financières, prêts à la clientèle de détail et de petites entreprises, et prêts aux entités souveraines, banques centrales et entités du secteur public dont :	51 696	76 573	55 321	368 475	425 380
Prêts présentant un risque de crédit pondéré inférieur ou égal à 35 % selon l'approche standard de Bâle II pour mesurer le risque de crédit	s. o.	—	—	—	—
Prêts hypothécaires résidentiels productifs dont :	31 207	43 557	52 845	237 919	238 394
Prêts présentant un risque de crédit pondéré inférieur ou égal à 35 % selon l'approche standard de Bâle II pour mesurer le risque de crédit	31 207	43 557	52 845	237 919	238 394
Titres qui ne sont pas en défaut et ne remplissent pas les critères définissant les HQLA, y compris les actions négociées sur les marchés organisés	58 076	8 273	8 721	80 661	127 301
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants ⁴	—	2 493	2 799	37 740	—
Autres actifs dont :	77 705	—	—	133 168	117 104
Marchandises physiques, y compris l'or	20 039	s. o.	s. o.	s. o.	17 618
Actifs constituant la marge initiale des contrats dérivés contribuant au fonds de garantie de contrepartie centrale	—	—	—	19 477	16 555
Actifs d'instruments dérivés aux fins du NSFR	s. o.	—	—	11 502	3 285
Passifs d'instruments dérivés aux fins du NSFR avant déduction de la marge de variation constituée	s. o.	—	—	24 330	1 216
Tous les autres actifs non inclus dans les catégories ci-dessus	57 666	67 510	2 130	8 219	78 430
Éléments hors bilan	s. o.	—	—	904 429	32 185
Total du financement stable requis					1 044 384 \$
Ratio de liquidité à long terme					114 %
					Au
					30 avril 2026
Total du financement stable disponible					1 171 411 \$
Total du financement stable requis					1 004 256
Ratio de liquidité à long terme					117 %

¹ Le NSFR est calculé conformément à la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF, qui tient compte des exigences en matière de liquidité publiées par le CBCB.² Les éléments présentés sous la catégorie « Aucune échéance » ne sont assortis d'aucune échéance précise. Cette catégorie regroupe notamment les fonds propres sans échéance, les dépôts sans échéance, les positions courtes, les positions à échéance ouverte, les actions qui ne remplissent pas les critères définissant les HQLA et les marchandises physiques.³ Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations aux fins du NSFR prescrites par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF.⁴ Certains éléments de l'actif et du passif réputés interdépendants par le BSIF, et à ce titre, leurs coefficients de FSR et de FSD sont ajustés à zéro. Les passifs interdépendants ne peuvent être échus pendant que l'actif demeure au bilan, ne peuvent servir à financer d'autres actifs tandis que le principal de l'actif ne peut servir qu'à rembourser le passif. Par conséquent, les seuls actifs et passifs interdépendants de la Banque qui sont admissibles à ce traitement sont les passifs découlant du Programme des Obligations hypothécaires du Canada et leurs actifs grevés correspondants.

Le NSFR de la Banque au 31 juillet 2026 était de 114 % (117 % au 30 avril 2026), correspondant à un montant excédentaire de 145 milliards de dollars, ce qui respecte les exigences réglementaires.

FINANCEMENT

La Banque a accès à une variété de sources de financement garanties et non garanties. Les activités de financement de la Banque sont menées conformément aux politiques de gestion du risque de liquidité, lesquelles exigent que tous les actifs soient financés selon la durée appropriée et selon un profil de diversification prudent.

L'approche principale de financement de la Banque consiste à maximiser l'utilisation des dépôts mobilisés par l'entremise des services bancaires personnels et commerciaux, des services bancaires aux entreprises et des activités de gestion de patrimoine, ces sources ayant compté pour environ 63 % (64 % au 31 octobre 2025) du financement total de la Banque. Le financement provenant des dépôts non personnels présenté ci-dessous ne tient pas compte des dépôts du secteur Services bancaires de gros de la Banque (y compris ceux du sous-secteur Services bancaires de financement de grandes entreprises et de placement).

TABLEAU 40 : SOMMAIRE DU FINANCEMENT PROVENANT DES DÉPÔTS¹

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2026	31 octobre 2025
Dépôts personnels	645 173 \$	650 396 \$
Dépôts non personnels	314 154	316 319
Total	959 327 \$	966 715 \$

¹ La méthode de calcul tient compte du financement provenant des dépôts mobilisés par l'entremise des services bancaires personnels et commerciaux, des services bancaires aux entreprises et des activités de gestion de patrimoine.

FINANCEMENT DE GROS

La Banque a différents programmes de financement de gros externe à terme (plus de un an) inscrits pour accéder à une grande variété de sources de financement, y compris la titrisation d'actifs, les obligations sécurisées et les titres de créance de gros non garantis. Le financement de gros de la Banque est réparti par région, par monnaie et par type de financement. La Banque recourt à du financement à court terme (un an ou moins) au moyen de certificats de dépôt et de papier commercial.

Le tableau suivant présente les programmes de financement à terme et de titres de fiducie de capital de la Banque par région ainsi que le montant de financement de chacun au 31 juillet 2026.

Canada	États-Unis	Europe
Programme de titres de fiducie de capital (20 milliards de dollars)	Programme de titres de fiducie de capital et de créance inscrit à la SEC des États-Unis (F-3) (75 milliards de dollars américains)	Programme d'obligations sécurisées législatives inscrit à la Financial Conduct Authority (FCA) du Royaume-Uni (100 milliards de dollars)
Programme de billets à moyen terme de premier rang liés du Canada (10 milliards de dollars)		Programme de billets à moyen terme – marché mondial inscrit à la FCA (40 milliards de dollars américains)
Programme de titres adossés à des créances – lignes de crédit domiciliaires (Genesis Trust II) (7 milliards de dollars)		Programme de billets structurés à moyen terme liés – marché mondial non inscrit (20 milliards de dollars américains)

Le tableau ci-après présente la ventilation de la dette à terme de la Banque par monnaie et type de financement. Le financement à terme s'élevait à 188,4 milliards de dollars au 31 juillet 2026 (192,0 milliards de dollars au 31 octobre 2025).

Il est à noter que le tableau 41, intitulé « Financement à long terme », et le tableau 42, intitulé « Financement de gros », ne présentent aucun financement obtenu par voie d'opération de rachat ou de financement sur valeurs mobilières.

TABLEAU 41 : FINANCEMENT À LONG TERME¹

Financement à long terme par devise	Aux	
	31 juillet 2026	31 octobre 2025
Dollar canadien	27 %	26 %
Dollar américain	33	33
Euro	30	32
Livre sterling	6	4
Autres	4	5
Total	100 %	100 %
Financement à long terme par type		
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	56 %	53 %
Obligations sécurisées	33	37
Titrisation de prêts hypothécaires ²	9	8
Titres adossés à des créances mobilières à terme	2	2
Total	100 %	100 %

¹ Le tableau comprend les billets garantis et non garantis, de premier rang et subordonnés, sauf les billets structurés et le papier commercial, émis à des investisseurs externes et d'une durée initiale de plus de un an.

² La titrisation de prêts hypothécaires exclut les activités de négociation de prêts hypothécaires résidentiels.

La Banque maintient des limites de concentration à l'égard des montants des dépôts de gros à court terme de façon à ne pas trop dépendre de déposants particuliers comme source de financement. Qui plus est, elle limite la concentration des échéances à court terme du financement de gros afin de réduire le risque de refinancement durant un événement de stress.

Le tableau ci-dessous présente la durée restante des diverses sources du financement en cours respectivement aux 31 juillet 2026 et 31 octobre 2025.

TABLEAU 42 : FINANCEMENT DE GROS

(en millions de dollars canadiens)

								31 juillet 2026	Aux 31 octobre 2025
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois à 1 an	Jusqu'à 1 an	Plus de 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total	Total
Dépôts effectués par des banques ¹	1 226 \$	557 \$	554 \$	290 \$	2 627 \$	– \$	– \$	2 627 \$	2 738 \$
Billet de dépôt au porteur	615	2 204	617	776	4 212	–	–	4 212	5 732
Certificats de dépôt	8 205	34 560	31 122	43 445	117 332	820	–	118 152	90 513
Papier commercial	9 587	10 567	10 729	14 294	45 177	703	–	45 880	53 759
Obligations sécurisées	–	5 402	4 360	15 529	25 291	6 050	31 071	62 412	70 558
Titrisation de prêts hypothécaires ²	59	1 236	987	2 041	4 323	4 339	34 819	43 481	40 124
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ³	–	2 382	7 840	10 448	20 670	24 947	59 600	105 217	102 136
Billets et débetures subordonnés ⁴	–	–	–	–	–	–	10 523	10 523	10 733
Titres adossés à des créances mobilières à terme	246	2 735	5 227	5 030	13 238	1 124	1 499	15 861	15 702
Divers ⁵	14 291	10 493	7 728	3 420	35 932	2 747	4 420	43 099	27 695
Total	34 229 \$	70 136 \$	69 164 \$	95 273 \$	268 802 \$	40 730 \$	141 932 \$	451 464 \$	419 690 \$
Dont :									
Garantis	305 \$	14 979 \$	16 881 \$	24 002 \$	56 167 \$	11 513 \$	67 389 \$	135 069 \$	126 388 \$
Non garantis	33 924	55 157	52 283	71 271	212 635	29 217	74 543	316 395	293 302
Total	34 229 \$	70 136 \$	69 164 \$	95 273 \$	268 802 \$	40 730 \$	141 932 \$	451 464 \$	419 690 \$

¹ Comprennent seulement les dépôts commerciaux à échéance déterminée auprès de banques.

² Comprend les titres adossés à des créances hypothécaires émises à des investisseurs externes et dans le cadre des activités de négociation de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires de gros.

³ Comprennent a) la dette de premier rang incluse dans le régime de recapitalisation interne; et b) la dette de premier rang de 0,2 milliard de dollars exclue du régime de recapitalisation interne d'une durée initiale de moins de 400 jours et comportant une durée restante de 3 à 6 mois. Excluent des billets structurés d'un montant de 2,4 milliards de dollars qui sont assujettis à une conversion au titre du régime de recapitalisation des banques (3,3 milliards de dollars au 31 octobre 2025).

⁴ Les billets et débetures subordonnés ne sont pas considérés en tant que financement de gros étant donné qu'ils peuvent être engagés essentiellement à des fins de gestion des fonds propres.

⁵ Comprend les dépôts à échéance déterminée d'institutions autres que des banques (non garantis) de 24,1 milliards de dollars (25,1 milliards de dollars au 31 octobre 2025) et les autres dépôts n'ont aucune échéance. À compter du troisième trimestre de 2026, la présentation exclut certains dépôts au titre de transactions bancaires mondiales afin de mieux rendre compte de l'évaluation par la direction de la composition du financement de gros de la Banque. Les soldes des périodes comparatives ont été retraités pour que leur présentation soit conforme à ce changement.

À l'exclusion des activités de négociation de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires de gros, la Banque a émis à l'intention d'investisseurs externes des titres adossés à des créances hypothécaires s'élevant respectivement à 1,4 milliard de dollars et à 3,8 milliards de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2026 (respectivement 1,0 milliard de dollars et 3,3 milliards de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025), et les autres titres adossés à des actifs émis étaient de néant pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2026 (respectivement néant et 0,2 milliard de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025). La Banque a également émis des billets à moyen terme non garantis s'élevant respectivement à 4,3 milliards de dollars et à 19,6 milliards de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2026 (respectivement 7,1 milliards de dollars et 17,5 milliards de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025). Les obligations sécurisées émises se sont élevées respectivement à néant et à 5,2 milliards de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2026 (néant pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025).

FAITS NOUVEAUX RÉGLEMENTAIRES CONCERNANT LA LIQUIDITÉ ET LE FINANCEMENT

En janvier 2026, le BSIF a publié la version finale de la ligne directrice *Normes de liquidité* (2026), laquelle est entrée en vigueur le 1^{er} mai 2026. Les modifications introduisent des catégories de dépôts afin d'évaluer les risques de liquidité associés aux billets structurés et aux dépôts provenant d'intermédiaires financiers non bancaires, et clarifient les attentes à l'égard des instruments assortis de caractéristiques conditionnelles ou de profils d'échéance incertains, particulièrement en ce qui touche les caractéristiques de rachat anticipé et ce que cela implique sur le plan de la liquidité.

En mai 2026, le BSIF a lancé une consultation publique auprès des institutions sur sa version à l'étude de la ligne directrice *Processus interne d'évaluation de l'adéquation des liquidités* (PIEAL), qui établit les attentes quant à la façon dont les institutions doivent évaluer, gérer et signaler leurs risques de liquidité. La ligne directrice PIEAL sert de complément aux normes et exigences de liquidité existantes.

ISSB – IFRS S1 ET IFRS S2

En mars 2025, le BSIF a publié des modifications à la ligne directrice B-15 pour s'assurer de l'interopérabilité continue avec les exigences de la version finale des normes du Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité (CCNID). Les principales modifications comprennent le report de la date de mise en œuvre pour la communication d'informations sur les indicateurs sectoriels et sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) du champ d'application 3, qui passe de l'exercice 2025 à l'exercice 2028. Le rapport annuel sur la durabilité 2025 de la Banque tient compte de l'intégration graduelle des exigences relatives aux indicateurs intersectoriels, en vigueur au 31 octobre 2025.

En avril 2025, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) ont annoncé qu'elles suspendaient leurs travaux visant l'élaboration d'un nouveau règlement sur la communication obligatoire d'information liée aux changements climatiques qui est fondé sur les deux normes publiées par le CCNID. Les normes du CCNID, publiées en décembre 2024, sont fondées sur les normes internationales sur la durabilité publiées par l'International Sustainability Standards Board (ISSB). Ces normes énoncent les obligations de communiquer les informations significatives du point de vue financier sur les risques et les possibilités liés à la durabilité et aux changements climatiques dans le but de répondre aux besoins d'information des investisseurs. Pour devenir obligatoires au Canada, ces normes doivent d'abord être intégrées dans un règlement des ACVM. La Banque continue d'évaluer l'incidence de l'application de ces normes et de suivre l'évolution de la situation du côté des différents organismes de normalisation et de réglementation.

TITRISATION ET ARRANGEMENTS HORS BILAN

Dans le cadre normal des activités, la Banque conclut des opérations de titrisation et des arrangements hors bilan. La Banque s'associe à des entités structurées qu'elle soutient ainsi qu'à des entités soutenues par des tiers. Pour obtenir plus de renseignements, voir la section « Titrisation et arrangements hors bilan », la note 9 intitulée « Transferts d'actifs financiers » et la note 10 intitulée « Entités structurées » du rapport annuel 2025 de la Banque. Aucun changement important n'a été apporté aux activités de titrisation et aux arrangements hors bilan de la Banque au cours du trimestre clos le 31 juillet 2026.

Titrisation d'actifs initiés par des tiers

Entités ad hoc importantes non consolidées

La Banque titre des actifs initiés par des tiers par l'entremise d'entités structurées soutenues par la Banque, y compris par l'entremise de ses conduits multicédants qu'elle ne consolide pas. Les conduits multicédants titrisent des actifs initiés par des tiers. La Banque gère les conduits multicédants et fournit des facilités de liquidité ainsi que des services de distribution de valeurs mobilières; elle peut également fournir des rehaussements de crédit. Au 31 juillet 2026, l'exposition éventuelle totale de perte que courait la Banque en raison des facilités de liquidité qu'elle fournit à des conduits multicédants s'élevait à 62,2 milliards de dollars (57,5 milliards de dollars au 31 octobre 2025). De plus, au 31 juillet 2026, le financement à risque fourni par la Banque en vertu de ces facilités de liquidité dans le cadre des émissions de papier commercial adossé à des actifs (PCAA) en circulation s'établissait à 42,6 milliards de dollars (38,5 milliards de dollars au 31 octobre 2025).

MÉTHODES ET ESTIMATIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la Banque ont été dressés selon les IFRS. Pour plus de renseignements sur les méthodes comptables selon les IFRS de la Banque, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2026 et des états financiers consolidés annuels de 2025 de la Banque. Pour plus de renseignements sur les jugements, estimations et hypothèses comptables importants selon les IFRS de la Banque, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2026 de la Banque et des états financiers consolidés annuels de 2025 de la Banque.

MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES COURANTES

La Banque n'a adopté aucune nouvelle norme comptable pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2026.

JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES

Les estimations utilisées dans l'application des méthodes comptables de la Banque sont essentielles pour faire comprendre les résultats d'exploitation et la situation financière de la Banque. Certaines méthodes comptables de la Banque amènent nécessairement à poser des jugements et à établir des estimations de nature complexe et subjective, puisqu'elles portent sur des questions qui sont de nature incertaine. Toute modification de ces jugements et estimations et toute modification des normes et méthodes comptables pourraient avoir une incidence négative importante sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque. La Banque a instauré des procédés pour s'assurer que les méthodes comptables sont appliquées de manière uniforme et que les processus de modification des méthodes, de calcul des estimations et d'adoption des nouvelles normes comptables sont adéquatement contrôlés et suivis de manière appropriée et systématique.

Dépréciation – Modèle fondé sur les pertes de crédit attendues

Le modèle fondé sur les pertes de crédit attendues exige l'exercice de jugement et l'application d'estimations et d'hypothèses dans l'évaluation du contexte économique actuel et prospectif. Une grande incertitude économique perdure et la direction continue d'exercer un jugement d'expert en matière de crédit pour déterminer si le risque de crédit d'une exposition a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale et pour établir le montant des pertes de crédit attendues à chaque date de clôture. Dans la mesure où certaines répercussions ne sont pas totalement intégrées dans les calculs des modèles, des ajustements quantitatifs et qualitatifs temporaires ont été pris en compte, notamment pour ce qui est des risques liés à la grande incertitude en matière de politique et de commerce. Ces ajustements seront mis à jour au besoin dans les périodes à venir.

MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES FUTURES

Aucune nouvelle norme ni modification comptable n'a été publiée au cours des trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2026. Pour une description des modifications de méthodes comptables futures, se reporter à la note 4 des états financiers consolidés annuels de 2025 de la Banque.

MODIFICATIONS DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours de la plus récente période intermédiaire, il n'y a eu aucune modification des politiques, procédures et autres processus sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière. Pour plus de renseignements sur les modifications de méthodes, procédures et estimations comptables apportées par la Banque, se reporter aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés intermédiaires du troisième trimestre de 2026 de la Banque.

TERMES FINANCIERS ET BANCAIRES

Actifs administrés : Actifs appartenant aux clients pour lesquels la Banque fournit des services de nature administrative, comme la perception du revenu de placement et la transmission des ordres des clients (après sélection du placement par les clients). La majorité de ces actifs ne sont pas constatés au bilan consolidé de la Banque.

Actifs gérés : Actifs appartenant aux clients, gérés par la Banque, pour lesquels la Banque choisit des placements au nom des clients (selon une politique de placement). En plus de la famille de fonds communs de placement TD, la Banque gère des actifs au nom de particuliers, de caisses de retraite, de sociétés, d'institutions, de fonds de dotation et de fondations. Ces actifs ne sont pas constatés au bilan consolidé de la Banque. Certains actifs gérés qui sont également administrés par la Banque sont compris dans les actifs administrés.

Actifs pondérés en fonction des risques : Actifs calculés en appliquant aux risques au bilan et hors bilan un facteur de pondération des risques qui est prévu par la réglementation. Les facteurs de pondération des risques sont établis par le BSIF afin de convertir les risques au bilan et hors bilan à un niveau de risque comparable.

Actifs productifs d'intérêts moyens : Mesure financière non conforme aux PCGR qui reflète la situation financière de la Banque et est calculée comme la moyenne de la valeur comptable des dépôts auprès de banques, des prêts et des valeurs mobilières d'après les soldes quotidiens pour la période close le 31 octobre de chaque exercice.

Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) : Autorité de réglementation des institutions financières canadiennes à charte fédérale et des régimes de retraite de compétence fédérale.

Capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires : Mesure financière non conforme aux PCGR qui correspond au montant des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires moins le goodwill, le goodwill théorique et les immobilisations incorporelles théoriques liés à la participation dans Schwab et d'autres immobilisations incorporelles acquises, déduction faite des passifs d'impôt différé connexes. Cette mesure peut servir à évaluer l'utilisation des capitaux propres par la Banque.

Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires : Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs d'exploitation qui reflètent la répartition moyenne du capital. La méthode de répartition du capital de la Banque à ses secteurs d'exploitation est essentiellement alignée sur les exigences de Bâle III en matière de fonds propres sous forme d'actions ordinaires.

Charges nettes du Siège social : Charges autres que d'intérêts liées aux groupes responsables des services et du contrôle de l'entreprise qui ne sont pas affectées à un secteur d'exploitation donné.

Contrats à terme de gré à gré : Contrats négociés hors Bourse entre deux parties obligeant une partie au contrat à acheter et l'autre partie à vendre un actif à un prix déterminé à une date ultérieure.

Contrats à terme standardisés : Contrats négociés en Bourse visant l'achat ou la vente de valeurs mobilières à un cours stipulé d'avance et à une date ultérieure donnée.

Conventions-cadres de compensation : Accords juridiques entre deux parties liées par de nombreux contrats de dérivés prévoyant le règlement net de tous les contrats au moyen d'un paiement unique, dans une seule monnaie, dans le cas d'un défaut ou de la résiliation d'un contrat.

Coût amorti : Montant auquel est évalué un actif ou un passif financier lors de sa comptabilisation initiale, diminué des remboursements sur le principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé, calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre le montant initial et le montant à l'échéance, et diminué de toute réduction pour dépréciation.

Couverture : Technique de gestion visant à réduire les risques auxquels les variations des taux d'intérêt, des taux de change et d'autres facteurs du marché exposent la Banque. Ces risques sont éliminés ou réduits au moyen d'opérations sur les marchés financiers afin d'établir une position compensatoire.

Équivalence fiscale : Méthode de calcul (non conforme aux PCGR) qui consiste à majorer les produits et la charge d'impôt à l'égard de certains titres exonérés d'impôt afin de les porter à un montant équivalent avant impôt afin de pouvoir comparer les produits d'intérêts nets provenant de sources imposables et ceux provenant de sources non imposables.

Évaluation à la valeur de marché : Évaluation reflétant les cours en vigueur sur le marché à la date du bilan pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur.

Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) : Agence fédérale américaine qui assure la sécurité des dépôts dans les comptes bancaires des déposants clients d'une banque membre. De plus, la FDIC examine et supervise certaines institutions financières à des fins de fiabilité et de rigueur, exerce des fonctions relatives à la protection des consommateurs et gère des banques mises sous séquestre (des banques défailtantes).

Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires : Mesure principale des fonds propres selon Bâle III composée essentiellement des actions ordinaires, des résultats non distribués et des participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales admissibles. Les déductions réglementaires qui sont faites pour en arriver aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires comprennent le goodwill et les immobilisations incorporelles, les participations non consolidées dans les fonds propres de banques, de compagnies d'assurance et d'autres entités financières, les actifs d'impôt différé, les actifs des régimes de retraite à prestations définies et les déficits de provisionnement.

Fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) : Instruments (actions privilégiées et dette subordonnée) qui comportent une caractéristique ou une disposition permettant à une institution financière de convertir définitivement ces instruments en actions ordinaires ou de les déprécier en intégralité, si l'institution n'est plus viable.

Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements : Groupe constitué de banques, d'analystes, d'investisseurs et d'auditeurs mis sur pied par le CSF en mai 2012 afin d'améliorer la présentation des informations sur les risques fournies par les banques ou autres institutions financières.

Juste valeur : Prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation dans les conditions actuelles du marché.

Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) : Selon IFRS 9, lorsqu'un actif satisfait au critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels, l'évaluation du modèle économique permet de déterminer comment classer l'instrument. Lorsque l'instrument est détenu afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels, donc que sa vente n'est pas prévue, il est évalué comme étant évalué au coût amorti. Si la détention de l'instrument s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est à la fois la perception de flux de trésorerie contractuels et la vente potentielle de l'actif, il est alors évalué comme étant à la JVAERG.

Juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) : Selon IFRS 9, le classement d'un actif dépend du respect de deux critères, soit les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et une évaluation du modèle économique. Lorsqu'un actif ne satisfait pas à ces deux critères à la fois, il est évalué à la juste valeur et toutes les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net.

Levier d'exploitation : Mesure non conforme aux PCGR qui, pour la Banque, correspond à la différence entre la variation en pourcentage des produits rajustés (secteur Services bancaires aux États-Unis, selon la devise d'origine), déduction faite des charges afférentes aux activités d'assurance, et la variation en pourcentage des charges rajustées (secteur Services bancaires aux États-Unis, en dollars américains), majorées de la partie revenant aux partenaires des programmes de détaillants de la provision pour pertes sur créances liée au portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis de la Banque. Ensemble, ces rajustements fournissent une mesure du levier d'exploitation que la direction estime plus révélatrice du rendement sous-jacent.

Marge d'intérêts nette : Ratio non conforme aux PCGR correspondant aux produits d'intérêts nets exprimé en pourcentage des actifs productifs d'intérêts moyens aux fins de mesurer le rendement. Cette mesure est un indicateur de la rentabilité des actifs productifs de la Banque moins les coûts de financement. La marge d'intérêts nette rajustée est calculée de la même façon, mais en utilisant les produits d'intérêts nets rajustés.

Méthode du taux d'intérêt effectif : Technique servant à calculer le taux d'intérêt effectif sur une période donnée d'après la valeur comptable d'un instrument financier au début de la période comptable. Selon cette méthode, le taux d'intérêt effectif, élément clé du calcul, actualise les entrées et sorties de trésorerie futures attendues sur la durée de vie d'un instrument financier.

Notionnel : Montant de référence servant à calculer les paiements pour les instruments financiers dérivés.

Obligations garanties par une hypothèque : Titres garantis par des créances, composés de titres adossés à des créances hypothécaires distincts et émis sous forme de différentes catégories de titres hypothécaires transmis directement à l'investisseur dont l'échéance, les taux d'intérêt et les risques varient. Les obligations garanties par une hypothèque d'émetteurs privés sont collectivement appelées obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes.

Options : Contrats qui confèrent à l'acheteur le droit futur, mais non l'obligation future, d'acheter ou de vendre une valeur mobilière, un taux de change, un taux d'intérêt ou un autre instrument financier ou une marchandise à un prix stipulé d'avance, à une date prédéterminée ou avant cette échéance.

Papier commercial adossé à des actifs (PCAA) : Forme de papier commercial garanti par d'autres actifs financiers. Les investisseurs institutionnels achètent généralement ces instruments pour diversifier leurs actifs et générer des gains à court terme.

Perte en cas de défaillance (PCD) : Perte que subirait la Banque en cas de défaillance de l'emprunteur à l'égard d'un prêt, exprimée en pourcentage de l'exposition en cas de défaillance.

Pertes de crédit attendues : Pertes de crédit attendues correspondant à la pondération probabiliste de la valeur actualisée des insuffisances de flux de trésorerie attendus sur la durée de vie attendue restante de l'instrument financier et tenant compte des informations raisonnables et justifiables sur des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions d'événements et de la conjoncture économique à venir ayant une incidence sur l'évaluation du risque de crédit de la Banque.

Points de base (pdb) : Unité équivalant à 1/100 de 1 %. Une variation de 1 % correspond donc à une variation de 100 points de base.

Prêts douteux : Prêts dont la qualité a subi, de l'avis de la direction, une détérioration au point où la Banque n'a plus l'assurance raisonnable de recouvrer en temps opportun la totalité du principal et des intérêts.

Probabilité de défaillance (PD) : Probabilité que l'emprunteur ne soit pas en mesure d'effectuer les remboursements prévus.

Produits liés aux activités de négociation : Mesure financière non conforme aux PCGR qui correspond au total des produits (pertes) de négociation, des produits d'intérêts nets sur les positions de négociation, et les produits provenant des instruments financiers qui sont désignés à la JVRN et gérés dans un portefeuille de négociation. Les produits liés aux activités de négociation (équivalence fiscale) du secteur Services bancaires de gros sont également une mesure financière non conforme aux PCGR et sont calculés de la même manière, en utilisant les rajustements de l'équivalence fiscale. Les deux mesures servent à évaluer le rendement des activités de négociation.

Provision pour pertes sur créances (à l'état du résultat) : Montant additionnel requis pour porter le total de la provision pour pertes sur créances (au bilan) à un niveau que la direction juge adéquat pour refléter les pertes sur créances prévues du portefeuille.

Provision pour pertes sur créances (au bilan consolidé) : Représente les pertes de crédit attendues sur les actifs financiers, y compris les expositions hors bilan, à la date du bilan. La provision pour pertes sur créances consiste en une provision à l'étape 3 relative aux actifs financiers dépréciés et à une provision à l'étape 2 et à l'étape 1 relative aux actifs financiers productifs et aux instruments hors bilan. Cette provision est augmentée de la provision pour pertes sur créances inscrite à l'état du résultat consolidé, diminuée des radiations nettes des recouvrements et des cessions et subit l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

Rajustement de la valeur du crédit (RVC) : Représente une exigence pour les fonds propres qui mesure le risque de crédit attribuable à la défaillance de contreparties sur dérivés. Selon cette exigence, les banques sont tenues d'être capitalisées pour parer aux fluctuations potentielles de l'écart de crédit des contreparties pour les portefeuilles de dérivés.

Ratio cours/bénéfice : Ratio calculé en divisant le cours de clôture de l'action par le résultat par action des quatre derniers trimestres afin d'indiquer le rendement sur le marché. Le ratio cours/bénéfice rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat par action rajusté.

Ratio d'efficacité : Mesure l'efficacité opérationnelle et est calculé d'après les charges autres que d'intérêts exprimées en pourcentage du total des produits. Un pourcentage plus faible indique une meilleure efficacité de nos activités. Le ratio d'efficacité rajusté est calculé de la même manière, mais en utilisant les charges autres que d'intérêts rajustées et le total des produits rajustés.

Ratio de fonds propres de catégorie 1 : De nature plus permanente, les fonds propres de catégorie 1 comprennent principalement les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, les résultats non distribués, les actions privilégiées et les instruments innovateurs. Ce ratio est le quotient des fonds propres de catégorie 1 par les actifs pondérés en fonction des risques.

Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires : Principale mesure de la suffisance des fonds propres selon Bâle III et correspond aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires divisés par les actifs pondérés en fonction des risques.

Ratio de versement de dividendes : Ratio représentant le pourcentage du résultat de la Banque payé aux actionnaires ordinaires sous forme de dividende et calculé en divisant les dividendes sur actions ordinaires par le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires. Le ratio de versement de dividendes rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat net rajusté.

Ratio du total des fonds propres : Correspond à la somme des fonds propres nets de catégorie 1 et de catégorie 2. Le ratio du total des fonds propres est le quotient du total des fonds propres par les actifs pondérés en fonction des risques.

Rendement de l'action : Ratio qui correspond au dividende par action ordinaire pour l'exercice divisé par la moyenne quotidienne du cours de clôture de l'action pendant l'exercice.

Rendement des actifs pondérés en fonction des risques : Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, exprimé en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques moyens.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la Banque consolidée qui correspond au résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires et sert à évaluer l'utilisation des capitaux propres par la Banque. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour les secteurs d'exploitation correspond au résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires d'un secteur d'exploitation donné exprimé en pourcentage de son capital attribué moyen. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat net rajusté.

Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (RCPCAA0) : Mesure financière non conforme aux PCGR qui correspond au résultat net comme présenté attribuable aux actionnaires ordinaires après ajustement pour exclure l'amortissement après impôt des immobilisations incorporelles acquises, qui sont traitées comme un élément à noter, et exprimé en pourcentage des capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le RCPCAA0 rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat net rajusté. Ces deux mesures peuvent être utilisées pour évaluer l'utilisation des capitaux propres par la Banque.

Rendement total pour les actionnaires : Rendement total gagné sur un placement dans des actions ordinaires de la TD. Le rendement mesure la variation de la valeur pour les actionnaires, en supposant que les dividendes versés sont réinvestis en actions additionnelles.

Résultat de base par action : Mesure du rendement calculée en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour la période. Le résultat par action rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat net rajusté.

Résultat dilué par action : Mesure du rendement calculée en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après ajustement pour tenir compte de l'effet dilutif de toutes les actions ordinaires potentielles. Le résultat dilué par action rajusté est calculé de la même manière, en utilisant le résultat net rajusté.

Résultats rajustés : Mesure financière non conforme aux PCGR utilisée par la Banque pour évaluer chacun de ses secteurs et pour mesurer sa performance globale. Pour obtenir les résultats rajustés, la Banque retranche les « éléments à noter » des résultats comme présentés. Les éléments à noter comprennent des éléments que la direction n'estime pas révélateurs du rendement sous-jacent.

Sinistres liés aux catastrophes : Sinistres liés à un événement unique survenu au cours de la période, pour lesquels le total des demandes d'indemnisation est égal ou supérieur à un seuil interne de 5 millions de dollars avant la réassurance. Le seuil interne de la Banque pourrait changer de temps à autre.

Swaps : Contrats qui comportent l'échange de flux d'intérêt à taux fixe contre un taux variable et de monnaies différentes portant sur un notionnel pendant une période donnée.

Taux de croissance annuel composé (TCAC) : Mesure de croissance de la valeur d'un placement établie sur plusieurs périodes, soit depuis le début jusqu'à la fin du placement, en supposant un rendement composé.

Taux d'imposition effectif : Taux et indicateur de rendement correspondant à la charge d'impôt sur le résultat en pourcentage du résultat net avant impôt. Le taux d'imposition effectif rajusté est calculé de la même manière, en utilisant les résultats rajustés.

Taux d'intérêt effectif : Taux qui actualise les flux de trésorerie futurs attendus sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable de l'instrument. Le calcul tient compte du taux d'intérêt contractuel ainsi que des honoraires ou des coûts marginaux directement attribuables à l'instrument et de tous les autres escomptes ou primes.

Titre adossé à des actifs : Titre dont la valeur et les flux de revenus proviennent d'un ensemble déterminé d'actifs sous-jacents et sont garantis par cet ensemble d'actifs.

Titrisation : Opération par laquelle des actifs financiers, principalement des prêts, sont cédés à des structures qui financent habituellement l'achat de ces prêts en émettant différentes catégories de titres adossés à des actifs.

Uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts (critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels) : Flux de trésorerie contractuels d'un actif financier qui concordent avec un contrat de prêt de base.

Valeur à risque (VaR) : Mesure utilisée pour surveiller et contrôler le niveau global du risque et pour calculer les fonds propres réglementaires requis pour le risque de marché dans les activités de négociation. La VaR mesure l'incidence négative que d'éventuelles fluctuations des taux et des prix du marché pourraient avoir sur la valeur d'un portefeuille pendant une période donnée.

Valeur comptable : Valeur à laquelle un actif ou un passif est constaté dans le bilan consolidé.

Valeur comptable par action : Mesure calculée en divisant les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audité)

BILAN CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non audité)

(aux dates indiquées et en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2026	31 octobre 2025
ACTIF		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	6 812 \$	7 512 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	103 820	109 417
	110 632	116 929
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction (Note 4)	218 133	220 136
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net (Note 4)	9 534	7 395
Dérivés (Note 4)	80 055	82 972
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (Note 4)	7 071	6 986
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (Note 4)	135 092	126 369
	449 885	443 858
Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances (Notes 4, 5)	236 855	240 439
Valeurs mobilières prises en pension (Note 4)	231 368	247 078
Prêts (Notes 4, 6)		
Prêts hypothécaires résidentiels	292 598	315 063
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	291 421	259 033
Cartes de crédit	42 104	41 662
Entreprises et gouvernements	373 421	345 943
	999 544	961 701
Provision pour pertes sur prêts (Note 6)	(8 508)	(8 689)
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	991 036	953 012
Divers		
Goodwill	18 981	18 980
Autres immobilisations incorporelles	3 841	3 409
Terrains, bâtiments, matériel et mobilier, autres actifs amortissables et actifs au titre de droits d'utilisation	10 207	10 132
Actifs d'impôt différé	5 967	5 388
Montants à recevoir des courtiers et des clients	25 034	27 345
Autres actifs (Note 8)	28 055	27 988
	92 085	93 242
Total de l'actif	2 111 861 \$	2 094 558 \$
PASSIF		
Dépôts détenus à des fins de transaction (Notes 4, 9)	43 486 \$	37 882 \$
Dérivés (Note 4)	75 308	79 356
Passifs de titrisation à la juste valeur (Note 4)	26 491	25 283
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (Notes 4, 9)	213 022	197 635
	358 307	340 156
Dépôts (Notes 4, 9)		
Particuliers	645 173	650 396
Banques	36 065	27 233
Entreprises et gouvernements	579 486	589 475
	1 260 724	1 267 104
Divers		
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert (Note 4)	41 924	43 795
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension (Note 4)	228 932	221 150
Passifs de titrisation au coût amorti (Note 4)	16 990	14 841
Montants à payer aux courtiers et aux clients	26 495	27 434
Passifs au titre des contrats d'assurance	7 471	7 278
Autres passifs (Note 10)	33 480	34 240
	355 292	348 738
Billets et débentures subordonnés (Notes 4, 11)	10 523	10 733
Total du passif	1 984 846	1 966 731
CAPITAUX PROPRES		
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Actions ordinaires (Note 12)	24 149	24 727
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (Note 12)	12 875	11 625
Actions propres – actions ordinaires (Note 12)	(19)	–
Actions propres – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (Note 12)	(46)	(4)
Surplus d'apport	403	285
Résultats non distribués	78 882	78 320
Cumul des autres éléments du résultat global	10 771	12 874
Total des capitaux propres	127 015	127 827
Total du passif et des capitaux propres	2 111 861 \$	2 094 558 \$

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DU RÉSULTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Trois mois clos les		Neuf mois clos les	
	31 juillet 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Produits d'intérêts¹ (Note 19)				
Prêts	13 159 \$	12 871 \$	38 194 \$	38 940 \$
Prises en pension	1 958	2 466	6 061	7 440
Valeurs mobilières				
Intérêts	4 245	4 538	12 590	13 638
Dividendes	757	646	2 284	2 017
Dépôts auprès de banques	839	1 223	2 506	4 163
	20 958	21 744	61 635	66 198
Charges d'intérêts (Note 19)				
Dépôts	8 485	9 577	25 190	30 723
Passifs de titrisation	272	225	747	658
Billets et débentures subordonnés	113	121	342	401
Mises en pension et ventes à découvert	2 573	2 864	7 772	8 600
Divers	219	431	638	1 299
	11 662	13 218	34 689	41 681
Produits d'intérêts nets	9 296	8 526	26 946	24 517
Produits autres que d'intérêts				
Services de placement et de valeurs mobilières	2 638	2 096	7 456	6 116
Commissions sur crédit	412	423	1 238	1 261
Produits (pertes) de négociation	1 056	987	3 476	3 284
Frais de service	691	697	2 075	2 063
Services de cartes	635	724	1 968	2 201
Produits des activités d'assurance	2 011	1 979	5 957	5 725
Autres produits (pertes) (Notes 5, 7)	146	(135)	151	7 116
	7 589	6 771	22 321	27 766
Total des produits	16 885	15 297	49 267	52 283
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances (Note 6)	917	971	2 957	3 524
Charges afférentes aux activités d'assurance	1 646	1 563	4 666	4 487
Charges autres que d'intérêts				
Salaires et avantages du personnel	4 942	4 496	14 694	13 631
Charges d'occupation des locaux, amortissement compris	502	455	1 548	1 466
Charges liées à la technologie, au matériel et au mobilier, amortissement compris	796	738	2 246	2 126
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	234	201	657	582
Communication et marketing	423	391	1 222	1 159
Charges (recouvrement de charges) de restructuration (Note 17)	(10)	333	184	496
Frais liés aux activités de courtage et honoraires de sous-conseiller	150	133	414	395
Services professionnels, services-conseils et services externes	955	1 109	3 011	2 959
Divers	483	666	1 624	1 917
	8 475	8 522	25 600	24 731
Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net de la participation dans Schwab	5 847	4 241	16 044	19 541
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	1 232	905	3 135	2 588
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab (Note 7)	–	–	–	305
Résultat net	4 615	3 336	12 909	17 258
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	94	88	397	374
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	4 521 \$	3 248 \$	12 512 \$	16 884 \$
Résultat par action (en dollars canadiens) (Note 16)				
De base	2,75 \$	1,89 \$	7,53 \$	9,73 \$
Dilué	2,74	1,89	7,50	9,72
Dividendes par action ordinaire (en dollars canadiens)	1,12	1,05	3,28	3,15

¹ Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2026, comprennent respectivement des produits d'intérêts de 18 240 millions de dollars et 54 803 millions de dollars (respectivement 19 614 millions de dollars et 59 645 millions de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025) qui ont été calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non audité)

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois clos les		Neuf mois clos les	
	31 juillet 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Résultat net	4 615	\$ 3 336	\$ 12 909	\$ 17 258
Autres éléments du résultat global				
Éléments qui seront reclassés par la suite dans le résultat net				
Variation nette du profit latent (de la perte latente) sur les actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Profit latent (perte latente)	(21)	389	56	185
Reclassement en résultat de la perte nette (du profit net)	(4)	35	(6)	41
Provision pour pertes sur créances comptabilisée en résultat	–	–	1	1
Impôt sur le résultat lié aux éléments suivants :				
Profit latent (perte latente)	4	(104)	(19)	(55)
Reclassement en résultat de la perte nette (du profit net)	2	(5)	4	(1)
	(19)	315	36	171
Variation nette du profit latent (de la perte latente) de change sur les investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture				
Profit latent (perte latente)	3 677	522	65	(405)
Reclassement en résultat de la perte nette (du profit net)	–	(1)	–	(534)
Profit net (perte nette) sur les couvertures	(2 633)	(465)	(260)	49
Reclassement en résultat de la perte nette (du profit net) sur les couvertures	–	–	–	799
Impôt sur le résultat lié aux éléments suivants :				
Profit net (perte nette) sur les couvertures	732	128	72	(17)
Reclassement en résultat de la perte nette (du profit net) sur les couvertures	–	–	–	(220)
	1 776	184	(123)	(328)
Variation nette du profit (de la perte) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie				
Profit (perte)	1 814	94	(1 275)	4 047
Reclassement en résultat de la perte (du profit)	(2 881)	(1 214)	(1 512)	(2 616)
Impôt sur le résultat lié aux éléments suivants :				
Profit (perte)	(488)	(40)	346	(1 135)
Reclassement en résultat de la perte (du profit)	767	344	403	734
	(788)	(816)	(2 038)	1 030
Quote-part des autres éléments du résultat global de la participation dans Schwab	–	–	–	1 870
Éléments qui ne seront pas reclassés par la suite dans le résultat net				
Profit (perte) de réévaluation des régimes d'avantages du personnel				
Profit (perte)	61	(23)	100	(40)
Impôt sur le résultat	(17)	6	(28)	12
	44	(17)	72	(28)
Variation du profit net latent (de la perte nette latente) sur les titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Profit net latent (perte nette latente)	6	73	41	136
Impôt sur le résultat	(2)	(17)	(12)	(33)
	4	56	29	103
Profit (perte) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net				
Profit (perte)	(6)	(47)	(9)	(18)
Impôt sur le résultat	2	13	2	5
	(4)	(34)	(7)	(13)
Total des autres éléments du résultat global	1 013	(312)	(2 031)	2 805
Total du résultat global	5 628	\$ 3 024	\$ 10 878	\$ 20 063
Attribuable aux :				
Actionnaires ordinaires	5 534	\$ 2 936	\$ 10 481	\$ 19 689
Actionnaires privilégiés et porteurs d'autres instruments de capitaux propres	94	88	397	374

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non audité)

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois clos les		Neuf mois clos les	
	31 juillet 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Actions ordinaires (Note 12)				
Solde au début de la période	24 309 \$	25 136 \$	24 727 \$	25 373 \$
Produit des actions émises à l'exercice d'options sur actions	52	62	202	131
Actions émises dans le cadre du plan de réinvestissement des dividendes	–	–	–	130
Rachat d'actions aux fins d'annulation et autres	(212)	(227)	(780)	(663)
Solde à la fin de la période	24 149	24 971	24 149	24 971
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (Note 12)				
Solde au début de la période	11 625	11 138	11 625	10 888
Émission d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	1 250	–	1 250	750
Rachat d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	–	(350)	–	(850)
Solde à la fin de la période	12 875	10 788	12 875	10 788
Actions propres – actions ordinaires (Note 12)				
Solde au début de la période	(60)	(26)	–	(17)
Achat d'actions	(2 949)	(3 222)	(9 162)	(9 606)
Vente d'actions	2 990	3 156	9 143	9 531
Solde à la fin de la période	(19)	(92)	(19)	(92)
Actions propres – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (Note 12)				
Solde au début de la période	(14)	(28)	(4)	(18)
Achat d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	(2 022)	(73)	(2 537)	(1 460)
Vente d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	1 990	99	2 495	1 476
Solde à la fin de la période	(46)	(2)	(46)	(2)
Surplus d'apport				
Solde au début de la période	361	199	285	204
Prime nette (escompte net) sur la vente d'actions propres	(8)	14	13	3
Émission d'options sur actions, déduction faite des options exercées	30	1	70	4
Divers	20	29	35	32
Solde à la fin de la période	403	243	403	243
Résultats non distribués				
Solde au début de la période	78 295	78 640	78 320	70 826
Résultat net attribuable aux porteurs d'instruments de capitaux propres	4 615	3 336	12 909	17 258
Dividendes sur actions ordinaires	(1 840)	(1 798)	(5 437)	(5 449)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	(94)	(88)	(397)	(374)
Frais liés à l'émission d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	(4)	–	(4)	(2)
Prime nette sur le rachat d'actions ordinaires, d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres (Note 12)	(2 182)	(1 334)	(6 665)	(3 469)
Profit (perte) de réévaluation des régimes d'avantages du personnel	44	(17)	72	(28)
Profit réalisé (perte réalisée) sur les titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	48	10	84	(13)
Solde à la fin de la période	78 882	78 749	78 882	78 749
Cumul des autres éléments du résultat global				
<i>Profit net latent (perte nette latente) sur les actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global :</i>				
Solde au début de la période	338	(352)	283	(208)
Autres éléments du résultat global	(19)	315	35	170
Provision pour pertes sur créances	–	–	1	1
Solde à la fin de la période	319	(37)	319	(37)
<i>Profit net latent (perte nette latente) sur les titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global :</i>				
Solde au début de la période	171	82	146	35
Autres éléments du résultat global	52	66	112	90
Reclassement de la perte (du profit) dans les résultats non distribués	(48)	(10)	(83)	13
Solde à la fin de la période	175	138	175	138
<i>Profit (perte) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net :</i>				
Solde au début de la période	(31)	(1)	(28)	(22)
Autres éléments du résultat global	(4)	(34)	(7)	(13)
Solde à la fin de la période	(35)	(35)	(35)	(35)
<i>Profit net latent (perte nette latente) de change sur les investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture :</i>				
Solde au début de la période	11 343	12 381	13 242	12 893
Autres éléments du résultat global	1 776	184	(123)	(328)
Solde à la fin de la période	13 119	12 565	13 119	12 565
<i>Profit net (perte nette) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie :</i>				
Solde au début de la période	(2 019)	(1 078)	(769)	(2 924)
Autres éléments du résultat global	(788)	(816)	(2 038)	1 030
Solde à la fin de la période	(2 807)	(1 894)	(2 807)	(1 894)
Total du cumul des autres éléments du résultat global	10 771	10 737	10 771	10 737
Total des capitaux propres	127 015 \$	125 394 \$	127 015 \$	125 394 \$

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non audité)

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois clos les		Neuf mois clos les	
	31 juillet 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Flux de trésorerie des activités d'exploitation				
Résultat net	4 615 \$	3 336 \$	12 909 \$	17 258 \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets des activités d'exploitation				
Profit à la vente des actions de Schwab (Note 7)	–	–	–	(9 159)
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances (Note 6)	917	971	2 957	3 524
Amortissement	357	327	1 041	1 012
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	234	201	657	582
Perte nette (profit net) sur les valeurs mobilières (Note 5)	(12)	372	(14)	1 574
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab (Note 7)	–	–	–	(305)
Impôt différé	(453)	(440)	(302)	(967)
Variations des actifs et passifs d'exploitation				
Intérêts à recevoir et à payer (Notes 8, 10)	110	(284)	(117)	(1 129)
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension	10 540	20 456	7 782	5 958
Valeurs mobilières prises en pension	(11 248)	(11 804)	15 710	(20 063)
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	(369)	(2 895)	(1 871)	1 143
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction	13 547	(10 677)	2 003	(29 909)
Prêts, déduction faite de la titrisation et des ventes	(27 681)	(635)	(41 015)	9 875
Dépôts	21 471	(6 485)	(776)	(9 068)
Dérivés	(4 444)	1 805	(1 131)	5 773
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction, à la juste valeur par le biais du résultat net	(1 439)	1 159	(2 139)	(500)
Actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(9 253)	633	15 302	(13 447)
Passifs de titrisation	1 436	1 385	3 357	4 255
Impôt exigible	32	129	(695)	370
Montants à recevoir des courtiers et des clients ou à payer à ceux-ci	1 943	(283)	1 372	(3 935)
Divers, y compris la perte latente (le profit latent) de change	(6 163)	(18 963)	1 936	(23 075)
Flux de trésorerie nets des activités d'exploitation	(5 860)	(21 692)	16 966	(60 233)
Flux de trésorerie des activités de financement				
Émission de billets et débentures subordonnés (Note 11)	–	27	1 000	2 156
Rachat de billets et débentures subordonnés (Note 11)	–	(194)	(1 263)	(3 188)
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission (Note 12)	47	57	183	119
Rachat d'actions ordinaires, y compris l'impôt sur la valeur nette des rachats d'action (Note 12)	(2 394)	(1 561)	(7 445)	(4 132)
Émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite des frais d'émission (Note 12)	1 246	–	1 246	748
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres (Note 12)	–	(350)	–	(850)
Vente d'actions propres et d'autres instruments de capitaux propres (Note 12)	4 972	3 269	11 651	11 010
Achat d'actions propres et d'autres instruments de capitaux propres (Note 12)	(4 971)	(3 295)	(11 699)	(11 066)
Dividendes versés sur les actions et distributions versées sur les autres instruments de capitaux propres	(1 934)	(1 886)	(5 834)	(5 693)
Remboursement des obligations locatives	(186)	(504)	(517)	(1 013)
Flux de trésorerie nets des activités de financement	(3 220)	(4 437)	(12 678)	(11 909)
Flux de trésorerie des activités d'investissement				
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	9 101	24 672	5 642	53 801
Activités relatives aux actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Achats	(14 003)	(25 139)	(35 765)	(67 952)
Produit tiré des échéances	7 928	8 413	21 192	26 536
Produit tiré des ventes	1 305	10 755	4 017	13 125
Activités relatives aux titres de créance au coût amorti				
Achats	(7 640)	(12 460)	(33 885)	(41 797)
Produit tiré des échéances	12 431	12 520	33 838	38 532
Produit tiré des ventes	1 456	7 808	1 859	29 743
Achats nets de terrains, de bâtiments, de matériel et mobilier, d'autres actifs amortissables et d'autres immobilisations incorporelles	(731)	(575)	(1 886)	(1 508)
Trésorerie nette acquise dans le cadre de dessaisissements (Notes 7, 8)	–	133	–	20 760
Flux de trésorerie nets des activités d'investissement	9 847	26 127	(4 988)	71 240
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	187	18	–	(18)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	954	16	(700)	(920)
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période	5 858	5 501	7 512	6 437
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période	6 812 \$	5 517 \$	6 812 \$	5 517 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie des activités d'exploitation				
Montant d'impôt sur le résultat payé (recouvré) au cours de la période	759 \$	1 081 \$	3 571 \$	3 868 \$
Montant des intérêts payés au cours de la période	11 291	13 228	34 893	42 684
Montant des intérêts reçus au cours de la période	19 940	20 824	59 438	64 055
Montant des dividendes reçus au cours de la période	903	758	2 367	2 105

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audité)

NOTE 1 : NATURE DES ACTIVITÉS

INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

La Banque Toronto-Dominion est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada). Les actionnaires d'une banque ne sont pas responsables, en tant que tels, des dettes, actes ou défauts de celle-ci, sauf dans les cas prévus par la *Loi sur les banques* (Canada). La Banque Toronto-Dominion et ses filiales sont désignées collectivement par l'appellation Groupe Banque TD (la « TD » ou la « Banque »). La Banque est issue de la fusion, le 1^{er} février 1955, de la Banque de Toronto, qui a obtenu une charte en 1855, et de la Banque Dominion, dont la charte remonte à 1869. La Banque est constituée au Canada, et son siège social et sa principale place d'affaires sont situés au 66 Wellington Street West, Toronto (Ontario). La TD offre ses services dans quatre secteurs d'exploitation qui exercent leurs activités dans plusieurs centres financiers dans le monde : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services bancaires aux États-Unis, Gestion de patrimoine et Assurance, et Services bancaires de gros.

BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés sur une base résumée selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB), à l'aide des méthodes comptables décrites à la note 2 des états financiers consolidés annuels de 2025 de la Banque, y compris les exigences comptables du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF), et appliquées de façon uniforme pour toutes les périodes présentées. Les états financiers consolidés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens, sauf indication contraire.

Certains montants comparatifs ont été révisés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction exerce son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses à l'égard des montants présentés d'actifs, de passifs, de produits et de charges, et de l'information à fournir à l'égard des actifs ou passifs éventuels, comme il est décrit plus en détail à la note 3 des états financiers consolidés annuels de 2025 de la Banque et à la note 3 du présent document. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer des montants estimatifs, au fur et à mesure que surviennent des événements qui les confirment.

Les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque ont été préparés en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et événements semblables se produisant dans des circonstances similaires. Toutes les opérations intersociétés, tous les soldes intersociétés et tous les profits latents et pertes latentes intersociétés comptabilisés sur ces opérations sont éliminés à la consolidation.

Les états financiers consolidés intermédiaires pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2026 ont été approuvés et leur publication a été autorisée par le conseil d'administration de la Banque le 26 août 2026, conformément à une recommandation du comité d'audit.

Puisque les états financiers consolidés intermédiaires n'incluent pas toutes les informations à fournir normalement requises pour les états financiers consolidés annuels, ils doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels de 2025 de la Banque, les notes correspondantes et les passages ombragés du rapport de gestion de 2025. Les politiques et procédures de gestion des risques de la Banque sont présentées dans le rapport de gestion. Les passages ombragés de la section « Gestion des risques » du rapport de gestion figurant dans le rapport aux actionnaires, se rapportant au risque de marché, au risque de liquidité et au risque d'assurance, font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires, comme le permettent les Normes internationales d'information financière (IFRS).

NOTE 2 : MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES COURANTES ET FUTURES

MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES COURANTES

La Banque n'a adopté aucune nouvelle norme comptable pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2026.

MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES FUTURES

Aucune nouvelle norme ni modification comptable n'a été publiée au cours des trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2026. Pour une description des modifications de méthodes comptables futures, se reporter à la note 4 des états financiers consolidés annuels de 2025 de la Banque.

NOTE 3 : JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES IMPORTANTS

Les estimations utilisées dans l'application des méthodes comptables de la Banque sont essentielles pour faire comprendre les résultats d'exploitation et la situation financière de la Banque. Certaines méthodes comptables de la Banque amènent nécessairement à poser des jugements et à établir des estimations de nature complexe et subjective, puisqu'elles portent sur des questions qui sont de nature incertaine. Toute modification de ces jugements et estimations et toute modification des normes et méthodes comptables pourraient avoir une incidence négative importante sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque. La Banque a instauré des procédés pour s'assurer que les méthodes comptables sont appliquées de manière uniforme et que les processus de modification des méthodes de calcul des estimations et d'adoption des nouvelles normes comptables sont adéquatement contrôlés et suivis de manière appropriée et systématique. Pour une description des jugements, estimations et hypothèses comptables importants, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés annuels de 2025 de la Banque.

Dépréciation – Modèle fondé sur les pertes de crédit attendues

Le modèle fondé sur les pertes de crédit attendues exige l'exercice de jugement et l'application d'estimations et d'hypothèses dans l'évaluation du contexte économique actuel et prospectif. Une grande incertitude économique perdure et la direction continue d'exercer un jugement d'expert en matière de crédit pour déterminer si le risque de crédit d'une exposition a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale et pour établir le montant des pertes de crédit attendues à chaque date de clôture. Dans la mesure où certaines répercussions ne sont pas totalement intégrées dans les calculs des modèles, des ajustements quantitatifs et qualitatifs temporaires ont été pris en compte, notamment pour ce qui est des risques liés à la grande incertitude entourant les politiques et le commerce. Ces ajustements seront mis à jour au besoin dans les périodes à venir.

NOTE 4 : ÉVALUATIONS DE LA JUSTE VALEUR

L'approche et les méthodes utilisées par la Banque pour calculer la juste valeur sont demeurées sensiblement les mêmes pendant les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2026. Au cours des trois mois clos le 31 juillet 2026, la Banque a désigné certaines valeurs mobilières prises en pension et certaines obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) afin de réduire une non-concordance comptable découlant des couvertures économiques connexes. Pour plus de renseignements sur les passifs financiers désignés à la JVRN, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés annuels de 2025 de la Banque.

a) JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS NON COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR

Le tableau suivant présente la juste valeur des actifs et passifs financiers de la Banque non comptabilisés à la juste valeur.

Actifs et passifs financiers non comptabilisés à la juste valeur¹

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2026		31 octobre 2025	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
ACTIFS FINANCIERS				
Titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances				
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement	169 806 \$	168 522 \$	183 593 \$	182 478 \$
Autres titres de créance	67 049	66 668	56 846	56 679
Total des titres de créance au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	236 855	235 190	240 439	239 157
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	991 036	992 309	953 012	956 424
Total des actifs financiers non comptabilisés à la juste valeur	1 227 891 \$	1 227 499 \$	1 193 451 \$	1 195 581 \$
PASSIFS FINANCIERS				
Dépôts	1 260 724 \$	1 259 446 \$	1 267 104 \$	1 267 466 \$
Passifs de titrisation au coût amorti	16 990	16 978	14 841	14 805
Billets et débentures subordonnés	10 523	10 536	10 733	10 929
Total des passifs financiers non comptabilisés à la juste valeur	1 288 237 \$	1 286 960 \$	1 292 678 \$	1 293 200 \$

¹ Ce tableau ne tient pas compte des actifs et passifs financiers dont la valeur comptable se rapproche de leur juste valeur.

b) HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

Le tableau ci-après présente, aux 31 juillet 2026 et 31 octobre 2025, le classement dans les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs de chaque actif et passif évalué à la juste valeur sur une base récurrente.

Hiérarchie des justes valeurs des actifs et passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2026				31 octobre 2025				Aux
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	
ACTIFS FINANCIERS ET MARCHANDISES									
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction¹									
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement									
Obligations des gouvernements canadiens									
Fédéral	4 750	\$ 2 957	\$ –	\$ 7 707	\$ 4 892	\$ 3 875	\$ –	\$ 8 767	\$
Provinces	–	5 994	–	5 994	–	4 537	–	4 537	
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains	2 215	21 461	–	23 676	2 973	20 811	–	23 784	
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE ²	504	5 388	–	5 892	283	5 818	–	6 101	
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	699	–	699	–	768	–	768	
Autres titres de créance									
Émetteurs canadiens	–	7 279	53	7 332	–	6 695	67	6 762	
Autres émetteurs	–	17 383	5	17 388	–	16 508	–	16 508	
Titres de capitaux propres	92 128	229	26	92 383	87 713	171	25	87 909	
Prêts détenus à des fins de transaction	–	31 997	383	32 380	–	30 032	–	30 032	
Marchandises	23 143	1 539	–	24 682	33 446	1 521	–	34 967	
Droits conservés	–	–	–	–	–	1	–	1	
	122 740	94 926	467	218 133	129 307	90 737	92	220 136	
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net									
Valeurs mobilières	704	6 023	1 568	8 295	465	5 019	1 567	7 051	
Prêts	–	1 238	1	1 239	–	344	–	344	
	704	7 261	1 569	9 534	465	5 363	1 567	7 395	
Dérivés									
Contrats de taux d'intérêt	3	12 084	12	12 099	6	10 990	8	11 004	
Contrats de change	73	42 448	5	42 526	30	53 576	3	53 609	
Contrats dérivés de crédit	–	99	–	99	–	44	–	44	
Dérivés d'actions	115	19 781	11	19 907	162	12 534	–	12 696	
Contrats de marchandises et autres contrats	345	5 059	20	5 424	752	4 867	–	5 619	
	536	79 471	48	80 055	950	82 011	11	82 972	
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net									
Valeurs mobilières ¹	–	7 071	–	7 071	–	6 986	–	6 986	
	–	7 071	–	7 071	–	6 986	–	6 986	
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global									
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement									
Obligations des gouvernements canadiens									
Fédéral	99	16 379	–	16 478	100	15 791	–	15 891	
Provinces	–	24 931	–	24 931	–	21 080	–	21 080	
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains	521	53 749	–	54 270	851	53 641	–	54 492	
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	–	9 791	–	9 791	–	7 875	–	7 875	
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	1 646	–	1 646	–	1 896	–	1 896	
Autres titres de créance									
Titres adossés à des actifs	–	8 374	–	8 374	–	8 709	–	8 709	
Obligations de sociétés et autres	–	15 464	–	15 464	–	13 091	–	13 091	
Titres de capitaux propres	1 153	29	2 582	3 764	1 136	–	1 911	3 047	
Prêts	–	374	–	374	–	288	–	288	
	1 773	130 737	2 582	135 092	2 087	122 371	1 911	126 369	
Valeurs mobilières prises en pension	–	146 167	–	146 167	–	7 574	–	7 574	
PASSIFS FINANCIERS									
Dépôts détenus à des fins de transaction									
Dérivés									
Contrats de taux d'intérêt	3	11 899	76	11 978	6	9 572	76	9 654	
Contrats de change	68	32 295	7	32 370	24	42 496	5	42 525	
Contrats dérivés de crédit	–	349	–	349	–	440	–	440	
Dérivés d'actions	–	25 409	–	25 409	–	19 528	155	19 683	
Contrats de marchandises et autres contrats	640	4 543	19	5 202	806	6 193	55	7 054	
	711	74 495	102	75 308	836	78 229	291	79 356	
Passifs de titrisation à la juste valeur	–	26 491	–	26 491	–	25 283	–	25 283	
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net									
	–	213 019	3	213 022	–	197 633	2	197 635	
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert¹	14 451	27 473	–	41 924	15 342	28 453	–	43 795	
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension	–	172 099	–	172 099	–	11 557	–	11 557	

¹ Les soldes reflètent la diminution des valeurs mobilières détenues (positions acheteur) du montant équivalant aux valeurs mobilières identiques vendues, mais non encore achetées (positions vendeur).

² Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

c) TRANSFERTS ENTRE LES NIVEAUX DE LA HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS DES ACTIFS ET PASSIFS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR SUR UNE BASE RÉCURRENTÉ

La politique de la Banque est de comptabiliser le transfert des actifs et des passifs entre les différents niveaux de la hiérarchie des justes valeurs selon les justes valeurs à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Les actifs et les passifs sont transférés entre le niveau 1 et le niveau 2 selon que la fréquence et le volume de transactions soient suffisants ou non sur un marché actif.

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2026		Trois mois clos les 31 juillet 2025	
	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction	1 613 \$	1 569 \$	4 599 \$	850 \$
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	2	–	111	149
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	2 010	1 097	3 543	556
	31 juillet 2026		Neuf mois clos les 31 juillet 2025	
	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction	2 071 \$	430 \$	139 \$	666 \$
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	996	514	156	1 653
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	2 305	874	–	717

Il n'y a eu aucun transfert important entre le niveau 2 et le niveau 3 au cours des trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2026 et 2025.

Il n'y a eu aucun changement important aux données non observables et aux sensibilités des actifs et passifs classés dans le niveau 3 au cours des trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2026 et 2025.

d) RAPPROCHEMENT DES VARIATIONS DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS DE NIVEAU 3

Les tableaux ci-après présentent les variations de la juste valeur de tous les actifs et passifs qui sont évalués à la juste valeur à l'aide de données non observables importantes de niveau 3 pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2026 et 2025.

Rapprochement des variations de la juste valeur des actifs et passifs de niveau 3

(en millions de dollars canadiens)

Rapprochement des variations de la juste valeur des actifs et passifs de niveau 3 (en millions de dollars canadiens)	Total des profits réalisés et latents (pertes réalisées et latentes)				Activités ¹		Transferts		Juste valeur au 31 juillet 2026	Variation des profits latents (pertes latentes) sur les instruments encore détenus ⁵
	Juste valeur au 1 ^{er} mai 2026	Inclus dans le résultat net ²	Inclus dans les autres éléments du résultat global ^{3, 4}	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Au niveau 3	Hors du niveau 3			
ACTIFS FINANCIERS										
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction										
Autres titres de créance	48 \$	– \$	– \$	– \$	4 \$	6 \$	– \$	58 \$	– \$	
Titres de capitaux propres	25	1	–	19	(19)	–	–	26	–	
Prêts détenus à des fins de transaction	426	(43)	–	–	–	–	–	383	–	
	499	(42)	–	19	(15)	6	–	467	–	
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net										
Valeurs mobilières	1 529	33	–	46	(38)	–	(2)	1 568	3	
Prêts	1	–	–	–	–	–	–	1	–	
	1 530	33	–	46	(38)	–	(2)	1 569	3	
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Autres titres de créance	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Titres de capitaux propres	2 143	9	14	425	(9)	–	–	2 582	12	
	2 143 \$	9 \$	14 \$	425 \$	(9) \$	– \$	– \$	2 582 \$	12 \$	
PASSIFS FINANCIERS										
Dépôts détenus à des fins de transaction⁶										
Dérivés ⁷	(158) \$	(3) \$	– \$	(16) \$	33 \$	– \$	(121) \$	(265) \$	12 \$	
Contrats de taux d'intérêt	(77)	11	–	–	2	–	–	(64)	(8)	
Contrats de change	(1)	1	–	–	–	(3)	1	(2)	2	
Dérivés d'actions	(107)	–	–	1	–	–	117	11	118	
Contrats de marchandises et autres contrats	36	(12)	–	–	(5)	–	(18)	1	(18)	
	(149)	–	–	1	(3)	(3)	100	(54)	94	
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net										
	(4)	(3)	–	(4)	8	–	–	(3)	–	

	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2025	Total des profits réalisés et latents (pertes réalisées et latentes)		Activités ¹		Transferts		Juste valeur au 31 juillet 2026	Variation des profits latents (pertes latentes) sur les instruments encore détenus ⁵									
		Inclus dans le résultat net ²	Inclus dans les autres éléments du résultat global ⁴	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Au niveau 3	Hors du niveau 3											
ACTIFS FINANCIERS																		
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction																		
Autres titres de créance	67	\$	(1)	\$	–	\$	–	\$	11	\$	(1)	\$	58	\$	(4)	\$		
Titres de capitaux propres	25		1		–		19		(19)		–		–		26		–	
Prêts détenus à des fins de transaction	–		(166)		–		549		–		–		–		383		–	
	92		(166)		–		568		(37)		11		(1)		467		(4)	
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net																		
Valeurs mobilières	1 567		70		–		165		(236)		4		(2)		1 568		35	
Prêts	–		–		–		1		–		–		–		1		–	
	1 567		70		–		166		(236)		4		(2)		1 569		35	
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global																		
Autres titres de créance	–		–		–		–		–		–		–		–		–	
Titres de capitaux propres	1 911		9		24		735		(97)		–		–		2 582		20	
	1 911	\$	9	\$	24	\$	735	\$	(97)	\$	–	\$	–	\$	2 582	\$	20	\$
PASSIFS FINANCIERS																		
Dépôts détenus à des fins de transaction ⁶																		
Dérivés ⁷	(273)	\$	36	\$	–	\$	(22)	\$	107	\$	–	\$	(113)	\$	(265)	\$	56	\$
Dérivés ⁷																		
Contrats de taux d'intérêt	(68)		–		–		–		4		–		–		(64)		(3)	
Contrats de change	(2)		5		–		–		–		(3)		(2)		(2)		3	
Dérivés d'actions	(155)		21		–		1		(5)		1		148		11		144	
Contrats de marchandises et autres contrats	(55)		52		–		4		(6)		24		(18)		1		45	
	(280)		78		–		5		(7)		22		128		(54)		189	
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net																		
	(2)		(5)		–		(13)		17		–		–		(3)		(9)	

¹ Comprennent les variations de change.

² Les profits/pertes sur les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans les produits autres que d'intérêts dans l'état du résultat consolidé intermédiaire.

³ Autres éléments du résultat global.

⁴ Comprennent les profits/pertes réalisés transférés dans les résultats non distribués au moment de la cession d'actions désignées à la JVAERG. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 5.

⁵ Les variations des profits latents/pertes latentes sur les actifs financiers à la JVAERG sont comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global.

⁶ Les émissions et les rachats des dépôts détenus à des fins de transaction sont présentés au montant brut.

⁷ Composés d'actifs dérivés de 48 millions de dollars (76 millions de dollars aux 30 avril 2026 / 1^{er} mai 2026; 11 millions aux 31 octobre 2025 / 1^{er} novembre 2025) et de passifs dérivés de 102 millions de dollars (225 millions de dollars aux 30 avril 2026 / 1^{er} mai 2026; 291 millions de dollars aux 31 octobre 2025 / 1^{er} novembre 2025) qui ont été présentés au montant net dans ce tableau aux fins de la présentation seulement.

Rapprochement des variations de la juste valeur des actifs et passifs de niveau 3

(en millions de dollars canadiens)

(en millions de dollars canadiens)										
	Juste valeur au 1 ^{er} mai 2025	Total des profits réalisés et latents (pertes réalisées et latentes)			Activités ¹		Transferts		Juste valeur au 31 juillet 2025	Variation des profits latents (pertes latentes) sur les instruments encore détenus ⁴
		Inclus dans le résultat net ²	Inclus dans les autres éléments du résultat global ³	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Au niveau 3	Hors du niveau 3			
ACTIFS FINANCIERS										
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction										
Autres titres de créance	6 \$	(1) \$	– \$	– \$	(1) \$	5 \$	(2) \$	7 \$	(1) \$	
Titres de capitaux propres	28	–	–	–	–	–	–	28	–	
	34	(1)	–	–	(1)	5	(2)	35	(1)	
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net										
Valeurs mobilières	1 253	22	–	220	(11)	–	–	1 484	12	
	1 253	22	–	220	(11)	–	–	1 484	12	
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Autres titres de créance	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Titres de capitaux propres	2 808	–	2	2	(659)	–	–	2 153	2	
	2 808 \$	– \$	2 \$	2 \$	(659) \$	– \$	– \$	2 153 \$	2 \$	
PASSIFS FINANCIERS										
Dépôts détenus à des fins de transaction⁵	(384) \$	3 \$	– \$	(45) \$	27 \$	– \$	1 \$	(398) \$	4 \$	
Dérivés⁶										
Contrats de taux d'intérêt	(81)	15	–	–	2	–	–	(64)	(5)	
Contrats de change	(1)	4	–	–	(1)	(1)	1	2	6	
Dérivés d'actions	(131)	(3)	–	–	(1)	–	3	(132)	(4)	
Contrats de marchandises et autres contrats	(20)	31	–	–	1	–	–	12	26	
	(233)	47	–	–	1	(1)	4	(182)	23	
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(1)	–	–	(5)	4	–	–	(2)	–	

	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2024	Total des profits réalisés et latents (pertes réalisées et latentes)		Activités ¹		Transferts		Juste valeur au 31 juillet 2025	Variation des profits latents (pertes latentes) sur les instruments encore détenus ⁴									
		Inclus dans le résultat net ²	Inclus dans les autres éléments du résultat global ³	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Au niveau 3	Hors du niveau 3											
ACTIFS FINANCIERS																		
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction																		
Autres titres de créance	26	\$	(1)	\$	–	\$	1	\$	(23)	\$	6	\$	(2)	\$	7	\$	(2)	\$
Titres de capitaux propres	12		1		–		22		(7)		–		–		28		(1)	
	38		–		–		23		(30)		6		(2)		35		(3)	
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction à la juste valeur par le biais du résultat net																		
Valeurs mobilières	1 233		12		–		296		(47)		–		(10)		1 484		(16)	
	1 233		12		–		296		(47)		–		(10)		1 484		(16)	
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global																		
Autres titres de créance	7		–		–		–		(7)		–		–		–		–	
Titres de capitaux propres	3 355		–		5		4		(1 211)		–		–		2 153		–	
	3 362	\$	–	\$	5	\$	4	\$	(1 218)	\$	–	\$	–	\$	2 153	\$	–	\$
PASSIFS FINANCIERS																		
Dépôts détenus à des fins de transaction⁵																		
	(505)	\$	31	\$	–	\$	(169)	\$	243	\$	–	\$	2	\$	(398)	\$	38	\$
Dérivés⁶																		
Contrats de taux d'intérêt	(158)		83		–		–		11		–		–		(64)		85	
Contrats de change	1		(13)		–		–		2		8		4		2		2	
Dérivés d'actions	(24)		(106)		–		–		(3)		(2)		3		(132)		(106)	
Contrats de marchandises et autres contrats	(10)		22		–		–		–		–		–		12		20	
	(191)		(14)		–		–		10		6		7		(182)		1	
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net																		
	(24)		7		–		(19)		34		–		–		(2)		1	

¹ Comprennent les variations de change.

² Les profits/pertes sur les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans les produits autres que d'intérêts dans l'état du résultat consolidé intermédiaire.

³ Comprennent les profits/pertes réalisés transférés dans les résultats non distribués au moment de la cession d'actions désignées à la JVAERG. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 5.

⁴ Les variations des profits latents/pertes latentes sur les actifs financiers à la JVAERG sont comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global.

⁵ Les émissions et les rachats des dépôts détenus à des fins de transaction sont présentés au montant brut.

⁶ Composés d'actifs dérivés de 49 millions de dollars (32 millions de dollars aux 30 avril 2025 / 1^{er} mai 2025; 30 millions de dollars aux 31 octobre 2024 / 1^{er} novembre 2024) et de passifs dérivés de 231 millions de dollars (265 millions de dollars aux 30 avril 2025 / 1^{er} mai 2025; 221 millions de dollars aux 31 octobre 2024 / 1^{er} novembre 2024) qui ont été présentés au montant net dans ce tableau aux fins de la présentation seulement.

NOTE 5 : VALEURS MOBILIÈRES

a) PROFITS LATENTS (PERTES LATENTES) SUR LES VALEURS MOBILIÈRES

Le tableau suivant présente un sommaire des profits latents et des pertes latentes aux 31 juillet 2026 et 31 octobre 2025.

Profits latents (pertes latentes) sur les valeurs mobilières à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2026				31 octobre 2025			
	Coût / coût amorti ¹	Profits bruts latents	(Pertes brutes latentes)	Juste valeur	Coût / coût amorti ¹	Profits bruts latents	(Pertes brutes latentes)	Juste valeur
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement								
Obligations des gouvernements canadiens								
Fédéral	16 468 \$	65 \$	(55) \$	16 478 \$	15 956 \$	23 \$	(88) \$	15 891 \$
Provinces	24 761	211	(41)	24 931	20 971	120	(11)	21 080
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains	54 137	318	(185)	54 270	54 279	267	(54)	54 492
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	9 763	40	(12)	9 791	7 864	15	(4)	7 875
Titres adossés à des créances hypothécaires	1 639	8	(1)	1 646	1 869	29	(2)	1 896
	106 768	642	(294)	107 116	100 939	454	(159)	101 234
Autres titres de créance								
Titres adossés à des actifs	8 350	33	(9)	8 374	8 713	11	(15)	8 709
Obligations de sociétés et autres	15 422	76	(34)	15 464	13 011	106	(26)	13 091
	23 772	109	(43)	23 838	21 724	117	(41)	21 800
Total des titres de créance	130 540	751	(337)	130 954	122 663	571	(200)	123 034
Titres de capitaux propres								
Actions ordinaires	2 761	246	(32)	2 975	2 332	226	(22)	2 536
Actions privilégiées	770	98	(79)	789	523	67	(79)	511
	3 531	344	(111)	3 764	2 855	293	(101)	3 047
Total des valeurs mobilières à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	134 071 \$	1 095 \$	(448) \$	134 718 \$	125 518 \$	864 \$	(301) \$	126 081 \$

¹ Comprend la conversion des soldes au coût amorti au taux de change au comptant à la fin de la période.

b) TITRES DE CAPITAUX PROPRES DÉSIGNÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

La Banque a désigné certains titres de capitaux propres comme étant à la JVAERG. Le tableau suivant présente la juste valeur des titres de capitaux propres désignés à la JVAERG aux 31 juillet 2026 et 31 octobre 2025 et les revenus de dividendes comptabilisés à l'égard de ceux-ci pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2026 et 2025.

Titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

(en millions de dollars canadiens)

	Aux		Trois mois clos les		Neuf mois clos les	
	31 juillet 2026	31 octobre 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
	Juste valeur		Revenus de dividendes comptabilisés		Revenus de dividendes comptabilisés	
Actions ordinaires	2 975 \$	2 536 \$	34 \$	52 \$	86 \$	167 \$
Actions privilégiées	789	511	36	34	101	108
Total	3 764 \$	3 047 \$	70 \$	86 \$	187 \$	275 \$

La Banque a cédé certains titres de capitaux propres conformément à sa stratégie de placement et a cédé des actions de la Federal Home Loan Bank (FHLB) conformément aux exigences de détention d'actions imposées par la FHLB à ses membres, comme suit :

Profits nets réalisés (pertes nettes réalisées) sur les titres de capitaux propres

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois clos les		Neuf mois clos les	
	31 juillet 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Titres de capitaux propres				
Juste valeur	167 \$	63 \$	376 \$	189 \$
Profit réalisé cumulé (perte réalisée cumulée)	60	15	108	(5)
Actions de la FHLB				
Juste valeur	54	664	85	1 201
Profit réalisé cumulé (perte réalisée cumulée)	—	—	—	—

c) PROFITS NETS RÉALISÉS (PERTES NETTES RÉALISÉES) SUR LES TITRES DE CRÉANCE

La Banque a cédé certains titres de créance évalués au coût amorti ou à la JVAERG au cours de l'exercice. Le tableau suivant présente les profits nets réalisés et les pertes nettes réalisées sur les titres cédés au cours des trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2026 et 2025, qui sont inclus dans les autres produits (pertes) à l'état du résultat consolidé intermédiaire.

Profits nets réalisés (pertes nettes réalisées) sur les titres de créance

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois clos les		Neuf mois clos les	
	31 juillet 2026	31 juillet 2025 ¹	31 juillet 2026	31 juillet 2025 ¹
Titres de créance au coût amorti	8 \$	(337) \$	8 \$	(1 533) \$
Titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4	(35)	6	(41)
Total	12 \$	(372) \$	14 \$	(1 574) \$

¹ Comprendent des pertes sur titres de créance avant impôt respectivement de 339 millions de dollars (244 millions de dollars américains) et 1 546 millions de dollars (1 092 millions de dollars américains) pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025 découlant de l'initiative de restructuration du bilan mise en œuvre dans le secteur Services bancaires aux États-Unis. Pour plus de renseignements sur la limite de l'actif des deux filiales bancaires américaines de la TD, se reporter à la note 25 des états financiers consolidés annuels de 2025 de la Banque.

d) QUALITÉ DU CRÉDIT DES TITRES DE CRÉANCE

La Banque évalue le risque de crédit des expositions autres que de détail par emprunteur individuel, en utilisant la notation de risque-emprunteur (NRE) et la notation de risque par facilité, comme il est décrit dans les passages ombragés de la section « Gestion des risques » du rapport de gestion de 2025. Ce système sert à évaluer toutes les expositions autres que de détail, y compris les titres de créance.

Le tableau suivant présente la valeur comptable brute des titres de créance évalués au coût amorti et des titres de créance à la JVAERG par notation de risque interne aux fins de la gestion du risque de crédit et ventile les titres de créance selon qu'ils font l'objet de provisions à l'étape 1, à l'étape 2 ou à l'étape 3. Pour de plus amples renseignements sur la provision pour pertes sur créances (au bilan et à l'état du résultat) à l'égard des titres de créance, se reporter au tableau « Provision pour pertes sur créances (au bilan) » de la note 6.

Titres de créance par notation de risque

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2026				31 octobre 2025				Aux
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	
Titres de créance¹									
Première qualité	366 430 \$	– \$	s. o. ² \$	366 430 \$	362 521 \$	– \$	s. o. \$	362 521 \$	
Qualité inférieure	1 230	116	s. o.	1 346	738	167	s. o.	905	
Actifs surveillés et classés	s. o.	35	s. o.	35	s. o.	49	s. o.	49	
Défaillance	s. o.	s. o.	–	–	s. o.	s. o.	–	–	
Total des titres de créance	367 660	151	–	367 811	363 259	216	–	363 475	
Provision pour pertes sur créances relative aux titres de créance au coût amorti	2	–	–	2	2	–	–	2	
Total des titres de créance, déduction faite de la provision	367 658 \$	151 \$	– \$	367 809 \$	363 257 \$	216 \$	– \$	363 473 \$	

¹ Comprendent les titres de créance adossés à des prêts garantis par le gouvernement de 93 millions de dollars (94 millions de dollars au 31 octobre 2025), lesquels sont présentés comme ayant une note de crédit de qualité inférieure ou de catégorie moindre selon le risque de crédit de l'emprunteur.

² Sans objet.

Au 31 juillet 2026, le total des titres de créance, déduction faite de la provision, présenté dans le tableau ci-dessus comprenait des titres de créance évalués au coût amorti, déduction faite de la provision, de 236 855 millions de dollars (240 439 millions de dollars au 31 octobre 2025) et des titres de créance évalués à la JVAERG de 130 954 millions de dollars (123 034 millions de dollars au 31 octobre 2025). Aux 31 juillet 2026 et 31 octobre 2025, la différence entre les pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes et les pertes de crédit attendues selon le scénario de base sur les titres de créance au coût amorti ou à la JVAERG n'était pas significative.

NOTE 6 : PRÊTS, PRÊTS DOUTEUX ET PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES

a) PRÊTS

Le tableau suivant présente les détails sur les prêts de la Banque aux 31 juillet 2026 et 31 octobre 2025.

Prêts (en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2026	31 octobre 2025
Prêts hypothécaires résidentiels	292 598 \$	315 063 \$
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	291 421	259 033
Cartes de crédit	42 104	41 662
Entreprises et gouvernements	373 421	345 943
	999 544	961 701
Prêts à la JVAERG ¹	374	288
Total des prêts	999 918	961 989
Total de la provision pour pertes sur prêts	8 508	8 689
Total des prêts, déduction faite de la provision	991 410 \$	953 300 \$

¹ Compris dans les actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au bilan consolidé intermédiaire.

Aux fins de la présentation dans le tableau « Prêts par notation de risque », les prêts aux entreprises et aux gouvernements et les prêts à la JVAERG sont regroupés de la manière suivante :

Prêts – Entreprises et gouvernements

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2026	31 octobre 2025
Prêts au coût amorti	373 421 \$	345 943 \$
Prêts à la JVAERG ¹	374	288
Prêts	373 795	346 231
Provision pour pertes sur prêts	3 629	3 847
Prêts, déduction faite de la provision	370 166 \$	342 384 \$

¹ Compris dans les actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au bilan consolidé intermédiaire.

b) QUALITÉ DU CRÉDIT DES PRÊTS

En ce qui a trait aux expositions dans le portefeuille de détail, notamment en ce qui concerne les particuliers et les petites entreprises, la Banque gère les expositions par groupe, à l'aide de techniques de notation de crédit prédictives. Pour les expositions autres que de détail, une NRE est attribuée à chaque emprunteur selon sa probabilité de défaillance (PD), d'après des modèles exclusifs d'évaluation des risques propres à une industrie ou un secteur et selon des jugements d'experts. Pour plus de renseignements, notamment sur la concordance entre les fourchettes de PD et les notations de risque des expositions de détail ainsi que sur la concordance entre l'échelle de NRE en 21 points de la Banque et les notations de risque et les notations de crédit externes pour les expositions autres que de détail, se reporter aux passages ombragés de la section « Gestion des risques » du rapport de gestion de 2025.

Les tableaux suivants présentent la valeur comptable brute des prêts et des expositions au risque de crédit sur les engagements de prêt et les contrats de garantie financière par notation de risque interne aux fins de la gestion du risque de crédit et ventilent les prêts et expositions selon qu'ils font l'objet de provisions à l'étape 1, à l'étape 2 ou à l'étape 3.

Prêts par notation de risque

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2026				31 octobre 2025				Aux
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	
Prêts hypothécaires résidentiels^{1, 2, 3}									
Risque faible	200 441 \$	801 \$	s. o.	201 242 \$	221 168 \$	765 \$	s. o.	221 933 \$	
Risque normal	64 615	11 337	s. o.	75 952	70 217	8 391	s. o.	78 608	
Risque moyen	408	9 950	s. o.	10 358	351	9 490	s. o.	9 841	
Risque élevé	7	3 943	369	4 319	3	3 700	391	4 094	
Défaillance	s. o.	s. o.	727	727	s. o.	s. o.	587	587	
Total des prêts	265 471	26 031	1 096	292 598	291 739	22 346	978	315 063	
Provision pour pertes sur prêts	99	226	105	430	102	175	80	357	
Prêts, déduction faite de la provision	265 372	25 805	991	292 168	291 637	22 171	898	314 706	
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers⁴									
Risque faible	134 218	2 614	s. o.	136 832	110 513	2 588	s. o.	113 101	
Risque normal	90 003	16 529	s. o.	106 532	75 881	19 812	s. o.	95 693	
Risque moyen	26 845	7 522	s. o.	34 367	29 757	6 792	s. o.	36 549	
Risque élevé	5 111	7 427	498	13 036	5 407	7 209	448	13 064	
Défaillance	s. o.	s. o.	654	654	s. o.	s. o.	626	626	
Total des prêts	256 177	34 092	1 152	291 421	221 558	36 401	1 074	259 033	
Provision pour pertes sur prêts	746	1 126	262	2 134	699	1 220	274	2 193	
Prêts, déduction faite de la provision	255 431	32 966	890	289 287	220 859	35 181	800	256 840	
Cartes de crédit									
Risque faible	7 249	4	s. o.	7 253	8 011	4	s. o.	8 015	
Risque normal	12 218	107	s. o.	12 325	12 222	119	s. o.	12 341	
Risque moyen	13 434	920	s. o.	14 354	12 780	902	s. o.	13 682	
Risque élevé	2 865	4 767	371	8 003	2 727	4 329	419	7 475	
Défaillance	s. o.	s. o.	169	169	s. o.	s. o.	149	149	
Total des prêts	35 766	5 798	540	42 104	35 740	5 354	568	41 662	
Provision pour pertes sur prêts	753	1 124	438	2 315	743	1 089	460	2 292	
Prêts, déduction faite de la provision	35 013	4 674	102	39 789	34 997	4 265	108	39 370	
Entreprises et gouvernements^{1, 2, 3, 5}									
Première qualité ou risque faible ou normal	151 636	237	s. o.	151 873	139 518	152	s. o.	139 670	
Qualité inférieure ou risque moyen	192 125	12 213	s. o.	204 338	173 836	13 289	s. o.	187 125	
Actifs surveillés et classés ou risque élevé	1 403	13 826	111	15 340	538	16 098	77	16 713	
Défaillance	s. o.	s. o.	2 244	2 244	s. o.	s. o.	2 723	2 723	
Total des prêts	345 164	26 276	2 355	373 795	313 892	29 539	2 800	346 231	
Provision pour pertes sur prêts	1 264	1 727	638	3 629	1 195	1 878	774	3 847	
Prêts, déduction faite de la provision	343 900	24 549	1 717	370 166	312 697	27 661	2 026	342 384	
Total des prêts	902 578	92 197	5 143	999 918	862 929	93 640	5 420	961 989	
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 862	4 203	1 443	8 508	2 739	4 362	1 588	8 689	
Total des prêts, déduction faite de la provision	899 716 \$	87 994 \$	3 700 \$	991 410 \$	860 190 \$	89 278 \$	3 832 \$	953 300 \$	

¹ Comprendent des prêts douteux d'un montant de 199 millions de dollars (273 millions de dollars au 31 octobre 2025) pour lesquels aucune provision pour pertes sur prêts n'a été établie étant donné que la valeur réalisable de la garantie dépasse le montant du prêt.

² Excluent les prêts détenus à des fins de transaction et les prêts détenus à des fins autres que de transaction à la JVRN d'une juste valeur respectivement de 32 milliards de dollars (30 milliards de dollars au 31 octobre 2025) et 1 milliard de dollars (0,3 milliard de dollars au 31 octobre 2025).

³ Comprendent les prêts hypothécaires assurés de 66 milliards de dollars (69 milliards de dollars au 31 octobre 2025).

⁴ Comprendent les prêts immobiliers aux particuliers assurés par des gouvernements canadiens de 5 milliards de dollars (5 milliards de dollars au 31 octobre 2025).

⁵ Comprendent les prêts garantis par des organismes gouvernementaux de 25 milliards de dollars (24 milliards de dollars au 31 octobre 2025), qui sont principalement présentés comme des prêts d'emprunteurs ayant une note de crédit de qualité inférieure ou de catégorie moindre selon le risque de crédit de l'emprunteur.

Prêts par notation de risque (suite) – Instruments de crédit hors bilan¹

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2026				31 octobre 2025				Aux
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	
Expositions de détail²									
Risque faible	313 013 \$	1 333 \$	s. o. \$	314 346 \$	318 759 \$	1 464 \$	s. o. \$	320 223 \$	
Risque normal	72 005	1 220	s. o.	73 225	62 564	1 147	s. o.	63 711	
Risque moyen	17 341	1 106	s. o.	18 447	16 381	1 295	s. o.	17 676	
Risque élevé	1 458	1 103	–	2 561	1 282	1 092	–	2 374	
Défaillance	s. o.	s. o.	–	–	s. o.	s. o.	–	–	
Expositions autres que de détail³									
Première qualité	353 009	–	s. o.	353 009	319 274	–	s. o.	319 274	
Qualité inférieure	108 189	6 109	s. o.	114 298	103 936	5 710	s. o.	109 646	
Actifs surveillés et classés	1 044	4 520	–	5 564	150	4 905	–	5 055	
Défaillance	s. o.	s. o.	406	406	s. o.	s. o.	343	343	
Total des instruments de crédit hors bilan	866 059	15 391	406	881 856	822 346	15 613	343	838 302	
Provision pour les instruments de crédit hors bilan	471	570	5	1 046	470	566	16	1 052	
Total des instruments de crédit hors bilan, déduction faite de la provision	865 588 \$	14 821 \$	401 \$	880 810 \$	821 876 \$	15 047 \$	327 \$	837 250 \$	

¹ Compte non tenu des engagements hypothécaires.

² Comprennent des lignes de crédit personnelles et sur cartes de crédit de 406 milliards de dollars (401 milliards de dollars au 31 octobre 2025), lesquelles sont annulables sans condition en tout temps, au gré de la Banque.

³ Comprennent la tranche non utilisée de 71 milliards de dollars (67 milliards de dollars au 31 octobre 2025) des facilités de crédit et de liquidité sans engagement.

c) PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES (AU BILAN)

Le tableau suivant présente les détails sur la provision pour pertes sur créances de la Banque aux 31 juillet 2026 et 2025 et pour les trois mois et neuf mois clos à ces dates, y compris sur la provision pour les instruments hors bilan dans les catégories applicables.

Provision pour pertes sur créances (au bilan)

(en millions de dollars canadiens)

Provision pour pertes sur créances (au bilan)											
(en millions de dollars canadiens)											
	Solde au début de la période	Provision pour pertes sur créances (à l'état du résultat)	Radiations, nettes des reprises	Écart de conversion, cessions et autres ajustements	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Provision pour pertes sur créances (à l'état du résultat)	Radiations, nettes des reprises	Écart de conversion, cessions et autres ajustements	Solde à la fin de la période	
Trois mois clos les											
	31 juillet 2026					31 juillet 2025					
Prêts hypothécaires résidentiels	420	\$ 12	\$ (4)	\$ 2	\$ 430	\$ 348	\$ 1	\$ (5)	\$ 1	\$ 345	\$
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	2 215	307	(342)	26	2 206	2 221	280	(293)	3	2 211	
Cartes de crédit	2 783	425	(436)	56	2 828	2 716	401	(394)	5	2 728	
Entreprises et gouvernements	4 031	174	(187)	72	4 090	4 299	290	(141)	(31)	4 417	
Total de la provision pour pertes sur prêts, y compris les instruments hors bilan	9 449	918	(969)	156	9 554	9 584	972	(833)	(22)	9 701	
Titres de créance au coût amorti	2	(1)	–	1	2	3	(1)	–	–	2	
Titres de créance à la JVAERG	3	–	–	–	3	2	–	–	–	2	
Total de la provision pour pertes sur créances sur les titres de créance	5	(1)	–	1	5	5	(1)	–	–	4	
Total de la provision pour pertes sur créances	9 454	\$ 917	\$ (969)	\$ 157	\$ 9 559	\$ 9 589	\$ 971	\$ (833)	\$ (22)	\$ 9 705	\$
Dont :											
Provision pour pertes sur créances sur les prêts au coût amorti	8 419	\$			8 508	\$ 8 613				8 682	\$
Provision pour pertes sur créances sur les prêts à la JVAERG	–				–	–				–	
Provision pour pertes sur prêts	8 419				8 508	8 613				8 682	
Provision pour les instruments hors bilan	1 030				1 046	971				1 019	
Provision pour pertes sur créances pour les titres de créance	5				5	5				4	
Neuf mois clos les											
	31 juillet 2026					31 juillet 2025					
Prêts hypothécaires résidentiels	357	\$ 81	\$ (8)	\$ –	\$ 430	\$ 365	\$ (14)	\$ (6)	\$ –	\$ 345	\$
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	2 273	935	(1 003)	1	2 206	2 133	1 016	(934)	(4)	2 211	
Cartes de crédit	2 790	1 304	(1 267)	1	2 828	2 699	1 302	(1 265)	(8)	2 728	
Entreprises et gouvernements	4 321	637	(817)	(51)	4 090	3 940	1 220	(687)	(56)	4 417	
Total de la provision pour pertes sur prêts, y compris les instruments hors bilan	9 741	2 957	(3 095)	(49)	9 554	9 137	3 524	(2 892)	(68)	9 701	
Titres de créance au coût amorti	2	(1)	–	1	2	3	(1)	–	–	2	
Titres de créance à la JVAERG	2	1	–	–	3	1	1	–	–	2	
Total de la provision pour pertes sur créances sur les titres de créance	4	–	–	1	5	4	–	–	–	4	
Total de la provision pour pertes sur créances	9 745	\$ 2 957	\$ (3 095)	\$ (48)	\$ 9 559	\$ 9 141	\$ 3 524	\$ (2 892)	\$ (68)	\$ 9 705	\$
Dont :											
Provision pour pertes sur créances sur les prêts au coût amorti	8 689	\$			8 508	\$ 8 094				8 682	\$
Provision pour pertes sur créances sur les prêts à la JVAERG	–				–	–				–	
Provision pour pertes sur prêts	8 689				8 508	8 094				8 682	
Provision pour les instruments hors bilan	1 052				1 046	1 043				1 019	
Provision pour pertes sur créances pour les titres de créance	4				5	4				4	

d) PROVISION POUR PERTES SUR PRÊTS PAR ÉTAPE

Le tableau suivant présente les détails sur la provision pour pertes sur prêts par étape de la Banque aux 31 juillet 2026 et 2025 et pour les trois mois clos à ces dates.

Provision pour pertes sur prêts par étape

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2026				Trois mois clos les			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	101 \$	223 \$	96 \$	420 \$	106 \$	174 \$	68 \$	348 \$
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1 ¹	33	(31)	(2)	–	28	(27)	(1)	–
Transfert à l'étape 2	(19)	27	(8)	–	(7)	15	(8)	–
Transfert à l'étape 3	–	(16)	16	–	–	(13)	13	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes ²	(8)	4	–	(4)	(7)	4	–	(3)
Nouveaux montages ou acquisitions ³	10	s. o.	s. o.	10	7	s. o.	s. o.	7
Remboursements nets ⁴	(1)	(1)	–	(2)	(1)	(1)	–	(2)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations) ⁵	(2)	(12)	(11)	(25)	(3)	(5)	(8)	(16)
Modifications des risques, paramètres et modèles ⁶	(15)	31	17	33	(22)	24	13	15
Cessions	–	–	–	–	–	–	–	–
Radiations	–	–	(4)	(4)	–	–	(5)	(5)
Reprises	–	–	–	–	–	–	–	–
Écart de conversion et autres ajustements	–	1	1	2	–	–	1	1
Solde à la fin de la période	99 \$	226 \$	105 \$	430 \$	101 \$	171 \$	73 \$	345 \$
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers								
Solde, y compris les instruments hors bilan, au début de la période	720 \$	1 220 \$	275 \$	2 215 \$	673 \$	1 270 \$	278 \$	2 221 \$
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1 ¹	259	(258)	(1)	–	213	(212)	(1)	–
Transfert à l'étape 2	(55)	76	(21)	–	(54)	77	(23)	–
Transfert à l'étape 3	(3)	(75)	78	–	(2)	(71)	73	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes ²	(123)	64	3	(56)	(91)	67	2	(22)
Nouveaux montages ou acquisitions ³	104	s. o.	s. o.	104	91	s. o.	s. o.	91
Remboursements nets ⁴	(31)	(26)	(9)	(66)	(23)	(27)	(5)	(55)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations) ⁵	(24)	(29)	(11)	(64)	(22)	(29)	(16)	(67)
Modifications des risques, paramètres et modèles ⁶	(87)	189	287	389	(79)	165	247	333
Cessions	–	–	–	–	–	–	–	–
Radiations	–	–	(425)	(425)	–	–	(385)	(385)
Reprises	–	–	83	83	–	–	92	92
Écart de conversion et autres ajustements	10	13	3	26	2	1	–	3
Solde, y compris les instruments hors bilan, à la fin de la période	770	1 174	262	2 206	708	1 241	262	2 211
Moins la provision pour les instruments hors bilan⁷	24	48	–	72	25	54	–	79
Solde à la fin de la période	746 \$	1 126 \$	262 \$	2 134 \$	683 \$	1 187 \$	262 \$	2 132 \$
Cartes de crédit⁸								
Solde, y compris les instruments hors bilan, au début de la période	941 \$	1 394 \$	448 \$	2 783 \$	953 \$	1 314 \$	449 \$	2 716 \$
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1 ¹	289	(280)	(9)	–	280	(269)	(11)	–
Transfert à l'étape 2	(77)	105	(28)	–	(88)	113	(25)	–
Transfert à l'étape 3	(6)	(243)	249	–	(7)	(240)	247	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes ²	(115)	117	7	9	(98)	118	7	27
Nouveaux montages ou acquisitions ³	40	s. o.	s. o.	40	39	s. o.	s. o.	39
Remboursements nets ⁴	4	(1)	15	18	(13)	2	16	5
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations) ⁵	(15)	(27)	(110)	(152)	(13)	(31)	(61)	(105)
Modifications des risques, paramètres et modèles ⁶	(121)	341	290	510	(125)	345	215	435
Cessions	–	–	–	–	–	–	–	–
Radiations	–	–	(540)	(540)	–	–	(497)	(497)
Reprises	–	–	104	104	–	–	103	103
Écart de conversion et autres ajustements	20	24	12	56	1	4	–	5
Solde, y compris les instruments hors bilan, à la fin de la période	960	1 430	438	2 828	929	1 356	443	2 728
Moins la provision pour les instruments hors bilan⁷	207	306	–	513	201	295	–	496
Solde à la fin de la période	753 \$	1 124 \$	438 \$	2 315 \$	728 \$	1 061 \$	443 \$	2 232 \$

¹ Les transferts représentent les transferts d'une étape à l'autre avant la réévaluation des pertes de crédit attendues.

² Représente la réévaluation automatique entre des pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir (étape 1) et des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (étape 2 ou étape 3) en raison des transferts d'une étape à l'autre nécessaires du fait de la migration du risque de crédit, comme il est décrit à la rubrique « Augmentation importante du risque de crédit » de la note 2 et de la note 3 des états financiers consolidés annuels de 2025 de la Banque, tous les autres facteurs ayant une incidence sur la variation des pertes de crédit attendues demeurant constants.

³ Représentent l'augmentation de la provision découlant des nouveaux montages de prêts, des prêts acquis ou des prêts renouvelés.

⁴ Représentent les variations de la provision liées aux variations des flux de trésorerie associées aux nouveaux octrois ou aux remboursements sur les prêts en cours.

⁵ Représente la diminution de la provision découlant des prêts entièrement remboursés et exclut la diminution associée aux prêts qui ont été cédés ou radiés en totalité.

⁶ Représentent les variations de la provision liées aux modifications des risques (p. ex. la PD) de la période considérée découlant des modifications apportées aux facteurs macroéconomiques, au niveau de risque, aux paramètres et/ou aux modèles après la migration d'une étape à l'autre. Pour plus de renseignements, se reporter aux rubriques « Évaluation des pertes de crédit attendues », « Informations prospectives » et « Jugement d'expert en matière de crédit » de la note 2 et de la note 3 des états financiers consolidés annuels de 2025 de la Banque.

⁷ La provision pour pertes sur prêts pour les instruments hors bilan est comptabilisée dans les autres passifs au bilan consolidé intermédiaire.

⁸ Les prêts sur cartes de crédit sont considérés comme douteux et sont transférés à l'étape 3 lorsque les paiements sont en souffrance depuis 90 jours et radiés après 180 jours de retard. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés annuels de 2025 de la Banque.

Provision pour pertes sur prêts par étape (suite)

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois clos les							
	31 juillet 2026				31 juillet 2025			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Entreprises et gouvernements								
Solde, y compris les instruments hors bilan, au début de la période	1 446 \$	1 869 \$	716 \$	4 031 \$	1 328 \$	2 134 \$	837 \$	4 299 \$
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1 ¹	111	(111)	–	–	123	(122)	(1)	–
Transfert à l'étape 2	(172)	176	(4)	–	(203)	214	(11)	–
Transfert à l'étape 3	(2)	(41)	43	–	(2)	(181)	183	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes ¹	(28)	44	1	17	(29)	42	(1)	12
Nouveaux montages ou acquisitions ¹	421	s. o	s. o	421	438	s. o.	s. o	438
Remboursements nets ¹	11	(8)	(30)	(27)	2	2	(30)	(26)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations) ¹	(226)	(219)	(110)	(555)	(217)	(314)	(121)	(652)
Modifications des risques, paramètres et modèles ¹	(83)	188	213	318	(4)	311	211	518
Cessions	–	–	–	–	–	–	(13)	(13)
Radiations	–	–	(221)	(221)	–	–	(158)	(158)
Reprises	–	–	34	34	–	–	17	17
Écart de conversion et autres ajustements	26	45	1	72	7	(5)	(20)	(18)
Solde, y compris les instruments hors bilan, à la fin de la période	1 504	1 943	643	4 090	1 443	2 081	893	4 417
Moins la provision pour les instruments hors bilan ²	240	216	5	461	223	212	9	444
Solde à la fin de la période	1 264	1 727	638	3 629	1 220	1 869	884	3 973
Total de la provision, y compris celle pour les instruments hors bilan, à la fin de la période	3 333	4 773	1 448	9 554	3 181	4 849	1 671	9 701
Moins le total de la provision pour les instruments hors bilan²	471	570	5	1 046	449	561	9	1 019
Total de la provision pour pertes sur prêts à la fin de la période	2 862 \$	4 203 \$	1 443 \$	8 508 \$	2 732 \$	4 288 \$	1 662 \$	8 682 \$

¹ Pour des explications sur ces postes, se reporter au tableau « Provision pour pertes sur prêts par étape » figurant à la page précédente de la présente note.

² La provision pour pertes sur prêts pour les instruments hors bilan est comptabilisée dans les autres passifs au bilan consolidé intermédiaire.

Le tableau suivant présente les détails sur la provision pour pertes sur prêts par étape de la Banque aux 31 juillet 2026 et 2025 et pour les neuf mois clos à ces dates.

Provision pour pertes sur prêts par étape

(en millions de dollars canadiens)

	Neuf mois clos les							
	31 juillet 2026				31 juillet 2025			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	102 \$	175 \$	80 \$	357 \$	116 \$	189 \$	60 \$	365 \$
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1 ¹	80	(75)	(5)	–	85	(81)	(4)	–
Transfert à l'étape 2	(40)	63	(23)	–	(20)	43	(23)	–
Transfert à l'étape 3	–	(36)	36	–	–	(32)	32	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes ²	(19)	13	–	(6)	(19)	12	–	(7)
Nouveaux montages ou acquisitions ³	21	s. o.	s. o.	21	19	s. o.	s. o.	19
Remboursements nets ⁴	(3)	(3)	–	(6)	(3)	(3)	–	(6)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations) ⁵	(4)	(22)	(29)	(55)	(12)	(15)	(21)	(48)
Modifications des risques, paramètres et modèles ⁶	(37)	110	54	127	(65)	58	35	28
Cessions	–	–	–	–	–	–	–	–
Radiations	–	–	(11)	(11)	–	–	(7)	(7)
Reprises	–	–	3	3	–	–	1	1
Écart de conversion et autres ajustements	(1)	1	–	–	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	99 \$	226 \$	105 \$	430 \$	101 \$	171 \$	73 \$	345 \$
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers								
Solde, y compris les instruments hors bilan, au début de la période	724 \$	1 275 \$	274 \$	2 273 \$	696 \$	1 175 \$	262 \$	2 133 \$
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1 ¹	647	(643)	(4)	–	537	(533)	(4)	–
Transfert à l'étape 2	(180)	243	(63)	–	(178)	249	(71)	–
Transfert à l'étape 3	(9)	(232)	241	–	(7)	(220)	227	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes ²	(289)	206	9	(74)	(234)	215	6	(13)
Nouveaux montages ou acquisitions ³	277	s. o.	s. o.	277	251	s. o.	s. o.	251
Remboursements nets ⁴	(77)	(80)	(18)	(175)	(65)	(81)	(13)	(159)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations) ⁵	(69)	(84)	(35)	(188)	(64)	(86)	(36)	(186)
Modifications des risques, paramètres et modèles ⁶	(255)	489	861	1 095	(227)	525	825	1 123
Cessions	–	–	–	–	–	–	–	–
Radiations	–	–	(1 247)	(1 247)	–	–	(1 196)	(1 196)
Reprises	–	–	244	244	–	–	262	262
Écart de conversion et autres ajustements	1	–	–	1	(1)	(3)	–	(4)
Solde, y compris les instruments hors bilan, à la fin de la période	770	1 174	262	2 206	708	1 241	262	2 211
Moins la provision pour les instruments hors bilan ⁷	24	48	–	72	25	54	–	79
Solde à la fin de la période	746 \$	1 126 \$	262 \$	2 134 \$	683 \$	1 187 \$	262 \$	2 132 \$
Cartes de crédit⁸								
Solde, y compris les instruments hors bilan, au début de la période	944 \$	1 386 \$	460 \$	2 790 \$	947 \$	1 374 \$	378 \$	2 699 \$
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1 ¹	822	(794)	(28)	–	1 000	(967)	(33)	–
Transfert à l'étape 2	(260)	337	(77)	–	(256)	325	(69)	–
Transfert à l'étape 3	(22)	(787)	809	–	(18)	(768)	786	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes ²	(325)	367	23	65	(398)	343	20	(35)
Nouveaux montages ou acquisitions ³	136	s. o.	s. o.	136	113	s. o.	s. o.	113
Remboursements nets ⁴	9	(1)	49	57	(7)	5	54	52
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations) ⁵	(38)	(83)	(333)	(454)	(49)	(74)	(240)	(363)
Modifications des risques, paramètres et modèles ⁶	(306)	1 004	802	1 500	(400)	1 120	815	1 535
Cessions	–	–	–	–	–	–	–	–
Radiations	–	–	(1 598)	(1 598)	–	–	(1 558)	(1 558)
Reprises	–	–	331	331	–	–	293	293
Écart de conversion et autres ajustements	–	1	–	1	(3)	(2)	(3)	(8)
Solde, y compris les instruments hors bilan, à la fin de la période	960	1 430	438	2 828	929	1 356	443	2 728
Moins la provision pour les instruments hors bilan ⁷	207	306	–	513	201	295	–	496
Solde à la fin de la période	753 \$	1 124 \$	438 \$	2 315 \$	728 \$	1 061 \$	443 \$	2 232 \$

¹ Les transferts représentent les transferts d'une étape à l'autre avant la réévaluation des pertes de crédit attendues.

² Représente la réévaluation automatique entre des pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir (étape 1) et des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (étape 2 ou étape 3) en raison des transferts d'une étape à l'autre nécessaires du fait de la migration du risque de crédit, comme il est décrit à la rubrique « Augmentation importante du risque de crédit » de la note 2 et de la note 3 des états financiers consolidés annuels de 2025 de la Banque, tous les autres facteurs ayant une incidence sur la variation des pertes de crédit attendues demeurant constants.

³ Représentent l'augmentation de la provision découlant des nouveaux montages de prêts, des prêts acquis ou des prêts renouvelés.

⁴ Représentent les variations de la provision liées aux variations des flux de trésorerie associées aux nouveaux octrois ou aux remboursements sur les prêts en cours.

⁵ Représente la diminution de la provision découlant des prêts entièrement remboursés et exclut la diminution associée aux prêts qui ont été cédés ou radiés en totalité.

⁶ Représentent les variations de la provision liées aux modifications des risques (p. ex. la PD) de la période considérée découlant des modifications apportées aux facteurs macroéconomiques, au niveau de risque, aux paramètres et/ou aux modèles après la migration d'une étape à l'autre. Pour plus de renseignements, se reporter aux rubriques « Évaluation des pertes de crédit attendues », « Informations prospectives » et « Jugement d'expert en matière de crédit » de la note 2 et de la note 3 des états financiers consolidés annuels de 2025 de la Banque.

⁷ La provision pour pertes sur prêts pour les instruments hors bilan est comptabilisée dans les autres passifs au bilan consolidé intermédiaire.

⁸ Les prêts sur cartes de crédit sont considérés comme douteux et sont transférés à l'étape 3 lorsque les paiements sont en souffrance depuis 90 jours et radiés après 180 jours de retard. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés annuels de 2025 de la Banque.

Provision pour pertes sur prêts par étape (suite)

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2026				Neuf mois clos les			
					31 juillet 2025			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Entreprises et gouvernements								
Solde, y compris les instruments hors bilan, au début de la période	1 439 \$	2 092 \$	790 \$	4 321 \$	1 150 \$	1 937 \$	853 \$	3 940 \$
Provision pour pertes sur créances								
Transfert à l'étape 1 ¹	285	(285)	–	–	277	(273)	(4)	–
Transfert à l'étape 2	(455)	466	(11)	–	(517)	548	(31)	–
Transfert à l'étape 3	(6)	(254)	260	–	(6)	(405)	411	–
Réévaluation nette en raison des transferts entre les étapes ¹	(87)	123	2	38	(75)	145	–	70
Nouveaux montages ou acquisitions ¹	1 216	s. o.	s. o.	1 216	1 052	s. o.	s. o.	1 052
Remboursements nets ¹	18	(85)	(174)	(241)	17	(22)	(116)	(121)
Décomptabilisation d'actifs financiers (à l'exclusion des cessions et des radiations) ¹	(698)	(668)	(398)	(1 764)	(546)	(709)	(243)	(1 498)
Modifications des risques, paramètres et modèles ¹	(218)	552	1 054	1 388	82	872	763	1 717
Cessions	–	–	(27)	(27)	–	–	(22)	(22)
Radiations	–	–	(884)	(884)	–	–	(743)	(743)
Reprises	–	–	67	67	–	–	56	56
Écart de conversion et autres ajustements	10	2	(36)	(24)	9	(12)	(31)	(34)
Solde, y compris les instruments hors bilan, à la fin de la période	1 504	1 943	643	4 090	1 443	2 081	893	4 417
Moins la provision pour les instruments hors bilan ²	240	216	5	461	223	212	9	444
Solde à la fin de la période	1 264	1 727	638	3 629	1 220	1 869	884	3 973
Total de la provision, y compris celle pour les instruments hors bilan, à la fin de la période	3 333	4 773	1 448	9 554	3 181	4 849	1 671	9 701
Moins le total de la provision pour les instruments hors bilan²	471	570	5	1 046	449	561	9	1 019
Total de la provision pour pertes sur prêts à la fin de la période	2 862 \$	4 203 \$	1 443 \$	8 508 \$	2 732 \$	4 288 \$	1 662 \$	8 682 \$

¹ Pour des explications sur ces postes, se reporter au tableau « Provision pour pertes sur prêts par étape » figurant à la page précédente de la présente note.

² La provision pour pertes sur prêts pour les instruments hors bilan est comptabilisée dans les autres passifs au bilan consolidé intermédiaire.

La provision pour pertes sur créances pour tous les actifs financiers restants n'est pas importante.

e) INFORMATIONS PROSPECTIVES

Des facteurs macroéconomiques pertinents sont intégrés aux paramètres de risque selon le cas. Des facteurs de risque additionnels qui sont propres aux industries ou aux secteurs sont également intégrés, lorsque pertinents. Les principales variables macroéconomiques qui sont utilisées dans la détermination des pertes de crédit attendues comprennent le taux de chômage par région pour toutes les expositions de détail et les indices d'accès à la propriété par région pour les prêts hypothécaires résidentiels et les lignes de crédit domiciliaires. Pour les prêts aux entreprises et aux gouvernements, les principales variables macroéconomiques comprennent le produit intérieur brut (PIB), le taux de chômage, les taux d'intérêt et les écarts de taux. Se reporter à la note 3 des états financiers consolidés annuels de 2025 de la Banque pour en savoir plus sur la façon dont les informations prospectives sont générées et prises en compte pour déterminer si une augmentation importante du risque de crédit est survenue et pour évaluer les pertes de crédit attendues.

Variables macroéconomiques

Les variables macroéconomiques retenues sont projetées sur l'horizon prévisionnel. Le tableau suivant présente les valeurs moyennes des variables macroéconomiques pour les quatre trimestres civils à partir du trimestre considéré et les quatre années restantes de l'horizon prévisionnel pour le scénario de base, le scénario optimiste et le scénario pessimiste qui ont servi à la détermination des pertes de crédit attendues de la Banque au 31 juillet 2026. Plus l'horizon prévisionnel est long, moins les données prospectives sont faciles à obtenir et plus les projections qui reposent sur les hypothèses entourant les relations structurelles entre les paramètres économiques sont incertaines. L'incertitude économique demeure élevée tandis que plusieurs risques importants pèsent sur les perspectives, les principaux étant le conflit au Moyen-Orient et les négociations commerciales actuellement en cours entre le Canada et les États-Unis. Toute nouvelle intensification des tensions commerciales ou une prolongation du conflit au Moyen-Orient ravivant la pression à la hausse sur les prix de l'énergie à l'échelle mondiale sont des facteurs de risque susceptibles de nuire aux perspectives économiques. Cependant, les scénarios pessimistes au Canada et aux États-Unis de la Banque prennent déjà en compte les risques de récession dans le processus de provisionnement.

Variables macroéconomiques

	Au					
	31 juillet 2026					
	Scénario de base		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	Moyenne T3 2026- T2 2027 ¹	Quatre années restantes de l'horizon prévisionnel ¹	Moyenne T3 2026- T2 2027 ¹	Quatre années restantes de l'horizon prévisionnel ¹	Moyenne T3 2026- T2 2027 ¹	Quatre années restantes de l'horizon prévisionnel ¹
Taux de chômage						
Canada	6,4 %	5,9 %	6,1 %	5,7 %	7,7 %	7,2 %
États-Unis	4,2	4,0	4,0	3,7	5,5	5,4
PIB réel						
Canada	1,4	1,8	1,9	2,1	(0,8)	2,1
États-Unis	2,1	2,0	2,5	2,4	(0,3)	2,4
Prix des propriétés résidentielles						
Canada (prix moyen observé) ²	1,1	3,6	3,0	3,8	(4,1)	2,8
États-Unis (IPP CoreLogic) ³	1,3	3,5	1,7	4,1	(6,0)	4,0
Taux d'intérêt directeurs des banques centrales						
Canada	2,25	2,25	2,75	2,75	1,13	1,42
États-Unis	3,56	3,25	3,75	3,75	2,06	2,30
Rendement des obligations du Trésor américain à 10 ans	4,20	4,10	4,58	4,58	3,77	3,70
Écart des obligations américaines de notation BBB à 10 ans (points de pourcentage)	1,53	1,60	1,24	1,53	2,33	1,91
Taux de change (dollar américain/dollar canadien)	0,74 \$	0,75 \$	0,75 \$	0,76 \$	0,68 \$	0,70 \$

¹ Les valeurs représentent les valeurs moyennes pour les périodes mentionnées et la moyenne de la croissance d'un exercice à l'autre du PIB réel et des prix des propriétés résidentielles.

² Le prix moyen des propriétés résidentielles correspond au prix de vente moyen des propriétés vendues publié par le Service inter-agences; les données sont colligées par l'Association canadienne de l'immeuble.

³ L'indice des prix des propriétés résidentielles de CoreLogic (IPP CoreLogic) est un indice fondé sur la méthode des ventes répétées qui suit l'évolution à la hausse ou à la baisse des prix des mêmes propriétés au fil du temps.

f) SENSIBILITÉ DE LA PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES

Les pertes de crédit attendues sont sensibles aux données utilisées dans les modèles internes, aux variables macroéconomiques des scénarios prospectifs et aux pondérations probabilistes respectives afin de déterminer les pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes, et à d'autres facteurs pris en compte lorsqu'un jugement d'expert en matière de crédit est exercé. Les variations de ces données, hypothèses, modèles et jugements auraient une incidence sur la détermination si une augmentation importante du risque de crédit est survenue et sur l'évaluation des pertes de crédit attendues.

Le tableau suivant présente les pertes de crédit attendues selon le scénario de base et les pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes, ces dernières étant tirées de trois scénarios de pertes de crédit attendues pour les prêts productifs et les instruments hors bilan. L'écart reflète l'incidence de l'utilisation de plusieurs scénarios élaborés à partir des pertes de crédit attendues selon le scénario de base et la variation des pertes de crédit attendues en découlant en raison de la sensibilité et de l'absence de linéarité résultant de l'utilisation des scénarios macroéconomiques.

Variations des pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes par rapport aux pertes de crédit attendues selon le scénario de base

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Aux	
	31 juillet 2026	31 octobre 2025
Pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes	8 106 \$	8 137 \$
Pertes de crédit attendues selon le scénario de base	7 563	7 737
Écart – en dollars	543 \$	400 \$
Écart – en pourcentage	7,2 %	5,2 %

Les pertes de crédit attendues pour les prêts productifs et les instruments hors bilan correspondent au montant global des pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes à l'étape 1 et à l'étape 2, soit respectivement les pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir et les pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Un transfert des pertes de crédit attendues de l'étape 1 à l'étape 2 survient à la suite d'une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale. Le tableau suivant présente l'estimation de l'incidence de la catégorisation par étapes des pertes de crédit attendues en indiquant les pertes de crédit attendues pour tous les prêts productifs et les instruments hors bilan, calculées à partir des pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir par rapport au montant global des pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes actuelles, tous les profils de risque demeurant constants.

Incidence supplémentaire des pertes de crédit attendues pour la durée de vie

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2026		31 octobre 2025	
	Aux		Aux	
Pertes de crédit attendues fondées sur des pondérations probabilistes	8 106	\$	8 137	\$
Tous les prêts productifs et instruments hors bilan selon des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	6 309		6 435	
Incidence supplémentaire des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	1 797	\$	1 702	\$

g) BIENS SAISIS

Les biens saisis sont des actifs non financiers qui ont fait l'objet d'une reprise de possession dans le cadre de laquelle la Banque obtient les titres, devient propriétaire ou prend possession des propriétés individuelles, comme des biens immobiliers, qui sont gérées aux fins de vente de manière ordonnée, et le produit en découlant est affecté à la réduction ou au remboursement de tout solde du prêt en souffrance. En général, la Banque n'installe pas ses activités dans des propriétés saisies. La Banque s'en remet principalement à des évaluations de tiers pour établir la valeur comptable des biens saisis. Les biens saisis détenus en vue de la vente s'élevaient à 89 millions de dollars au 31 juillet 2026 (101 millions de dollars au 31 octobre 2025) et étaient comptabilisés dans les autres actifs au bilan consolidé intermédiaire.

h) PRÊTS EN SOUFFRANCE MAIS NON DOUTEUX

Un prêt est classé comme en souffrance lorsqu'un emprunteur a omis de faire un paiement exigible à l'échéance prévue au contrat. Le tableau suivant présente de l'information sur les prêts en souffrance mais non douteux. Les prêts qui sont en souffrance depuis moins de 31 jours aux termes du contrat ne sont pas pris en compte puisqu'ils ne sont pas une indication, de façon générale, qu'un emprunteur ne respectera pas ses obligations de paiement.

Prêts en souffrance mais non douteux¹

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2026			31 octobre 2025		
	Aux			Aux		
	De 31 à 60 jours	De 61 à 89 jours	Total	De 31 à 60 jours	De 61 à 89 jours	Total
Prêts hypothécaires résidentiels	485	\$ 146	\$ 631	407	\$ 129	\$ 536
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	1 004	287	1 291	930	301	1 231
Cartes de crédit	362	251	613	373	253	626
Entreprises et gouvernements	258	91	349	247	85	332
Total	2 109	\$ 775	\$ 2 884	1 957	\$ 768	\$ 2 725

¹ Comprennent les prêts qui sont évalués à la JVAERG.

NOTE 7 : PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES

PARTICIPATION DANS THE CHARLES SCHWAB CORPORATION

Le 12 février 2025, la Banque a vendu la totalité de sa participation en actions restante dans The Charles Schwab Corporation (« Schwab ») dans le cadre d'une offre enregistrée et d'un rachat d'actions par Schwab. Immédiatement avant la vente, la TD détenait 184,7 millions d'actions ordinaires de Schwab, ce qui représentait une propriété économique de 10,1 %. Le produit tiré de la vente des actions s'est établi à environ 21,0 milliards de dollars, et la Banque a comptabilisé un profit net à la vente d'environ 9,2 milliards de dollars dans les autres produits (pertes). Ce profit est présenté déduction faite de la réalisation du cumul des écarts de conversion connexe comptabilisé auparavant dans le cumul des autres éléments du résultat global, de la réalisation du cumul des autres éléments du résultat global lié aux éléments désignés comme couverture d'investissement net et des coûts de transaction directs. Aux fins de l'information sectorielle, la Banque a comptabilisé un profit de 8,6 milliards de dollars après impôt dans le secteur Siège social et des honoraires de prise ferme de 184 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros par suite du rôle de Valeurs Mobilières TD en tant que chef de file responsable des registres dans le cadre de la transaction. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2026, la Banque a révisé son estimation de l'impôt à payer sur le profit à la vente des actions de Schwab, ce qui a fait augmenter son profit à 8,9 milliards de dollars après impôt. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 15.

La Banque a cessé de comptabiliser sa quote-part du résultat attribuable aux actionnaires ordinaires lié à sa participation dans Schwab par suite de la vente. Avant la vente, la Banque comptabilisait sa participation dans Schwab selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part de la Banque du résultat attribuable aux actionnaires ordinaires de Schwab était présentée avec un décalage d'un mois. La quote-part de la Banque du résultat net de sa participation antérieure dans Schwab de 305 millions de dollars pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025 tient compte du résultat net après les ajustements relatifs à l'amortissement après impôt de certaines immobilisations incorporelles.

La vente par la Banque de sa participation en actions dans Schwab a mis fin à la convention d'actionnaires. La Banque continue d'avoir une relation d'affaires avec Schwab dans le cadre de la convention sur les comptes de dépôt assurés (la « convention sur les CDA avec Schwab »).

CONVENTION SUR LES COMPTES DE DÉPÔT ASSURÉS

Le 4 mai 2023, la Banque et Schwab ont conclu une convention révisée sur les CDA avec Schwab, dont la date d'échéance initiale est le 1^{er} juillet 2034. Selon la convention sur les CDA avec Schwab, la Banque met des comptes de dépôt de passage à la disposition des clients de Schwab. Schwab désigne une tranche des dépôts auprès de la Banque comme des obligations à taux fixe. La tranche restante des dépôts est désignée comme des obligations à taux variable. Le niveau plancher de dépôt des CDA est établi à 60 milliards de dollars américains.

Pour plus de renseignements sur la convention sur les CDA avec Schwab, se reporter à la note 26 des états financiers consolidés annuels de 2025 de la Banque.

NOTE 8 : AUTRES ACTIFS

Autres actifs

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2026	Aux 31 octobre 2025
Créances clients et autres éléments	8 135 \$	9 366 \$
Intérêts courus	5 587	5 674
Actif d'impôt exigible	4 566	3 849
Actif au titre des régimes à prestations définies	1 131	1 111
Participations dans d'autres entreprises associées et coentreprises ¹	5 647	5 237
Charges payées d'avance	2 042	1 815
Actifs au titre des contrats de réassurance	947	936
Total	28 055 \$	27 988 \$

¹ La Banque a cédé une de ces participations pour un produit net de 133 millions de dollars au cours du troisième trimestre de l'exercice 2025.

NOTE 9 : DÉPÔTS

Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels la Banque n'a pas le droit de demander un préavis de retrait et incluent principalement les comptes chèques des entreprises et des gouvernements. Les dépôts sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels la Banque peut légalement demander un préavis de retrait et incluent les comptes d'épargne et les comptes chèques. Les dépôts à terme sont encaissables à une date d'échéance donnée, la durée variant de un jour à dix ans. Ils comprennent généralement des dépôts à échéance déterminée, des certificats de placement garanti, des créances de premier rang et d'autres instruments semblables. Le montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus au 31 juillet 2026 s'établissait à 553 milliards de dollars (544 milliards de dollars au 31 octobre 2025).

Dépôts

(en millions de dollars canadiens)

	Par type			Par pays			31 juillet 2026	Aux 31 octobre 2025
	À vue	À préavis	À terme ¹	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Total
Particuliers	28 004 \$	482 682 \$	134 487 \$	359 306 \$	285 867 \$	– \$	645 173 \$	650 396 \$
Banques	9 917	422	25 726	21 568	13 620	877	36 065	27 233
Entreprises et gouvernements ²	157 838	204 232	217 416	421 657	156 929	900	579 486	589 475
	195 759	687 336	377 629	802 531	456 416	1 777	1 260 724	1 267 104
Détenus à des fins de transaction	–	–	43 486	28 725	7 144	7 617	43 486	37 882
Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net ³	–	–	212 671	46 451	93 795	72 425	212 671	197 336
Total	195 759 \$	687 336 \$	633 786 \$	877 707 \$	557 355 \$	81 819 \$	1 516 881 \$	1 502 322 \$
Dépôts non productifs d'intérêts inclus ci-dessus⁴								
Au Canada							62 467 \$	60 796 \$
Aux États-Unis							74 350	73 364
Autres pays							43	1
Dépôts productifs d'intérêts inclus ci-dessus⁴								
Au Canada							815 240	834 275
Aux États-Unis ⁵							483 005	468 328
Autres pays							81 776	65 558
Total^{2, 6}							1 516 881 \$	1 502 322 \$

¹ Comprendent une dette de premier rang de 107,4 milliards de dollars (104,3 milliards de dollars au 31 octobre 2025) qui est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques. Ce régime confère à la Société d'assurance-dépôts du Canada certains pouvoirs, y compris la capacité de convertir en actions ordinaires certaines actions et certains passifs admissibles dans le cas où la Banque serait en défaut.

² Comprendent une somme de 62,4 milliards de dollars (70,6 milliards de dollars au 31 octobre 2025) relative à des détenteurs d'obligations sécurisées.

³ Les passifs financiers désignés à la JVRN dans le bilan consolidé intermédiaire comprennent également des engagements de prêts, des contrats de garantie financière et d'autres passifs désignés à la JVRN de 351 millions de dollars (299 millions de dollars au 31 octobre 2025).

⁴ Les dépôts sont répartis par région géographique selon le point d'origine des dépôts.

⁵ Comprendent des fonds fédéraux américains déposés de 11,2 milliards de dollars (7,2 milliards de dollars au 31 octobre 2025) et des dépôts et avances de la FHLB de 13,3 milliards de dollars (1,1 milliard de dollars au 31 octobre 2025).

⁶ Comprend des dépôts de 802,8 milliards de dollars (807,7 milliards de dollars au 31 octobre 2025) libellés en dollars américains et de 126,3 milliards de dollars (111,1 milliards de dollars au 31 octobre 2025) libellés dans d'autres monnaies.

NOTE 10 : AUTRES PASSIFS**Autres passifs**

(en millions de dollars canadiens)

			Aux
	31 juillet		31 octobre
	2026		2025
Comptes fournisseurs, charges à payer et autres éléments	8 475	\$	8 954
Intérêts courus	4 448		4 652
Salaires et avantages du personnel à payer	7 413		7 313
Chèques et autres effets en voie de règlement	1 188		255
Passif d'impôt exigible	318		296
Passifs d'impôt différé	301		303
Passif au titre des régimes à prestations définies	1 328		1 372
Obligations locatives	5 354		5 352
Passifs liés aux entités structurées	3 110		4 008
Provisions	1 545		1 735
Total	33 480	\$	34 240
			\$

NOTE 11 : BILLETS ET DÉBENTURES SUBORDONNÉS**Émissions**

Le 30 avril 2026, la Banque a émis des billets d'un montant en principal de 1 milliard de dollars à taux fixe rajusté comprenant des dispositions relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) qui constituent des titres secondaires de la Banque, venant à échéance le 16 juin 2036. Les billets portent intérêt à un taux fixe annuel de 4,208 % (intérêts payables semestriellement) jusqu'au 16 juin 2031 et, par la suite, à un taux équivalant au taux canadien des opérations de pension à un jour quotidien composé et majoré de 1,270 % (intérêts payables trimestriellement) jusqu'à l'échéance le 16 juin 2036. À compter du 16 juin 2031, la Banque peut, à son gré, avec l'approbation préalable du BSIF, racheter les billets, en totalité ou en partie, à leur valeur nominale majorée des intérêts courus et impayés en donnant aux porteurs un préavis d'au moins 10 jours et d'au plus 60 jours.

Après la fin du trimestre clos le 31 juillet 2026, le 5 août 2026, la Banque a émis des billets subordonnés rachetables d'un montant en principal de 382 millions de dollars (350 millions de dollars de Singapour) à taux fixe rajusté comprenant des dispositions relatives aux FPUNV qui constituent des titres secondaires de la Banque, venant à échéance le 5 août 2036. Les billets portent intérêt à un taux fixe annuel de 3,125 % (intérêts payables semestriellement) jusqu'au 5 août 2031 et, par la suite, au taux SORA-OIS à cinq ans majoré de 1,048 % (intérêts payables semestriellement) jusqu'à l'échéance le 5 août 2036. Le 5 août 2031, la Banque peut, à son gré, avec l'approbation préalable du BSIF, racheter les billets, en totalité mais non en partie, à leur valeur nominale majorée des intérêts courus et impayés en donnant aux porteurs un préavis d'au moins 10 jours et d'au plus 60 jours.

Rachats

Le 4 mars 2026, la Banque a racheté la totalité de ses billets subordonnés en circulation d'un montant en principal de 1,25 milliard de dollars comprenant des dispositions relatives aux FPUNV, portant intérêt à 4,859 % et venant à échéance le 4 mars 2031, qui constituent des titres secondaires de la Banque, au prix de rachat correspondant à 100 % du principal, majoré des intérêts courus et impayés jusqu'à la date de rachat, exclusivement.

Après la fin du trimestre clos le 31 juillet 2026, le 11 août 2026, la Banque a annoncé son intention d'exercer son droit de racheter, le 15 septembre 2026, la totalité de ses billets subordonnés en circulation d'un montant de 1,5 milliard de dollars américains comprenant des dispositions relatives aux FPUNV, portant intérêt à 3,625 % et venant à échéance en 2031, au prix de rachat correspondant à la valeur nominale majorée des intérêts courus et impayés jusqu'à la date de rachat, exclusivement.

NOTE 12 : CAPITAUX PROPRES

Le 11 juin 2026, la Banque a émis des billets avec remboursement de capital à recours limité d'un montant en principal de 1,25 milliard de dollars admissibles à titre d'autres éléments de fonds propres de catégorie 1 et comprenant des dispositions relatives aux FPUNV, série 7 (« BRCRL de série 7 »). Les BRCRL de série 7 portent intérêt au taux de 5,918 % par année, payable trimestriellement, pour la période initiale se terminant le 31 juillet 2031, exclusivement. Par la suite, le taux d'intérêt sur les BRCRL sera rajusté tous les cinq ans à un taux correspondant au rendement des obligations du gouvernement du Canada sur cinq ans alors en vigueur, majoré de 2,85 %. Les BRCRL viendront à échéance le 31 juillet 2086. Parallèlement à l'émission des BRCRL, la Banque a émis 1 250 000 actions privilégiées à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif comprenant des dispositions relatives aux FPUNV, série 34 (« actions privilégiées de série 34 »). Les actions privilégiées de série 34 sont éliminées des états financiers consolidés de la Banque. À compter du 31 juillet 2031, la Banque peut, à son gré, avec l'approbation préalable du BSIF, racheter les billets, en totalité ou en partie, à leur valeur nominale majorée des intérêts courus et impayés en donnant aux porteurs un préavis d'au moins 10 jours et d'au plus 60 jours.

Le tableau suivant présente un sommaire des variations des actions et autres instruments de capitaux propres émis et en circulation et des actions propres détenues pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2026 et 2025.

Actions ordinaires et autres instruments de capitaux propres émis et en circulation et actions propres détenues

(en milliers d'actions ou d'autres instruments de capitaux propres et en millions de dollars canadiens)

	Trois mois clos les				Neuf mois clos les			
	31 juillet 2026		31 juillet 2025		31 juillet 2026		31 juillet 2025	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions ordinaires								
Solde au début de la période	1 652 420	24 309 \$	1 722 791	25 136 \$	1 689 496	24 727 \$	1 750 272	25 373 \$
Produit des actions émises à l'exercice d'options sur actions	580	52	852	62	2 276	202	1 797	131
Actions émises dans le cadre du plan de réinvestissement des dividendes	–	–	–	–	–	–	1 575	130
Rachat d'actions aux fins d'annulation et autres	(14 489)	(212)	(15 530)	(227)	(53 261)	(780)	(45 531)	(663)
Solde à la fin de la période – actions ordinaires	1 638 511	24 149 \$	1 708 113	24 971 \$	1 638 511	24 149 \$	1 708 113	24 971 \$
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres								
Actions privilégiées – catégorie A								
Solde au début de la période	49 650	2 850 \$	71 650	3 400 \$	49 650	2 850 \$	91 650	3 900 \$
Rachat d'actions	–	–	(14 000)	(350)	–	–	(34 000)	(850)
Solde à la fin de la période	49 650	2 850 \$	57 650	3 050 \$	49 650	2 850 \$	57 650	3 050 \$
Autres instruments de capitaux propres¹								
Solde au début de la période	7 251	8 775 \$	6 501	7 738 \$	7 251	8 775 \$	5 751	6 988 \$
Émission de billets avec remboursement de capital à recours limité	1 250	1 250	–	–	1 250	1 250	750	750
Solde à la fin de la période	8 501	10 025 \$	6 501	7 738 \$	8 501	10 025 \$	6 501	7 738 \$
Solde à la fin de la période – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	58 151	12 875 \$	64 151	10 788 \$	58 151	12 875 \$	64 151	10 788 \$
Actions propres – actions ordinaires²								
Solde au début de la période	369	(60) \$	313	(26) \$	–	– \$	213	(17) \$
Achat d'actions	18 436	(2 949)	33 496	(3 222)	67 352	(9 162)	112 437	(9 606)
Vente d'actions	(18 691)	2 990	(32 900)	3 156	(67 238)	9 143	(111 741)	9 531
Solde à la fin de la période – actions propres – actions ordinaires	114	(19) \$	909	(92) \$	114	(19) \$	909	(92) \$
Actions propres – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres²								
Solde au début de la période	25	(14) \$	141	(28) \$	29	(4) \$	163	(18) \$
Achat d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	1 671	(2 022)	705	(73)	2 240	(2 537)	4 147	(1 460)
Vente d'actions et d'autres instruments de capitaux propres	(1 595)	1 990	(779)	99	(2 168)	2 495	(4 243)	1 476
Solde à la fin de la période – actions propres – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	101	(46) \$	67	(2) \$	101	(46) \$	67	(2) \$

¹ Pour les autres instruments de capitaux propres, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis.

² Lorsque, dans le cadre de ses activités de négociation, la Banque acquiert ses propres instruments de capitaux propres, ceux-ci sont classés à titre d'actions propres, et leur coût est porté en déduction des capitaux propres.

DIVIDENDES

Le 26 août 2026, le conseil d'administration a approuvé un dividende de un dollar et douze cents (1,12 \$) par action ordinaire entièrement libérée du capital social de la Banque pour le trimestre se terminant le 31 octobre 2026. Ce dividende sera payable à compter du 31 octobre 2026 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 9 octobre 2026.

PLAN DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES

La Banque offre un plan de réinvestissement des dividendes (PRD) à ses actionnaires ordinaires. La participation à ce plan est facultative et, en vertu des conditions du plan, les dividendes en espèces sur les actions ordinaires servent à acheter des actions ordinaires additionnelles. Au gré de la Banque, les actions ordinaires peuvent être émises sur le capital autorisé, au cours moyen des cinq derniers jours de négociation précédant la date de versement des dividendes, moins un escompte variant entre 0 % et 5 %, au gré de la Banque, ou achetées sur le marché libre, au cours du marché.

Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2026, la Banque a satisfait aux exigences du PRD en achetant des actions ordinaires sur le marché libre. Pour les trois mois clos le 31 juillet 2025, la Banque a satisfait aux exigences du PRD en achetant des actions ordinaires sur le marché libre. Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025, la Banque a satisfait aux exigences du PRD en émettant des actions ordinaires sur son capital autorisé sans escompte au cours des trois premiers mois et en achetant des actions ordinaires sur le marché libre au cours des six derniers mois.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Le 24 février 2025, la Banque a annoncé que la Bourse de Toronto (TSX) et le BSIF ont approuvé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA de 2025) visant à racheter, pour annulation, jusqu'à 100 millions de ses actions ordinaires pour un montant d'au plus 8 milliards de dollars. En janvier 2026, la Banque a mis fin à son OPRCNA de 2025, dans le cadre de laquelle elle a racheté et annulé 8 milliards de dollars d'actions ordinaires.

Le 16 janvier 2026, la Banque a annoncé que la TSX et le BSIF ont approuvé sa nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA de 2026) visant à racheter, pour annulation, jusqu'à 61 millions de ses actions ordinaires pour un montant d'au plus 7 milliards de dollars. L'OPRCNA de 2026 a commencé le 20 janvier 2026 et prendra fin A) à la première des dates suivantes : i) le 15 janvier 2027; ii) la date à laquelle le coût d'achat total des actions ordinaires rachetées atteint 7 milliards de dollars; et iii) la date à laquelle le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être rachetées est atteint; ou B) à une date antérieure que la Banque pourra déterminer. Du début de l'OPRCNA de 2026, le 20 janvier 2026, jusqu'au 31 juillet 2026, la Banque a racheté 37,7 millions d'actions dans le cadre du programme, à un prix moyen de 143,31 \$ l'action pour un montant total de 5,4 milliards de dollars. Au cours des trois mois clos le 31 juillet 2026, la Banque a racheté et annulé environ 14,5 millions d'actions dans le cadre de l'OPRCNA de 2026, pour un montant total de 2,4 milliards de dollars.

NOTE 13 : RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2026, la Banque a comptabilisé une charge de rémunération pour l'attribution d'options sur actions respectivement de 7,3 millions de dollars et 25,7 millions de dollars (respectivement 6,4 millions de dollars et 16,5 millions de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025). Pour les trois mois clos les 31 juillet 2026 et 2025, aucune option sur actions n'a été attribuée par la Banque. Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2026, 1,6 million d'options sur actions (2,0 millions pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025) ont été attribuées par la Banque à une juste valeur moyenne pondérée de 21,89 \$ l'option (12,80 \$ l'option pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025).

Le tableau suivant présente les hypothèses utilisées pour l'estimation de la juste valeur des options pour les neuf mois clos les 31 juillet 2026 et 2025.

Hypothèses utilisées pour l'estimation de la juste valeur des options

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Neuf mois clos les	
	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Taux d'intérêt sans risque	3,42 %	3,08 %
Durée contractuelle des options	10 ans	10 ans
Volatilité prévue	19,44 %	19,47 %
Rendement de l'action prévu	4,02 %	3,94 %
Prix d'exercice / cours de l'action	126,43 \$	75,76 \$

Le taux d'intérêt sans risque est fondé sur les rendements d'obligations de référence du gouvernement du Canada à la date d'attribution. La volatilité prévue est calculée d'après la volatilité quotidienne moyenne historique et le rendement de l'action prévu est fondé sur les versements de dividendes au cours de l'exercice précédent. Ces hypothèses sont évaluées sur une période correspondant à la durée contractuelle des options.

NOTE 14 : AVANTAGES DU PERSONNEL

Le tableau suivant présente les charges liées aux régimes de retraite à prestations définies principaux et au principal régime d'avantages complémentaires de retraite à prestations définies de la Banque ainsi qu'à ses autres régimes de retraite à prestations définies importants pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2026 et 2025. Les autres régimes à prestations définies à l'intention des employés offerts par la Banque et certaines de ses filiales ne sont pas considérés comme importants aux fins de la présentation de l'information financière.

Charges liées aux régimes de retraite à prestations définies

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite principaux		Principal régime d'avantages complémentaires de retraite		Autres régimes de retraite ¹	
					Trois mois clos les	
	31 juillet 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Coût des services rendus – prestations acquises	68 \$	69 \$	1 \$	1 \$	5 \$	4 \$
Frais (produits) d'intérêts nets sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies	(12)	(13)	4	5	4	5
Coût financier du plafond de l'actif et de l'exigence de capitalisation minimale	–	–	–	–	1	1
Coûts des services passés	–	–	–	–	–	1
Charges administratives au titre des prestations définies	3	3	–	–	1	1
Total	59 \$	59 \$	5 \$	6 \$	11 \$	12 \$

					Neuf mois clos les	
	31 juillet 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Coût des services rendus – prestations acquises	205 \$	207 \$	4 \$	4 \$	15 \$	14 \$
Frais (produits) d'intérêts nets sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies	(35)	(38)	12	13	12	16
Coût financier du plafond de l'actif et de l'exigence de capitalisation minimale	–	–	–	–	1	1
Coûts des services passés	–	–	–	–	2	1
Charges administratives au titre des prestations définies	8	8	–	–	4	4
Total	178 \$	177 \$	16 \$	17 \$	34 \$	36 \$

¹ Comprennent le régime de retraite à prestations définies de Canada Trust, le régime de retraite à prestations définies de TD Banknorth, le régime de retraite à prestations définies de Financement auto TD, le régime de retraite à prestations définies de TD Assurance et les régimes de retraite complémentaires à prestations définies à l'intention des membres de la direction.

Le tableau suivant présente les charges liées aux régimes à cotisations définies de la Banque pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2026 et 2025.

Charges liées aux régimes de retraite à cotisations définies

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois clos les		Neuf mois clos les	
	31 juillet 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Régimes de retraite à cotisations définies ¹	100 \$	82 \$	303 \$	273 \$
Régimes de retraite d'État ²	148	128	534	488
Total	248 \$	210 \$	837 \$	761 \$

¹ Comprennent le volet à cotisations définies du Régime de retraite TD (Canada) et du régime à cotisations définies 401(k) de TD Bank, N.A.

² Comprennent le Régime de pensions du Canada, le Régime des rentes du Québec et la sécurité sociale en vertu de la *Federal Insurance Contributions Act* des États-Unis.

Le tableau suivant présente les réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global pour les régimes de retraite à prestations définies principaux et le principal régime d'avantages complémentaires de retraite à prestations définies ainsi que pour certains des autres régimes de retraite à prestations définies importants de la Banque pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2026 et 2025.

Montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ayant trait à la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies^{1, 2, 3}

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite principaux		Principal régime d'avantages complémentaires de retraite		Autres régimes de retraite	
					Trois mois clos les	
	31 juillet 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Profit (perte) de réévaluation – hypothèses financières	106 \$	152 \$	9 \$	4 \$	8 \$	4 \$
Profit (perte) de réévaluation – rendement des actifs des régimes moins les produits d'intérêts	(51)	(177)	–	–	–	–
Variation du plafond de l'actif et de l'exigence de capitalisation minimale	(11)	–	–	–	–	–
Total	44 \$	(25) \$	9 \$	4 \$	8 \$	4 \$
					Neuf mois clos les	
	31 juillet 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Profit (perte) de réévaluation – hypothèses financières	541 \$	310 \$	27 \$	9 \$	15 \$	8 \$
Profit (perte) de réévaluation – rendement des actifs des régimes moins les produits d'intérêts	(472)	(361)	–	–	–	–
Variation du plafond de l'actif et de l'exigence de capitalisation minimale	(11)	–	–	–	–	–
Total	58 \$	(51) \$	27 \$	9 \$	15 \$	8 \$

¹ Excluent le régime de retraite à prestations définies de Canada Trust, le régime de retraite à prestations définies de TD Banknorth, le régime de retraite à prestations définies de Financement auto TD, le régime de retraite à prestations définies de TD Assurance et les autres régimes à prestations définies à l'intention des employés offerts par la Banque et certaines de ses filiales qui ne sont pas considérés comme importants aux fins de la présentation de l'information financière, puisque ces régimes ne sont pas réévalués chaque trimestre.

² Les variations des taux d'actualisation et du rendement des actifs des régimes sont examinées et mises à jour chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour chaque année.

³ Les montants sont présentés avant impôt.

NOTE 15 : IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Ajustement de l'impôt à payer sur le profit à la vente des actions de Schwab

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2026, la Banque a révisé son estimation de l'impôt à payer sur le profit à la vente des actions de Schwab réalisé à l'exercice précédent. La révision, qui visait à refléter les plus récentes déclarations fiscales de la Banque et à tenir compte d'informations auparavant impossibles à estimer, a réduit la charge d'impôt sur le résultat de la Banque de 288 millions de dollars au trimestre précédent.

Autres questions fiscales

L'Agence du revenu du Canada (ARC), Revenu Québec et l'Alberta Tax and Revenue Administration (ATRA) refusent certaines déductions demandées par la Banque au titre des dividendes et des intérêts. Au cours du trimestre, l'ARC et Revenu Québec ont établi de nouvelles cotisations à l'égard de la Banque représentant des impôts et intérêts supplémentaires totalisant 4 millions de dollars. Au 31 juillet 2026, les nouvelles cotisations à l'égard de la Banque établies par l'ARC représentaient un montant total de 1 679 millions de dollars pour les années de 2011 à 2021, celles établies par Revenu Québec représentaient un montant total de 53 millions de dollars pour les années de 2011 à 2020 et celles établies par l'ATRA représentaient un montant total de 71 millions de dollars pour les années de 2011 à 2020. Dans l'ensemble, la Banque a reçu des avis de nouvelles cotisations représentant des impôts et des intérêts totalisant 1 803 millions de dollars. La Banque s'attend à recevoir de nouvelles cotisations pour les années non frappées de prescription. La Banque est d'avis que les positions prises dans ses déclarations fiscales étaient conformes et a déposé le 21 mars 2023 un avis d'appel auprès de la Cour canadienne de l'impôt.

NOTE 16 : RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour la période.

Le résultat dilué par action est calculé au moyen de la même méthode que celle employée pour établir le résultat de base par action, sauf que certains ajustements sont apportés au résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires et au nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le but de tenir compte de l'effet dilutif de toutes les actions ordinaires potentielles qui seraient censées être émises par la Banque.

Le tableau suivant présente le résultat de base et le résultat dilué par action de la Banque pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2026 et 2025.

Résultat de base et dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Trois mois clos les		Neuf mois clos les	
	31 juillet 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Résultat de base par action				
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	4 521 \$	3 248 \$	12 512 \$	16 884 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	1 646,0	1 716,7	1 662,3	1 735,7
Résultat de base par action (en dollars canadiens)	2,75 \$	1,89 \$	7,53 \$	9,73 \$
Résultat dilué par action				
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, y compris l'incidence des titres dilutifs	4 521 \$	3 248 \$	12 512 \$	16 884 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	1 646,0	1 716,7	1 662,3	1 735,7
Effet des titres dilutifs				
Options sur actions potentiellement exerçables (en millions) ¹	6,2	2,2	5,3	1,3
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué (en millions)	1 652,2	1 718,9	1 667,6	1 737,0
Résultat dilué par action (en dollars canadiens)¹	2,74 \$	1,89 \$	7,50 \$	9,72 \$

¹ Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2026 et pour les trois mois clos le 31 juillet 2025, le calcul du résultat dilué par action n'exclut aucune option en cours. Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025, le calcul du résultat dilué par action exclut un nombre moyen d'options en cours de 4,7 millions à un prix d'exercice moyen pondéré de 92,91 \$, puisque le prix des options était supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la Banque.

NOTE 17 : PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS

À l'exception de ce qui est décrit ci-après, il n'y a pas eu d'événements importants ou de transactions importantes autres que les éléments présentés à la note 25 des états financiers consolidés annuels de 2025 de la Banque.

a) QUESTIONS D'ORDRE JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE

Dans le cadre normal des activités, la Banque et ses filiales font l'objet de diverses poursuites judiciaires et procédures administratives à l'égard de leurs activités et de leurs programmes de conformité, dont des poursuites civiles, des examens des autorités de réglementation, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part d'organismes gouvernementaux, de réglementation et d'autoréglementation et des autorités chargées de l'application des lois dans divers territoires. La Banque constitue des provisions lorsqu'il devient probable qu'elle subira une perte et que le montant peut être estimé de façon fiable. La Banque évalue aussi la fourchette globale estimative des pertes raisonnablement possibles (c'est-à-dire celles qui ne sont ni probables ni peu probables) pouvant découler de poursuites judiciaires et procédures administratives, en sus des provisions. Cependant, la Banque ne présente pas la perte particulière possible liée à chaque question sous-jacente étant donné l'incertitude importante associée à chaque perte possible comme il est décrit ci-après et les conséquences négatives sur la résolution par la Banque des questions qui constituent des pertes raisonnablement possibles si les pertes possibles individuelles étaient présentées. Au 31 juillet 2026, la fourchette estimative des pertes raisonnablement possibles allait de néant à environ 400 millions de dollars (de néant à environ 440,7 millions de dollars au 31 octobre 2025). Les provisions et les pertes raisonnablement possibles de la Banque représentent les meilleures estimations de la Banque en fonction des informations disponibles à l'heure actuelle à l'égard des procédures pouvant faire l'objet d'estimations, bien qu'un certain nombre de facteurs puisse amener les pertes réelles de la Banque à être très différentes de ses provisions ou des pertes raisonnablement possibles. Par exemple, les estimations de la Banque exigent beaucoup de jugement, en raison des différentes étapes auxquelles se trouvent les procédures, de l'existence de multiples codéfendeurs dont la part de responsabilité reste à déterminer, des nombreuses questions en suspens toujours en cause dans plusieurs procédures, dont certaines échappent à la volonté de la Banque ou portent sur des théories et des interprétations juridiques nouvelles, de l'incertitude planant sur les divers dénouements possibles de ces procédures et du fait que les procédures sous-jacentes évolueront au fil du temps. De plus, certaines poursuites visent des dommages-intérêts très importants ou indéterminés. Pour plus de renseignements sur les questions d'ordre juridique ou réglementaire importantes, se reporter à la note 25 des états financiers consolidés annuels de 2025 de la Banque. D'après les connaissances actuelles de la Banque, sous réserve des facteurs susmentionnés ainsi que des autres incertitudes inhérentes aux litiges et aux questions d'ordre réglementaire autres que celles décrites ci-dessous : i) il n'y a pas eu de changements importants relativement aux éléments présentés à la note 25 des états financiers consolidés annuels de 2025 de la Banque; et ii) depuis le 31 octobre 2025, aucune autre question d'ordre juridique ou réglementaire n'a été relevée ou n'a progressé au point où il serait raisonnable de s'attendre à ce qu'elle ait une incidence financière importante sur la Banque.

Comme il a été présenté précédemment, le 10 octobre 2024, la Banque a annoncé qu'à la suite d'une collaboration et communication actives avec les autorités et les organismes de réglementation, elle est parvenue à une résolution (la « résolution globale ») des enquêtes sur ses programmes de lutte contre le blanchiment d'argent (LCBA) et de conformité à la *Bank Secrecy Act* (BSA) aux États-Unis (collectivement, le « programme de LCBA-BSA aux États-Unis ») dont il a déjà été fait mention. La Banque et certaines de ses filiales américaines ont consenti à des ordonnances auprès de l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC), de la Réserve fédérale (Federal Reserve Board ou FRB) et du Financial Crimes Enforcement Network, et elles ont conclu des ententes sur le plaidoyer avec la Money Laundering and Asset Recovery Section, Criminal Division du département de la Justice des États-Unis et le bureau du procureur fédéral du district du New Jersey. La résolution globale comprend les éléments suivants : i) un paiement total de 3,088 milliards de dollars américains (4,233 milliards de dollars), montant qui a été entièrement provisionné à l'exercice 2024; ii) un plaidoyer de culpabilité par TD Bank, N.A (TDBNA) à une infraction pour avoir pris part à un complot visant à omettre de maintenir un programme adéquat de LCBA, à omettre de produire des déclarations d'opérations en monnaie exactes et à blanchir des instruments monétaires, et par TD Bank US Holding Company (TDBUSH) à deux infractions pour avoir amené TDBNA à omettre de maintenir un programme adéquat de LCBA et à omettre de produire des déclarations d'opérations en monnaie exactes; iii) des exigences relatives aux mesures correctives à apporter au programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque; iv) la nécessité d'accorder la priorité au financement et à la dotation en personnel pour mettre en place les mesures correctives, ce qui comprend des attestations par le conseil d'administration des distributions de dividendes de certaines filiales américaines de la

Banque à la Banque; v) la supervision officielle des mesures correctives relatives au programme de LCBA-BSA aux États-Unis au moyen d'un programme de surveillance indépendant; vi) une limite de 434 milliards de dollars américains (correspondant à l'actif total combiné de la Banque aux États-Unis au 30 septembre 2024) s'appliquant à l'actif total moyen combiné des deux filiales bancaires américaines de la TD (TDBNA et TD Bank USA, N.A.) (collectivement, la « Banque aux États-Unis ») (la « limite de l'actif »), et si la Banque aux États-Unis ne se conforme pas à tous les articles exécutaires des ordonnances sur consentement de l'OCC (et pour chaque année successive au cours de laquelle la Banque aux États-Unis demeure en situation de non-conformité), l'OCC peut exiger de la Banque aux États-Unis qu'elle réduise davantage l'actif total combiné jusqu'à hauteur de 7 %; vii) pendant la période préalable à l'acceptation par l'OCC des politiques et procédures améliorées de LCBA de la Banque aux États-Unis, l'obligation de la Banque aux États-Unis de se soumettre à des processus d'approbation de surveillance par l'OCC pour ce qui est des nouveaux produits, services et marchés ou encore des nouvelles succursales afin d'assurer que le risque de blanchiment d'argent lié à toute nouvelle initiative est évalué et atténué comme il se doit; viii) des obligations pour la Banque et TD Group U.S. Holdings, LLC (TDGUS) de retenir les services d'un tiers afin d'évaluer l'efficacité de la gouvernance d'entreprise ainsi que de la structure de gestion aux États-Unis pour s'assurer d'une surveillance adéquate des activités aux États-Unis; ix) des obligations de se conformer aux modalités des ententes sur le plaidoyer avec le département de la Justice des États-Unis pendant une période de probation de cinq ans (qui pourrait être prolongée par suite du défaut de la Banque de respecter les engagements de conformité, de l'omission de coopérer ou de signaler une inconduite alléguée, s'il y a lieu, ou de la commission d'autres crimes); x) une obligation continue de collaborer dans le cadre des enquêtes du département de la Justice des États-Unis; et xi) une obligation continue de signaler toute violation avérée ou alléguée par la Banque, ses filiales ou ses employés susceptible de constituer une violation des lois fédérales américaines. La Banque s'emploie à se conformer aux modalités des ordonnances sur consentement et des ententes sur le plaidoyer, notamment aux exigences relatives aux mesures correctives à apporter au programme de LCBA et de conformité à la BSA aux États-Unis de la Banque. Au cours du premier trimestre de 2025, la Banque a payé en totalité le reste des sanctions pécuniaires exigées au titre des ordonnances sur consentement et des ententes sur le plaidoyer conclues dans le cadre de la résolution globale. Le paiement a été couvert par les provisions que la Banque a constituées précédemment relativement à cette affaire.

Comme il a été présenté précédemment, la Banque de même que certains administrateurs, dirigeants et employés anciens ou actuels ont été nommés défendeurs dans des recours collectifs proposés aux États-Unis et au Canada apparemment intentés au nom d'actionnaires de la Banque alléguant, entre autres, qu'une baisse du cours des actions de la Banque était attribuable à des informations trompeuses fournies concernant les programmes de LCBA de la Banque et/ou les résultats potentiels des enquêtes des organismes gouvernementaux ou des organismes de réglementation. Les deux recours collectifs proposés déposés aux États-Unis ont été regroupés sous l'intitulé *Tiessen v. The Toronto-Dominion Bank, et al.*, devant la United States District Court for the Southern District of New York, et un recours conjoint modifié a été déposé, dans lequel TD Bank, N.A., TDBUSH et certains administrateurs anciens et actuels sont également nommés défendeurs. Le 30 mai 2025, les défendeurs ont déposé une requête en irrecevabilité dans l'affaire *Tiessen*, laquelle est en instance devant la cour. Parmi les trois recours collectifs proposés en Ontario, *Parkin v. The Toronto-Dominion Bank, et al.*, a été désigné comme étant l'action principale, les deux autres recours en Ontario étant suspendus. L'autre recours collectif toujours en cours au Québec a été suspendu. Dans l'affaire *Parkin*, l'audience de certification et l'audition de la motion pour demander l'autorisation en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario) ont eu lieu et la décision est en délibéré. Une action dérivée connexe des actionnaires, intitulée *Rubin v. Masrani, et al.*, a également été intentée aux États-Unis, apparemment au nom de la TD, devant la Cour suprême de l'État de New York, comté de New York, contre certains administrateurs, dirigeants et employés anciens et actuels de la TD, et certaines des sociétés affiliées et filiales américaines de la TD. L'affaire présente des allégations de manquements aux obligations et d'autres réclamations à l'encontre des défendeurs individuels relativement au programme de LCBA et de conformité à la BSA aux États-Unis de la Banque. Le 31 octobre 2025, la TD a déposé une requête en irrecevabilité dans l'affaire *Rubin*, laquelle est en instance devant la cour. Certains actionnaires présumés de la TD ont également déposé une requête auprès de la Cour supérieure de justice de l'Ontario (*The Trustees of International Brotherhood of Electrical Workers, et al., v. The Toronto-Dominion Bank, et al.*) sollicitant l'autorisation d'intenter une action dérivée connexe des actionnaires devant la Delaware Court of Chancery au nom de la TD et de TDBUSH contre certains administrateurs et dirigeants actuels et anciens. La motion en autorisation a été entendue le 21 avril 2026. Le 4 mai 2026, le tribunal a rejeté la requête. Les requérants ont déposé un avis d'appel, l'audience étant prévue pour le 17 mars 2027. Toutes les procédures en sont encore à un stade précoce. Il est impossible d'estimer les pertes ou les dommages-intérêts à l'heure actuelle.

Comme il a été présenté précédemment, la Banque a été nommée défenderesse dans un recours collectif proposé aux États-Unis, intenté au nom d'actionnaires de First Horizon alléguant qu'une baisse du cours des actions de First Horizon découlait de l'information trompeuse fournie par la Banque concernant son programme de LCBA-BSA aux États-Unis et son incidence sur la fusion envisagée de la Banque avec First Horizon. Certains administrateurs anciens et actuels et un ancien employé de la Banque ont également été nommés défendeurs dans ce recours. Le 26 novembre 2025, le tribunal a rejeté la demande des requérants, mais leur a donné une dernière possibilité de modifier de nouveau leur demande afin d'en corriger les lacunes. Le 22 janvier 2026, les requérants, plutôt que de modifier leur demande, ont déposé un avis d'appel. Le 26 février 2026, trois poursuites individuelles ont été intentées par des entités constituées sous le régime des lois des îles Caïmans devant le tribunal d'État du New Jersey contre la Banque, TDBNA, TDGUS et des dirigeants et employés anciens et actuels, dans lesquelles les requérants allèguent qu'ils ont été incités à acheter et à détenir des actions de First Horizon en se basant sur les déclarations de la TD concernant son programme de LCBA-BSA aux États-Unis et l'incidence de celui-ci sur la fusion envisagée de la Banque avec First Horizon (*Nineteen77 Global Multi-Strategy Alpha Master Ltd. et al. v. The Toronto-Dominion Bank et al.*; *AQR Arbitrage MA Offshore Fund L.P. et al. v. The Toronto-Dominion Bank et al.*; *HBK Master Fund LP et al. v. The Toronto-Dominion Bank et al.*). Le 27 mars 2026, la TD a déposé un avis visant à renvoyer les affaires devant le tribunal fédéral, ce que les requérants contestent. Il est impossible d'estimer les pertes ou les dommages-intérêts à l'heure actuelle.

Des organismes gouvernementaux américains procèdent à des demandes de renseignements ou mènent des enquêtes sur l'accès équitable aux services bancaires, notamment à la suite du décret présidentiel 14331 (*Guaranteeing Fair Banking for All Americans*), qui impose que certains organismes gouvernementaux effectuent un examen des politiques et des pratiques des institutions financières concernant l'offre de produits ou services financiers à des clients actuels ou potentiels, et le maintien ou l'abandon de ces produits ou services. La Banque répond aux demandes qui lui ont été transmises par les organismes gouvernementaux américains concernant, entre autres, ses politiques et ses processus, et la prestation de services à ses clients actuels ou potentiels.

Comme il a été présenté précédemment, la Banque est nommée défenderesse dans un certain nombre de procédures, notamment des recours collectifs, au Canada ou aux États-Unis dans lesquelles sont présentées des allégations visant différents frais, différentes pratiques et différentes décisions relatives au crédit. Ces procédures, qui en sont rendues à différentes étapes, comprennent : un recours intenté au Québec contre des membres du secteur des services financiers (dont la Banque) concernant l'existence de frais d'insuffisance de fonds et le montant de ces frais, un recours intenté au Québec contre certains courtiers (dont Placements directs TD) concernant la communication des frais de conversion des monnaies étrangères, un recours intenté au Québec contre des membres du secteur de l'assurance automobile (dont Primum compagnie d'assurance) concernant les pratiques en matière de souscription au Québec, un recours collectif, qui a été certifié, intenté contre la Banque concernant une pratique de la TD consistant à considérer, pour les employés appartenant à une certaine catégorie, les montants payés au titre des régimes de rémunération applicables comme englobant les indemnités de vacances et de congés payés de ces employés, et un recours, qui a récemment été certifié, intenté au Québec contre des membres du secteur des services financiers (dont la Banque) concernant certains frais de remboursement anticipé de prêts hypothécaires.

Pour plus de renseignements sur les questions fiscales, se reporter à la note 15.

b) CHARGES DE RESTRUCTURATION

Au cours de l'exercice 2026, la Banque a pris certaines mesures afin de réduire les coûts et d'atteindre une plus grande efficacité. Le programme de restructuration s'est terminé le 31 janvier 2026. Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2026, la Banque a engagé (recouvré) des charges de restructuration respectivement de (10) millions de dollars avant impôt et 184 millions de dollars avant impôt (respectivement 333 millions de dollars avant impôt et 496 millions de dollars avant impôt pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025).

NOTE 18 : INFORMATIONS SECTORIELLES

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, la Banque présente les résultats de ses activités commerciales en fonction de quatre secteurs d'exploitation : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services bancaires aux États-Unis, Gestion de patrimoine et Assurance, et Services bancaires de gros. Les autres activités de la Banque sont regroupées au sein du secteur Siège social. À compter du premier trimestre de 2026, le secteur Services de détail aux États-Unis a été renommé Services bancaires aux États-Unis par la Banque afin de mieux refléter les produits et services financiers du secteur.

Le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada offre des produits et des services financiers aux particuliers, aux petites entreprises et aux commerces et comprend Financement auto TD au Canada. Le secteur Services bancaires aux États-Unis comprend les activités de services bancaires personnels et aux entreprises aux États-Unis, Financement auto TD aux États-Unis et les activités de gestion de patrimoine aux États-Unis. À compter du premier trimestre de 2026, les produits autres que d'intérêts au sein du secteur Services bancaires aux États-Unis sont ajustés pour exclure la quote-part de la Banque des pertes découlant des placements communautaires comportant des avantages fiscaux comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, laquelle est reclassée dans la charge d'impôt sur le résultat. L'ajustement entre les produits autres que d'intérêts et la charge d'impôt sur le résultat présenté dans le secteur Services bancaires aux États-Unis est renversé dans le secteur Siège social. Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2026, l'ajustement a été respectivement de 185 millions de dollars (132 millions de dollars américains) et 548 millions de dollars (395 millions de dollars américains) (respectivement 165 millions de dollars (120 millions de dollars américains) et 490 millions de dollars (349 millions de dollars américains) pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2025). Les montants comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au premier trimestre de 2026. Le 12 février 2025, la Banque a vendu la totalité de sa participation en actions restante dans Schwab. Avant la vente, la participation de la Banque dans Schwab était présentée dans le secteur Services bancaires aux États-Unis. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 7. Le secteur Gestion de patrimoine et Assurance comprend les activités de gestion de patrimoine au Canada, lesquelles offrent des produits et des services de placement à des investisseurs institutionnels et de détail, et les activités d'assurance, lesquelles offrent des produits d'assurance de dommages et d'assurance de personnes à des clients partout au Canada. Le secteur Services bancaires de gros offre une vaste gamme de produits et services bancaires de marchés financiers, de placement et de financement de grandes entreprises, dont la prise ferme et la distribution de nouvelles émissions de titres de créance et d'actions, les conseils sur les acquisitions et dessaisissements stratégiques, et les solutions pour les besoins de transactions courantes, de financement et de placement des clients de la Banque. Le secteur Siège social comprend l'incidence de certains programmes de titrisation d'actifs, la gestion de trésorerie, l'élimination des rajustements en équivalence fiscale et les autres reclassements effectués par la direction, l'impôt au niveau de l'entreprise, ainsi que les produits et les charges résiduels non répartis.

Le tableau suivant présente les résultats sectoriels pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2026 et 2025.

Résultats par secteur d'exploitation¹

(en millions de dollars canadiens)

	Services bancaires personnels et commerciaux au Canada		Services de détail aux États-Unis		Gestion de patrimoine et Assurance		Services bancaires de gros ²		Siège social ²		Total	
	Trois mois clos les 31 juillet											
	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025
Produits (pertes) d'intérêts nets	4 528 \$	4 239 \$	3 352 \$	3 101 \$	466 \$	373 \$	270 \$	110 \$	680 \$	703 \$	9 296 \$	8 526 \$
Produits (pertes) autres que d'intérêts	989	1 002	814	541	3 619	3 300	2 311	1 953	(144)	(25)	7 589	6 771
Total des produits	5 517	5 241	4 166	3 642	4 085	3 673	2 581	2 063	536	678	16 885	15 297
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	478	463	317	317	—	—	41	71	81	120	917	971
Charges afférentes aux activités d'assurance	—	—	—	—	1 646	1 563	—	—	—	—	1 646	1 563
Charges autres que d'intérêts	2 131	2 066	2 554	2 381	1 296	1 155	1 594	1 493	900	1 427	8 475	8 522
Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net de la participation dans Schwab	2 908	2 712	1 295	944	1 143	955	946	499	(445)	(869)	5 847	4 241
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	813	759	221	184	302	252	203	101	(307)	(391)	1 232	905
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab ^{3,4}	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Résultat net	2 095 \$	1 953 \$	1 074 \$	760 \$	841 \$	703 \$	743 \$	398 \$	(138) \$	(478) \$	4 615 \$	3 336 \$
	Neuf mois clos les 31 juillet											
	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025
Produits (pertes) d'intérêts nets	13 211 \$	12 397 \$	9 844 \$	9 203 \$	1 295 \$	1 104 \$	471 \$	48 \$	2 125 \$	1 765 \$	26 946 \$	24 517 \$
Produits (pertes) autres que d'intérêts	2 983	2 984	2 191	139	10 474	9 670	6 973	6 144	(300)	8 829	22 321	27 766
Total des produits	16 194	15 381	12 035	9 342	11 769	10 774	7 444	6 192	1 825	10 594	49 267	52 283
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	1 412	1 606	954	1 210	—	—	291	266	300	442	2 957	3 524
Charges afférentes aux activités d'assurance	—	—	—	—	4 666	4 487	—	—	—	—	4 666	4 487
Charges autres que d'intérêts	6 366	6 204	7 498	7 099	3 803	3 459	4 666	4 489	3 267	3 480	25 600	24 731
Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net de la participation dans Schwab	8 416	7 571	3 583	1 033	3 300	2 828	2 487	1 437	(1 742)	6 672	16 044	19 541
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	2 352	2 119	656	88	865	738	571	321	(1 309)	(678)	3 135	2 588
Quote-part du résultat net de la participation dans Schwab ^{3,4}	—	—	—	277	—	—	—	—	—	28	—	305
Résultat net	6 064 \$	5 452 \$	2 927 \$	1 222 \$	2 435 \$	2 090 \$	1 916 \$	1 116 \$	(433) \$	7 378 \$	12 909 \$	17 258 \$

¹ La part des produits et des pertes sur créances revenant aux partenaires des programmes de détaillants est présentée dans le secteur Siège social, et un montant correspondant (représentant la quote-part nette des partenaires) est comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts, de sorte à éliminer toute incidence sur le résultat net comme présenté du secteur Siège social. Le résultat net présenté dans le secteur Services bancaires aux États-Unis ne comprend que la part des produits et des pertes sur créances attribuables à la Banque en vertu des conventions.

² Les produits d'intérêts nets au sein du secteur Services bancaires de gros sont présentés en équivalence fiscale. Le rajustement de l'équivalence fiscale présenté dans le secteur Services bancaires de gros est renversé dans le secteur Siège social.

³ Le montant après impôt pour l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises a été comptabilisé dans le secteur Siège social.

⁴ La quote-part de la Banque du résultat de Schwab était présentée avec un décalage d'un mois. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 7.

Total de l'actif par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Services bancaires personnels et commerciaux au Canada	Services bancaires aux États-Unis	Gestion de patrimoine et Assurance	Services bancaires de gros	Siège social	Total
	Au 31 juillet 2026					
Total de l'actif	635 303 \$	521 446 \$	28 900 \$	768 679 \$	157 533 \$	2 111 861 \$
	Au 31 octobre 2025					
Total de l'actif	616 115 \$	530 729 \$	25 231 \$	754 391 \$	168 092 \$	2 094 558 \$

NOTE 19 : PRODUITS D'INTÉRÊTS ET CHARGES D'INTÉRÊTS

Les tableaux suivants présentent les produits d'intérêts et les charges d'intérêts par évaluation comptable.

Produits d'intérêts

(en millions de dollars canadiens)	Trois mois clos les		Neuf mois clos les	
	31 juillet 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Évalués au coût amorti ¹	17 016 \$	18 457 \$	51 292 \$	56 528 \$
Évalués à la JVAERG – instruments de créance ¹	1 224	1 157	3 511	3 117
	18 240	19 614	54 803	59 645
Évalués ou désignés à la JVRN	2 645	2 049	6 636	6 282
Évalués à la JVAERG – instruments de capitaux propres	73	81	196	271
Total	20 958 \$	21 744 \$	61 635 \$	66 198 \$

¹ Les produits d'intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Charges d'intérêts

(en millions de dollars canadiens)	Trois mois clos les		Neuf mois clos les	
	31 juillet 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Évalués au coût amorti ¹	8 011 \$	10 605 \$	25 629 \$	33 047 \$
Évalués ou désignés à la JVRN	3 651	2 613	9 060	8 634
Total	11 662 \$	13 218 \$	34 689 \$	41 681 \$

¹ Les charges d'intérêts sont calculées selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTE 20 : FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

La Banque gère ses fonds propres conformément aux lignes directrices établies par le BSIF. Les lignes directrices sur les fonds propres réglementaires évaluent les fonds propres compte tenu du risque de crédit, du risque de marché et du risque opérationnel. La Banque applique plusieurs directives, procédures et contrôles en matière de fonds propres pour réaliser ses objectifs, et elle est désignée banque d'importance systémique intérieure (BISI) et banque d'importance systémique mondiale (BISM).

Les banques canadiennes désignées BISI doivent respecter les cibles minimales de ratios de fonds propres fondés sur les risques et de ratio de levier du BSIF. Les cibles minimales comprennent un supplément pour les BISI et une réserve pour stabilité intérieure (RSI) à l'égard du ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, du ratio de fonds propres de catégorie 1, du ratio du total des fonds propres et du ratio de capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) fondé sur le risque. Le niveau de la RSI a été diminué pour s'établir à 3,0 % à partir du 19 juin 2026, ce qui a fait passer respectivement à 11,0 %, 12,5 %, 14,5 % et 24,5 % les cibles minimales réglementaires publiées. La cible du BSIF comprend le plus élevé des suppléments pour les BISI et les BISM, lesquels s'établissent actuellement à 1 % pour la Banque. La cible de ratio de levier du BSIF exige que les BISI maintiennent un coussin de ratio de levier de 0,50 % en plus de l'exigence minimale en vigueur, ce qui a pour effet de fixer les cibles minimales réglementaires publiées de ratio de levier et de ratio TLAC respectivement à 3,5 % et 7,25 %.

La Banque a respecté toutes les exigences minimales établies par le BSIF pour les neuf mois clos le 31 juillet 2026 à l'égard des ratios de fonds propres fondés sur les risques et des ratios de levier.

Le tableau qui suit résume la situation des fonds propres réglementaires de la Banque aux 31 juillet 2026 et 31 octobre 2025.

Situation des fonds propres réglementaires

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Aux	
	31 juillet 2026	31 octobre 2025
Fonds propres		
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	93 186 \$	93 579 \$
Fonds propres de catégorie 1	105 319	104 502
Total des fonds propres	116 982	116 866
Actifs pondérés en fonction des risques servant à calculer les ratios de fonds propres	653 368	636 424
Ratios de fonds propres et de levier		
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	14,3 %	14,7 %
Ratio de fonds propres de catégorie 1	16,1	16,4
Ratio du total des fonds propres	17,9	18,4
Ratio de levier	4,5	4,6
Ratio TLAC	31,1	31,8
Ratio de levier TLAC	8,8	8,9

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS

Service des relations avec les actionnaires

Si vous :	et que votre demande de renseignements porte sur ce qui suit :	Veuillez communiquer avec les personnes suivantes :
êtes un actionnaire inscrit (votre nom figure sur votre certificat d'actions de la TD)	un dividende non reçu, un certificat d'actions perdu, une question de succession, un changement d'adresse au registre des actionnaires, un changement de compte bancaire pour le dépôt des dividendes, le plan de réinvestissement des dividendes, l'élimination des envois en double aux actionnaires ou l'arrêt (ou la reprise) des envois de rapports annuels et trimestriels	Agent des transferts : Compagnie Trust TSX 301-100 Adelaide Street West Toronto (Ontario) M5H 4H1 1-800-387-0825 (Canada et États-Unis seulement) ou 416-682-3860 Téléc. : 1-888-249-6189 shareholderinquiries@tmx.com ou www.tsxtrust.com
déterminez vos actions de la TD par l'intermédiaire du système d'inscription direct aux États-Unis	un dividende non reçu, un certificat d'actions perdu, une question de succession, un changement d'adresse au registre des actionnaires, l'élimination des envois en double aux actionnaires ou l'arrêt (ou la reprise) des envois de rapports annuels et trimestriels	Coagent des transferts et agent comptable des registres : Computershare Trust Company, N.A. P.O. Box 43006 Providence, RI 02940-3006, ou Computershare Trust Company, N.A. 150 Royall Street Suite 101 Canton, MA 02021 1-866-233-4836 Service ATS (pour malentendants) : 1-800-231-5469 Actionnaires à l'extérieur des États-Unis : 201-680-6578 Service ATS pour actionnaires à l'extérieur des États-Unis : 201-680-6610 Demandes de renseignements par courriel : web.queries@computershare.com Pour accéder à votre compte électronique : www.computershare.com/investor
déterminez en propriété véritable des actions de la TD qui sont immatriculées au nom d'un intermédiaire, comme une banque, une société de fiducie, un courtier en valeurs mobilières ou une autre personne désignée	vos actions de la TD, notamment des questions au sujet du plan de réinvestissement des dividendes et de l'envoi de documents aux actionnaires	Votre intermédiaire

Pour toute autre question, les actionnaires peuvent communiquer avec le Service des relations avec les actionnaires de la TD par téléphone au 416-944-6367 ou au 1-866-756-8936, ou par courriel à l'adresse td.shareholderrelations@td.com. Veuillez prendre note qu'en nous faisant parvenir un courriel ou en nous laissant un message vocal, vous consentez à ce que nous transmettions votre demande aux personnes aptes à vous répondre.

Renseignements généraux

Produits et services : Communiquer avec TD Canada Trust, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 au 1-866-233-2323

En anglais : 1-866-567-8888

En cantonais/mandarin : 1-800-328-3698

Service de télécommunications à l'intention des malentendants : 1-800-361-1180

Site Web : www.td.com

Courriel : customer.service@td.com

Conférence téléphonique sur les résultats trimestriels

Le Groupe Banque TD tiendra une conférence téléphonique sur les résultats le 27 août 2026, à Toronto, en Ontario. La conférence sera diffusée en webémission audio en direct sur le site Web de la TD à 9 h 30 HE. Au cours de la conférence téléphonique, des dirigeants de la TD présenteront les résultats financiers de la Banque pour le troisième trimestre et tiendront des discussions portant sur les informations présentées. Une période de questions destinée aux analystes suivra. Il sera possible de consulter les documents accompagnant les exposés qui auront lieu pendant la conférence sur le site Web de la TD à l'adresse www.td.com/francais/investisseurs, le 27 août 2026, avant le début de celle-ci. Une ligne téléphonique pour écoute seulement est ouverte au 416-855-9085 ou au 1-800-990-2777 (sans frais). Le code d'accès est le 00855#.

La version archivée de la webémission audio et des documents des exposés pourra être consultée à l'adresse www.td.com/francais/investisseurs. Il sera également possible d'écouter la conférence jusqu'à 23 h 59 HE, le 11 septembre 2026, en composant le 289-819-1325 ou le 1-888-660-6264 (sans frais). Le code d'accès est le 00855#.

Assemblée annuelle

Le jeudi 15 avril 2027

Toronto, Ontario